

Schweizerische Zeitschrift für Soziologie

Revue suisse de sociologie

N° 2

4. Jahrgang
4^e année

Juni 1978
Juin



Inhaltsverzeichnis / Table des matières

Seiten
pages

W. FISCHER: La médecine: essai de construction d'objet	3-31
P. BÜCHLER: Kinder aus unvollständigen Familien: eine literarisch-empirische Vorstudie	33-69
H. GESER, F. HÖPFLINGER: Kantonale Polizeiorganisationen im Vergleich: eine organisationssoziologische Analyse	71-98
R. E. GERMAN, A. FRUTIGER: Les experts et la politique	99-127
M. KILLIAS, H. ZWICKY: Sozialstruktur, Persönlichkeit und Bereicherungsdelinquenz	129-162
G. KIRCHGÄSSNER, W. W. POMMEREHNE: Gemeindegrösse und Stimmabteilung: ein einfaches Regressionsmodell	163-173
J. VONECHE: Le jouet, outil du métier d'enfant	175-193
ATELIER: F. HÖPFLINGER: Schweizer Soziologen und ihre aktuelle Tätigkeit .	195-202
BUCHBESPRECHUNGEN - BIBLIOGRAPHIE CRITIQUE	203-208

LA MEDECINE: ESSAI DE CONSTRUCTION D'OBJET

Werner Fischer

RESUME

La tentative de construire l'objet spécifique de la sociologie de la médecine est organisée en trois étapes. La première partie est consacrée à l'étude des changements récents des conditions et des cadres théoriques de l'exercice de l'activité médicale, comparés à la délimitation et aux dimensions que la sociologie de la médecine privilégie. Il est montré que la sociologie, plutôt que de constituer une approche autonome, s'inscrit le plus souvent directement aux intérêts et aux contradictions du champ médical.

Le cadre conceptuel élaboré est ensuite développé et explicité au moyen de l'analyse des conditions objectives de la production des biens matériels et symboliques (structure et moyens de production, biens produits et leurs fonctions dans la société).

Cette approche est poursuivie dans l'étude des pratiques médicales et des maladies définies comme faits sociaux. Elle permet enfin de redéfinir la notion du mandat thérapeutique en tant que mandat social transmuté dans la logique de l'autonomie relative du champ médical dans le système social.

ZUSAMMENFASSUNG

Der Versuch, den spezifischen Gegenstand der Medizinsoziologie zu konstruieren, wird in drei Etappen unternommen. Der erste Teil ist dem Studium neuerer Aenderungen der konkreten Bedingungen und des theoretischen Rahmens der medizinischen Tätigkeit gewidmet. Zum Vergleich sind die von der Medizinsoziologie gemachten Abgrenzungen und ihre typischen Forschungsfelder herausgearbeitet. Es kann somit gezeigt werden, dass sich die Soziologie den Interessen und Widersprüchen des medizinischen Systems meist direkt unterordnet und kaum eine autonome Stellung einnimmt.

Der ausgearbeitete Bezugsrahmen wird nachher weiter entwickelt in der Analyse der objektiven Produktionsbedingungen materieller und symbolischer Güter in der Medizin (Struktur, Produktionsmittel, hergestellte Güter und ihre Funktionen in der Gesellschaft).

Danach werden die medizinischen Praktiken und die Krankheiten, als soziale Gegebenheiten betrachtet, vom gleichen Angehen aus untersucht. Dies ermöglicht es, den Begriff des therapeutischen Mandates - im Sinne eines umgewandelten sozialen Mandates - neu zu definieren und zwar auf der Basis der relativen Autonomie oder Eigengesetzlichkeit der Medizin im Sozialsystem.

* * *

Tout écrit d'orientation théorique est entraîné dans un premier temps vers les questions préalables, presque inévitables, par rapport aux canons qui règlent les débats et les disputes du champ intellectuel. Ces interrogations sont d'ordre épistémologique et soulèvent le problème de la position du sociologue face au domaine qu'il étudie.

Sans vouloir, en aucune façon, minimiser l'intérêt et la pertinence de ces questions, on ne peut - il me semble - les aborder "in abstracto". Cela d'autant moins dans le domaine qui nous concerne, la médecine, parce que probablement nul autre terrain n'induit davantage les faux-semblants de la discussion épistémologique, les implications pour le sociologue favorisant grandement la possibilité de perversions des rapports: soit on prend prétexte de la position dominée du sociologue et on mobilise le schéma implicite d'une théorie du ressentiment ou de la revanche; soit on recourt aux produits vulgarisés de la psychanalyse dont on tire des explications qui ont acquis, même en milieu sociologique, la force des raisons ultimes.

C'est pour cet ensemble de motifs que la démarche adoptée ici vise d'abord à interroger quelques produits légitimes de la sociologie de la médecine afin de pouvoir dégager, de ces pratiques codifiées, les postulats, modèles, concepts implicites à l'oeuvre. Plus qu'un état de faits, cette première série de constatations doit rendre attentif aux risques et pièges des emprunts inconscients à l'objet de notre discipline et aux ruptures nécessaires avec les préconstructions qu'il nous fournit ou impose.

Après la définition de l'objet et de son champ, nous indiquerons quelques lignes de construction conceptuelle ainsi que des ébauches d'analyse de matériaux empiriques.

L'objectif constant sera de prouver que la médecine a pour seules spécificités sa position stratégique comme système particulier, et ses fonctions par rapport aux enjeux du système social, à savoir la production, la gestion et la réparation du patrimoine biologique et mental ajusté aux divers usages sociaux. L'analyse socio-logique de cet objet rejoint ainsi les problématiques de la sociologie en général.

1. RAPPORTS DE FORCE ET DEGRES DE LEGITIMITE DES POINTS DE VUE

Parce que les manuels de sociologie de la médecine (1) rédigés par les ténors de ce domaine, livrent à des moments donnés non seulement l'état du savoir sociologique, mais aussi la bonne manière et la façon légitime de définir notre approche, ils constituent la référence la plus sûre pour l'analyse des relations entre médecine et sociologie et de la position théorique et pratique de cette dernière par rapport au champ médical.

Ainsi J. Siegrist définit la "sociologie médicale par l'application de concepts, hypothèses et méthodes sociologiques pour l'étude de problèmes de la pratique et du savoir médical et pour l'analyse des situations du système de santé et des groupes visés (les patients)" (2). Le commentaire de cette définition serait un exercice de style. Il est plus intéressant de relever que l'auteur, en référence à Kendall et Merton, précise l'objet de la sociologie médicale en énumérant "les contributions scientifiques et autonomes de la sociologie dans les domaines suivants de la médecine :

- l'étude des processus thérapeutiques et de réhabilitation.
- l'étude des institutions médicales et leurs intrisations avec d'autres instances économiques et sociales.
- l'étude de la formation des médecins et d'autres soignants.
- l'étude interdisciplinaire de la genèse et de la diffusion de maladies" (3).

Ce découpage de la sociologie de la médecine est à la base de pratiquement tous les manuels dont le plan s'ordonne

selon ces dimensions. Ce schéma organisateur régit aussi les travaux empiriques qui, souvent explicitement, sont rangés par les auteurs dans l'une des parties mentionnées. Cet état de faits et la vision qui s'est progressivement imposée en sociologie de la médecine appellent un certain nombre de remarques quant au type de sociologie à l'œuvre et quant à la position des sociologues par rapport au système médical.

1.1. La subordination de la sociologie aux intérêts du système médical

La définition de la sociologie comme "l'étude des problèmes de la pratique et du savoir médical" situe d'emblée notre discipline parmi les contributions qui, se prétendant autonomes, risquent fort de glisser dans le statut de dépendance où se trouvent les recherches de développement opposées à la recherche fondamentale. Faut-il préciser qu'il s'agit dès lors de développement de la médecine et non plus d'un savoir et d'une pratique sociologiques? En effet, G.G. Reader, (4) dont les arguments s'appuient sur des faits apparemment incontestables, peut être cité comme exemple de ce glissement : "Dans le but de comprendre la nature de la contribution (sociologique) dans ce champ (médical), il est important de l'examiner du point de vue du praticien. Quel est le corps de savoirs propres à la pratique médicale ? Il peut être le mieux défini en termes des intérêts du professionnel de la santé". Seuls la prévention, le diagnostic, le pronostic et le traitement des maladies, étant considérés comme intéressant le professionnel, toute contribution à ce niveau est amenée à exclure d'emblée que ce professionnel puisse poursuivre dans sa pratique des intérêts économiques, sociaux ainsi que vouloir sauvegarder la position de la médecine en concurrence avec d'autres instances défendant pour elles-mêmes d'autres intérêts objectifs.

Dans cette logique, la sociologie a pour tâche de développer (au sens industriel du terme) "l'art de la pratique qui est en médecine une approche individuelle dans le but de trouver une solution à tout problème pratique et immédiat" (5).

En dernière analyse, la sociologie aurait ainsi pour fonction de fournir à la médecine un appoint dans les cas où la pratique rencontre des difficultés ou des obstacles, et de participer de cette manière à la mise à jour de la médecine, tant du point de vue de la légitimité de son approche, que de celui de son fonctionnement par rapport à des conditions modifiées dans le temps et dans l'espace.

1.2. La sociologie et les contradictions actuelles de la médecine

S'il est vrai que la sociologie occupe cette position et remplit cette fonction dans la plupart de ses travaux, elle doit son implantation en médecine à une constellation de données qui menacent la médecine dans l'exercice de sa pratique, ou plus précisément au fait que la médecine (ses institutions, sa pratique, son savoir, etc.) n'est plus adaptée aux conditions actuelles dans lesquelles elle a le mandat d'exercer,

En schématisant à grands traits l'évolution de la pensée médicale dominante, on peut dire que la subordination théorique de la médecine aux sciences dites exactes vers la fin du 18ème siècle a abouti à la définition de la maladie par la déviation d'un état physiologique par rapport à des normes et valeurs mesurables, censées représenter le fonctionnement ordonné des processus fonctionnels intra- et interorganiques. Renforcée par les découvertes de la biologie cellulaire et microbienne du 19ème siècle, la théorie médicale s'est définitivement construite sur le modèle étiologique qui énonce que toute maladie a des causes (organiques) spécifiques, et toujours les mêmes, qui produisent des symptômes et syndromes identiques ou semblables.

Il serait trop long d'analyser tous les facteurs qui ont ébranlé ce modèle de représentation et de compréhension unitaire des pathologies organiques et mentales. Mais il est important de souligner qu'il ne s'agit pas simplement des conséquences du progrès du savoir médical. En effet, le spectre des maladies, matériel de la pratique et des connaissances médicales, s'est fortement modifié avec l'accroissement des affections chroniques, des troubles fonctionnels, ainsi que de ce qui est classé dans les "maladies de la civilisation", stress, alcoolisme, drogue, suicide.

L'extension du champ médical à ces nouvelles catégories a précisément récusé l'application du modèle étiologique au sens strict. La psychanalyse, la médecine psychosomatique, les études épidémiologiques et plus récemment la médecine sociale et préventive se sont constituées sur le refus du modèle unitaire et sur la prise en considération (dans leurs nouvelles compréhensions) de données psychologiques et sociales. Mais ces conceptions concurrentes ont davantage entraîné l'élargissement des fondements théoriques et pratiques de la médecine organique que leur rupture.

La diversification des institutions médicales et leur spécialisation entraînent l'expansion des professions soi-

gnantes et produisent l'émergence de savoirs concurrents, même s'ils sont dominés (infirmières, techniciens, socio-thérapeutes, physiothérapeutes, diététiciens, etc.). En même temps que des questions de délimitation des disciplines et des compétences, se font jour des problèmes liés à l'organisation et à la gestion de grandes entités bureaucratiques (administration, organisation du travail, hiérarchies), à l'établissement de règles de la concurrence et de la coopération entre branches et professions, au recrutement, à la formation et aux carrières des agents du système et enfin à l'administration de soins à un nombre de plus en plus élevé de malades (productivité, rendement, efficacité...).

Enfin, la politique de la santé, aussi contradictoire et peu rationnelle qu'elle soit, introduit des questions nouvelles. En effet, les limites et le manque d'efficience de la médecine curative et réparatrice posent le problème de l'extension des processus thérapeutiques au-delà des rapports directs entre médecin et malade et soulèvent concrètement la problématique de la contrainte et des interventions bureaucratiques.

De plus est posé le problème des différences du point de vue des prestations de soins, entre régions, classes et groupes sociaux. Or, parce que la politique de la santé est basée sur des intérêts économiques, sociaux et politiques, les nouvelles catégories de malades qu'elle soumet à la médecine présentent le plus souvent une distance sociale et culturelle plus grande au système médical et révèlent les conditions inadéquates de l'exercice actuel de la médecine. C'est dans cette perspective qu'il faut chercher les raisons qui ont présidé à l'analyse sociologique de la relation médecin-malade, limitée aux aspects les plus généraux et les moins spécifiques de statut et de rôle.

Ce long détour pour repérer les lignes directrices récentes des enjeux dans le champ médical, permet d'articuler plus précisément les contradictions dans lesquelles la médecine s'inscrit : d'une part le modèle biologique et les effets iatrogéniques de ses réductions (maladie chronique, demande médicale marginale, contraintes exercées sur les patients), et d'autre part la pression de plus en plus forte d'autres déterminants, ou la reconnaissance d'autres influences; sur les maladies et leur traitement (facteurs sociaux, processus institutionnels de chronicisation, par exemple). Par ailleurs, l'expansion de la médecine n'a pas toujours été suivie par l'assignation d'un statut médical univoque à des faits considérés dès lors comme des troubles (toxicomanies, troubles psychiatriques, personnes âgées, troubles du développement pendant l'enfance ou l'adolescence, stress, déviances).

Or ces domaines dans lesquels la médecine est acculée à des conditions modifiées de son exercice, recouvrent exactement les dimensions et problématiques dont traite la sociologie de la médecine. Ses recherches sont en rapport direct avec les enjeux et les problèmes du champ médical, et non avec ceux de la sociologie. De toutes ces orientations, seules les études sur l'institution médicale et certains rares travaux sur les agents du système semblent échapper à cet état d'inféodation qu'impose la médecine à la sociologie et présenter une autonomie en dépassant les découpages que les sociologues empruntent à l'objet de leur étude (6). Est-il nécessaire d'ajouter que le champ de la médecine a si bien imposé son idéologie qu'aucun manuel ne contient une analyse de la structure économique du système de santé, comme si les bases matérielles n'avaient aucune incidence à quelque niveau que ce soit ? Enfin une dernière observation doit être faite : la problématique sociologique imprégnée des intérêts médicaux est presque exclusivement centrée sur les aspects les plus débattus en médecine et laisse de côté la pratique médicale la plus légitime et la plus fréquente, à savoir toutes les branches de la médecine somatique et mentale pour lesquelles la question des facteurs sociaux paraît même particulièrement déplacée (chirurgie, pratique générale ou d'interniste, psychosomatique, endocrinologie, oncologie, neurologie, psychanalyse ou psychothérapie).

Cela veut dire que la sociologie participe objectivement à l'aménagement des contradictions de la médecine, en reprenant les objets préconstruits que cette dernière lui fournit et impose, et en faisant alliance avec les branches dominées du système médical et cela au détriment d'une analyse propre du champ et de sa place dans le système social.

1.3. Les emprunts conceptuels comme alibis de la compréhension réciproque

Cette situation particulière de la sociologie est confirmée lorsqu'on examine ses contributions dans les chapitres consacrés aux "processus thérapeutiques et de réhabilitation" ainsi que dans "les études interdisciplinaires de la genèse et de l'évolution des maladies". N'est-il pas significatif que le terme "interdisciplinaire" est utilisé justement quand la sociologie prend pour objet des biens symboliques hautement marqués par la propriété médicale, à savoir la thérapie, la maladie, diagnostic et pronostic ? Aussi pourra-t-on objecter que, au moins dans le segment de la médecine que la sociologie prend pour objet, les praticiens chercheurs et thérapeutes ont élargi le modèle d'explication de l'étiologie et de l'évolution

des maladies en y intégrant des données sociales conceptualisées en termes de facteurs risques qui résident dans les familles, le milieu social, les événements biographiques tels que rupture de liens de tous ordres, placements institutionnels, échecs sur divers plans, etc. ...

Il serait trop long de montrer en détail que le discours sur les facteurs risques n'a fondamentalement ni modifié la conception de l'étiologie organique ou mentale des maladies, ni donné lieu à de nouvelles approches et technologies thérapeutiques. Un exemple peut illustrer notre propos : la psychopathie semble être un trouble psychique qui survient lorsque le sujet s'est trouvé dans des constellations du développement particulièrement défavorables, à la fois sur le plan familial, social, professionnel, etc. Différentes études montrent de plus des corrélations entre ces événements qui ont affecté le devenir individuel et social et l'existence de troubles psychopathiques. Il n'en reste pas moins que tous ces facteurs risques externes n'ont, de l'avis des praticiens, de pertinence que s'ils se matérialisent en données cliniques qui n'ont de signification que replacées dans l'individu ou dans la catégorie nosologique (7). La conception sous-jacente de la société et par conséquent des facteurs sociaux ressort bien de ces élaborations formelles. "Si un individu est considéré comme désadapté, le "type social" par rapport auquel il est mal ajusté n'est jamais précisé. Les éléments sociaux et normaux sont masqués par le sens quasi biologique conféré au terme d'adaptation... Le terme d'ajustement - à caractère quasi biologique et détaché de toute considération structurelle - tend à être universalisé, au-delà de tout contenu social spécifique" (8). Et C.W. Mills ajoute que cette vision accepte comme fondement universel les buts et les significations propres au middle town américain dont la majorité des psychiatres sont originaires.

On pourrait s'interroger autrement : si la prise en considération de facteurs pathogènes liés à des conditions objectives, telle l'appartenance à des catégories ou groupes sociaux et culturels, a modifié le schéma d'explication et de compréhension des maladies, on devrait observer des changements dans la prise en charge thérapeutique. Quant à l'exemple choisi, les diverses formes de psychopathie, on peut soutenir sans équivoque que, compte tenu des translations du champ psychiatrique (hospitalier - extrahospitalier), ni la place de ces malades, ni les techniques appliquées, ni le degré de contrainte n'ont subi un quelconque changement. Il en est de même en médecine où la mise en évidence de facteurs de stress en cardiologie, en psychosomatique, etc. n'a entraîné aucun déplacement des priorités de la pratique curative et réparatrice vers des interventions préventives médicalement justifiées et cohérentes.

Mais ce qui est décisif à cet égard, c'est que la sociologie a dans presque tous les cas repris purement et simplement les catégories de la pratique médicale, catégories forgées dans un système spécifique pour les besoins de la pratique et de la théorie médicales.

A ce titre, ces catégories ne possèdent aucune pertinence sociologique et ne peuvent donc entrer comme telles dans une analyse qui nous est propre. Par exemple, la notion de processus thérapeutiques dans le cadre d'une étude de la pratique médicale accepte que tout ce que le médecin ou ses collaborateurs font est d'une part thérapeutique et d'autre part fondé sur les seuls principes des connaissances et de l'expérience en ce domaine.

De façon générale, toute reprise de catégories de la nosographie médicale (qu'il s'agisse de diagnostics ou de symptomatologie), et leur mise en relation avec des variables sociologiques, accepte le postulat qu'il doit y avoir correspondance entre entités biologico-médicales et déterminants sociaux. Ce postulat implique le fait fondamental que les maladies, les troubles sont de pures créations engendrées par l'immaculée conception scientifique alors qu'au contraire, ils sont le produit du champ médical qui est socialement localisé et daté, et qui entretient des rapports différents avec les divers groupes et classes de la société. Ainsi le "choix" d'une thérapie, et jusqu'à une certaine limite du diagnostic, est toujours une option socialement déterminée, dans la mesure où - comme nous le verrons - un trait médical est toujours un élément social qui a subi des transformations dans la logique du champ médical. Que les médecins évoquent les maladies ou les traits de caractère de managers, de petits-bourgeois, d'institutrices, de fonctionnaires, d'Italiens, etc. n'est qu'un indicateur parmi d'autres de la qualification et du contenu social des faits de la médecine.

1.4. Mandat social et autonomie relative du système médical

Il s'ensuit que tout travail de sociologie de la médecine implique et suppose en même temps une théorie de la pratique médicale et du cadre dans lequel elle est accomplie. Il est par conséquent nécessaire d'établir en premier lieu que la médecine ne bénéficie pas du statut d'extra-territorialité sociale qui lui est reconnu et qu'elle ne le détient à aucun niveau où la sociologie l'interroge.



A ce sujet, de multiples modèles conceptuels lui sont applicables : sociologie de l'économie, du travail, des professions, des organisations, des bureaucraties, de la culture, de la connaissance, des idéologies, des processus de domination symbolique, politique et sociale, de l'intégration et de la déviance, etc. Les résultats que ces approches fournissent démontrent que notre objet est justiciable d'une sociologie générale et que beaucoup d'obstacles épistémologiques et théoriques pourraient être levés si on l'abordait avec l'irrespect que tend à neutraliser la croyance dans l'indicible ou le sacré, et dans les pratiques épurées de tout intérêt non-thérapeutique et non-scientifique.

En deuxième lieu, il faut préciser les spécificités de la médecine par rapport à d'autres objets apparentés ou homologiques. Les caractéristiques suivantes définissent les propriétés particulières de la médecine : l'implantation et le développement progressifs de la médecine reflètent les processus par lesquels le système social, et plus récemment les instances politiques, l'ont investi du mandat spécifique de l'intervention sur le corps, que ce soit dans la sphère somatique ou mentale. Autrement dit, sa fonction spécifique dans la division du travail social consiste à produire des biens et des services propres à constituer des moyens pour résoudre les problèmes des individus. Et, ainsi que le dit Freidson (9), parce que la médecine a eu partie liée avec les sciences et la technologie (10), elle a pu se développer en institutions plus complexes et plus nombreuses travaillant à cette tâche centrale du diagnostic et de la gestion des maladies. "A partir du moment où la production individuelle des biens matériels est assurée, la médecine a pu conquérir la place dominante remplaçant ainsi le droit et la religion, dès lors que le bien-être (Welfare) des gens est défini dans des termes entièrement séculiers et que la notion de maladie a été étendue à bien d'autres aspects du bien-être humain" (11).

L'autonomie relative de la médecine par rapport au système social - autonomie corrélative de la délégation du mandat - lui a donc permis d'établir dans son champ sa propre détermination sur les plans décisifs de sa compétence sociale reconnue :

- le monopole de l'exercice de l'activité médicale et la mise au point d'un ensemble de stratégies visant à sauvegarder ses intérêts professionnels, institutionnels, identifiés aux intérêts sociaux en général; processus dont elle tire toute sa légitimité;

- le monopole de la définition de la maladie et en général des raisons justifiant son intervention ainsi que de l'acte médical;
- la mise au point de processus d'auto-régulation délimitant l'accès à la profession, la sélection (12), l'installation, les règles de la coopération et de la concurrence, la déontologie, la juridiction interne, les rapports avec les instances politiques et sociales;
- l'extension des compétences médicales au-delà du domaine propre des maladies - développement activement amorcé et poursuivi par les fractions dominantes du système social et du champ médical - confère à ce dernier une position incontestable que Freidson appelle la dominance des experts (13), intervenant dans des aspects de plus en plus nombreux de la vie économique, sociale, culturelle. L'autorité professionnelle et scientifique fonctionne aussi comme une situation de rente de légitimité qui lui confère le pouvoir d'imposer en dernière instance la vision du monde, propre aux classes dominantes, à l'ensemble de la société.

C'est à condition de tenir compte de ces propriétés spécifiques du champ médical qu'une sociologie de la médecine comme branche de la sociologie générale est réalisable (14). Car la médecine ne comprend pas seulement un code théorique, un dispositif institutionnel, une technologie spécifique d'intervention et de production des biens matériels et symboliques, mais aussi un corps de professionnels hiérarchisés et dotés de légitimités différentes; en font aussi partie les usagers et leur statut, les promoteurs qui ne sont pas forcément des médecins, les représentants de pouvoirs publics, sociaux, administratifs ayant des stratégies et défendant des intérêts divergents ou opposés, les demandeurs, les intermédiaires, les payeurs, etc.

Cela veut dire que les aspects les plus couramment étudiés (relation médecin-malade, facteurs sociaux, institutions médicales, etc.) s'inscrivent dans cet ensemble que nous avons cherché à délimiter et se trouvent déterminés par lui.

Dans cette perspective, on tentera de localiser et de préciser les points suivants : les conditions objectives de la production des biens, les pratiques médicales par rapport au découpage des maladies et des malades, y compris les catégories de la pensée médicale.

2. LES CONDITIONS OBJECTIVES DE LA PRODUCTION

Luc Boltanski note dans son étude (15) que l'activité des médecins "se situe à l'interférence de trois logiques différentes et même contradictoires, logique du désintéressement humanitaire (faire tout pour le malade), de la rationalité et de l'intérêt scientifique (faire progresser la science) et enfin de la rentabilité économique (gagner de l'argent)". Pour cette raison et parce que le travail médical s'accomplit dans un système de contraintes légales et traditionnelles, "les médecins ne peuvent, à la façon des autres commerçants, négociants de biens et de services, se donner explicitement et essentiellement comme fin la maximisation des profits".

L'analyse des conditions de production de ces biens et services n'implique pas que les autres logiques soient niées ou minimisées. Le but consiste bien davantage à proposer des ruptures avec le sens commun qui confère tout l'intérêt aux seuls référentiels humanitaires et scientifiques par lesquels les intérêts matériels peuvent être sauvegardés sans transgresser trop ouvertement la morale du désintéressement et les principes de la science.

En se limitant aux éléments principaux, l'esquisse suivante propose quelques articulations des éléments du système sanitaire et médical en Suisse (16).

L'importance économique du secteur de la santé ressort bien à travers quelques statistiques : la dépense totale du système suisse de la santé en 1975 est de l'ordre de 11 milliards et cela dans le seul domaine des soins médicaux (17). Les hôpitaux emploient au total environ 100.000 personnes, dont un dixième environ est constitué par des médecins. On ne connaît malheureusement pas le nombre de malades traités. Mais le seul secteur hospitalier comprend près de 72.000 lits avec plus de 27 millions de journées d'hospitalisation, ce qui indique aussi le volume considérable de cette branche économique. Ces données générales doivent être complétées par des informations relatives à la composition de ce secteur.

2.1. Structure du système

Quelques caractéristiques structurelles prédominantes ressortent clairement. En premier lieu la prépondérance incontestable du secteur public. Différents indicateurs l'attestent : la grande majorité des hôpitaux - et parmi les plus importants - sont publics; les seuls investissements dans ce secteur s'élèvent en 1975 à 694 millions. De tou-

tes les dépenses pour des actes médicaux (au total 6.7 milliards), deux-tiers concernent les hôpitaux, un peu moins d'un tiers les médecins privés et à peine 2% les soins à domicile, la physiothérapie et la chiropratique. Cette concentration est enfin confirmée par le type de financement des hôpitaux: près de la moitié du budget global provient des cantons surtout, de la Confédération et des communes, un peu plus d'un tiers est financé par les prestations des caisses-maladies, alors que les contributions directes des usagers s'élèvent à environ 20%.

En deuxième lieu, la position dominante des grandes unités de production, et cela sur tous les plans. Ainsi, de tous les hôpitaux suisses, les hôpitaux généraux ayant 125 lits et plus totalisent 40% des lits, mais plus de 60% de l'ensemble des dépenses des hôpitaux. Ces chiffres seraient encore plus accentués s'il était possible d'y inclure les autres cliniques (psychiatriques, traitements de longue durée) de même envergure.

Ce phénomène de concentration se retrouve à d'autres niveaux. Il est particulièrement accentué si l'on tient compte de la densité des compétences et des qualifications : 74% des médecins et autre personnel de formation universitaire travaillant dans les hôpitaux suisses sont employés dans les grandes unités de production de soins (hôpitaux généraux de 125 lits et plus); c'est le cas de 59% des autres personnels médicaux.

Le nombre de personnes employées pour 100 lits traduit de plus la hiérarchie entre les hôpitaux : il est de 285 dans les hôpitaux universitaires, 201 dans les hôpitaux généraux de plus de 500 lits, et diminue progressivement avec la dimension des établissements pour n'atteindre que 115 dans les hôpitaux de 75 lits. Il est notablement plus bas dans les hôpitaux pour traitements de longue durée : 82, et dans les cliniques psychiatriques : 73. L'écart entre nombre de médecins et autre personnel de formation universitaire est encore plus important. Ils sont 38 pour 100 lits dans les hôpitaux universitaires, 5 dans les hôpitaux de moins de 75 lits et même moins nombreux dans les hôpitaux psychiatriques et les établissements pour traitements de longue durée.

Une étude plus détaillée devrait faire état de données analogues pour la médecine privée où il apparaîtrait que les densités médicales varient considérablement, et dans le même sens que les concentrations urbaines, industrielles et tertiaires.

En troisième lieu, la tendance à la spécialisation et à la constitution de grandes unités technologique de pointe. Ayant partiellement évoqué cette caractéristique dans les points précédents, on se limitera à deux indications : en 1935, 40% des médecins indépendants étaient des spécialistes FMH contre 60% de généralistes ; en 1975, les rapports sont plus qu'inversés : la proportion des spécialistes passe à 62% et celle des généralistes diminue à 38%. Cette évolution est différemment accomplie selon les régions : alors qu'à Genève et à Bâle-Ville plus de 80% des médecins sont des spécialistes, cette proportion est inférieure à un tiers dans les régions rurales, en particulier la Suisse centrale, Glaris et Appenzell. Ces faits corroborent directement les constatations relatives aux processus de concentration rappelés auparavant.

Au vu de ces faits, la conclusion s'impose que le système médical suisse est bien caractérisé par une technostructure qui, à la manière des grandes industries, domine largement les unités de production de type artisanal que sont les cabinets de la pratique privée. Ces processus de domination sont probablement plus développés dans les grands centres urbains où les praticiens privés sont bien davantage mis en rapport de sous-traitance par les hôpitaux, les laboratoires d'analyse, etc. C'est dans ce cadre-là que des relations de dépendance lient les praticiens entre eux et par rapport aux hôpitaux, à l'exception partielle des généralistes et internistes, les seuls à rester confrontés typiquement à la demande des malades. Cette dernière situation reste encore prépondérante dans des contextes ruraux. Il en découle que le type de contrôle exercé sur le médecin privé passe progressivement de l'usager vers les institutions et que la marge de manœuvre qu'il détient s'est considérablement limitée (18).

On peut d'ailleurs se demander si la médecine de groupe et les permanences médicales ne constituent pas une défense contre les contrôles et les liens de dépendance unilatéraux des praticiens par rapport aux instances dominantes du champ. Elles réalisent, au niveau des relations institutionnalisées entre confrères, une division du travail qui recrée les réseaux restreints tels qu'ils prévalent dans la situation générale de la pratique de type artisanal (19).

Cette analyse des conditions de production des biens matériels et symboliques en médecine nous révèle clairement qu'une sociologie de la pratique médicale ne peut être centrée simplement sur la relation médecin-malade en cabinet privé, bien que ce soit elle qui ait été le plus souvent tenue comme la caractéristique typique. La "solo practice" - comme l'appelle Freidson (20) - avec l'autonomie profes-

sionnelle totale n'est possible que dans des situations exceptionnelles (absence de soumission à long terme aux clients et aux groupes de pairs). Elle est bien plus la "vache sacrée", proche du mythe et de l'idéologie de la pratique, que la réalité actuelle (21).

2.2. Moyens de production

Des développements détaillés qui ne peuvent être faits ici montreraient l'intérêt à transposer les modèles de l'analyse économique à la production de biens matériels et symboliques par la médecine. Car les moyens de production sont tout à fait comparables de part et d'autre : équipements techniques, produits de soins divers dont les médicaments, main-d'œuvre possédant des qualifications différentes et plus ou moins adaptées à leur position dans la production, ainsi que les compétences spécifiques - différentes de la production de biens matériels - étant donné le support (personnes) sur lequel le cycle de réparation s'applique (22). Il y a probablement des différences très nettes quant à la structure des moyens qui interviennent dans la production de biens médicaux, dans la mesure où elle a lieu dans de grandes unités, des entreprises moyennes ou dans un cadre artisanal. C'est ainsi qu'il me semble qu'on pourrait construire une théorie de la division du travail dans le système médical, théorie qui pourrait articuler différemment le phénomène de la spécialisation et de la place des soignants dans les différentes conditions de production.

2.3. Quelques extrapolations

Dans la même lignée, il faudrait restituer la problématique des fonctions sociales et thérapeutiques de la médecine. Parce que son mandat social, tel qu'il a été défini, ne préjuge pas le degré et l'extension du processus de médicalisation, il est laissé aux stratégies du système médical de jalonner son terrain où se déploie son activité : travail réparateur de dégâts somatiques ou mentaux dont les contenus sociaux, économiques, politiques, culturels sont transformés en significations médicales (qui sont toujours sociales ne serait-ce que par la place qui leur est assignée dans le champ); indexation médicale de faits et d'événements récemment inclus - ou en voie de l'être - dans sa logique (la mort, différentes formes de déviance, l'éducation, les troubles du développement, etc. qui appartenaient à d'autres instances de réparation et de gestion).

Il s'ensuit que les biens produits par la médecine ne peuvent être réduits à de simples actes médicaux qui résulteraient de l'application d'un savoir et de techniques à des faits organiques. Sont produits aussi tous ces biens symboliques relatifs au style de vie, à la manière d'être, à la façon de percevoir, de représenter, de penser soi-même et les autres, bref tous les traits de la version personnelle et individuelle de l'éthique sociale propre aux groupes et aux classes des producteurs, classes moyennes dominées socialement et professionnellement par le groupe médical appartenant aux classes supérieures. Cette domination symbolique constitue par ailleurs la clé de voûte à la fois du travail thérapeutique et de la division du travail dans le système médical (23).

Or cette domination symbolique ne peut avoir les effets correspondant au mandat donné par le système social que dans la mesure où les enjeux sociaux sont occultés par des impératifs d'ordre médical. Il faut donc que, parallèlement, la santé, le bien-être, ou plus précisément l'adaptation objective et subjective des individus à leur condition sociale, soient investis de valeurs dominantes dans une culture. Autrement dit, les impératifs de conservation du corps et de réparation des dommages doivent passer dans la conscience des individus ou - à défaut de cette inculcation - être assurés par la pression soit des nécessités vitales, soit de la contrainte physique et symbolique (24).

C'est bien là que l'on entrevoit les limites de l'autonomie du système médical auquel des instances du pouvoir social et politique peuvent imposer l'élargissement ou la restriction du domaine et cela au moyen de pressions budgétaires, de mesures de tarification (25), de redéfinition des compétences et des attributions des instances.

3. LES PRATIQUES MEDICALES ET LES MALADIES COMME FAITS SOCIAUX

S'il est vrai que la médecine peut être définie et analysée comme un système de production de biens matériels et symboliques, une question cruciale se pose : comment conceptualiser sociologiquement les maladies en tant que faits sociaux, de telle sorte que l'on puisse les appréhender sur un mode théorique et opératoire ? Et puisque la maladie fait directement référence à une pratique et à une connaissance médicales, comment faut-il concevoir ces actes de la médecine ?

3.1. Les statuts sociaux de la maladie

Si l'on suivait le sens commun qui fait dépendre la maladie d'une seule logique biologico-physiologique, une tentative sociologique serait située d'emblée en porte-à-faux. Il y a pourtant un certain nombre de faits intrigants de ce point de vue. I.K. Zola note que "dans la réalité, l'anormalité est très fréquente, la découverte de celle-ci très rare, et la décision de demander aide et conseils au médecin sans rapport avec la gravité du mal" (26). Cette constatation apparemment triviale est complétée par des résultats d'enquêtés (27) qui mettent en évidence que la consommation médicale et pharmaceutique est en corrélation étroite avec des variables sociologiques telles que l'âge, le sexe, la position socio-économique, le niveau culturel. De plus, on observe des relations directes entre l'espérance de vie et la situation économique et sociale des membres des différents groupes et classes (28). On pourrait multiplier les exemples qui démontrent que la définition sociale et le contenu attribué aux notions de santé et de maladie diffèrent considérablement et varient systématiquement selon la sous-culture, l'univers symbolique de classe, et selon les rapports entretenus avec le corps (29) par les membres des différents groupes et classes. Par exemple, instrument fonctionnel qui entre directement dans les processus de production chez les membres des classes populaires et paysannes, le corps apparaît davantage comme objet que l'on cultive, entretient consciemment chez les individus appartenant aux classes supérieures. Chez ces dernières enfin, le langage des sensations, plus riche et plus précis, est lié à la possession d'instruments conceptuels plus diversifiés et transférables, acquis par tout l'apprentissage culturel des manipulations du corps et par une consommation scolaire plus large. Au contraire, dans les classes populaires, l'impossibilité de pouvoir disposer du corps pour les usages sociaux (dont professionnels) constitue le critère objectif de la maladie (30). Tous ces faits suggèrent qu'il existe des processus de sélection socialement conditionnés, qui rendent compte à la fois des sensations morbides, de la morbidité et de la consommation médicale. Ces processus de sélection, plutôt que les processus étiologiques, expliqueraient les différences observées dans les conduites face à la médecine selon les groupes et classes d'une même société.

Mais plus encore, le corps n'est pas un objet biologique qui serait d'une nature complètement étrangère à la société. L'emprise que cette dernière exerce sur lui, c'est l'intériorisation et l'inscription dans le corps d'un espace et d'un travail social structuré selon des oppositions socialement pertinentes (31). Il en est ainsi par exemple de la correspondance entre la symbolique spatiale et la symbolique sociale ou encore du découpage et de l'organisation des impressions et des sensations corporelles.

En termes d'investissements sociaux, cela veut dire que la famille et les différentes instances de socialisation produisent des individus dotés de dispositions durables, adaptées et ajustées aux conditions objectives de l'existence et de la position du groupe ou de la classe. Par conséquent, les résultats d'études sur les symptômes, les plaintes, les attitudes des malades selon des variables objectives, sont les produits de pratiques et d'extériorisations de ces dispositions inculquées (32).

Dans cette optique, les maladies psychosomatiques, les troubles psychiatriques en particulier, et les affections dépendant dans une certaine mesure du "facteur externe" traduisent en général - en tant que phénomènes de blocages, de détériorations et d'inerties physiologiques et psychologiques - des écarts, des contradictions, des déviances de l'individu à son groupe, que ce soit sur le plan social et culturel, ou celui des conduites familiales, des attitudes, des aspirations ou des anticipations. Dans ces cas, les tensions, conflits, contradictions, écarts objectifs et subjectifs sont transmués en "langage des organes" plutôt qu'en expressions actives (militantisme, révolte, stratégies professionnelles, etc.) ou verbales (symbolisation des contradictions par le discours, la littérature ou la psychanalyse). Rien n'interdit par ailleurs de penser qu'il pourrait y avoir des correspondances significatives entre valeurs de mesures biologiques et physiologiques et faits liés à la trajectoire et à la situation sociales des individus.

Tout cela indique que la notion médicale de la maladie est caractérisée d'emblée par un processus de réduction à la seule dimension biologique ou psychologique. Il en découle que l'analyse de la relation médecin-malade doit compter sur la pertinence de ces divers éléments esquissés dans la mesure précisément où la réduction du malade à un objet n'est jamais complètement réalisable.

3.2. Les pratiques médicales

Il a été relevé précédemment que l'activité du médecin se situe à l'intersection de trois logiques différentes, voire contradictoires (33). De plus, comme membre des classes supérieures, le médecin entretient des distances sociales très inégales avec les patients selon la position et la situation de ces derniers. L'étude de la relation médecin-malade en tant que relation de communication révèle que les informations demandées et reçues par les deux acteurs sont directement ajustées au niveau socio-culturel des patients (34). Il est donc probable que le thérapeute procède à des ajustements subtils en adoptant des pratiques différentes selon les caractéristiques objectives des patients. Ces différences du traitement psychiatrique sont suffisamment connues et vérifiées depuis Hollingshead et Redlich (35).

Mais des variations systématiques sont aussi observées lorsqu'on met en relation le traitement avec des caractéristiques relatives à la place des patients dans le système psychiatrique. Ainsi il ressort très clairement que ceux qui commencent un traitement extra-hôpitalier ont d'autant plus de probabilités d'être pris en charge pendant longtemps et d'amorcer une carrière de chroniques lorsqu'ils ont déjà été traités en psychiatrie auparavant. C'est aussi le cas des patients psychotiques, surtout de ceux qui sont âgés de plus de 30 ans (36).

Que la pratique dépende, dans ces modalités d'accomplissement, de tout ce qui a été instauré par les circuits psychiatriques précédents (carrières plus ou moins institutionnalisées) est confirmé par une autre étude (37). L'analyse des décisions prises par le thérapeute au début du traitement a été basée dans ce travail sur, d'une part, la prescription médicamenteuse et, d'autre part, sur les modalités selon lesquelles l'éventuelle suite des entretiens a été décidée: proposition (discussion notée dans le dossier entre patient et médecin concernant la décision à prendre d'un commun accord); délégation (latitude laissée au patient de reprendre contact); reconduction (poursuite "d'office" du traitement, le dossier ne mentionnant aucune discussion à ce sujet).

Les patients ayant un passé psychiatrique au début du traitement sont avant tout "reconduits" de consultation en consultation (75%); la grande majorité d'entre eux ont eu une prescription médicamenteuse et continuent la prise en charge un an après. Ceux qui ne sont plus au secteur de consultation ont rompu unilatéralement la relation avec le médecin en ne se présentant plus aux rendez-vous. Ces mêmes cons-

tatations s'appliquent aux psychotiques et à ceux qui ont le diagnostic d'états de déséquilibre mental (psychopathies, perversions, toxicomanies). A l'opposé, les malades sans passé psychiatrique sont moins fréquemment médicamenteux; lorsqu'ils le sont, le pourcentage de reconduction est élevé et seulement 15% ont une proposition, tout au contraire des "sans médicaments" où la proportion de "proposition" est de 67%, contre 33% de "reconduction". Dans les deux catégories, les sorties du traitement sont plus fréquentes et se font généralement en accord avec le thérapeute. Cette tendance est évidemment plus accentuée quand le traitement a été initialement discuté et négocié. C'est le cas, évidemment, de pratiquement tous les névrotiques.

Ces résultats pourraient faire croire que les types de pratiques, tels que nous les avons définis, dépendent des propriétés psychiatriques. Il reste donc à démontrer les correspondances entre ces dernières et les caractéristiques sociales des patients. Les résultats d'un travail de recherche récent sur les attributs sociaux et les carrières des malades d'un secteur de la psychiatrie institutionnelle à Genève autorisent à dégager des variables particulièrement pertinentes. Il est confirmé entre autres que les diagnostics de psychoses sont systématiquement associés d'une part à des indicateurs de la position de ces patients dans le système psychiatrique (durée moyenne du traitement de près de 8 ans; nombre de services élevé : près de 3; fréquence des hospitalisations de 100%, de même qu'une proportion importante de prise en charge en hôpital de jour ou atelier) et, d'autre part, à des caractéristiques sociales de niveau bas ou de déclassement sur divers plans (surreprésentation des classes ouvrières ou des classes moyennes basses; processus de déqualification au cours des carrières professionnelles; inexistence de capitaux acquis: niveau d'instruction bas et absence de formation professionnelle; taux d'activité très bas, surtout chez les hommes et proportion considérable de chômeurs, d'assistés et d'invalides (65% des hommes), ainsi que surreprésentation importante des célibataires, divorcés, veufs).

En revanche, les caractéristiques institutionnelles et sociales des patients non-psychotiques se rapprochent davantage de celles de la population résidente, en particulier chez ceux qui possèdent en propre des capitaux culturels, sociaux et économiques.

Ces éléments autorisent les affirmations suivantes, qu'une présentation plus complète des données appuyerait encore davantage. En premier lieu on observe des processus de reproduction dans le système psychiatrique, qui assignent aux patients des situations et positions psychiatriques qui

sont homologiques à leur statut social "externe". Que l'on opérationnalise la place dans le champ psychiatrique en référence à la situation actuelle, à la carrière à travers les services, au degré d'institutionnalisation, au diagnostic, au type de traitement administré ou au pronostic, on observe une correspondance étroite entre le niveau social, culturel, économique, familial des patients et leur position en psychiatrie. C'est une preuve de plus que la pratique psychiatrique et médicale ne s'accomplit pas dans un "no man's land" social (39).

En deuxième lieu, l'activité thérapeutique des agents du système psychiatrique s'inscrit dans la logique des contradictions et des écarts sociaux signalés, et en fait partie. Car, plutôt que d'être fonction de propriétés pathologiques, les différences des traitements administrés dépendent bien davantage d'autres déterminants: avant tout du volume de dommages et de déviations à réprimer et à réparer, des instruments technologiques disponibles, de l'efficience escomptée des interventions, compte tenu des caractéristiques socio-culturelles des malades. On sait par exemple que la probabilité d'hospitalisation psychiatrique augmente avec le nombre et la durée des séjours déjà effectués et en général avec le degré d'institutionnalisation de la place dans le champ (dont les équivalents sociaux ont été mis en évidence auparavant).

Quant à un autre instrument thérapeutique, la psychotérapie, B. Bernstein a montré (40) que les caractéristiques propres de cette technique impliquent une forme de rapport face à face et un type de relation au langage qui sont en affinité avec l'éthos des membres des classes supérieures. Ces propriétés la rendent inapplicable au traitement des malades des classes populaires parce que ces derniers ne possèdent pas les outils conceptuels de l'introspection, nécessaires pour produire un discours sur les expériences intimes, et parce qu'ils ne sont pas familiarisés avec la relation socialement décontextualisée que le thérapeute instaure. Cette relation particulière suppose précisément que soient invalidées les conditions objectives des patients, exigence qui ne peut être remplie que si celles-là n'ont pas de liens directs avec les représentations que les malades ont de leurs troubles (41).

Enfin, l'efficience propre de la médecine a pour condition la réduction des maladies socialement définies comme isolées ou isolables sur le plan somatique ou mental. Ce n'est que dans la mesure où les autres contenus (marginaux de l'avis de la médecine, mais décisifs pour la sociologie) sont supprimés ou transformés en éléments constitutifs ou spécifiques de la pathologie,

que l'approche médicale des problèmes est opérable et produit les effets attendus (42). Ainsi la médecine remplit le mandat qui lui est confié parce qu'elle s'acquitte de fonctions thérapeutiques qui sont du travail social transmuté par la logique de l'autonomie relative dont elle est investie.

* * *

Pour être plus complète, cette analyse du système médical devrait être poursuivie dans plusieurs directions. Une première comprendrait les stratégies et les techniques de la manipulation, voire de la refonte de l'identité du malade et de l'image qu'il a de lui-même; l'organisation objective de son statut et les justifications médicales ou idéologiques en vertu desquelles ces modifications sont induites. La médecine ne procède pas seulement à la conversion du malade à son rôle de patient, mais inculque en même temps un modèle de dépendance transférable à d'autres situations sociales et justifiable - à n'importe quelle occasion - de considérations technico-scientifiques similaires qui sous-tendent de plus en plus les mécanismes de domination sociale.

Une deuxième ligne de développement suivrait les transformations sociales engendrées par le travail médical. Les études sur l'organisation de la réaction sociale à la maladie présentent ces effets comme fondamentalement transitoires et limités dans l'espace social. Cependant, il n'en est pas toujours ainsi. Un certain nombre de catégories de malades ou tenus pour tels (invalides, chroniques, alcooliques) revêtent au contraire une permanence de caractéristiques sociales stables, attribuées par l'indexation médicale. De plus, la diffusion de catégories médicales et leur opérationnalisation en traits sociaux fournissent à des instances intermédiaires (assurances, commissions ou services administratifs) les instruments - dotés de légitimité quasi-médicale - par lesquels elles opèrent la classification des cas et décident des mesures (par exemple l'attribution d'une rente, des prestations pour des soins). C'est donc sur bien d'autres plans qu'il faudrait repérer les effets directs ou médiatisés du travail médical.

Une troisième dimension concernerait l'univers symbolique et savant du champ médical: catégories de la pensée médicale et système de représentations, mentalité clinique et contenus normatifs implicites de notions, de techniques et de pratiques médicales. Cet objet particulier devrait être abordé de deux points de vue principaux: d'une part l'étude de l'efficacité propre des catégories de la pen-

sée et de l'action médicales dont un exemple a été proposé dans le cadre de l'analyse des pratiques thérapeutiques; d'autre part une approche sociologique de la connaissance qui trouverait dans ce domaine un terrain privilégié d'expérimentations pratiques et théoriques.

Ces développements et l'ensemble du cadre de la construction théorique de l'objet - la médecine - font clairement ressortir qu'il n'y a d'analyse sociologique possible que si l'on rompt avec les faux-semblants de l'irréductibilité des faits médicaux, ce qui revient en même temps à constituer sa spécificité sociologique propre. En le faisant, la sociologie de la médecine est en état de proposer - en retour - pour d'autres objets de la sociologie, des schémas conceptuels possédant une valeur heuristique générale.

Werner Fischer
Centre psychosocial
universitaire
6, rue du 31-décembre
1207 Genève

NOTES

1. C'est ce terme "sociologie de la médecine" qui est adopté ici bien que la plupart des manuels s'intitulent "sociologie médicale" ou "sociologie en médecine". Ces derniers termes ont acquis la connotation de genre mineur des travaux soumis aux impératifs de la médecine, tandis que la sociologie de la médecine est revêtue d'une légitimité scientifique propre. Il sera montré par la suite que cette distinction instituée par R. Straus "The Nature and Status of Medical Sociology", Amer. Sociol. Rev., 22 (1957), p.200-204, n'implique pas ipso facto une différence en "qualité sociologique" mineure ou majeure des travaux faits dans l'une ou l'autre tendance.
2. Siegrist J.: Lehrbuch der medizinischen Soziologie. 2. Aufl., Urban u. Schwarzenberg, München-Berlin-Wien, 1975, p.6.
3. Siegrist J.: op.cit., p.6
4. Georges G. Reader: Contributions of Sociology to Medicine. In: Handbook of Medical Sociology, Ed. by H.E. Freeman, S. Levine, L.G. Reeder, Prentice-Hall Inc., Englewood Cliffs, N.J., 1963, pp.2-3.
5. Georges G. Reader: op.cit., p.2.

6. Cette affirmation devrait encore être nuancée en tenant compte du fait que le problème implicite de ces travaux est le constat de dysfonctionnements de l'institution et de ses agents, et l'amélioration de l'efficacité des moyens et capacités mis en oeuvre afin d'obtenir une meilleure conformité à des normes et valeurs du système médical.
7. La notion de pathologie sociale est simplement le rassemblement de différents traits que les auteurs tiennent pour négatifs, sans qu'aucune théorie ne rende compte des significations et des fonctions sociales de ces comportements et événements.
8. C.W. Mills: *The Professional Ideology of Social Pathologists*. In: *Power, Politics and People*, Oxford University Press, London, 1969, pp.548-550.
9. E. Freidson: *Profession of Medicine. A Study of the Sociology of Applied Knowledge*. Dodd, Mead and Cie, New York, 1970, p.XVIII.
10. Que la médecine, avec les notions de maladie et de santé, soit liée à l'industrialisation et à l'ensemble des bouleversements qui ont accompagné le passage à notre type de société, ressort clairement des analyses de R. Castel: *L'ordre psychiatrique, l'âge d'or de l'aliénisme*. Ed. de Minuit, Paris, 1976.
Et à propos de la dépaysannisation en Algérie, P. Bourdieu et A. Sayad notent: "Il n'est pas d'indice plus clair de la rupture avec la tradition paysanne que toutes les conduites où s'exprime une attitude totalement nouvelle à l'égard de la maladie: peut-on en effet imaginer reniement plus total de la morale de l'honneur que cette sorte de complaisance à soi et à son propre corps que la 'civilisation' a encouragée? Et l'indignation d'une femme âgée: 'Avant, on ne savait pas ce qu'était la maladie. On se couchait, on mourait. Ce n'est que maintenant qu'on apprend des mots comme le foie, le poumon, les intestins, l'estomac et qu'est-ce qu'on ne va pas chercher! Avant on ne connaissait que le (mal du) ventre; c'est de lui que sont morts tous ceux qui sont morts, et la fièvre aussi'" (P.Bourdieu et A. Sayad: *Le déracinement*. Editions de Minuit, Paris, 1964, p.215).
11. E. Freidson: op.cit., p.XVIII.
12. Pour ne citer qu'un exemple: on a observé une diminution importante du nombre d'étudiants à la Faculté de médecine de Genève deux ou trois ans avant que ne soit soulevé publiquement le problème de l'instauration d'un numerus clausus. Le débat public, extérieur à la médecine, a débuté à un moment où celle-ci avait déjà décidé de l'importance à accorder à ce problème et des moyens par lesquels il devait être résolu, ce qui permet aux autorités politiques de conclure que les difficultés ne sont plus aussi aiguës à l'heure actuelle et que de toute façon on refuserait une mesure aussi peu démocratique ...
13. E. Freidson: *Professional Dominance*. New York, 1970.

14. On pourrait objecter que certaines des caractéristiques mentionnées sont aussi constitutives d'autres sous-systèmes sociaux. Ainsi, le monopole de l'administration et de la gestion des services (soins) peut être vu comme la transposition du monopole des biens et des voies de salut détenu par les prêtres des grandes religions. (cf. M. Weber: Gesammelte Aufsätze der Religionssoziologie. J.C.B. Mohr, Tübingen, 1920). Bien que les fonctions heuristiques de telles homologies soient certaines, ce n'est pas ce point-là que nous voulons souligner, mais bien davantage la configuration particulière d'éléments typiques définissant en propre la médecine.
15. L. Boltanski: La découverte de la maladie. Centre de Sociologie Européenne, Paris, 1968.
16. Les données quantitatives citées dans ce paragraphe sont extraites ou obtenues à partir de l'ouvrage de P. Gygi et H. Henny: Le système suisse de santé. 2e éd., Hans Huber, Berne, 1977.
17. Sous soins médicaux sont compris les prestations des différentes institutions médicales (hôpitaux, médecins privés, etc.), les dépenses pour les médicaments (pharmacie, droguerie), les soins dentaires, soins à domicile, physiothérapies.
18. Il suffit de penser à l'ensemble des possibilités de contrôle détenues par les caisses-maladie, les assurances, ainsi qu'aux différentes appréciations et jugements dont le médecin devient l'objet par le fait même qu'il transmet des cas à des confrères, des services, des hôpitaux. Il faut préciser qu'il y est davantage soumis lorsqu'il occupe une position moyenne ou basse dans le champ de la médecine et qu'il y échappe mieux lorsque son prestige, sa notoriété clinique ou scientifique, ses relations avec ses pairs le protègent plus efficacement.
19. J.S. Coleman, E. Katz and H. Mendel: Medical Innovation. A Diffusion Study. The Bobbs-Merrill Company Inc., Indianapolis, 1966.
20. E. Freidson: The Organisation of Medical Practice. In: Handbook of Medical Sociology. Ed. by H.E. Freeman, S. Levine, L.G. Reeder; Prentice-Hall Inc., Englewood Cliffs, N.J., 1963, pp.299-319.
21. K. Evang: Health Service, Society and Medicine. London, Oxford University Press, 1960.
22. Pour un développement de cet aspect particulier - commun à tous les services produits sur le corps et à toutes les productions de biens symboliques - dont les biens esthétiques, cf. E. Goffman: Asiles. Ed. de Minuit, Paris, 1968, et particulièrement le chap. IV: Les hôpitaux psychiatriques et le schéma médical-type, pp. 375-438.
23. L. Gillioz: L'infirmier(ère) dans la division du travail psychiatrique. Communication au 4ème Congrès de la Société suisse de sociologie, Neuchâtel, 1978.

24. C'est exactement ce qui s'est réalisé lentement et progressivement depuis un peu plus d'un siècle, avec l'appui des campagnes d'hygiène et plus récemment de prévention. Voir L. Boltanski: Prime éducation et morale de classe. Cahiers du Centre de Sociologie Européenne, Mouton, Paris, 1969; et J.C. Chamboredon et J. Prévot: Le 'Métier d'enfant'. In: Rev. franç. de Sociol., XIV, 1973, pp.295-335. Et la contrainte est utilisée précisément dans les cas où il est dit que les personnes ne sont pas en état de pouvoir apprécier la nécessité d'une intervention ou s'y opposent (psychiatrie, chirurgie, réanimation de suicidants, etc.).
25. Il n'a pas été question de la formation des prix dans les productions des biens de la médecine. Des données précises manquent et il n'y a à notre connaissance aucune étude circonstanciée à ce sujet. En prolongement des points précédents on peut émettre l'hypothèse que les mesures de tarification imposées par l'Etat et négociées avec les caisses et les assurances reflètent, par leur diversité et leur incohérence apparentes (cf. P. Gygi et H. Henny: op.cit., pp.39-47, 63-70 surtout) les rapports de force inégaux selon les régions entre associations de médecins et pouvoir politique, ce dernier étant relayé par les assurances en ce qui concerne l'autonomie de la fixation du prix des actes. La généralisation des assurances ayant entraîné une augmentation de la consommation médicale et ayant drainé vers la médecine de larges couches populaires, le contrôle des tarifs (prix) peut être vu comme un moyen d'imposer à la médecine un mandat social plus directement lié au principe de répartition des charges. Que sur le plan des prestations des caisses, cette maxime démocratique ait des effets contraires (par la consommation médicale différentielle en fonction du niveau socio-économique) est une conséquence tout aussi incontestable.
26. I.K. Zola: Culture and Symptoms: An Analysis of Patient's Presenting Complaints. Amer.Sociol.Rev., 1966, 31, pp.615-630.
27. Voir les enquêtes citées et présentées en annexe dans L. Boltanski: La découverte de la maladie. Centre de Sociologie Européenne, Paris, 1968.
28. Voir op.cit.; il n'y a en Suisse aucune statistique en la matière.
29. Voir op.cit. et C. Herzlich: Santé et maladie, analyse d'une représentation. Mouton, Paris, 1972.
30. H.E. Freeman: Attitudes Toward Mental Illness Among Relatives of Former Patients. In:Amer.Social Rev., Vol.26, No.1, 1966, pp.59-66.
31. Pour une analyse plus approfondie de ces dimensions, cf. P. Bourdieu: Esquisse d'une théorie de la pratique. Librairie Droz, Paris, Genève, 1972; M. Foucault: Histoire de la sexualité, la volonté de savoir. Gallimard, Paris, 1976; M. de Senarclens et W. Fischer: Aménorrhée: Féminité impossible? Masson, Paris, 1978, surtout pp.5-23.

32. Par exemple, l'étude de I.K. Zola déjà citée et D. Rosenblatt and E.A. Suchmann: *Blue Collar Attitudes and Informations toward Health and Illness*. In: A.B. Shostal and W. Gomberg: *Blue Collar World: Studies of the American Worker*. Prentice Hall Inc., Englewood Cliffs, USA, 1964, pp.324-332.
33. Voir aussi: W. Fischer: *La Psychiatrie face aux désordres*. In: *Arch.Suisses de Neurologie, Neurochirurgie et de Psychiatrie*, Vol. 122 (1978), fasc. 1.
34. L. Boltanski fournit dans *La découverte de la maladie*, op.cit., une étude minutieuse de ces rapports.
35. A.B. Hollingshead and F.C. Redlich: *Social Class and Mental Illness. A Community Study*. John Wiley and Sons Inc., Publishers, New York, 1958.
36. C. Aubert et W. Fischer: Etude transversale et longitudinale de la population consultante d'un secteur psychiatrique extra-hospitalier. In: *Médecine et Hygiène*, 35, 1977, pp.2988-2994. Et W. Fischer: Durée effective et durée probable du traitement psychiatrique extra-hospitalier. In: *L'Evolution Psychiatrique*, T. XLII, Fasc. II, 1977, pp.307-357.
37. C. Aubert et W. Fischer: Contribution à l'étude de la pratique psychiatrique extra-hospitalière. In: *Médecine et Hygiène*, 35, 1977, pp.3730-3733.
38. Ces données concernant la reconduction, la délégation et la proposition de la prise en charge suggèrent que la circonspection et la réserve s'imposent à l'égard de l'affirmation du "contrat thérapeutique" comme relation fondamentale et générale du traitement psychiatrique. Il est fort probable que cette notion figure ailleurs comme "la vache sacrée" dont parle K. Evang (op.cit.).
39. Pour un développement plus vaste de ces mécanismes de transformation des éléments de la structure sociale en données constitutives de la place dans le système psychiatrique voir: W. Fischer: *La psychiatrie face aux désordres*. In: *Arch.Suisses de Neurologie, Neurochirurgie et de Psychiatrie*, Vol. 112 (1978), fasc. 1.
40. B. Bernstein: *Social Class, Speech-Systems and Psychotherapy*. In: *British Journal of Sociology*, T. 15, 1964, pp.54-64. Et les autres travaux du même auteur, dont: *Langage et classes sociales*. Les Editions de Minuit, Paris, 1975.
41. Sur les processus d'invalidation de réalités objectives par les thérapies fondées sur la psychanalyse, cf. R. Castel: *Le psychanalysme*. Librairie F. Maspéro, Paris, 1973.
42. On se réfère ici directement aux analyses sur la transmutation des fonctions sociales en fonctions spécifiques d'un champ autonome; voir P. Bourdieu et J.C. Passeron: *La reproduction*. Les Editions de Minuit, Paris, 1970.

BIBLIOGRAPHIE

- Aubert C. et Fischer W. (1977a): Etude transversale et longitudinale de la population consultante d'un secteur psychiatrique extra-hospitalier. *Médecine et Hygiène*, 35, pp.2988-2994.
- Aubert C. et Fischer W. (1977b): Contribution à l'étude de la pratique psychiatrique extra-hospitalière. *Médecine et Hygiène*, 35, pp.3730-3733.
- Bernstein B. (1964): *Social Class, Speech-Systems and Psychotherapy*. *British Journal of Sociology*, 15, pp.54-64.
- Bernstein B. (1975): Langage et classes sociales. Ed. de Minuit, Paris.
- Boltanski L. (1968): La découverte de la maladie. Centre de Sociologie Européenne, Paris.
- Boltanski L. (1969): Prime éducation et morale de classe. *Cahiers du Centre de Sociologie Européenne*, Mouton, Paris.
- Bourdieu P. et Sayad A. (1964): Le déracinement. Ed. de Minuit, Paris.
- Bourdieu P. et Passeron J.C. (1970): La reproduction. Ed. de Minuit, Paris.
- Bourdieu P. (1972): Esquisse d'une théorie de la pratique. Librairie Droz, Paris-Genève.
- Castel R. (1973): Le psychanalysme. Librairie F. Maspéro, Paris.
- Castel R. (1976): L'ordre psychiatrique. L'âge d'or de l'aliénisme. Ed. de Minuit, Paris.
- Chamboredon J.-C. et Prévot J. (1973): Le 'Métier d'enfant'. *Revue française de Sociologie*, XIV, pp.295-335.
- Coleman J.-S., Katz E. and Mendel H. (1966): *Medical Innovation. A Diffusion Study*. The Bobbs-Merrill Company Inc., Indianapolis.
- Evang K. (1960): *Health Service, Society and Medicine*. Oxford University Press, London.
- Fischer W. (1977): Durée effective et durée probable du traitement psychiatrique extrahospitalier. *L'Evolution psychiatrique*, XLII, fasc. II, pp.307-357.
- Fischer W. (1978): La psychiatrie face aux désordres. *Archives Suisses de Neurologie, Neurochirurgie et de Psychiatrie*, 122, fasc. 1.
- Foucault M. (1976): *Histoire de la sexualité, la volonté de savoir*. Gallimard, Paris.
- Freeman H.E., Levine S., Reeder L.G. (ed.) (1963): *Handbook of Medical Sociology*. Prentice-Hall Inc., Englewood Cliffs, N.J.
- Freeman H.E. (1966): Attitudes Toward Mental Illness Among Relatives of Former Patients. *American Sociological Review*, 26, pp.59-66.
- Freidson E. (1970): *Profession of Medicine. A Study of the Sociology of Applied Knowledge*. Dodd, Mead and Cie, New-York.

- Freidson E. (1975): Dominanz der Experten. Urban & Schwarzenberg, München-Berlin-Wien.
- Goffman E. (1968): Asiles. Etude sur la condition sociale des malades mentaux. Ed. de Minuit, Paris.
- Gygi P. et Henny H. (1977): Le système suisse de santé. 2e éd., Hans Huber, Berne.
- Herzlich C. (1972): Santé et maladie. Analyse d'une représentation. Mouton, Paris.
- Hollingshead A.B. and Redlich F.C. (1958): Social Class and Mental Illness. A Community Study. John Wiley and Sons Inc., Publishers, New York.
- Mills C.W. (1969): The Professional Ideology of Social Pathologists, Power, Politics and People. Oxford University Press, London.
- Rosenblatt D. and Suchman E.A. (1964): Blue Collar Attitudes and Informations toward Health and Illness. Blue Collar World: Studies of the American Worker (A.B. Shostal and W. Gomberg ed.). Prentice Hall Inc., Englewood Cliffs, pp.324-332.
- de Senarcens M. et Fischer W. (1978): Aménorrhée: Féminité impossible? Masson, Paris.
- Siegrist J. (1975): Lehrbuch der medizinischen Soziologie. 2. Auflage, Urban & Schwarzenberg, München-Berlin-Wien.
- Straus R. (1957): The Nature and Status of Medical Sociology. American Sociological Review, 22, pp.200-204.
- Weber M. (1920): Gesammelte Aufsätze der Religionssoziologie. J.C.B. Moor, Tübingen.
- Zola I.K. (1966): Culture and Symptoms: An Analysis of Patient's Presenting Complaints. American Sociological Review, 31, pp.615-630.

"
KINDER AUS UNVOLLSTÄNDIGEN FAMILIEN:
EINE LITERARISCH-EMPIRISCHE VORSTUDIE

Peter Büchler

ZUSAMMENFASSUNG

Der vorliegende Beitrag fasst die wissenschaftliche Literatur im Bereich der soziologischen und sozialpsychologischen Analyse der unvollständigen Familie knapp zusammen, um aus dem Stand der Forschung Hypothesen zur Wirkung der unvollständigen Familie auf deren Abkömmlinge aufzustellen. Gemäss einem Ansatz von Neidhardt werden die vier Dimensionen der Sozialisationswirkungen (kognitiver Aspekt, instrumenteller Leistungsaspekt, emotionaler Beziehungsaspekt und Integrationsaspekt) bestimmt und anhand bekannter Forschungsergebnisse analysiert. Nachweisbare Lücken in der Forschung werden anschliessend unter Anwendung eigener Vorstudienresultate interpretiert. Gefolgert wird, dass Kinder aus unvollständigen Familien durch soziale Benachteiligungen in ihrer Entwicklung objektiv gehemmt werden, dass sie diese Beeinträchtigung aber subjektiv häufig nicht wahrnehmen.

RESUME

L'article qui suit résume en quelques mots la littérature scientifique dans le domaine du recensement sociologique et socio-psychologique de la famille incomplete pour présenter, à partir de cet état de la recherche, des hypothèses relatives à l'effet de la famille incomplete sur le destin des enfants. A l'aide d'un schéma de Neidhardt, les quatre dimensions des effets de socialisation (les aspects cognitif, d'accomplissement instrumental, de rapport émotif et d'intégration) sont déterminées et analysées au moyen de résultats de recherche déjà connus. Diverses lacunes de la recherche sont partiellement comblées à l'aide de résultats d'études préliminaires. La conclusion en est que les enfants de familles incomplètes sont objectivement générés dans leur développement par des désavantages sociaux, mais qu'ils ne s'aperçoivent pas subjectivement de ce handicap.

1. DIE UNVOLLSTÄNDIGE FAMILIE IN DER LITERARISCHEN DARSTELLUNG

Eine knappe Darstellung des Echos, das Untersuchungen zur Funktion und Wirksamkeit unvollständiger Familien in literarischen Darstellungen gefunden haben, mag den Zugang zu unserem Thema erschliessen. Dieses unser Thema wird auf irreversible Auswirkungen der Unvollständigkeit von Familien auf die darin grossgewordenen Abkömmlinge gerichtet sein. Bereits ein Ueberblick über die Literatur lehrt, dass eine so gerichtete Zielsetzung nur selten im Mittelpunkt von Untersuchungen gestanden hat. Meist steht zwar die unvollständige Familie als solche im Zentrum der Untersuchungen, aber nicht selten werden deren "schädliche" Auswirkungen einfach impliziert. Es wird unterlassen, reversible und korrigierende Auswirkungen anderer (und vor allem späterer) Sozialisationsagenten zu isolieren und deren Funktionen im Sozialisationsprozess mit den unterstellten "schädlichen" Auswirkungen der Unvollständigkeit von Familien aufzurechnen.

Gerade diesem Thema ist unser chronologischer Ueberblick gewidmet. Damit sind zugleich die Kriterien zur Selektion aus der grossen Fülle vorliegender Studien gegeben. Zudem liegt der Schwerpunkt der Darstellungen im angelsächsischen Sprachraum, wo auch die Interventionen gegenüber der Wirkung von Unvollständigkeit am häufigsten sind. Deutsche und schweizerische Darstellungen wurden so weit wie möglich einbezogen. Dennoch können wir keinen Anspruch auf Vollständigkeit erheben.

1.1 Frühe Darstellungen (bis vor 1960)

Intensiv befasst sich die soziologische Forschung mit der unvollständigen Familie erst seit dem letzten Jahrzehnt, doch findet man vereinzelt Autoren, die sich, wenigstens indirekt, bereits viel früher mit diesem Problem befasst haben. Das Interesse solcher Autoren (Kammerer, 1923; Jung, 1927; Wallenstein, 1937; und Terman, 1938) lag vor allem in der Erfassung psychologischer Einflüsse, die Eltern auf ihre Kinder haben. In diesen Analysen blieb jedoch die soziologische Einordnung des Kindes noch neben-sächlich, und auch die unvollständige Familie war nur von Bedeutung, um die Einflüsse der Eltern durch komparativen Vergleich in den Griff zu bekommen.

Nach dem 2. Weltkrieg verbreiterte sich das Interesse an der unvollständigen Familie als Untersuchungsgegenstand. Soziologische Beschreibungen der unvollständigen Familie als Ganzes (noch ohne eingehendere statistische Analysen) treten nun in den Beiträgen von König (1946) und besonders Lucie Stampfli (1951) auf. In den 50er Jahren beschäftigte

man sich weiter mit der unvollständigen Familie als soziales Phänomen, doch einige Untersuchungen bezogen auch die Prozesse der Bildung und der Auswirkungen der Scheidung auf "das Schicksal und die Entwicklung" der Kinder ein. So haben Bossard und Bell (1955) eine Gruppe von 440 verheirateten Personen untersucht, die jeweils von ihren Geschwistern im Hinblick auf das Gelingen ihrer Ehe bewertet wurden. Die Studie registrierte sehr viel eheliches Unglück, das jedoch bisher nicht zur Scheidung geführt hatte. In "The Psychological Role of the Father in the Family" beschrieb English (1955) die Bedeutsamkeit der Vaterrolle in der Familie und betonte deren Rollenpluralität. In vier Papers griff die Family Service Association of America (1959) das gleiche Thema auf und stellte Überlegungen an, wie die Vaterrolle gestärkt, bzw. durch öffentliche Dienstleistungen ersetzt werden könnte. Sirjamaki (1953) und Waller (1951) untersuchten die Eigenarten der amerikanischen Familie und betonten das Anwachsen familiärer Desorganisation.

In den Zeitschriftenartikel jener Zeit, die spezifische Aspekte der Unvollständigkeit behandelten, wurden zwei Hauptthemen besonders betont: Erstens die vaterlose Familie und die besonderen Probleme der Vaterlosigkeit (Erney, 1956; Freudenthal, 1959; Thormann, 1958). Dabei befasst sich eine Gruppe von Autoren speziell mit den Auswirkungen der Vaterlosigkeit auf die Kinder (Despert, 1957; Landis, 1953; Meyer, 1956; Rosenberg, 1958; und Wylie und Delgado, 1959). Das zweite Thema geht der Hypothese nach, dass die unvollständige Familie die Delinquenz fördere bzw. dass abweichendes Verhalten eher zu unvollständigen Familien führe (Smith, 1955; Toby, 1957).

1.2 Die Literatur in den sechziger Jahren

Erst seit Beginn der sechziger Jahren diversifizierte sich die wissenschaftliche Analyse der unvollständigen Familie stärker. Die Beiträge zum Thema nahmen auch quantitativ zu. Erst jetzt erscheint es sinnvoll, die Literatur nach Art der Unvollständigkeit einzuteilen. Auffallend ist aber dennoch, dass man sich immer noch auf die vaterlose Familie konzentriert.

In der neueren Bibliographie von Schlesinger (1969) wird die vorhandene Literatur gegliedert in allgemeine Beiträge zur Unvollständigkeit (53 Titel), Scheidung (59), Desertion und Trennung (22), Verwitwung (39), unverheiratete Eltern (32), Wiederheirat (14) und Bibliographien (6). Es zeigt sich, dass man der Scheidung besonders viel Aufmerksamkeit gewidmet hat, während der Trennung und Desertion relativ wenig Beachtung geschenkt wurde - ver-

mutlich, weil diese Art Unvollständigkeit mangels statistischer Erfassung sehr schwer in den Griff zu bekommen ist.

Eine eingehendere Analyse dieser kommentierten Bibliographie, die 219 Titel und 239 Themen enthält, zeigt, dass das Hauptgewicht der Erforschung der unvollständigen Familie vor allem in fünf Bereichen liegt, die je nach Art der Unvollständigkeit verschiedenes Gewicht erhalten. Im einzelnen handelt es sich um:

- 1) die Ursachen der unvollständigen Familie und die Bewältigung der Probleme durch den verbleibenden Elternteil (53 Titel);
- 2) die rechtliche Position von unvollständigen Familien und Hilfsmassnahmen zu deren Stärkung (38 Titel);
- 3) die psychologischen Auswirkungen der Unvollständigkeit auf die betroffenen Eltern (30 Titel);
- 4) die statistische Erfassung der Unvollständigkeit (30 Titel);
- 5) die Auswirkung des Fehlens eines Elternteils auf die Kinder (23 Titel).

Diese bibliographische Analyse zeigt also ganz deutlich, dass das Kind aus der unvollständigen Familie noch in den 60er Jahren in der Forschung und Literatur schwer vernachlässigt wurde. Und dies nicht nur im anglosächsischen Raum, auf den sich die Bibliographie von Schlesinger bezieht, sondern auch in der deutschen Forschung. Das Kind aus der unvollständigen Familie selbst wurde auch relativ selten als Forschungsobjekt betrachtet. Vielmehr konzentrierte man sich auf die unvollständige Familie unter besonderer Berücksichtigung der Eltern. Dennoch haben sich jetzt Informationen über die Probleme von Kindern aus unvollständigen Familien im deutschen Sprachraum angehäuft. Diese Informationssammlung wurde in Deutschland besonders durch das Bundesministerium für Familien und Jugend (1967, 1968, 1969) gefördert, aber auch Autoren wie Groth (1961), Has (1962), Landolf (1968), Mengers (1969), Pongratz (1964) und Schadlerdorf (1964), die sich gezielt mit dem konkreten Problem des Kindes aus vater- oder mutterlosen Familien auseinandergesetzt haben, wären hier zu erwähnen. Immer aber handelte es sich um die Untersuchung unmittelbarer Auswirkungen ohne Berücksichtigung ihrer Persistenz, und in keinem Fall wurde ihrem Stellenwert im Gefüge aller Sozialisationsagenten nachgegangen.

Wie zu erwarten, haben die internationalen Organisationen das Problem der Unvollständigkeit und der Kinder aus un-

vollständigen Familien vor allem aus der Optik ihrer besonderen Interessen bzw. Zielsestellungen behandelt: UNO-Dokumente beschäftigen sich vorwiegend mit den Rechten und Rollen der unverheirateten Mutter in verschiedenen Ländern; ILO-Untersuchungen analysieren vor allem die Frauenarbeit und die Betreuung der Kinder arbeitender Mütter. Ferner hat die OECD (1965) Arbeiten herausgegeben über die Integration und Reintegration der Frau in den Arbeitsprozess. Solche Informationen behandeln das Kind aus unvollständigen Familien nur marginal. Stärker jedoch wird es berücksichtigt in den Publikationen des Europarates (1970, 1971), die direkt auf die Lage und den Schutz des Kindes – aber eben nur des Kindes und nicht des künftigen Erwachsenen – eingehen. Auch das International Children's Center (1966) beschäftigte sich konkret mit dem Kind aus der unvollständigen Familie.

1.3 Die neuere Literatur (etwa ab 1970)

In der neueren Literatur der letzten Jahre findet man eine zunehmende Differenzierung der analysierten Merkmale der unvollständigen Familie. Hat man in den sechziger Jahren nach den Gründen der Unvollständigkeit unterschieden, so ist man in den 70er Jahren zunehmend bemüht, demographische und soziale Variablen mit ins Interpretationspektrum einzuführen. Zudem wird vor allem im englischen Sprachraum die mutterlose Familie "entdeckt" und eingehend beschrieben. Die unvollständige Familie als solche steht in dieser Literatur nur dann im Vordergrund, wenn es darum geht, eher im populärwissenschaftlichen Sinne Beschreibungen der Probleme der alleinstehenden Mutter oder des Vaters zu präsentieren. Solche Literatur findet sich etwa im Werk von Douglas (1971), der die Variationen der unvollständigen Familie anhand von Beispielen deskriptiv behandelt. Aehnlich beschreibend breitet auch Gertrud Stetter (1977) Beispiele aus Deutschland aus, um die unvollständige Familie in ihrer sozialen Umwelt möglichst anschaulich darzustellen. Beide Bücher verarbeiten Daten aus empirischen Untersuchungen und sind in einfacher Sprache abgefasst, um ein breites Publikum unter den Eltern unvollständiger Familien anzusprechen. Eine theoretische Vertiefung findet hier nicht statt, doch dienen solche Arbeiten vorzüglich, um den betroffenen Erwachsenen ihre Situation bewusst zu machen und um ihnen unter Umständen als Ratgeber beizustehen. Weitere ratschlaggebende Arbeiten findet man bei Ogden (1975), Klebanow (1976) und Dresen (1976).

Eine weitere Kategorie von Arbeiten zur unvollständigen Familie stellen die amtlichen Kommissionsberichte dar, die darauf hindeuten, dass sich den Regierungen mehrerer west-

licher Länder dieses Problem aufzudrängen beginnt. Die Qualität dieser Berichte ist unterschiedlich. Herausragend sind die empirischen Studien des Canadian Council of Social Development (1971), des Committee on One Parent Families (1974) und des deutschen Bundesministeriums für Jugend, Familie und Gesundheit (1975). Aus ihnen erwachsen bereits Vorschläge und Programme auf nationaler Ebene zur Minderung der Probleme der unvollständigen Familie. Wir denken etwa an das unter der Führung des Ministeriums für Jugend, Familie und Gesundheit 1974 durchgeföhrte Modellprojekt "Tagesmütter", das nach dem Bericht von 1976 einige Erfolge aufzuweisen hat; oder an das GMA (Guaranteed Maintenance Allowance) Programm des "Committee on One Parent Families", das in England das Einkommen der unvollständigen Familie staatlich garantieren soll und damit (wenn sich die Ergebnisse unserer unten darzustellenden Vorstudie bestätigen lassen) wahrscheinlich das Kernproblem erfasst.

Die psychologischen, sozialpsychologischen und soziologischen Arbeiten einzelner Forscher haben zudem die Kenntnisse über die unvollständige Familie vertieft. Ihr Bestreben, genauere Basisdaten zu erhalten, wurde vielfach mit einer Beschränkung auf ganz spezifische Untergruppen von unvollständigen Familien erkauft. Diese Beschränkungen wirken sicher limitierend, doch haben sie zugleich darauf aufmerksam gemacht, wie vielfältig die Problematik der unvollständigen Familie ist und wie gefährlich Generalisierungen über "die" unvollständige Familie sind. Der Schluss ist erlaubt, dass die Tatsache der Unvollständigkeit der Familie als solche soziologisch irrelevant bleibt, solange nicht genau angegeben wird, welche Untergruppe dieser Erscheinung man betrachtet.

Einige Beispiele mögen zeigen, wie sich diese Forschung aufgefächer hat. Zunächst ist eine Reihe von Untersuchungen über die *psychologischen Auswirkungen* der Trennung, Scheidung oder Verwitwung auf das Kind zu nennen. Die Arbeit von Skarsten (1974) konzentriert sich auf Familien, in denen ein Mitglied desertiert ist. Datesman und Scarpitti (1975) gehen auf die psychische Belastung in der unvollständigen Familie ein und prüfen die Wirkungen dieser Situation auf die Kriminalität des Kindes. Dabei stellen diese Autoren einen nur schwachen Kausalzusammenhang zwischen Unvollständigkeit und Kriminalität der Kinder fest.

Podoll und Smith (1974) befassen sich mit den sozialen Hintergründen von insgesamt 15 psychisch geschädigten Untersuchungspersonen und versuchen damit zu zeigen, wie notwendig es ist, dass Soziologen und Psychologen auf diesem Gebiet zusammenarbeiten. Wallerstein und Kelly

(1975) untersuchten 131 Kinder aus geschiedenen Ehen und fanden, dass Mädchen die Scheidung besser meisterten als Jungen, dass die Beziehungen zwischen den Kindern und deren Eltern oft stark gestört waren und dass sich die Beziehungen zum abwesenden Vater nach der Trennung oft verbesserten, während sich die Beziehungen zur Mutter öfters verschlechterten. Ferner wurde mit tiefenpsychologischen Verfahren festgestellt, dass das Fehlen des Vaters in der Familie Perzeptionen des anderen Geschlechts hervorrufen, die für normale Beziehungen hemmend wirken könnten (Vargon, Lynn und Barton, 1976). Lifnitz (1975) findet mit Hilfe des Rorschach Tests einen "markanten Unterschied" zwischen Kindern von geschiedenen oder verwitweten Elternteilen und solchen aus intakten Familienverhältnissen. Kürzlich untersuchten Kestenbaum und Stone (1976) einige Fälle von Kindern aus unvollständigen Familien, die klinisch behandelt wurden. Unterschiede in der psychischen Entwicklung erklären die Autoren mit der Vererbung gewisser psychischer Charakteristiken, mit der Lebensphase z.Z. des Einbruchs der Unvollständigkeit, mit Charakteristiken des verbleibenden Elternteils, mit der sozio-ökonomischen Schicht, mit dem Vorhandensein von Geschwistern u.a.m. Eine scharfe Trennung zwischen unvollständigkeitsspezifischen und generellen Determinanten kann also nicht gezogen werden. Man ist "so klug als wie zuvor". Alle diese Untersuchungen dürften demnach die Schlussfolgerung von Kestenbaum und Stone (1976, S.187) bestätigen, dass die Unvollständigkeit der Familie nicht pathogene Wirkungen haben muss, aber die Chance des Auftretens solcher Erscheinungen wesentlich verstärken kann.

- Der kritische Leser hat bereits bemerkt, dass alle diese, sich mit dem Phänomen eingehender befassenden Untersuchungen mit psychologischen und tiefenpsychologischen Verfahren arbeiten und ebenso, dass von einer Verallgemeinerungsfähigkeit der Resultate keine Rede sein kann.

In der soziologischen Literatur finden sich nur wenige theoretische Überlegungen zum Thema Unvollständigkeit. Einen wesentlichen Beitrag liefert jedoch Louis Kriesberg (1970), der die vaterlose Familie eingehend beschreibt. Er geht von der Feststellung aus, dass in den USA 30% der armen Kinder aus unvollständigen Familien stammen; während gesamthaft nur 7% der Haushalte mit Kindern vaterlos und 1% mutterlos sind. Er versucht, die Kausalketten zu ermitteln, indem er endogene Faktoren von Unvollständigkeit und Armut mit dem Ansatz der Armut als Subkultur und exogene Faktoren mit dem Ansatz der Armut als Situationsbedingtheit zu erfassen sucht. Kriesberg kommt zum Schluss, dass die Subkulturbetrachtung zu viele Fragen offen lasse. Er zieht daher die Situationserklärung der Armut und der Unvollständigkeit vor. Für ihn können

die Probleme der Unvollständigkeit also nur durch Verbesserung der Lebensbedingungen behoben werden.

Weitere Arbeiten - so von Reinhard Junker (1968) und Kogelschatz, Adams und Tucker (1972) und vom Bundesministerium für Jugend, Familie und Gesundheit (1975) - beschreiben den Lebensstil der unvollständigen Familie. Diese Arbeiten sind für unsere Zwecke besonders wertvoll, weil sie nach den verschiedenen Merkmalen der Unvollständigkeit deutlich differenzieren, so dass Vergleiche zwischen Untergruppen möglich werden. So unterscheiden Kogelschatz et al. (1972) nach den Typen der Unvollständigkeit unter Berücksichtigung der Dauer der Unvollständigkeit (hard core, transitional und historical). Und so berücksichtigen Junker (1968) und der Bundesbericht (1975) mehrere Variablen der unvollständigen Familie im Zusammenhang mit den von ihnen spezifisch interessierenden Problemen der Unvollständigkeit.

Eine letzte Gruppe von neueren Untersuchungen enthält Arbeiten, die die Mutterlosigkeit beschreiben. Dieses Thema wurde vorher kaum berührt aus der Vorstellung und gesellschaftlichen Gepflogenheit heraus, dass der Frau das Sorgerecht für ihre Kinder aus Scheidung, Unehelichkeit, Trennung und Desertion obliegt und dass ein Witwer seine Kinder vermutlich kaum selber aufziehen werde. Mit der Reform des Familienrechts in vielen westlichen Ländern, einschliesslich der Schweiz, rückte auch die mutterlose unvollständige Familie in den Blickpunkt. Die Arbeit von George und Wilding (1972) ist wohl die vollständigste zu diesem Thema. Sie basiert auf einer repräsentativen Untersuchung in Zentralengland. In dieser Untersuchung und auch in denen von Ferri (1973) in England und Todres (1975) in Kanada wird die Hypothese unterstützt, dass dauernde Abwesenheit der Mutter zu deutlichen Änderungen im Verhalten des Kindes führen kann.

Die meisten der bisher erwähnten Arbeiten behaupten eine Deprivation von Kindern aus unvollständigen gegenüber den Kindern aus vollständigen Familien. Es wird deutlich, dass die Autoren die Situation der untersuchten Kinder als Benachteiligung betrachten, obschon sie überwiegend nicht im Stande sind, prognostische Aussagen über die Wirkung der verschiedenen Faktoren zu machen, die auf ein Kind aus einer unvollständigen Familie einwirken. Nur bei einem Autor, Kroeber-Kenneth (1976), finden wir die Hypothese, dass die Unvollständigkeit sich leistungsmotivierend auswirken kann, so dass eine Minderheit dieser Kinder besonders leistungsfähig werde in Kontrast zu der Mehrheit, auf die sich die Unvollständigkeit leistungs-hemmend auswirke. Die "Starken" werden danach durch die Situation der Unvollständigkeit gefordert, die "Schwachen"

entmutigt. Die Hypothese wird von Kroeber-Kenneth nicht gut belegt, doch könnte sie als weiterer Ausgangspunkt für die künftige Forschung dienen.

2. ANSATZ DER UNTERSUCHUNG UND ABLEITUNG DER HYPOTHESEN

Die nunmehr zu referierenden Ergebnisse unserer Intensivuntersuchung über die Wirkung der Unvollständigkeit von Familien auf die Integrations- und Leistungsfähigkeit von Kindern aus solchen Familien gehen von der theoretisch als gesichert geltenden Voraussetzung aus, dass das menschliche Wesen erst durch den Prozess der Sozialisation zum sozialen Wesen gebildet wird. Es wird also angenommen, wie Robert E. Park dies ausdrückte, dass "der Mensch nicht als Mensch geboren wird", sondern "nur langsam und mühevoll, in fruchtbarem Kontakt, in Kooperation und Konflikt mit seinen Mitmenschen die kennzeichnenden Eigenschaften der menschlichen Natur erwirbt" (Park, 1915), wobei das Wort "menschlich", wie Rose erläutert, "ein Synonym für Konformität mit erwarteten Verhaltensmustern darstellt" (Rose, 1967, S.227). Ähnliche Auffassungen werden u.a. von G.H. Mead (1934) und T. Parsons (1955, 1969) vertreten.

Auf die Frage hingegen, wie sich dieser Prozess der Sozialisation vollziehe, findet man verschiedene Antworten, je nach theoretischen Ausgangsannahmen der Soziologen und Sozialpsychologen. Sie alle sind sich jedoch generell darüber einig, dass der Familie - früher der Grossfamilie und heute der Kernfamilie - die Hauptlast der Sozialisation in den frühen Jahren der Entwicklung eines Kindes (Primärsozialisation) zufällt. Aus diesen Feststellungen hat man die Folgerung abgeleitet, dass das Fehlen eines Elternteils in der Familie diesen Sozialisationsprozess massgeblich beeinflussen könnte; denn der verbleibende Elternteil muss die Aufgaben des Partners entweder selber tragen, oder sie an Personen ausserhalb der Kernfamilie delegieren. Diese Überlegung führte uns zu der ersten Hypothese unserer Untersuchung, die wie folgt formuliert wurde:

Hypothese 1: Kinder aus unvollständigen Familien werden durch ihre besondere gesellschaftliche Situation anders sozialisiert als Kinder aus vollständigen Familien. Diese Andersartigkeit verstärkt sich nach der Dauer der Unvollständigkeit.

Diese Hypothese lässt noch keine Bewertung der Sozialisation des Kindes aus der unvollständigen Familie zu. Sie kann nur falsifiziert werden, wenn man feststellen sollte,

dass die Sozialisation von Kindern aus vollständigen Familien genau die gleichen Verhaltensweisen unter den selben gesellschaftlichen Bedingungen hervorruft, unterschiedliches Verhalten also auf unterschiedliche Familienkonstellationen (Vollständigkeit bzw. Unvollständigkeit) reduziert werden kann. Diese Annahme wäre nur dann in einer Untersuchung überprüfbar, wenn es gelänge, alle anderen Merkmale der Untersuchten konstant zu halten; bei der komplexen Natur der Sozialisation mit ihren zahllosen Komponenten hat diese praktisch "Black-box-Charakter" (Lüdtke, 1977, S.44-45), so dass sich eine Prüfung nie im Einzelzugriff, sondern allein in der stochastischen Messung einer grossen Zahl durchführen liesse.

Eine weitere Hypothese, die geprüft werden sollte, geht von der Feststellung aus, dass in den westlichen Industriekulturen die Familie mit zwei Elternteilen für die Primärsozialisation des Kindes zum Normalfall (Pfeil, 1970, S.411) gehört, womit eine Abweichung von dieser Partnerkombination bereits eine Abweichung von der "normalen" Sozialisation bedeuten würde. Wenn die Mehrheit der Kinder eine Sozialisation in der Zwei-Eltern-Familie erhält, kann eine solche in einer Elternteil-Familie bereits als ein "Sozialisationsdefizit" betrachtet werden.

Die aus dieser Ueberlegung abgeleitete Hypothese 2 lautet:

Kinder aus unvollständigen Familien erhalten eine Sozialisation, die von der Normalsozialisation in der Gesellschaft abweicht und die in der Folge als defizitäre Sozialisation in Erscheinung treten kann.

Eine solche Hypothese orientiert sich am Massstab der vollständig-familiären Sozialisation. Davon ausgehend kann der Forscher Messungen der Verschiedenheit der Sozialisation vornehmen, indem er entweder feststellt, dass die Sozialisationsvorgänge zwischen der beobachteten Gruppe und einer Kontrollgruppe unterschiedlich ablaufen, oder indem er die beobachteten Subjekte selber beurteilen lässt, ob sie anders als ihre Altersgenossen mit zwei Eltern sozialisiert wurden. Die dabei möglichen Messungen qualitativer Unterschiede lassen jedoch noch keine gesellschaftliche Bewertung der Auswirkungen der Unvollständigkeit von Familien zu.

Es wurde daher eine weitere Hypothese aufgestellt, die uns die Bewertung der Sozialisationsfolgen von Kindern unvollständiger Familien erlauben sollte. Dabei gingen wir von den Funktionen der Sozialisation aus. Entsprechend dem Ansatz von Neidhardt (1969, S.24), der das AGIL Schema von T. Parsons (1955) anwendet, gehören zur gelungenen Sozialisation vier soziale Hauptfunktionen:

Das Kind soll

1. durch sie die kulturellen Inhalte der Gesellschaft, in der es aufwächst, erlernen. Dieser "kognitive Aspekt" der Sozialisation sorgt folglich für das Erlernen der Normen und Werte einer Gesellschaft, nach denen sich das Kind verhalten soll. Zudem lernt es aber auch, sich ein Wissen anzueignen, das ihm das normative Verhalten erleichtert und ihm Instrumente liefert, um sein Leben gestalten zu können. Die Sozialisation soll ihm
2. aber auch zeigen, was von ihm erwartet wird, d.h. es soll lernen, welches Verhalten positiv und welches negativ sanktioniert wird. Dadurch wird es motiviert, sozial akzeptable Leistungen zu erbringen. Diesen Aspekt nennt Neidhardt den "instrumentellen Leistungsaspekt" der Sozialisation. Die Sozialisation soll ferner
3. das Kind befähigen, "emotionale Bindungen" einzugehen, die im Rahmen der sozialen Normen gefördert werden. Damit sollen die individuellen Ansprüche des einzelnen befriedigt, d.h. die psychischen Bedürfnisse im Rahmen der sozialen Einschränkungen gedeckt werden. Letztlich soll
4. die Sozialisation das Kind in das Geflecht der sozialen Institutionen und Organisationen so integrieren, dass es sich mit den Zielsetzungen dieser sozialen Gebilde identifiziert und im Sinne dieser Zielsetzungen, die durch Werte und Normen gesetzt werden, zu handeln vermag. Mit diesem angelernten Verhalten sollen die Kontinuität der sozialen Gebilde gewährleistet und gleichzeitig dem einzelnen sozial Handelnden Identifizierungsmöglichkeiten gewährt werden, die seinen Ansprüchen auf Sicherheit, Selbstverständnis und Persönlichkeit entsprechen.

Unter Anwendung und Operationalisierung dieser Hauptfunktionen kann gemessen werden, ob die Sozialisation der Kinder aus unvollständigen Familien den Ansprüchen der Gesellschaft besser oder schlechter entspricht als die Sozialisation von Kindern aus vollständigen Familien.

Wissen also Kinder aus unvollständigen Familien im Durchschnitt weniger als Kinder aus vollständigen Familien, dann kann diese Erscheinung auf eine mangelnde Sozialisation - auf ein Sozialisationsdefizit - zurückgeführt werden, unter der Annahme, dass alle anderen Merkmale der Verglichenen konstant gehalten werden könnten. Ist das Kind weniger leistungsfähig, dann hat die Sozialisation in ihrem instrumentellen Leistungsaspekt relativ zu der bei Kindern aus vollständigen Familien versagt. Kann es

seine emotionalen Ansprüche weniger gut zur Entfaltung bringen, oder kann es sich weniger gut mit den Gruppen, in die es gehört, identifizieren, dann hat die Sozialisation in der unvollständigen Familie hinsichtlich des emotionalen Beziehungsaspekts, bzw. Integrationsaspekts eine geringere Wirkung gehabt als diejenige von Kindern aus der Vergleichsgruppe.

Folgt man diesen Argumenten, so wären die Parameter gewonnen, die eine Messung der sozialen Wirksamkeit der Sozialisation in beiden Untersuchungsgruppen erlauben.

Unter Bezugnahme auf das Schema von Neidhardt erhält man Kriterien, die Sozialisationsdefizite definierbar und erfassbar machen. Damit wäre der Weg geebnet zu einer weiteren Hypothese, die zu prüfen sein wird:

Hypothese 3: Kinder aus unvollständigen Familien weisen Sozialisationsdefizite auf, die ihnen das soziale Handeln als Mitglieder der Gesellschaft erschweren. Die Defiziterscheinungen treten in den Bereichen der kognitiven, leistungsbezogenen, emotionalen und integrativen Handlungsfähigkeit der Probanden auf.

Diese Hypothese konzentriert sich noch auf die Primärsozialisation in der Familie. Sie nimmt an, dass mangelnde Sozialisation in der Familie bereits zu mangelnden Handlungsfähigkeiten im Leben des Erwachsenen führt. Doch ist die Familie in der modernen Gesellschaft zur Kernfamilie geschrumpft, die eine Reihe von Sozialisationsaufgaben an andere Sozialisationsagenten wie die Schule, den Freundeskreis, die Berufs- und politische Gruppe weitergegeben hat. Ihr bleibt aber nach wie vor als wichtigste Aufgabe die der emotionalen Stabilisierung des Kindes in seiner sozialen Umwelt (V.G. Blücher, 1977). Das heisst, die Familie fördert die expressiven Fähigkeiten, die affektiven Beziehungen, die Kooperationsfähigkeit und die langsame Ausdehnung der sozialen Beziehungen des jungen Menschen zur sozialen Welt ausserhalb der Familie. Die Schule, die Berufsbildungseinrichtungen und Freizeitorisationen als Agenten der Sekundärsozialisation andererseits bewirken vor allem die Eingliederung des Jugendlichen in die Arbeits- und Berufsrollen der Gesellschaft. Doch gerade dort, wo die familiären Sozialisationsfunktionen nicht geleistet werden, haben die sekundären Sozialisationsagenten auch emotionale und andere Stabilisierungsfunktionen wenigstens teilweise übernehmen können, so dass es möglich ist, dass sich die sozialpsychologischen Störungen, die für die unvollständige Familie in Untersuchungen festgestellt wurden (siehe folg. Abschnitt), durch die Sekundärsozialisation teilweise aufgehoben werden können.

Aus diesen Ueberlegungen stammt die nächste Hypothese, die wie folgt lautet:

Hypothese 4: Die Primärsozialisation wird in der modernen Gesellschaft durch die Sekundärsozialisation ergänzt, teilweise auch korrigiert und möglicherweise erst geleistet.

Diese Hypothese implizierte für unsere Untersuchung, dass eine nachteilige Auswirkung der unvollständigen Familie auf das Kind sich erst dann endgültig manifestiert, wenn der sekundäre Sozialisationsprozess weitgehend abgeschlossen ist. Der Black-box-Charakter der Sozialisation verhindert eine Zuordnung der Wirkung einzelner Faktoren.

Diese Schlussfolgerung führte uns dazu, eine Gruppe von 21- bis 25-jährigen Menschen zu untersuchen, die bereits die Berufswahl getroffen und die Berufsausbildung abgeschlossen hatten, oder die in der letzten Stufe der höheren Ausbildung steckten. Denn nur in dieser Altersgruppe konnten wir langfristige und persistierende Implikationen der Unvollständigkeit erfassen.

Die vier Grundhypthesen bildeten die Ausgangsbasis für unsere Untersuchung. Zur Operationalisierung dieses theoretischen Basisansatzes wurden die Hypothesen verfeinert und in Arbeitshypothesen ausdifferenziert. Doch soll an dieser Stelle nicht näher auf sie eingegangen werden, denn die abschliessend vorgetragene Interpretation der Daten wird ebenfalls auf eine allgemeine Ebene begrenzt bleiben. Aus der Hypothese 3 erfolgte nun die Wahl der Bereiche, an denen wir die Hypothesen prüfen wollten. Da wir unsere Erhebung im Umfang und zeitlich beschränken mussten, konzentrierten wir uns auf die Leistungs- und Integrationsaspekte. Sicherlich kann mit Recht eingewendet werden, dass damit der emotionale Aspekt zu kurz kommt, dennoch mussten wir seine Analyse einer eventuellen Nachfolgeuntersuchung vorbehalten. Wir beschränkten die Untersuchung vor allem auf die sozialen Auswirkungen der Unvollständigkeit, blieben uns jedoch stets bewusst, dass wir mit einem "Black-box"-Modell arbeiteten, das uns nicht angeben konnte, wie es zu Leistungs- oder Integrationsschwächen kommt. Wir wollten zunächst einmal sichern, ob es überhaupt solche Sozialisationsdefizite bei Kindern aus unvollständigen Familien gibt. Denn die vorliegende Literatur geht zwar stets von einem solchen Tatbestand aus, weist ihn aber nirgends nach. Wir haben uns gleichwohl bemüht, bereits vorhandene empirische Unterlagen über den kognitiven und emotionalen Aspekt in der Literaturvorstudie ebenfalls zu berücksichtigen.

Zur Prüfung der Hypothesen verwendeten wir in der Vorstudie die Methode des halbstrukturierten Intensivinterviews. Die Fragen wurden in einem Interviewleitfaden zusammenge stellt und in einem freien Gespräch in loser Folge gestellt. Um den Inhalt der Antwort etwas zu steuern, wurden jeder Frage Merkmale oder Richtung möglicher Antworten in Stichworten hinzugefügt.

Es wurden 44 Probanden im Alter zwischen 21 und 25 befragt. 25 Probanden waren Kinder aus unvollständigen, 19 aus vollständigen Familien. Ausgewählt wurden sie durch eine Wahrscheinlichkeitsstichprobe aus dem Geburtenregister der Stadt Bern mit einem Intervall von 40. Nach dem Ziehen dieser Stichprobe wurde über die Einwohnerkontrolle der Stadt Bern der Zivilstand der Eltern der Probanden ermittelt. Es wurden alle in Bern wohnenden Kinder aus unvollständigen Familien in die Untersuchung einbezogen und jedes 10. Kind aus vollständiger Familie. Demnach ist die Untersuchung repräsentativ für die fünf einbezogenen Jahrgänge unter Ausklammerung der Fortzügler.

Bevor wir nun die Resultate dieser Voruntersuchung vorlegen, wird in den folgenden Seiten der Stand der Forschung im Gebiet der Wirkung der unvollständigen Familie geschildert. Die Ergebnisse unserer Erhebung werden anschliessend in Bezug auf unsere Hypothesen analysiert.

3. EMPIRISCHE UNTERLAGEN ZUM ANSATZBEZOGENEN FORSCHUNGSSTAND

Im einleitenden Abschnitt wurde Literatur, die sich mit der Unvollständigkeit der Familie als solcher befasst, chronologisch geordnet und nach Themen gegliedert präsentiert. In dieser Schilderung wurden die Interessen und Richtungen nur angedeutet.

Zur Erleichterung des Ueberblicks gliedern wir die Forschungsresultate, die auf methodisch gesicherten Untersuchungen beruhen, in fünf Bereiche auf:

- die sozio-demographische Situation des Kindes aus unvollständiger Familie,
- die kognitive Lage der Untersuchungspersonen,
- deren soziale Leistungsfähigkeit,
- deren emotionale Lage in der sozialen Umwelt,
- und deren Identifikation mit der sozialen Umwelt.

Diese Unterscheidung entspricht grundsätzlich der, die wir von Neidhardt (1969) abgeleitet haben.

3.1 Der sozio-demographische Bezugsrahmen

3.1.1 Umfang

Im folgenden seien die Ergebnisse der Untersuchungen von Kogelschatz et al. (1972), Schlesinger (1969), George und Wilding (1972), Ferri (1973), Todres (1975) und dem Bundesministerium für Jugend, Familie und Gesundheit (Zweiter Familienbericht, 1975) kurz dargestellt, zumal die sozio-demographischen Daten nicht nur Eltern, sondern auch in besonderem Mass Kinder aus unvollständigen Familien betreffen.

Nach Schlesinger (1969 und 1973) sind in Kanada 8,9% der Familien unvollständig. In den USA sind 12,5% der Familien als unvollständig klassifiziert worden. In der Schweiz waren es nach dem Statistischen Jahrbuch (gemessen am Zivilstand) in der Volkszählung 1970 10,7%. In Deutschland waren gemäss Angaben des Statistischen Bundesamtes 1972 ca. 7% der Familien unvollständig. Aus diesen wenigen Zahlen wird ersichtlich, dass diese im öffentlichen Bewusstsein bisher kaum zur Kenntnis genommene Gruppe von Familien auch bereits statistisch bedeutsam ist. Ferner wäre festzustellen, dass sie in Zukunft weiter wachsen könnte, da in den letzten Jahren die Scheidungsgesetze liberalisiert und in mehreren Staaten - u.a. in der Schweiz - die Bestimmungen des Familienrechts revidiert wurden oder werden. Ca. 90% der unvollständigen Familien sind vaterlos, doch wächst der Anteil der mutterlosen Familien in letzter Zeit stetig an. In Deutschland wuchsen 1972 (Mikrozensus) ca. 7% der Kinder in unvollständigen Familien auf. Das bedeutet, dass die Problematik der Kinder aus unvollständigen Familien in zunehmendem Masse soziologisch relevant wird, jedoch von der Forschung bisher in unvertretbarem Ausmass vernachlässigt wurde.

3.1.2 Einkommen

Aufgrund der Untersuchungen von Doris Guyatt (1971), des Canadian Council on Social Development (1971) in Kanada, von Schlesinger (1973), Anderson und Ogden (1975) und Kogelschatz et al. (1972) in den USA, von Finer Kommission (1974) und George + Wilding (1972) in England, und vom Bundesministerium für Jugend, Familie und Gesundheit (1975) in Deutschland wird ein die Bedürfnisse deckendes Einkommen als die Hauptproblematik der unvollständigen Familie bezeichnet. In den Schlussfolgerungen der Berichte wird deshalb mehr wirtschaftliche Unterstützung der unvollständigen Familie gefordert. Die Forderungen gehen in der Regel dahin, dass die alleinstehende Mutter oder der

alleinstehende Vater auch dann Subventionen erhalten sollten, wenn die Familie durch Arbeit unterhalten wird. Die Arbeit soll nicht negativ sanktioniert werden durch Entzug von Leistungen, wie das bei gewissen Formen der Benachteiligtenunterstützung der Fall ist. Die Autoren verweisen ferner auf die ungleichgewichtige Bevorzugung bestimmter Formen von Unvollständigkeit; ausserdem erwähnen sie, dass die Benachteiligung finanzieller Art viele abweichende Erscheinungen sozialer Art mit sich bringt, die mit einem höheren Einkommen verhindert werden könnten.

3.1.3 Die Wohnlage

In engem Zusammenhang mit dem Einkommen steht auch die Wohnlage der unvollständigen Familie. So stellt der Finer Bericht (1974) fest,

- dass die unvollständige Familie weniger Eigentumswohnungen besitzt als die Vergleichsgruppe der vollständigen Familie,
- dass die unvollständige Familie aus finanziellen Gründen häufiger zum Wohnortswechsel gezwungen wird und
- dass der Wohnkomfort der untersuchten Familie weit unter dem Durchschnitt liegt (S.357ff.).

Die Unterscheidung von Kogelschatz et al. (1972) nach Dauer der Unvollständigkeit zeigt dann auch, dass die Wohnungsnot am stärksten ist bei den Familien mit permanenter Unvollständigkeit und dass sie analog abnimmt, je "vollständiger" die Familien sind (S.370). Sie konnten z.B. nachweisen, dass 30% der Kinder aus unvollständigen Familien mit dem betreffenden Elternteil im gleichen Bett schlafen (der entsprechende Wert beträgt bei Kindern aus vollständigen Familien 5%), dass 45% ihr eigenes Bett haben im Gegensatz zu 88% und dass 41% ihr eigenes Zimmer haben im Gegensatz zu 55% der Kinder aus vollständigen Familien. Zudem stellte sich heraus, dass viele der unvollständigen Familien bei Verwandten wohnen, im Gegensatz zu den vollständigen Familien, die in der Regel eine Wohnungseinheit für sich beanspruchen können.

3.1.4 Die Verwandtschaftsbeziehungen

Mit Eintritt der Unvollständigkeit verlieren die Familienmitglieder oft einen Teil der Verwandtschaft oder doch deren Unterstützung. Dennoch spielt die Verwandtschaft in dieser Familienform eine wichtigere Rolle als bei vollständigen Familien. Kogelschatz et al. (1972) konnten

feststellen, dass Grosseltern oft die Kinder aus der unvollständigen Familie übernehmen, wobei dieser Elternersatz vielfach nicht beide Geschlechter einschliesst. Konflikte bei der Erziehung der Kinder waren häufig, und man gelangte zum Schluss, dass der Beistand der Verwandten gefährliche Wirkungen haben kann, selbst wenn diese Hilfeleistungen die einzigen waren, die gewährt wurden. In der Stichprobe von Kogelschatz et al. (1972) konnte nachgewiesen werden, dass ein relativ hoher Prozentsatz der Kinder - vor allem aus dauerhaft unvollständigen Familien - entweder mit der Mutter und der Grossmutter oder den Grosseltern bzw. andern Verwandten allein wohnten (S.370).

Die gleiche Untersuchung (S.377) zeigt auch, dass die Beziehungen unter Geschwistern sich mit zunehmender Dauer der Unvollständigkeit verschlechtern. Es wäre daher ein Fehlschluss anzunehmen, Geschwister könnten auf die Dauer einen Elternersatz leisten.

Eine Untersuchung von George und Wilding bei 600 mutterlosen Familien in England zeigt eine noch stärkere Abhängigkeit des alleinstehenden Vaters von der Verwandtenbetreuung der Kinder. Ueber die Hälfte der Kinder aus mutterlosen Familien hatte bei Verwandten eine Art Mutterersatz gefunden (George und Wilding, 1972, S.73). Auch hier zeigte sich, dass die Geschwister keine bedeutende Rolle spielten.

3.1.5 Der soziale Status

Bei der Betrachtung des Einkommens der unvollständigen Familie wurde bereits erwähnt, dass diese häufig unterprivilegierten Gesellschaftsschichten angehört. Kriesberg (1970) richtet seine volle Aufmerksamkeit auf dieses Problem und gelangt zum Schluss, dass die Unvollständigkeit und das Verhalten in der unvollständigen Familie weniger eine Erscheinung der "Subkultur der Armut" ist, wie etwa von Bergell (1962), Lewis (1966) und Riesman (1962) geschlossen wurde, sondern dass die Bedingungen der Armut zu dem spezifischen Verhalten der Unvollständigkeit in seiner ganzen Komplexität führen. Diese Schlussfolgerung begründet er mit der Feststellung, dass die Elternteile unvollständiger Familien vorwiegend mittelständische Werthaltungen aufweisen. Durch die äusseren Bedingungen seien sie jedoch gehindert, mittelständische Ziele zu erreichen. Sie müssten sich mit Kompromissen zufrieden geben.

Ein weiterer Indikator der Zugehörigkeit zu den unteren sozialen Schichten ist der Bildungsgrad des verbleibenden Elternteils. Dazu liefern Kogelschatz et al. (1972, S.368)

einige aufschlussreiche Angaben, die deutlich machen, dass die Dauer der Unvollständigkeit mit dem Grad der Bildung korreliert: je geringer der Bildungsgrad des Elternteils desto länger dauert die Unvollständigkeit.

Der Beruf ist auch ein geeigneter Indikator für den sozialen Status. Auch dazu können Kogelschatz et al. (1972, S.368) Daten liefern, die zeigen, dass die Mütter aus dauernd unvollständigen Familien viel häufiger auf Arbeit gehen müssen; dass sie aber auch die schlechtesten Anstellungen erhalten, weil sie oft auf Arbeitszeiten angewiesen sind, die die Besorgung der Kinder zulässt. Zudem erhalten sie als Frauen häufig geringere Löhne als die Männer in ähnlichen Positionen. Es ist daher nicht erstaunlich, dass man viele alleinstehende Mütter in Stellen als Putzfrau oder anderer niedrigst bezahlter Dienstleistungen findet. Der soziale Status der Kinder richtet sich allein nach dem Beruf der Mutter, und somit ist er tiefer als der des verlorenen Vaters.

Ein letzter Indikator für den sozialen Status ist das Sozialprestige, das einer Bevölkerungsgruppe oder einer Familie gewährt wird. Zu diesem Indikator sind keine statistischen Daten erhältlich, doch ist man sich in der Literatur über das geringe Prestige unvollständiger Familien einig.

Die verwitwete Familie wird am wenigsten stigmatisiert, da die Schuld des Partnerverlustes nicht auf den zurückbleibenden Elternteil geschoben werden kann. Die anderen Formen der Unvollständigkeit werden jedoch negativ sanktioniert, und die Stigmatisierung verdrängt die alleinstehenden Mütter oder Väter in sozial marginalisierte Positionen (Klebanow, 1976; Kriesberg, 1970; Ferri, 1973; und Todres, 1975). Es ist daher nicht erstaunlich, dass die betroffenen Eltern - und damit auch deren Kinder - grosse Schwierigkeiten haben, eine positive oder doch durchschnittliche Selbsteinschätzung zu wahren (Klebanow, 1976).

3.2 Der kognitive Aspekt

Die Wirkung der Unvollständigkeit von Familien auf die kognitiven Fähigkeiten der Kinder lässt sich u.a. anhand des Indikators der Schulleistung messen. Verschiedene Autoren haben diesen Indikator verwendet. Engemor (1967) untersuchte die Schulleistung und Anpassungsfähigkeit von mittelständischen Erstklässlern und kam zum Schluss, dass die Kinder aus vollständigen Familien bessere Schulnoten erhielten und grössere Führungskapazitäten aufwiesen. Kelly, North und Zinger (1968) gaben an, dass die Trennung

der Kinder von ihren Eltern zu einem Abfall der Schulleistung führte, dass aber die Kinder aus unvollständigen Familien als Gruppe im Durchschnitt nicht schlechtere Noten erhielten als die Kinder aus einer Vergleichsgruppe. Birnbaum (1966) wies darauf hin, dass Mittelschüler gleicher sozialer Stellung gleiche Schulleistungen erbrachten, auch wenn man nach der Familienstruktur der Kinder unterschied. Damit betonte er, dass die Schulleistung eher vom sozialen Status und nicht von der Art der Familie abhänge. Auch die Studien von Weiner (1973), Solomon, Hirsch, Scheinfeld und Stein (1972) und Wassermann (1972) tendieren alle dazu, einen geringen Einfluss des Fehlens eines Elternteils auf die Schulleistung vorzufinden. Nun konzentrieren sich diese Analysen alle auf Fälle der Vaterlosigkeit. Die einzige Studie, die diesen Indikator bei mutterlosen Kindern anwendet, ist die von George und Wilding (1972, S.69). Diese Erhebung untersuchte die Frage, ob alleinstehende Väter die Meinung vertraten, dass die Schulleistung ihrer Kinder durch die Trennung von der Mutter beeinflusst worden sei. Die Daten verweisen auf eine signifikante Auswirkung auf schulische Leistungen je nach Art der Unvollständigkeit (verwitwet bzw. geschieden/getrennt). Auf die Gründe befragt, antworteten die Väter, dass die schlechteren Leistungen durch (1) emotionale Auswirkungen des Verlustes der Mutter, (2) Mangel an Aufgabenhilfe durch die Mütter und (3) Mangel an Zeit durch den Vater zu erklären sei. Interessant an dieser und an Kriesberg's Studie (1970), der diese Resultate bestätigt, ist, dass die finanzielle Notlage selten als Hinderungsgrund für eine bessere Schulerziehung erwähnt wurde, denn sowohl die alleinstehenden Mütter wie auch die alleinstehenden Väter setzten sich stark ein, um den Kindern eine gute Schulbildung zu ermöglichen, auch wenn dies von ihnen finanzielle Opfer verlangte.

Eine letzte Gruppe von Forschern hat die Wirkung des Aufwachsens in Institutionen auf die schulische Leistung untersucht. Boulby (1961), Shell (1938, 1966) und Weininger (1977) haben bei Kindern ohne elterliche Betreuung eindeutig geringere Leistungen gemessen als bei anderen Kindern, auch wenn diese nur einen Elternteil hatten oder mit einem Elternsubstitut zusammenlebten.

Aus diesen Untersuchungen lässt sich kaum eine direkte Beziehung zwischen Unvollständigkeit und Schulleistung bestimmen. Grundsätzlich kann gesagt werden, dass das Fehlen eines Elternteils meistens die Schulleistungen vorübergehend beeinflusst, dass dann aber korrigierende Faktoren dafür sorgen, dass die Leistungen sich wieder den Leistungen der Kinder aus vollständigen Familien angleichen. Zudem kann noch nicht eindeutig bestimmt werden, ob die geringere finanzielle Position der unvollständigen Familie

nicht auch die Dauer der Schulbildung beeinflusst, womit wir wieder bei dem Problem angelangt sind, ob hier das geringere Einkommen oder die Unvollständigkeit als verursachende Variable zu betrachten sei.

3.3 Der Leistungsaspekt

Der instrumentelle Leistungsaspekt der Sozialisationsauswirkungen bei Kindern aus unvollständigen Familien ist bisher kaum behandelt worden. Eine Erklärung für diese Tatsache scheint uns schwer zu finden, denn von den Interessen jeder Gesellschaft her ist es wichtig, dass ihre Mitglieder lernen, instrumentelle Rollen zu übernehmen und in diesem sozialen Raum handlungsfähig zu werden. Ein gehende empirische Untersuchungen sind uns nicht bekannt, doch findet man in der Literatur Überlegungen zum Leistungsaspekt, die wenigstens fundierte Hypothesen zulassen. Einige Anhaltspunkte finden wir bei Aldous (1972), die eine kleine Umfrage bei Mittelschicht- und Unterschicht-Kindern aus vollständigen und unvollständigen Familien in den USA durchgeführt hat. Obwohl ihre Daten nicht repräsentativ sind, weil der Umfang der Erhebung recht bescheiden war, kommt sie zum tentativen Schluss, dass auch bei Abwesenheit des Vaters die Kinder ziemlich konkrete Vorstellungen über die instrumentellen Rollen, die von einem Vater oder einer Mutter erwartet werden, erhalten (S.63). Dies gilt für Mädchen und Jungen, da die Kontakte mit der sozialen Umwelt dafür sorgen, dass auch geschlechtstypische Rollenvorstellungen übernommen werden. Diese Rollenvorstellungen entsprächen der sozialen Schichtzugehörigkeit des Kindes, womit argumentiert werden kann, dass durch die schlechtere finanzielle Lage der unvollständigen Familie (die auch in dieser Untersuchung festgestellt wurde) dem Status angemessene Rollenbilder übernommen werden.

In einer weiteren Studie von Duncan und Duncan (1968) wurde versucht, den Leistungsaspekt der Sozialisation mit dem Indikator des Berufserfolges unter schwarzen und weißen Kindern in den USA zu berücksichtigen. Diese Studie basiert auf der Volkszählung von 1960, so dass die Angaben als repräsentativ betrachtet werden können. Die Studie zeigt, dass die Tatsache, in einer unvollständigen Familie aufgewachsen zu sein, keinen Einfluss auf das spätere Heiraten und Zusammenleben in einer vollständigen Familie hat. Wichtig erscheint aber das Ergebnis, dass dieser Faktor eine signifikante Beziehung zum Bildungsumfang (Anzahl Schuljahre) und auch zur Transformation dieser formellen Bildung in berufliche Leistung aufweist; und dies auch dann, wenn nach dem sozio-ökonomischen Status der Eltern der untersuchten Kinder kontrolliert wird.

Diese Resultate bestätigen also die Hypothese, dass die unvollständige Familie - vor allem durch den Verlust des Vaters - die spätere Leistungsfähigkeit des Kindes hemmt. Leider reichen aber die verarbeiteten Unterlagen in dieser Untersuchung nicht aus, um Gründe für diese Erscheinung zu liefern.

Einen letzten Anhaltspunkt zum Thema liefert uns Kroeber-Kenneth (1976), der behauptet, dass Kinder aus unvollständigen Familien z.T. besondere Leistungsfähigkeiten im Management wirtschaftlicher Betriebe aufbringen. Diese Angaben beruhen jedoch auf praktischen Erfahrungen aus dem Bereich der Managementberatung. Sie müssten daher noch wissenschaftlich geprüft werden. Die Hypothese, die zu prüfen wäre, würde lauten, dass Kinder aus unvollständigen Familien eher benachteiligt sind in ihrer beruflichen Entwicklung, dass aber diejenigen, die diese Behinderungen überwinden können, besonders leistungsfähig sind.

3.5 Der emotionale Aspekt

Der emotionale Aspekt der Sozialisationsauswirkungen bei Kindern aus unvollständigen Familien wurde bisher am häufigsten mit dem Indikator der kindlichen Perzeption der Geschlechterrollen erfasst (sex typing). Nach Biller (1971) entwickelt sich diese Perzeption bereits in den ersten 6 Jahren der Entwicklung eines Kindes. Er betont aber, dass Mädchen vor allem dann am stärksten beeinflusst werden, wenn sie in der Pubertät die ersten engeren Beziehungen **mit** dem anderen Geschlecht eingehen. Die Jungen, dagegen, seien bereits viel früher beeinflusst, weil von ihnen ein "männliches" Verhalten bereits im Umgang mit Altersgleichen verlangt werde.

Auf den spezifischen Fall der unvollständigen Familie eingehend, haben Santrock (1970), Biller und Braham (1971) und Biller (1971) betont, dass das Fehlen eines Elternteils zu einem eher femininen Selbstverständnis führt. Zudem wurde bestimmt, dass, je früher die Abwesenheit des Elternteils eintritt, desto stärker der Identifikationsprozess mit den Geschlechterrollen gestört wird (Sutton-Smith, 1971). Diese Erscheinung wird jedoch gelindert durch die Anwesenheit von älteren Geschwistern (Sutton-Smith, Rosenberg und Landy, 1968). Ferner weisen Sutton-Smith und Rosenberg (1971) darauf hin, dass die Jungen sich eher ausserhalb der Familie ein Bild der Geschlechterrollen erwürben, und dass die Mädchen grössere Schwierigkeiten hätten, weil sie sich eher an der eigenen Familie orientierten und somit stark von ihren Müttern beeinflusst würden.

Aus der Analyse weiterer Literatur (Bowlby, 1971; Herzog und Sudia, 1972; Shard, 1972) haben Marino und Cowan (1976) zum Thema zusammenfassend erläutert, dass die Geschlechtsrollenbilder der Kinder aus unvollständigen Familien vor allem beeinflusst würden durch (1) das Verhältnis unter den Eltern vor der Trennung, durch (2) die Adäquatheit der Rollendefinition unter den Partnern vor der Trennung, durch (3) die Uebernahme der beiden Rollen durch den verbleibenden Elternteil und (4) durch die Entwicklung von Toleranz für die emotionale Trennung in dem Kind vor dem Tode des Elternteils.

Wie sich nun die Unvollständigkeit auf die spätere Entwicklung der emotionalen Beziehungen auswirkt, wurde bisher nur sehr ungenau untersucht. Die bereits erwähnten statistischen Erhebungen von Duncan und Duncan (1968) weisen jedoch in eine Richtung, nach der die Unvollständigkeit der Eltern sich nicht in dem Verhalten der Kinder perpetuiert. Somit hätten wir in Uebereinstimmung mit Kriesberg (1970) einen weiteren Beweis, dass man nicht von einer "Subkultur der Unvollständigkeit" sprechen kann.

Im Zusammenhang mit den geschlechtsspezifischen Rollenbildern der Kinder aus unvollständigen Familien kommen Herzog und Sudia (1968) zum Schluss, dass die bisherige Forschung im Hinblick auf die Geschlechtstypisierung wenig definitive Erkenntnis bringt, weil die Geschlechtsrollen einem heute raschen Wandel unterworfen und zudem diffus seien. Sie plädieren daher für eine stärkere Betonung der Erforschung des Selbstbewusstseins der Kinder aus unvollständigen Familien. Diese Forderung würde bedeuten, dass man vermehrt dem Beispiel von Rosenberg (1965) folgen würde, der anhand von Tests versucht hat, das Selbstbild der Probanden zu erfassen.

3.5 Der Integrationsaspekt

Auch der Integrationsaspekt wurde bisher meistens nur am Rande oder im Zusammenhang mit anderen Interessengebieten behandelt. Hauptindikator der Integration war bisher die Delinquenz bei Kindern aus unvollständigen Familien. Dazu gibt es eindrückliche Statistiken, die zeigen, dass eine überproportionale Anzahl von Delinquenten und Kriminellen aus unvollständigen Familien stammt. Werden diese Statistiken jedoch genauer analysiert, stellt sich meistens heraus, dass die hohen Raten der Delinquenz eher mit dem sozialen Milieu der unvollständigen Familie in Zusammenhang stehen. Wie bereits erwähnt, ist das Einkommen der unvollständigen Familie tiefer als das der vollständigen Familie. Daher ist auch die Wahrscheinlichkeit grösser, dass Kinder aus unvollständigen Familien in einer sozia-

len Umwelt aufwachsen, die das abweichende Verhalten fördert. Es gibt jedoch Angaben, dass die unvollständige Familie die Delinquenz selbst unterstützt, und zwar durch:

- Mangel an Führung (Bowermann, 1966)
- Entwurzelung und Desorientierung vor der Trennung
- den Charakter der Eltern, die sich trennen (Bowlby, 1966)
- erhöhte Instabilität in der unvollständigen Familie (Mc Cord, Mc Cord und Thurber, 1972).

Wie vorsichtig man jedoch bei der Interpretation dieser Indizien vorgehen muss, zeigt eine Untersuchung von Datesman und Scarpitti (1975), die bei weiblichen Kriminellen wohl einen überproportionalen Anteil von Kindern aus unvollständigen Familien feststellten, aber dann auch vorfanden, dass diese hohen Raten auf relativ harmlose Vergehen, wie Verlassen des Elternhauses, zurückzuführen waren.

Schliesslich ist es auch notwendig, Indikatoren zu finden, die die Integrationsbemühungen der untersuchten Kinder selbst darlegen. In der Literatur haben wir keine wissenschaftlichen Arbeiten gefunden, die das Thema direkt angehen, doch in den Jugendstudien, die in den letzten Jahren durchgeführt wurden (z.B. Blücher, 1977), gibt es noch viel Material, das in dieser Hinsicht ausgewertet werden könnte. Wichtig wäre zu wissen, wie stark sich die Probanden an freiwilligen und beruflichen Gruppenhandlungen beteiligen und wie eng sie sich mit diesen Gruppen identifizieren können. Ferner bräuchte man mehr Informationen über die Freundeskreise der Kinder aus unvollständigen Familien und deren Handeln im öffentlichen Bereich als Staatsbürger. Aus der Dreiländerstudie von Blücher (1977) lassen sich nur geringe Unterschiede in den Fähigkeiten zur Zusammenarbeit von Schülern aus vollständigen und unvollständigen Familien herauslesen. Doch ist dieser vereinzelte Indikator noch kein Beweis für geringe Integrationsprobleme bei Kindern aus unvollständigen Familien.

3.6 Zusammenfassung der Befunde

Eine Zusammenfassung der bisher erhobenen Daten zur Wirkung der unvollständigen Familie auf Kinder erlaubt die folgenden vorläufigen Schlussfolgerungen:

- Das Einkommen der unvollständigen Familie ist deutlich niedriger als das der vollständigen Familie. In engem Zusammenhang mit dieser Erscheinung treten Benachteiligungen für das Kind aus der unvollständigen Familie auf. So konnte festgestellt werden, dass die Wohnlage dieser

Kinder schlechter ist, ihre Bildungschancen geringer sind, Milieuschädigungen bei ihnen häufiger vorkommen, ihre soziale Position weniger stark gefestigt ist, und dass deshalb eine ernst zu nehmende Gefahr besteht, dass sich die Folgen ihrer Benachteiligung im Verlauf der weiteren Sozialisation nicht von selber aufheben.

- Die Wirkungen dieser wirtschaftlichen Lage und des eingeschränkten Beziehungsgeflechts in der Familie können sehr unterschiedlich sein, weil andere z.T. korrigierende Faktoren sich miteinschalten.
- Die Wirkung auf den kognitiven Aspekt ist vor allem in der Dauer und der Qualität der Ausbildung zu suchen. Die unvollständige Familie scheint die Leistung in der Schule nur vorübergehend zu beeinträchtigen.
- Der Leistungsaspekt wird in der Literatur vernachlässigt, doch gibt es Indizien, dass die Berufskarriere durch das Aufwachsen in einer unvollständigen Familie gehemmt wird.
- Der emotionale Aspekt wurde bisher am gründlichsten untersucht. Die Resultate der Forschung weisen auf psychische Beeinträchtigungen nach dem Einbruch der Unvollständigkeit hin. Sie belegen auch die Vermutung, dass das Fehlen eines Elternteils die intergeschlechtlichen Beziehungen und die geschlechtstypischen Rollen nachteilig beeinflussen kann, aber nicht muss.
- Der Integrationsaspekt wurde bisher nur aus der Sicht der Erforschung des abweichenden Verhaltens behandelt. Die Ergebnisse sind nicht eindeutig, und vor allem sind sie deshalb unbefriedigend, weil sie die Identifikation der Kinder aus unvollständigen Familien mit ihrer sozialen Umwelt nicht miterfassen.

Aus diesen Schlussfolgerungen und aus der Tatsache, dass Kinder aus unvollständigen Familien eine beachtliche Untergruppe aller Kinder in modernen Gesellschaften bilden, folgern wir, dass weitere Forschungen zur Erfassung der Probleme dieser Untergruppe angezeigt erscheinen, weil aus den bisherigen, in den unvollständigen Familien selbst angestellten Untersuchungen Missverständnisse abgeleitet werden könnten. Einen bescheidenen Beitrag dazu leisten wir bereits im nächsten Abschnitt.

4. EINIGE ERGEBNISSE DER VORUNTERSUCHUNG

Wie bereits erwähnt, basieren die Resultate unserer Voruntersuchung auf einer kleinen Stichprobe ($N = 44$), die jedoch in systematischer Repräsentativauswahl zustande kam. Die Befunde können daher als Orientierung betrachtet werden, doch gültige Schlüsse lassen sie nicht zu, besonders wenn man berücksichtigt, wie unsicher die bisherige

gen Erkenntnisse sind, wie zahlreiche Komponenten wirksam sind und wie indirekt sich die Auswirkungen darstellen. Wenn im folgenden die Zusammenhänge dargestellt werden, die sich als signifikant (Chi-Quadrat-Test) erwiesen, dann möchten wir betonen, dass wir den Umfang der Zusammenhänge (Korrelationen) nicht bestimmen konnten (weil oft nur nominal gemessen wurde) und dass die breiten Fehlerspannen der Stichprobe auch die Werte des Signifikanztests in Frage stellen. Die Interpretation der Daten darf daher nur als Anregung zu weiterer Forschung, als Hinweis auf die Erhebungs- und Interpretationsprobleme und als vorläufige Auswahl der Dimensionen, die für die Erfassung der Wirkung der unvollständigen Familie auf ihre Kinder am wesentlichsten erscheinen, betrachtet werden. Dabei soll an dieser Stelle nochmals in Erinnerung gerufen werden, dass wir uns auf die Aspekte der Leistung und der Integration konzentriert haben. Die im folgenden verwendeten Indikatoren gehören daher nur in diese beiden Bereiche.

4.1 Die soziale Leistungsfähigkeit der Kinder aus unvollständigen Familien

Aus unserer Untersuchung ging deutlich hervor, dass die Kinder aus unvollständigen Familien eine andere Sozialisation erhalten als Kinder aus vollständigen Familien. Zunächst scheint uns wesentlich, dass die Trennung von einem Elternteil als tiefer Einbruch im Leben empfunden wird. Dadurch wird die Stabilität der Familie gestört; sie muss sich den strukturellen und emotionalen Bedingungen der Unvollständigkeit anpassen. Wir konnten feststellen, dass über 90% der Kinder aus unvollständigen Familien lebensverändernde Einbrüche in ihrer Kindheit erlebt hatten - dagegen weniger als die Hälfte der Kinder aus vollständigen Familien - und dass von denjenigen, die einen Einbruch erlebt hatten, 92% angaben, der Einbruch sei durch die Trennung der Eltern erfolgt. Man kann aus diesen Ergebnissen schliessen, dass der Eintritt der Unvollständigkeit deutlich erlebt und als schmerhaft empfunden wird. Wie wir im vorhergehenden Abschnitt gesehen haben, löst dieser Einbruch verschiedene psychische Reaktionen aus, die bisher noch nicht eindeutig erfasst wurden, die aber deutlich zu erkennen sind.

An dieser Stelle interessiert uns aber mehr, welche strukturellen Veränderungen in der Familie dieser Einbruch mit sich bringt. An erster Stelle sei der Rückgang des Einkommens genannt. Schon in unserer kleinen Stichprobe war das Einkommen der unvollständigen Familie signifikant geringer als dasjenige der vollständigen Familie. 80% der Kinder, die ein Familieneinkommen bis zu Fr. 2'000.-- pro

Monat angaben, stammten aus unvollständigen Familien. 83% der Kinder, die ein Familieneinkommen von über Fr. 2'000.-- angaben, waren Kinder aus vollständigen Familien. Die Gründe für diesen Unterschied im Einkommen lassen sich darauf zurückführen, dass

1. die unvollständigen Familien mehrheitlich von Frauen angeführt werden, die arbeiten gehen müssen. Ihr Einkommen, auch in guten Stellen, ist niedriger als das von Männern mit gleicher Ausbildung. In unserer Stichprobe arbeitete nur eine von 18 Müttern in vollständigen Familien, während 15 alleinstehende Mütter aus 23 unvollständigen Familien berufstätig waren.
2. der alleinstehende Elternteil für zwei Eltern einstehen muss. Die Arbeit kann oft nicht allein getragen werden, und so kommt es zu Auslagen für Kinderkrippe, Putzfrau, Pflegedienst usw., die in der vollständigen Familie in der Regel nicht auftreten.
3. das Aufziehen von Kindern oft Arbeitsstellen mit besonderen Arbeitszeiten voraussetzt, die den alleinstehenden Müttern nur geringe Arbeitsentschädigung gewähren.

Die finanzielle Benachteiligung der unvollständigen Familie wirkt sich in mehreren Bereichen der Sozialisation aus. Die unvollständige Familie wird dadurch zu einem Unterschichtdasein verurteilt, womit die Mobilitätshoffnungen und -chancen der Kinder geringer werden. Einmal ist das Geld nicht vorhanden für den sozialen Aufstieg durch Bildung, soziale Kontakte und ostentativen Konsum, und andererseits ist die Mutter oder der Vater nicht da, um die sekundäre Sozialisation der Schule und der Berufsbildung zu unterstützen. Somit sind Kinder aus unvollständigen Familien doppelt benachteiligt, da sie weder die Mittel noch die persönliche Betreuung erhalten, um die Chancen der sozialen Mobilität und der persönlichen Entwicklung wahrzunehmen.

Doch wirkt sich die Unvollständigkeit der Familie auch auf die Schulbildung und die Berufsvorbereitung aus. Unsere Untersuchung erbrachte hier deutliche Unterschiede in den entsprechenden Indikatoren zwischen unvollständigen und vollständigen Familien: die Kinder unvollständiger Familien schnitten beim Indikator Schulbildung wesentlich schlechter ab als die Kinder der Kontrollgruppe. Haben doch 32% der Kinder aus unvollständigen Familien als Schulabschluss die Primarschule angegeben, während nur 12% das Gymnasium oder das Seminar besucht haben. Bei Kindern aus vollständigen Familien standen 21% Primarschulabschliessenden 42% Gymnasiasten und Seminaristen gegenüber. Dieses Verhältnis zu ungünstigen der Kinder aus unvollständigen Familien wirkte sich ganz offensichtlich

auf die Einschätzung einer genügenden Ausbildung aus. Gaben 75% der Kinder aus vollständigen Familien an, über eine genügende Ausbildung zu verfügen, so war dies nicht einmal bei der Hälfte der Kinder aus unvollständigen Familien der Fall.

Das Bild der Benachteiligung der Kinder aus unvollständigen Familien wird noch deutlicher, wenn zusätzlich die Angaben unserer Probanden zur Berufswahl berücksichtigt werden. Es zeigte sich nämlich, dass Kinder aus unvollständigen Familien ihren Berufsentscheid offenbar wesentlich früher zu fällen haben als Kinder aus vollständigen Familien. 83% gaben an, dass ihr Berufsentscheid zwischen 14 und 16 Jahren gefallen sei, während über 63% der Kinder aus vollständigen Familien diesen Entscheid erst zwischen 17 und 19 fällen mussten.

Es überrascht daher auch nicht, dass sich die Kinder aus unvollständigen Familien oft für diesen Entscheid noch nicht reif genug fühlten. 75% von ihnen gaben dies unumwunden zu, während nur 37% der Kinder aus vollständigen Familien der Meinung waren, für die Berufswahl noch zu unreif gewesen zu sein. Die Antworten fallen entsprechend aus. Ein Kind aus unvollständiger Familie gab uns folgende Aussage:

"Wenn ich zurückdenke, glaube ich, dass man mit 16 noch zu jung ist, genau zu sagen, was man will. Man ist einfach froh, etwas zu haben, und man merkt erst mit der Zeit, ob es das Richtige war. Es fängt erst mit 16 an, dass man machen kann, was einem liegt."

Die Aussage kann als charakteristisch für die Antworten der Kinder aus unvollständigen Familien bezeichnet werden. Folgerichtig haben sie auch vermehrt als Bezugsperson für die Berufswahl Fremde angegeben. Der Einfluss von Eltern, Berufsplanung oder Drittpersonen ist bei ihnen (ca. 40%) signifikant höher als bei Kindern aus vollständigen Familien (7%). Bei Problemen während der Lehrzeit erhielten die Kinder aus unvollständigen Familien weniger familiäre oder ausserfamiliäre Unterstützung, und das schon sie bei der Berufswahl in vermehrtem Masse gelenkt worden waren. Aussagen wie die folgende sind dafür typisch:

"Die Mutter wusste nie genau, was sie im Büro machte und interessierte sich auch nicht dafür" ... "Dies führte dazu, dass sie (die Probandin) nichts über den Beruf erzählte."

Dieses Beispiel aus der unvollständigen Familie steht im Gegensatz zum positiven Beispiel aus der vollständigen Familie, deren Kind seine Stelle selber suchte und auch fand, wobei die Eltern lediglich für die Unterschrift be-

müht wurden. Dieses Verhalten zeigte das Vertrauen der Eltern zum Kind; als jedoch Probleme an der Arbeitsstelle auftraten, waren sie sofort bereit zu helfen.

Wenden wir uns den eingangs erwähnten Hypothesen zu (vgl. 2.), so können wir aus den bisherigen Schilderungen folgern, dass die Hypothesen 1 und 2 als bestätigt gelten können, da keine falsifizierenden Daten erhoben wurden. Die Unterlagen aus unserer Voruntersuchung bestärken die Aussagen, dass die Sozialisation in unvollständigen Familien anders als in vollständigen Familien verläuft, und dass diese Andersartigkeit als Benachteiligung betrachtet werden kann, da sie sich negativ auf Bildungs- und Berufswahlchancen auswirkt.

Nach der Hypothese 3 soll die defizitäre Sozialisation in der unvollständigen Familie das soziale Handeln ihrer Kinder einschränken. Unsere Untersuchung bestätigt, dass die beschriebene Verringerung der Bildungs- und Berufswahlmöglichkeiten die Chancen zur Leistung im Beruf objektiv einschränkt. Wir wollten aber auch erfahren, ob sich die andersartige Sozialisation auf die subjektive Leistungsbeurteilung und auf die Zufriedenheit mit der beruflichen Tätigkeit auswirkt. Unsere Untersuchung vermochte diese Fragen aber nicht voll zu beantworten, da die Befragtengruppe entweder noch nicht lange genug oder überhaupt nicht beruflich tätig war. Wohl hatten die Kinder aus unvollständigen Familien bereits häufiger den Beruf gewechselt als diejenigen aus den vollständigen Familien; doch waren sie im Durchschnitt auch bereits länger im Beruf und hatten folglich auch länger Gelegenheit gehabt, Beruf und Stelle zu wechseln. Der einzige Indikator, der in diesem Zusammenhang verwendet werden konnte, war derjenige der Zufriedenheit mit dem Beruf. Seine Untersuchung ergab, dass die Unvollständigkeit in keinem signifikanten Zusammenhang zur Zufriedenheit im Beruf stand. Es konnte daher tentativ gefolgert werden, dass Kinder aus unvollständigen Familien wohl in ihrer sozialen Mobilität behindert werden, dass aber diese Benachteiligung nicht reflektierend wahrgenommen wird. Mit anderen Worten: das Kind aus unvollständigen Familien wird durch seine Sozialisation eingeengt, aber gerade diese Sozialisation sorgt auch dafür, dass diese Benachteiligung nicht bewusst empfunden wird.

Die gleiche Schlussfolgerung wurde auch durch Analysen in anderen Bereichen des sozialen Handelns bestätigt. Auch in der Familie, im Freundeskreis und im Bereich des öffentlichen Handelns war die subjektiv empfundene Leistungsfähigkeit der Kinder aus unvollständigen Familien etwa gleich verteilt wie bei den Probanden aus der Vergleichsgruppe. So haben wir keinen signifikanten Unterschied in der Beurteilung der von den Eltern gewährten Hilfen, der

Kontakte mit ihnen und des Verantwortungsgefühls der Eltern festgestellt. Die Beziehungen zu den Eltern schienen bei beiden Untersuchungsgruppen ungefähr die gleichen zu sein, wobei auch die an die Eltern zu erbringenden Leistungen nicht als Belastung empfunden wurden. Deshalb war die Hypothese, wonach Kinder aus unvollständigen Familien in ihrem späteren Leben durch ihre Eltern in der subjektiven Empfindung behindert werden, vorläufig zu verwerfen.

Eine weitere Hypothese, die wir als falsifiziert ansehen mussten, war die, dass Kinder aus unvollständigen Familien, grössere, subjektiv empfundene Schwierigkeiten haben bei der Gewinnung von Freunden. Unsere Untersuchung hat hierfür keine Beweise liefern können. Im Gegenteil, 52% der Kinder aus unvollständigen Familien gaben an, leicht Freunde gewinnen zu können, während dies nur von 44% der Kinder aus vollständigen Familien betont wurde (was freilich angesichts der kleinen Anzahl von Probanden noch als Befund innerhalb der Toleranzgrenze, also nicht als signifikante Differenz, zu gelten hat).

Im Bereich der Zuwendung zur Oeffentlichkeit haben wir nur einen einzigen signifikanten Unterschied zwischen den beiden Untersuchungsgruppen feststellen können. Beide Gruppen wiesen die gleiche Handlungsfähigkeit bei solchen instrumentellen Handlungen wie dem Ausfüllen der Steuererklärung, der Information über die Beschäftigungslage, Stellenbewerbung und wirtschaftlichem Verhalten auf. Die Kenntnisse über das Vorgehen bei politischen Aktivitäten hingegen waren bei Kindern aus unvollständigen Familien signifikant geringer (35% keine Kenntnisse) als bei den Kindern aus der Kontrollgruppe (11% keine Kenntnisse); und das selbst unter Berücksichtigung der Tatsache, dass unter den Befragten aus unvollständigen Familien die Männer überrepräsentiert waren (nur eine Frau wurde in dieser Gruppe befragt). Dieser letzte Indikator weist also darauf hin, dass die unvollständige Familie das politische Handeln beschränkt, was damit erklärt werden könnte, dass die meisten der Befragten in dieser Gruppe in Familien aufwuchsen, deren Vorstände (Mütter) erst in den letzten Jahren das Wahlrecht erhielten und somit früher politisch passiv waren. In der Folge der instrumentellen Handlungsfähigkeit im wirtschaftlichen Bereich hingegen könnte die recht problemlose Einordnung in das Berufsleben als nachträgliche Korrektur gewirkt haben.

Berücksichtigt man ferner, dass die Untersuchung keine Unterschiede in der subjektiven Bewertung der Handlungsfähigkeit im Beruf und im Willen zum Aufstieg erwies, kann zusammenfassend gefolgert werden, dass die Auswirkungen der unvollständigen Familie auf die subjektive Bewertung der Handlungsfähigkeit keine oder nur eine geringe

dauerhafte Wirkung hat. Doch objektiv limitiert sie die Handlungschancen durch geringere Bildungschancen und durch eine Verringerung des Zugangs zu Informationen, die für das instrumentelle Handeln wesentlich sind.

4.2 Die Wirkung der unvollständigen Familie auf die Integrationsfähigkeit des Kindes

Im Bereich der Integration des Kindes aus unvollständiger Familie in seine soziale Umwelt haben wir keine wesentlichen Unterschiede zwischen den beiden Untersuchungsgruppen feststellen können. Die subjektive Bewertung der Integrationsfähigkeit scheint bei Kindern aus den beiden Vergleichsgruppen die gleiche zu sein. So erwies sich, dass die Herkunfts-familie kein subjektiv empfundenes Hindernis für die Integration der Probanden in andere Gruppen bedeutete. Die Kinder aus unvollständigen Familien gaben an, dass sie sich sowohl im Beruf, wie im Freundeskreis, in Freizeitvereinen wie in Berufsgruppen, in der Herkunfts-familie wie auch in der eigenen Erzeugungsfamilie gleich gut integrieren konnten wie Kinder aus der Kontrollgruppe. So können wir feststellen, dass von der subjektiven Be-trachtung der Befragten her keine Integrationsschwierigkeiten vorherrschen. Der einzige Unterschied, den wir festhalten konnten, lag in der Art der Beziehungen, die als wünschenswert betrachtet wurden. Obschon die Beziehung nur schwach signifikant war, wurde ersichtlich, dass Kin-der aus unvollständigen Familien eher dazu tendieren, aus einem Bedürfnis nach emotionalen Beziehungen eine Ehe ein-zugehen (30%) als Kinder aus vollständigen Familien (20%). Diese Beziehung, die auf einer sehr kleinen Untergruppe basiert, hätte man ausser acht lassen können, wenn die Untersuchung nicht auch gezeigt hätte, dass die Erwartung der Kinder aus unvollständigen Familien an ihre Freunde eher emotionaler Art sind (72%) als die der Kinder aus vollständigen Familien (32%). Kinder aus vollständigen Familien dagegen bevorzugten eher eine Kombination von instrumentellen und emotionalen Erwartungen an ihre Freun-de (37%) im Vergleich zu den Kindern aus unvollständigen Familien (12%). Diese signifikante Beziehung bestätigt folglich unsere Unterhypothese, dass Kinder aus unvoll-ständigen Familien die Befriedigung ihrer emotionalen An-sprüche ausserhalb der unvollständigen Familie zu befrie-digen suchen.

4.3 Kinder aus unvollständigen Familien als soziales Problem

Fasst man die Ergebnisse unserer Untersuchung zusammen, kann man folgern, dass die Tatsache des Fehlens eines Elternteils als Schicksalsschlag empfunden, aber akzeptiert

wird. Das Verhalten der betroffenen Kinder passt sich dieser Lebenssituation an, ohne sozial wesentliche Verhaltensstörungen zu verursachen. In dieser Hinsicht kann man unseres Erachtens nicht von einem sozialen Problem der Kinder aus unvollständigen Familien sprechen; denn das Verhalten dieser Kinder ist nicht signifikant anders als das der Kinder aus vollständigen Familien, die sonst unter ähnlichen sozialen Rahmenbedingungen aufwachsen. Zudem ist ihr Selbstbewusstsein nicht anders als das der Kinder aus der Vergleichsgruppe. Ein Test zur Messung des Selbstbewusstseins von Maslow, den wir in unserer Befragung angewendet haben, hat keine Unterschiede im Selbstbild der Probanden nachzuweisen vermocht.

Anders sieht die Situation dagegen aus, wenn man unsere Ergebnisse hinsichtlich der Chancengleichheit interpretiert unter Berücksichtigung der unterschiedlichen wirtschaftlichen Verhältnisse als soziale Rahmenbedingungen. Denn aus dieser Sicht

1. wachsen die Kinder aus unvollständigen Familien in einem sozialen Milieu auf, in dem die finanziellen Mittel knapp sind;
2. erhalten die Kinder aus unvollständigen Familien weniger Bildung als Kinder aus vollständigen Familien;
3. liegt die Vermutung nahe, dass sie in ihrem Beruf auf die Dauer erfolgloser sind, weil die Berufswahl früher erfolgt als bei Kindern aus vollständigen Familien, und ihnen bedeutend weniger Wahlfreiheit lässt;
4. ist ihr Bedürfnis nach emotionaler Sicherheit und Geborgenheit grösser als das der Kinder aus vollständigen Familien.

Da unsere statistische Beweisführung auf zu schmalen Grundlagen ruhte, können unsere Ergebnisse weiterhin lediglich als Hypothesen betrachtet werden. Die darin ausgedrückten Vermutungen über Art und Ausmass der sozialen Benachteiligung von Kindern unvollständiger Familien sollten unbedingt weiter geprüft werden. Mit anderen Worten, die Forschung muss vermehrt differenziert werden nach den sozio-demographischen Merkmalen der unvollständigen Familie, um untersuchen zu können, ob Kinder aus diesen Familien trotz Sekundär- und Tertiärsozialisation in ihren Entwicklungschancen und Handlungsmöglichkeiten sozial definitiv benachteiligt sind.

Peter Büchler
 Institut für Soziologie
 der Universität Bern
 Speichergasse 29
 3011 Bern

BIBLIOGRAPHIE

- Aldous Joan (1972): Childrens' Perception of Adult Role Assignment: Father-Absence, Clan, Race and Sex Influences. In: Journal of Marriage and the Family, Feb. 1972, S.55-65.
- Anderson J. and Ogden Sharon L. (1975): Twenty Fatherless Families. In: Canadian Welfare, 51.
- Badaines Joel (1975): Identification, Imitation and Sex Role Preference in Father Present and Father Absent Black Chicano Boys. In: Journal of Psychology, 92, S.15-24.
- Bergell E.E. (1962): Social Stratification. New York, S.366.
- Biller H.A. (1969): Father Absence, Maternal Encouragement and Sex Role Development in Kindergarten Age Boys. In: Child.Develop., 40, S.539-546.
- Biller H.B. (1970): Father absence and the personality development of the male child. In: Developmental Psychology, 2, S.181-201.
- Biller H.B. and Bahm R.M. (1971): Father absence, perceived maternal behavior and masculinity of self-concept among junior high school boys. In: Developmental Psychology, 4, S.178-181.
- Biller H.B. and Weiss S.D. (1970): The father-daughter relationship and the personality development of the female. In: Journal of Genetic Psychology, 116, S.79-93.
- Blücher V.G. (1977): Jugend in Europa, Problemaufriss. Jugendwerk der Deutschen Shell, Bd. 1, 1977.
- Bossard James H.S. and Bell Eleanor Stokes (1955): Marital Unhappiness in the Life Cycle. In: Marriage and Family Life, XVII, S.10-14.
- Bundesministerium für Familie und Jugend (1967): Beantwortung einer Grossen Anfrage im Deutschen Bundestag betr. Situation des Kindes in der BRD, Bonn.
- Bundesministerium für Familie und Jugend (1968): Bericht der Bundesregierung über die Lage der Familien in der BRD, Bonn.
- Bundesministerium für Familie und Jugend (1969): Mütter und Kinder in der BRD. Stichprobe über die Situation erwerbstätiger Mütter sowie der ihrer Kinder.
- Bundesministerium für Familie und Jugend (1975): Erwerbstätige Mütter mit Kindern bis 3 Jahren. Erziehungsgeld, Berufstätigkeit, Kinder-Betreuung, Elternbildung. Gesellschaft für Grundlagenforschung, Lothar W. Thierlauf, München.
- Bundesministerium für Familie und Jugend (1976): Zwei Jahre Modellprojekt "Tagesmütter".
- Burgess Ernst W. und Cottrell Leonard (1939): Predicting Success or Failure in Marriage. Englewood Cliffs, Prentice Hall.

- Canadian Council on Social Development (1971): The One Parent Family. Ottawa.
- Carlsmith L. (1964): Effect of early father absence on scholastic aptitude. In: Harvard Educational Review, 34, S.3-21.
- Carlsmith L. (1970): Effect of early father absence on scholastic aptitude. In: L. Rebelsky and F. Dorman (Eds.): Child development and behavior. New York, A.A. Knopf.
- Committee on One Parent Families (1974): Report of the Committee on One Parent Families. London, HMSO.
- Crescimbeni J. (1964): Broken homes affect academic achievement. In: Education, 84, S.437-441.
- Datesman Susan and Scarpitti Frank R. (1975): Female Delinquency and Broken Homes. In: Criminology, Vol. 13, No 1, S.35-55.
- Dell Geoffrey A. (1974): Child Guidance and One Parent Families: A Survey of Children Attending Glasgow Child Guidance Clinics. In: Scot.Edu.St., 6, S.19ff.
- Despert Louise (1957): The Fatherless Family. In: Child Study, XXIV, S.22-28.
- Douglas William (1971): The One Parent Family. Nashville, Graded Press.
- Dresen Sheila (1976): The Young Adult Adjusting to Single Parenting. In: American Journal of Nursing, S.1286ff.
- Duncan B. and Duncan O.D. (1968): Family stability and occupational success. In: Social Problems, 16, S.273-285.
- English O. Spurgeon (1955): The Psychological Role of the Father in the Family. In: Casework Papers, New York, S.18-30.
- Erney Catherine M. (1956): Meeting the Needs of the Fatherless Family. In: Casework Papers, New York: Family Service Association of America, S.60-70.
- Europarat (1970): The Social and Legal Protection of Unmarried Mothers and their Children. Strasbourg, Jan.
- Europarat (1971): Alleinstehende Elternteile mit abhängigen Kindern. XII Europäische Familienministerkonferenz. Stockholm, 1.-3. Sept.
- Family Service Association of America (1959): The Significance of the Father. New York.
- Ferri Elsa (1973): Characteristics of Motherless Families. In: British Journal of Social Work, 3(1), S.91-100.
- Freudenthal Kurt (1959): Problems of the One Parent Family. In: Social Work, IV, S.44-48.
- George Victor and Wilding Paul (1972): Motherless Families. London and Boston.

- Glasser P. and Navarre E. (1965): Structural Problems of the one-parent family. In: Journal of Social Issues, 21, S.98-109.
- Gregory Ian (1965): Anterospective data following childhood loss of a parent: I. Delinquency and high school dropout. In: Archives of General Psychiatry, August.
- Groth P.S. (1961): Kinder ohne Familien, Untertitel: Das Schicksal des unehelichen Kindes in unserer Gesellschaft. München.
- Guyatt Doris (1971): The One Parent Family in Canada. Ottawa, Vanier Inst. of the Family.
- Haffter C. (1948): Kinder aus geschiedenen Ehen. Bern.
- Has F. (1962): Das Verhältnis der unehelichen Eltern zu ihrem Kind. Berlin.
- Herzog Elizabeth und Sudia C.E. (1972): Fatherless homes: A review of research. In: I.R. Weiner and D. Elkind (Eds.): Readings in child development. New York, Wiley & Sons.
- Hetherington E. (1966): Effects of Paternal Absence on Sextyped Behavior in Negro and White Preadolescent Males. In: Journal of Personal. and Soc. Psychol., 4(1), S.87-91.
- Hetherington E.M. (1972): Effects of father absence on personality development in adolescent daughters. In: Developmental Psychology, 7, S.313-326.
- Hozman Th.L. and Froiland Donald J. (1976): Families in Divorce. A Proposed Model of Counseling the Children. In: The Family Coordinator, S.271-276.
- International Childrens' Center (1967): Seminar on the Problems raised by unwed Mothers and their Children. Paris, 1966 (Courrier, Vol. XVII, Nr 2, III-IV, 1967).
- Jung C.G. (1927): Die Bedeutung des Vaters für das Schicksal des Einzelnen. 2. Aufl., Leipzig und Wien.
- Kammerer P.G. (1923): The Unmarried Mother. Boston.
- Kelly F.J., North J. und Zingle H. (1965): The relation of the broken homes to subsequent school behaviors. In: Alberta Journal of Educational Research, 11, S.215-219.
- Kestenbaum Clarice J. and Stone Michael H. (1976): The Effects of Fatherless Homes upon Daughters: Clinical Impressions regarding Parental Deprivation. In: Journal American Acad. of Psychoanalysis, 4(2), S.171-190.
- Klebanow Sheila (1976): Parenting in the Single Parent Family. In: J. American Acad. of Psychoanalysis, 4(1), S.37-48.
- Kogelschatz J.L., Adams P.L. and Tucker D. (1972): Family Life-Styles of Fatherless Households. In: J. of Amer. Acad. of Child Psychiatry, 11, S.365-383.
- König R. (1946): Materialien zur Familiensoziologie. Bern.

- Kriesberg Louis (1970): Mothers in Poverty: A Study of Fatherless Families. Chicago, Aldine Publishing Co.
- Kriesberg Louis (1967): Rearing Children for Educational Achievement in Fatherless Families. In: Journal of Marriage and the Family, XXIX, S.288-301.
- Kroeber-Keneth Ludwig (1976): Menschenkunde, Untertitel: Das vaterlose Kind. Econ, Düsseldorf, S.15-18.
- Landis Paul H. (1953): The Broken Home in Teen-Age Adjustment. Washington State College of Washington, Bulletin No 542.
- Landolf P. (1968): Kind ohne Vater. Ein psychologischer Beitrag zur Bestimmung der Vaterrolle. Bern und Stuttgart.
- Lausch Erwin (1974): Mutter, wo bist du? Auch kleinere Kinder haben Rechte. Hamburg, 329 Seiten.
- Lewis Oscar (1966): The Culture of Poverty. In: Scientific American, 215, S.19-25.
- Lifnitz Michaela (1975): Social Differentiation and Organisation of the Rorschach in Fatherless and two-parented Children. In: Journal of Clinical Psychology, 31, S.126-130.
- Lüdtke Hartmut (1977): Die Analyse von Sozialisationseffekten im Kohortenvergleich. In: Blücher V.G.: Jugend in Europa, Jugendwerk der Deutschen Shell.
- Mc Cord J., Mc Cord W., Thurber E. (1972): Some effects of paternal absence on male children. In: H.D. Behrens & G. Maynard (Eds.): The changing child. Illinois, Scott, Foresman.
- Mead George H. (1934): Mind, Self and Society. Chicago University Press (1955).
- Menges Walter (1969): Lebensverhältnisse von Kindern lediger Mütter. In: Mütter und Kinder in der BRD, Band II, S.384 (Bonn).
- Miner B. (1968): Sociological background variables affecting school achievement. In: Journal of Educational Research, 61, S.372-381.
- Neidhardt Friedhelm (1969): Die junge Generation. Leske, Oplade, 3. Aufl.
- OECD (1965): Women workers. Working hours and services. By Viola Klein, Paris ("Employment of Special Groups" Series No 1).
- OECD (1970): Re-Entry of Women to the Labour-Market after an interruption in Employment. By B.N. Scear, Paris.
- Parsons Talcott, Bales Robert F. (1955): Family Socialization and Interaction Process. Free Press New York.
- Parsons Talcott (1969): Politics and Social Structure. Free Press, New York.
- Perry Joseph B. und Pfuhl Erwin H. Jr. (1963): Adjustment of Children in "Solo" and "Remarriage" Homes. In: Marriage and Family Living, May, S.221-223.

- Podoll Elliot and Smith Kenneth J. (1974): Problems of Parent-Child Dependencies in One-Parent Families, including Psychosymbiotic Relationships. In: American J. of Orthopsychiatry, Vol. 44, S.245-246.
- Pongratz L. (1964): Prostituiertenkinder, Umwelt und Entwicklung in den ersten acht Lebensjahren. Stuttgart.
- Riesman F. (1962): The Culturally Deprived Child. New York,
- Robert Albert R. (1974): Childhood Deprivation. Springfield, Ill., Charles C. Thomas.
- Rosenberg B.G. and Sutton-Smith B. (1971): Sex-role identity and sibling composition. In: Journal of Genetic Psychology, 118, S.29-32.
- Rosenberg Morris (1958): The Broken Family and the Adolescent Self-Image. In: Jerold Heiss (ed.): Family Roles and Interaction: An Anthology. Chicago, Rand Mc. Nally, S.516-532.
- Schadendorf B. (1964): Uneheliche Kinder. München.
- Schlesinger Benjamin (ed.) (1969): The One Parent Family. University of Toronto Press, Toronto. (Mit ausführlicher Biographie).
- Schlesinger Benjamin, 1973: The One Parent Family in Canada. In: The Family Coordinator, S.305-308.
- Sirjamaki John (1953): The American Family in the Twentieth Century. Cambridge, Harvard Univ. Press.
- Skarsten Stan (1974): Family Desertion in Canada. In: The Family Coordinator, S.19-25.
- Smith P.M. (1955): Broken Homes and Juvenile Delinquency". In: Sociology and Social Research, XXXIX (May-June), S.307-311.
- Solomon D., Hirsch J.G., Scheinfeld D.R. and Jackson J.C. (1972): Family characteristics and elementary school achievement in an urban ghetto. In: Journal of Consulting and Clinical Psychology, 39, S.462-466.
- Stampfli Lucie (1951): Die unvollständige Familie. Zürich.
- Statistisches Jahrbuch der Schweiz. (1976): Hg. Eidg. Stat. Amt, Basel.
- Stetter Gertrud (1977): Die unvollständige Familie. Freiburg/B.
- Stoltz L.M. (1960): Effects of maternal employment on children: Evidence from research. In: Child Development, 31, S.749-781.
- Sutton-Smith B., Rosenberg B.G. and Landy F. (1968): Father absence, effects on families of different sibling composition. In: Child Development, 39, S.1213-1222.
- Terman Louis et al. (1938): Psychological Factors in Marital Happiness. New York, Mc Graw Hill.
- Thomes Mary Margaret (1968): Children with Absent Fathers. In: Journal of Marriage and the Family, Feb., S.89-96.

- Thorman George (1958): Broken Homes. New York, Public Affairs Committee, Pamphlet No. 135.
- Toby Jackson (1957): The differential Impact of Family Disorganization. In: American Sociological Review, XXII, S.505-512.
- Todres Rubin (1975): Motherless Families. In: Canadian Welfare, 51, S.11-13.
- Trunnell T.L. (1969): The Absent Father's Children's Emotional Disturbances. In: Arch. Gen. Psychiatry, 19, S.180-188.
- Vargon M.M., Lynn David B., Baron Keith (1976): Effects of Father Absence on Women's Perception of "ideal" Mate and Father. In: Multivariate Experimental Clinical Research, Vol. 2, No 1, S.33-42.
- Wallenstein N. (1937): Character and Personality of Children from broken Homes. New York, Columbia Univ. Mono. No. 721.
- Wallerstein J.S. and Kelly J.B. (1975): The Effects of Parental Divorce. In: Journal of the American Acad. of Child Psychiatry, Vol. 14, S.600-616.
- Waller Willard (1951): The Family, revised by Reuben Hill. New York, The Dryden Press.
- Wasserman H.L. (1972): A comparative study of school performance among boys from broken and intact black families. In: Journal of Negro Education, 41, S.137-141.
- Weininger O. (1972): Effects of parental deprivation: An overview of literature and report on some current research. In: Psychological Reports, 30, S.591-612.
- Wilkenson J. (1968): Broken homes. In: R. Mc Cowan & R. O'Reilly (Eds.): Non-school factors relating to school success. Albany, NYS Education Department.
- Wormser Rudolf G. (1973): Drogenkonsum und soziales Verhalten bei Schülern. Originalausgabe, Kindler, S.207-214.
- Wüthrich Peter (1974): Zur Soziogenese des chronischen Alkoholismus. Sozialmedizinische und pädagogische Jugendkunde No. 10. Eine Schriftenreihe für Aerzte und Erzieher, Basel, S.63 + 148.
- Wylie Howard E. and Delgado Ralph A. (1959): A Pattern of Mother-Son Relationship Involving the Absence of the Father. In: American Journal of Orthopsychiatry, XXIX, S.644-649.
- Yarrow L.J. (1964): Separation from parents during early childhood. In: M.C. Hoffman, L.W. Hoffman. In: Review of Child Development Research, Vol. 1, New York, Russell Sage Foundation.
- Yarrow M.R., Scott P., de Leeuw L. and Heinig C. (1962): Child rearing in families of working and non-working mothers. In: Sociometry, 25, S.122-140.

KANTONALE POLIZEIORGANISATIONEN IM VERGLEICH. EINE ORGANISATIONSSOZIOLOGISCHE ANALYSE

Hans Geser, François Höpflinger

ZUSAMMENFASSUNG

Im Rahmen eines Forschungsprojektes über Grösse, Verwaltungsstruktur und Entwicklung schweizerischer Kantone wurde auch ein Vergleich ausgewählter vier Kantonsverwaltungen unterschiedlicher Grösse durchgeführt. Im folgenden Beitrag werden die Ergebnisse aus dem Vergleich kantonaler Polizeiorganisationen vorgestellt. Während der relative Polizeibestand mehr mit der Allokation der Bevölkerung und der sozio-ökonomischen Entwicklung eines Kantons assoziiert ist, ergeben sich in der Organisationsstruktur (Status- und Funktionshierarchie, Führungsstruktur etc.) deutliche Differenzierungsunterschiede je nach Grösse des Kantons bzw. Polizeikorps. So stoßen speziell kleine, aber auch mittelgrosse Polizeikorps in vielen Bereichen auf Differenzierungsschranken, die sie dazu zwingen, sich eindeutig zwischen einer dezentralisiert-segmentären oder einer zentralisiert-arbeitsteiligen Organisationsstruktur zu entscheiden. Demgegenüber ist in grossen Polizeikorps eine Kombination der beiden gegensätzlichen Organisationsformen eher möglich.

RESUME

Dans le cadre d'un projet de recherche sur le développement des cantons suisses, quatre administrations cantonales ont été analysées en détail. L'article qui suit compare les administrations de police, au point de vue de leur structure, de leur forme de l'hiérarchie, de leur configuration organisationnelle et de leur système de recrutement. La comparaison montre des différences substantielles entre l'organisation interne de la police des divers cantons. Plus particulièrement, il apparaît que les petits cantons sont confrontés aux problèmes de différenciation dans tous leurs secteurs d'activités.

1. EINLEITUNG

Im gemeinsamen Umfeld des föderalistisch aufgebauten schweizerischen Bundesstaates bilden die Kantone 25 staatliche Gebilde, die sich aus verschiedenen Gründen für eine vergleichende Analyse ihrer Verwaltungen hervorragend eignen:

- die zwischen 13'500 und 1,13 Millionen varierende Bevölkerungszahl stellt eine Dimension dar, auf der sich die Kantone stärker als auf vielen anderen Charakteristika ihres Kontextes unterscheiden. Das Unterfangen, den Kausalfaktor der Grösse gegenüber anderen, konkurrierenden Einflussvariablen statistisch zu isolieren, wird dadurch erleichtert, dass die Bevölkerungszahl mit den Indikatoren der sozio-ökonomischen Entwicklung (Urbanisierung, Einkommen pro Kopf u.a.) nur relativ schwach korreliert.
- das relativ breite Spektrum weitgehender, staatsrechtlich fixierter kantonaler Entscheidungs- und Vollzugskompetenzen garantiert, dass in zahlreichen Aktivitätsbereichen Subsysteme (Verwaltungen, Gerichtsinstanzen u.a.) ausdifferenziert werden müssen, bei denen eine beschränkte Bevölkerungsbasis als Restriktion wirksam wird.

Im Rahmen eines Nationalfonds-Projektes über 'Grösse, Verwaltungsstruktur und Entwicklung schweizerischer Kantone' (1) wurden die Staatsverwaltungen der verschiedenen schweiz. Kantone denn auch vor allem zur Beantwortung folgender zwei Fragestellungen untersucht:

- 1) Welchen Einfluss üben die Grösse, aber auch die sozio-ökonomische Struktur des Kantons auf die Struktur der kantonalen Verwaltung aus?
- 2) In welchem Ausmass verwenden kleinere Verwaltungen funktionale Alternativen zur strukturellen Differenzierung, um trotz begrenzter Kapazität die anstehenden Probleme zu bewältigen?

Zur Beantwortung dieser Fragen wurden zwei zueinander komplementäre Analysestrategien benutzt:

Zum einen wurde eine alle Schweizer Kantone umfassende Datenerhebung und -auswertung durchgeführt, um generelle Zusammenhänge zwischen der Bevölkerungsgrösse und Faktoren der sozio-ökonomischen Struktur einerseits und der Allokation von Staatsaktivitäten und der Ausgestaltung des Staatsapparates andererseits aufzuzeigen.

Zum anderen wurde ein mit qualitativen Befunden (Informationsgespräche mit Chefbeamten) arbeitender Vergleich aus-

gewählter vier Kantonsverwaltungen (Aargau, Obwalden, Zug und Zürich) (2) durchgeführt, der Rückschlüsse auf die kontextuelle Bedingtheit formeller wie informeller Strukturformen und Vollzugsstrategien erlaubt.

Im Rahmen der Forschungsarbeit wurde neben anderen Verwaltungsbereichen auch der - innerhalb der Organisations- und Verwaltungssoziologie eher vernachlässigte - Funktionsbereich der Polizei und ihre innere Organisation speziell untersucht. Für einen organisationssoziologischen Vergleich zwischen verschiedenen Kantonen weist das Polizeiwesen gegenüber anderen staatlichen Funktionsbereichen der Vorteil auf, dass auf der einen Seite

- die polizeilichen Aufgaben in allen Kantonen in ihrer Grundstruktur ähnlich sind: alle Kantone müssen ähnliche Aufgaben der Kontrolle, der Ueberwachung wie auch der Untersuchung bewältigen (wenn auch die relative Häufigkeit und Schwere von Ereignissen je nach Kontextbedingungen variieren);
- die Organisation des Polizeiwesens in einigen zentralen Merkmalen in allen Kantonen gleich strukturiert ist: so sind alle kantonalen Polizeikorps z.B. nach militärischen Ordnungsprinzipien mit eindeutiger Befehlskette, absoluter Gehorsamsverpflichtung u.a. aufgebaut, was einen Vergleich zwischen verschiedenen Kantonen wesentlich erleichtert.

Auf der anderen Seite stehen jedoch den verschiedenen Kantonen für die Bewältigung ihrer ordnungspolitischen Aufgaben höchst unterschiedliche personelle, materielle und organisatorische Ressourcen zur Verfügung, so dass je nach Kantonsgrösse systematische Unterschiede im Aufbau der Organisation entstehen, die - über den spezifischen Bereich der Polizei hinaus - auf immer wieder auftauchende Problematiken einer föderalistischen Staatsstruktur hinweisen.

2. BESTAND UND AUSBAU DES POLIZEIAPPARATES

Die Ausgaben von Kanton und Gemeinden zusammen pro Kopf der Bevölkerung für das Polizeiwesen (inkl. Feuerwehr) nehmen mit steigender Urbanisierung und wirtschaftlicher Entwicklung des Kontextes zu (Tabelle 1).

Diese Beziehung hängt damit zusammen, dass mit steigender Verstädterung und wirtschaftlicher Entwicklung sowohl die Verkehrsprobleme als auch die Kriminalität (3) tendenziell ansteigen. Verdichtung der Bevölkerung und Differenzierung der Sozialstruktur verstärken die Probleme der Koordination und der Normeininhaltung, die nicht mehr mittels informeller Mechanismen wie persönlicher Bekanntschaft, gegen-

seitiger Ueberwachung von Nachbarn usw. gelöst werden können, sondern die mit Hilfe spezialisierter staatlicher Ordnungskräfte bewältigt werden müssen.

Tabelle 1 Kontextfaktoren und Ausgaben von Kanton und Gemeinden pro Kopf für Polizeiwesen 1971

Multiple Regression:

Unabhängige Variablen:	Ausgaben von Kanton und Gemeinden pro Kopf für Polizeiwesen 1971	
	R ²	Beta**
Tertiarisierung 1970	.72	.48
Urbanisierung 1970*	.82	.42
Bevölkerungsdichte 1970	.86	.40

*Urbanisierung: % Bevölkerung in Gemeinden über 10'000 Einwohnern und in Agglomerationsgemeinden (gemäss Statistischem Jahrbuch)

**Standardisierter Regressionskoeffizient

Urbanisierung und Tertiarisierung sind vor allem bei den grossen Kantonen die ausschlaggebenden Variablen, die das Ausmass der Polizeiausgaben bestimmen, während bei den kleinen Kantonen die jeweiligen Korrelationen niedriger sind (Tabelle 2). Dagegen ist bei den kleinen Kantonen der Faktor 'Grösse' entscheidender als bei den grossen Kantonen. Dabei scheint der kritische Schwellenwert für den Uebergang von mehr informellen Mechanismen der Normkontrolle (etwa mittels gegenseitiger Kontrolle von Bürgern) zu formellen, universalistischen Kontrollinstrumenten relativ tief zu liegen, so dass zunehmende Bevölkerungsgrösse schon sehr rasch einen Ausbau der Polizeikräfte erzwingt, vor allem dann, wenn zunehmende Bevölkerung mit Verstädterung zusammenfällt.

Sachgemäß ist der absolute Bestand der kantonalen Polizeikorps am stärksten durch die Grösse des Kantons determiniert ($r = .89$). Die absolute Grösse des Polizeikorps ist vor allem in organisatorischer Hinsicht relevant, da die Ausdifferenzierung bestimmter Aufgabenspezialisierungen u.a.m. in hohem Masse von der absoluten Grösse des Korps abhängig ist.

Tabelle 2 Kontextfaktoren und Ausgaben von Kanton und Gemeinden pro Kopf für Polizeiwesen 1971. Grosskantone und Kleinkantone
Korrelationen:

	Ausgaben von Kanton und Gemeinden pro Kopf für Polizeiwesen 1971	
	Grosse Kantone	Kleine Kantone
Tertiarisierung	.87	.56
Urbanisierung	.91	.62
Bevölkerungszahl	.16	.66

Betrachtet man die Polizeidichte (Polizeibestand pro 1000 Einwohner, ohne städtische Korps), ergibt sich folgendes Bild (Tabelle 3). Wie bei den Polizeiausgaben von Kanton und Gemeinden zusammen pro Kopf sind auch hier die Allokation der Bevölkerung und die wirtschaftliche Entwicklung des Kontextes die dominanten Faktoren. Allerdings ist die kantonale Polizeidichte - wegen der Entlastung der kantonalen Korps durch die städtischen Polizeikräfte - mehr mit Bevölkerungsdichte als mit Urbanisierung assoziiert. Die Bevölkerungsgrösse selbst besitzt - bei Konstanthaltung von Bevölkerungsdichte und Tertiarisierung - eher einen leicht negativen Effekt, was möglicherweise mit Prozessen der 'economy of scale' bei gegebener Problemlage zusammenhangt.

Tabelle 3 Kontextfaktoren und Polizeidichte

Multiple Regression:

Unabhängige Variablen:	R ²	Beta
Bevölkerungsdichte 1970	.80	.77
Tertiarisierung 1970	.87	.45
Bevölkerungsgrösse 1970	.91	-.18

Allerdings ergeben sich zwischen den grossen und kleinen Kantonen in den Beziehungen der Polizeidichte mit Kontextvariablen erhebliche Unterschiede, was generelle Aussagen relativieren lässt (Tabelle 4). Bei den kleinen Kantonen ist eher die Grösse mit dem Ausbau des kantonalen Polizeikorps verknüpft, wogegen sich Tertiarisierung - mit Ausnahme eigentlicher Tourismuskantone - eher negativ auswirkt. Die Wirkung der Bevölkerungsdichte macht sich dagegen vor allem bei den grossen Kantonen bemerkbar (wobei die Richtung der Korrelationen allerdings zu einem Grossteil von den zwei grossstädtischen Kantonen Genf und Basel-Stadt bestimmt wird).

Tabelle 4 Kontextfaktoren und Polizeidichte. Grosskantone und Klein-kantone

Korrelationen:

Polizeibestand pro 1000 Einwohner 1972/73

	Grosse Kantone	Kleine Kantone
Bevölkerungsgrösse 1970	- .27	.42
Bevölkerungsdichte	.94	-.34
Tertiarisierung	.64	-.59

3. DIE VIER POLIZEILICHEN FUNKTIONSBEREICHE

Aehnlich wie das Militär ist auch die Polizei eine staatliche Organisation, die sehr rasch auf sachlich und zeitlich unbestimmbare Ereignisse (Unfälle, Verbrechen u.a.) zu reagieren hat und die deshalb auch eine militärähnliche Organisationsform ausdifferenziert hat. Allerdings ist der Aufgabenbereich der heutigen Polizei - vor allem im Vergleich zu früher - sehr viel komplexer und diversifizierter geworden. Waren es beim Militär vor allem technische Veränderungen, die zu einer vermehrten Berücksichtigung privatwirtschaftlicher Organisationsmodelle geführt haben, sind es bei der Polizei besonders Änderungen im Funktionsbereich, die eine gewisse Relativierung der traditionellen para-militärischen Organisationsstrukturen zur Folge gehabt haben.

Grob gesagt können vier verschiedene Kategorien von Polizeifunktionen unterschieden werden, die je unterschiedliche Typen von Aufgaben beinhalten und die deshalb voneinander zumeist organisatorisch differenziert sind:

- a) die kriminalpolizeilichen Tätigkeiten, die der Ermittlung und Fahndung von strafrechtlichen Normverstößen dienen. Dieser Aufgabenbereich ist dadurch gekennzeichnet, dass
 - Art und Weise, aber auch Zeitpunkt des Geschehens nicht voraussehbar und planbar sind
 - das jeweilig optimale Vorgehen - etwa bei der Fahndung - nach Fall und Situation stark variiert
 - die Bearbeitung der Ereignisse (Rekonstruktion des Hergangs, Beweisführung usw.) oft einen hohen Grad an Expertise voraussetzt
 - die Zurechnung von Misserfolgen und Erfolgen in den meisten Fällen schwierig ist.
- b) die Tätigkeiten der verkehrspolizeilichen Überwachung und Kontrolle; ein Tätigkeitsbereich, der erst mit dem Aufkommen des privaten Autoverkehrs relevant geworden ist. Dieser polizeiliche Tätigkeitsbereich bietet einen

grösseren Spielraum für geplantes, formell kontrollierbares Handeln (Verkehrspatrouillen, Verkehrskontrollen) als der kriminalpolizeiliche Bereich (4).

- c) die sicherheitspolizeilichen Tätigkeiten, d.h. die klassischen Funktionen des kollektiven staatlichen Macht-einsatzes (sei es bei politischen Kundgebungen, grösseren Veranstaltungen wie Sportanlässen, Festlichkeiten, Staatsbesuchen, sei es bei grösseren Unfällen und Katastrophen). Sicherheitspolizeiliche Einsätze sind zu-meist durch den massierten Einsatz grösserer Polizei-einheiten gekennzeichnet, während bei 'normalen' krimi-nal- oder verkehrspolizeilichen Aktivitäten in der Regel kleinere Teams oder gar Einzelpolizisten operieren.
- d) die verwaltungspolizeilichen Tätigkeiten, von der Motor-fahrzeugkontrolle bis zur Jagd- und Fischereiaufsicht. Diese mehr administrativen Tätigkeiten, die teilweise hoch formalisiert und stark routinisiert ablaufen, wer-den vor allem in den grösseren Kantonen aus dem kanto-nalen Polizeikorps ausgegliedert und zivilen Verwal-tungsstellen zugeordnet.

Die unterschiedliche Aufgabenstruktur der kriminal- und verkehrspolizeilichen Tätigkeiten haben dazu geführt, dass diese Bereiche organisatorisch zunehmend ausdifferenziert worden sind: Auf der einen Seite entstand die KRIPO, die die verschiedenen - teilweise hoch spezialisierten - Er-kennungs- und Fahndungsdienste sowie die gesamte lokale Polizeiorganisation umfasst. Auf der anderen Seite ent-stand die Verkehrspolizei (VEPO) als eigenständige, teil-weise örtlich getrennte Untereinheit (5).

Allerdings ist der Grad der Differenzierung der beiden Tätigkeitsbereiche je nach Grösse des Kantons unter-schiedlich: In den kleinen Kantonen mit absolut geringem Polizei-korps ist die Unterscheidung nicht vollständig ausgeführt und oft erst neueren Datums. Im Kanton Appenzell-Innerrhoden mit dem kleinsten Polizeikorps wurden einzelne Abteilungen erst 1974 - beim Bezug neuer Unterkünfte - geschaf-fen. "Eine eigentliche Spezialisierung ist jedoch wegen der Kleinheit unseres Korps nicht möglich und auch nicht unbedingt erwünscht, was wiederum einen vielseitigen Ein-satz ermöglicht." (6). Im Kanton Obwalden zeigt sich die unvollständige Differenzierung der Abteilungen vor allem darin, dass alle Polizisten je nach Bedarf für kriminal-polizeiliche oder verkehrspolizeiliche Aufgaben verfügbare sein müssen. So haben Verkehrspolizisten auch Diebstahls-anzeigen aufzunehmen und der Fahndungsdienst muss im gege-benen Fall auch die Behandlung eines Verkehrsunfalls über-nommen. Ebenso sind die Verkehrserzieher zeitweise auch in der Fahndung eingeteilt.

Auch in grösseren Kantonen ergeben sich zwischen den beiden Tätigkeitsbereichen immer wieder Ueberlappungen und Ueberschneidungen. Vor allem betrifft dies die lokal stationierten Polizisten, die innerhalb ihres örtlichen Rahmens oft polyvalente Polizeifunktionen auszuüben haben.

Die sachliche Spezialisierung wird auch an der Spitze durch ein Prinzip kollektiver Führung im 'Kommando' teilweise wieder relativiert, etwa in dem Sinne, dass der Chef der VEPO auch über kriminalistische Angelegenheiten mitentscheiden muss und umgekehrt. Die Durchbrechung sachlicher Spezialisierung auf der Ebene der obersten Leitung - die in anderen Bereichen der Verwaltung selten formell institutionalisiert ist - hängt damit zusammen, dass sich spezialisierte Zuständigkeiten als Folge der zeitlich unberechenbar anfallenden Umweltreignisse auch in grösseren Polizeikorps nicht gleichzeitig zeitlich und sachlich ausdifferenzieren lassen. Die Substitutivität der Führung wird aber auf den Bereich der dringlichen Fälle eingegrenzt, während längerfristig planbare Aufgaben faktisch im Kompetenzbereich der einzelnen Abteilungsleiter verbleiben.

Während die KRIPO und die VEPO permanente Hauptabteilungen bilden, besteht die Sicherheitspolizei (SIPO) zu einem grossen Teil aus einer sogenannten 'latenten Organisation', die je nach Bedarf - der zeitlich äusserst unregelmässig erfolgt - abgerufen werden kann: ein Grossteil der - vor allem jüngeren - Polizisten ist unabhängig ihrer sonstigen Funktion darin einbezogen und kann jederzeit mobilisiert werden.

Diese Möglichkeit einer Transformationspolymorphie (7) - zur kollektiven Mobilisierung massierter Ressourcen - hat zur Voraussetzung, dass:

- die Polizisten eine generalisierte, über jede spezifische Rolle hinausgehende Loyalität aufweisen;
- eine stark zentralisierte Steuerung besteht, die Zeitpunkt und Ausmass der Transformation bestimmt;
- die eventuellen Rollen im sicherheitspolizeilichen Bereich entweder stark formalisiert sind oder permanent eine zentrale Steuerung vorhanden ist;
- eine doppelte Qualifikation und Ausbildung vorhanden ist: jeder Polizist ist neben seiner Normalqualifikation auch als Mitglied der Bereitschafts- und Sicherheitspolizei ausgebildet.

Grosse Polizeikorps haben gegenüber kleinen Korps den Vorteil, dass sie auch bei grösseren Einsätzen jeweils nur einen Teil ihrer personellen Ressourcen in die Transformation einbeziehen müssen. Damit sind sie eher in der Lage, längerfristige Einsätze durchzuführen und gleichzeitig den sonstigen, permanent anfallenden Aufgaben nachzukommen. Die Kapazität zur Transformation der Organisation für neue Zwecke (hier: sicherheitspolizeiliche Einsätze) wird durch personelle 'Ueberschüsse' und strukturelle Differenzierung gestützt. So besitzt von den vier untersuchten Polizeikorps nur Zürich eine permanente sicherheitspolizeiliche Kadergruppe und eine gewisse permanente SIPO-Abteilung. Dagegen hat der permanente personelle Unterbestand im Aargauer Polizeikorps (8) dazu geführt, dass eine ordnungspolitische Spezialausbildung oder gar eine spezifische sicherheitspolizeiliche Kadergruppe erst aufgebaut werden muss.

Der vierte Bereich der verwaltungspolizeilichen Funktionen ist in den verschiedenen Kantonen höchst unterschiedlich organisiert. Auffallend ist vor allem, dass in den kleineren Kantonen die verschiedenen verwaltungspolizeilichen Funktionen hoch integriert sind, während es mit zunehmender Kantonsgrösse zu einer zunehmenden Aufgliederung dieser Funktionen in verschiedene Abteilungen teilweise verschiedener Departemente kommt. So sind z.B. im Kanton Obwalden in der 1973 gegründeten und der Kantonspolizei angegliederten Verwaltungspolizei Funktionen wie Fremdenpolizei, Patentwesen, Fischerei- und Jagdaufsicht u.a. zusammengefasst, die in grösseren Kantonen je von spezifischen Abteilungen behandelt werden. Da die in der KAPO integrierte Verwaltungspolizei viele administrative Aufgaben der Polizei absorbiert, war es dem Obwaldner Polizeikorps bisher möglich, ohne eigenes administratives Personal auszukommen. Ähnliche Strukturen wie im Kanton Obwalden finden sich in den Kantonen Nidwalden, Uri und den beiden Appenzell. In den beiden Appenzell ist die Verwaltungspolizei allerdings aus der KAPO ausgegliedert und untersteht als 'Polizeiamt' einem eigenen Chef.

4. STATUS- UND FUNKTIONSHIERARCHIE

Ein Spezifikum der Polizei im Vergleich zu anderen Verwaltungszweigen besteht darin, dass ihre vertikale Innendifferenzierung durch zwei Hierarchien konstituiert wird, die sich nur teilweise decken:

- erstens besteht eine Funktionshierarchie, die Bezug nimmt auf formelle Führungspositionen im Korps: Kommandant, Abteilungschef, Dienstchef, Gruppenchef u.a.

- zweitens besteht eine aus dem Militär übernommene Statushierarchie: Oberst, Oberstleutnant, Major, Hauptmann, Oberleutnant, Leutnant, Adjudant, Feldweibel, Wachtmeister, Korporal, Gefreiter, Soldat.

Interessanterweise ist im Kanton Zürich die Statushierarchie formell zahlenmäßig fixiert: "Das Polizeikorps besteht aus 1 Oberst (Kommandant), 1 Oberstleutnant, bis zu 4 Majoren, bis zu 8 Hauptleuten, bis zu 15 Leutnants oder Oberleutnants." (9) Dabei wird offenbar ein formales Prinzip traditioneller Hierarchiebildung (2-4-8-16) fixiert, das in zunehmendem Masse mit der faktischen Funktionshierarchie kollidieren muss. Die Verbindlichkeit zur Ausfüllung der Maximalhierarchie ist denn auch faktisch gering: so war 1976 nur ein Major vorhanden und die Stufe der Hauptleute war nur mit 6 Positionen ausgefüllt. Eine völlige Ausschöpfung der gesetzlichen Maximalhierarchie würde sehr wahrscheinlich eine allzu differenzierte Funktionshierarchie schon auf der Ebene der obersten Führung beinhalten. Allgemein kann postuliert werden, dass Funktions- und Statushierarchie nur in sehr grossen Organisationen (wie etwa im schweizerischen Militär) übereinstimmen können: indem z.B. jeder Korporal oder Feldweibel faktisch eine analoge Linienposition bekleidet.

Die Einrichtung einer Statushierarchie neben der sonst üblichen Funktionshierarchie dient bei der Polizei - ähnlich wie beim Militär - dazu:

- die Einrichtung regulärer, auf Grund von Leistungsbewertungen vollzogener Karrieren zu garantieren: Geraade die Dissozierung der beiden Hierarchieprinzipien erlaubt es, Karrieremöglichkeiten (Statuserhöhung) auch ohne entsprechende Ausweitung der Linienorganisation einzuführen und damit gewisse Statuserhöhungen zu garantieren, die mehr mit formalisierten Kriterien der persönlichen Leistung zusammenhängen als mit der - gerade in kleinen Systemen unberechenbaren - Verfügung von Linienpositionen.
- zusätzliche Quellen von Autorität verfügbar zu machen, die dort ins Spiel kommen, wo Aktivitäten ausserhalb der üblichen Linienorganisation ablaufen. So ist bei Polizeipatrouillen oder bei Unfällen jeweils immer der anwesende ranghöhere Polizist dazu bestimmt, die Führung zu übernehmen. Dadurch wird die (zeitraubende) Entstehung informeller Führerschaft vermieden und die Zurechnung der Verantwortung zu jedem Zeitpunkt klar geregelt. Die Statushierarchie macht Verantwortung weitaus sichtbarer als die jeweils sachlich spezifizierte Linienhierarchie. Die Institutionalisierung doppelter Hierarchien dürfte vor allem für Organisationen relevant sein, wo

- es z.B. infolge von Nachtarbeit, Pikett-Dienst usw. zu häufigen Permutationen in den Arbeitsteams kommt.
- Führungsprobleme auftauchen, die aufgrund ihrer Dringlichkeit nicht einer sachlich spezifizierten Linienorganisation zugeordnet werden können, sondern die an Ort und Stelle von der jeweils anwesenden ranghöheren Person bewältigt werden müssen.

Generell nimmt mit zunehmender Korpsgrösse vor allem die relative Bedeutung der mittleren Statuspositionen zu: der Anteil der mittleren Statuspositionen (Feldweibel, Wachtmeister, Korporale) nimmt mit zunehmender Korpsgrösse zu, der relative Anteil der Offiziere, aber auch der unteren Positionen dagegen eher ab (Tabelle 5).

Tabelle 5 Führungsstruktur nach Korpsgrösse 1972/73

Mittelwertvergleich

	Grosse Korps*	Mittelgrosse Korps	Kleine Korps**
Offiziere	2.0%	2.8%	5.5%
Feldweibel/Wachtmeister/Korporale	34.6%	32.0%	27.3%
Gefreite/Soldaten/Zivilangestellte	63.4%	65.2%	67.2%
Total	100.0%	100.0%	100.0%

* ohne Genf

**ohne Appenzell-Innerrhoden

Nun ist allerdings zu vermuten, dass als Folge zunehmender sachlicher Spezialisierung (vor allem im Bereich der KRIPO) das Bestehen einer Doppelhierarchie teilweise obsolet wird bzw. sich sogar eher störend auswirkt. Dies ist etwa dort der Fall, wo hochspezialisierte Experten ausserhalb des Korps rekrutiert werden müssen und als 'Zivilangestellte' ausserhalb der Statushierarchie stehen. Dies ist nur solange relativ unproblematisch, als die zivilen Experten sachlich spezifische Aufgaben übernehmen, deren funktionale Zuordnung relativ eindeutig geregelt werden kann (z.B. Bücherexpertisen, chemische Untersuchungen usw.). Mit zunehmender Grösse und damit Differenzierung der Polizei nimmt der Anteil der ausserhalb der üblichen Statushierarchie stehenden 'Zivilangestellten' tendenziell zu. Parallel dazu nehmen in den grossen Polizeikorps aber auch diejenigen Positionen - etwa im Innendienst und im Stabwesen - zu, die zwar noch intern rekrutiert werden, wo jedoch die Einordnung in eine klassische Statushierarchie zunehmend Schwierigkeiten bereitet. Mit zunehmender funktiona-

ler Spezialisierung und Differenzierung erscheint die traditionelle Statushierarchie (mit ihren im Maximum 14 Positionen) zudem als zu wenig differenzierte Einteilung, um den heterogenen funktionalen Ansprüchen zu genügen (10). Seit 1974 werden deshalb im Kanton Zürich sukzessiv für alle Offiziere und Sachbearbeiter Pflichtenhefte erstellt, um die jeweili spezifischen funktionalen Anforderungen und Belastungen besser erfassen zu können. Diese Bestrebungen können als Versuch interpretiert werden, Positionen vermehrt nach funktionalen Bedürfnissen und weniger nach Statusgesichtspunkten zu definieren (Relativierung der Statusstruktur zugunsten der Funktionsstruktur).

5. ASPEKTE DER FÜHRUNG UND KONTROLLE

Die spezifische Problematik der Polizeiarbeit insbesonders im Aussendienst besteht darin, dass das Handeln unter einer spannungsvollen Konstellation von Bedingungen stattfinden muss:

- die Eingriffe sind oft problematisch und erfordern eine hohe Legitimation.
- die Handelnden verfügen im Gegensatz etwa zu professio- nellen Berufen nur über ein beschränktes persönliches Prestige, mit dem sie ihre Handlungen legitimieren könnten.
- die Ausführenden müssen oft selbständig und ohne direkte Ueberwachung handeln und entscheiden. Die starke räumliche Dezentralisierung der Polizeiarbeit führt dazu, dass eine permanente direkte Kontrolle und Ueberwachung der einzelnen Polizisten oder Polizeiteams nicht möglich ist.

Diese Konstellation hat zur Folge, dass

- ein möglichst grosser Anteil des Handelns mittels exakter konditionaler Programmierung fixiert werden muss, so dass der Ermessensspielraum minimal bleibt. Dies geschieht etwa durch Ausstattung jedes einzelnen Polizisten mit der vollständigen Sammlung von Gesetzen, Weisungen und Dienstbefehlen, die den Polizisten in die Lage versetzt, gerade auch bei aussergewöhnlichen und seltenen Ereignissen entsprechend formal geregelten Verfahrensweisen zu handeln (z.B. ohne der Gefahr ausgesetzt zu sein, unter Zeitdruck Normen zu verletzen oder Zeit mit unnötigen Rücksprachen zu verschwenden) (Element der Formalisierung).
- ein relativ hohes Mass an Qualifizierung und Sozialisierung notwendig ist, das von der Organisation selbst geleistet werden muss und das den einzelnen Polizisten in

die Lage versetzt, auch schwierige Situationen adequate zu bewältigen (Element der Internalisierung und Disziplinierung).

Diese an und für sich relativ widersprüchliche Konstellation von Anforderungen - Formalisierung und damit starke Aussensteuerung auf der einen Seite, Qualifizierung und damit starke Innensteuerung auf der anderen Seite - führt dazu, dass das Verhältnis zwischen formeller Struktur (z.B. Dienstvorschriften) und informellen Reaktionsmechanismen immer etwas unscharf bzw. anomisch gehalten werden muss (11).

Eine zusätzliche Problematik ergibt sich daraus, dass einerseits zwar eine relativ starke Delegation von Aufgaben erforderlich ist, andererseits jedoch eine strikte Leistungskontrolle wegen der besonderen Merkmale der polizeilichen Tätigkeit schwierig ist: die Effektivität von Leistungen - etwa im Bereich der Verbrechensaufklärung, der Unfallbekämpfung usw. - kann nicht nach rein formalen Kriterien gemessen werden. Auch wenn Tagesrapporte u.a. verlangt werden, kann die Effizienz verschiedener Polizisten schlecht miteinander verglichen werden. Eine der Konsequenzen ist, dass eine rein formale Leistungsbewertung disfunktional wird. So wird im Kanton Zug heute im Gegensatz zur früheren Leistungsmessung (an der Zahl von Verzeigungen u.a.) mehr von einer differenzierten - der Privatwirtschaft entlehnten - Personalbewertung ausgegangen, wobei neben der Einhaltung von Dienstvorschriften vor allem das Verhalten gegenüber Mitarbeitern, Vorgesetzten, Einsatz, Selbständigkeit und Weiterbildung bewertet werden. Damit wird auch der Tatsache Rechnung getragen, dass die Führungsspitze mit zunehmender Delegation von Aufgaben immer stärker von der 'Eigendisziplin' der einzelnen ausführenden Organe abhängig wird.

Ein in dieser Hinsicht interessantes Beispiel findet sich im Kanton Aargau, wo die Behandlung einzelner Delikte ad personam einem einzelnen Polizisten übertragen wird, dem dann auch Erfolg oder Misserfolg bei der Aufklärung zugeschrieben wird. Nach Ansicht des Polizeikommandanten liegt der Vorteil dieser Regelung in einem Motivationsgewinn, der sich in einer hohen Erfolgsquote bei der Aufklärung von Delikten auswirkt. Allerdings erschwert diese extreme Delegation des Vorgehens komplexere Vorgehensweisen (wie sie z.B. bei organisierter Bandenkriminalität notwendig werden). Zudem sinken bei diesem System die Möglichkeiten, Erfahrungen mit bestimmten Fällen überindividuell zu akkumulieren und dem Gesamtsystem zugänglich zu machen. Wegen der hohen Personalisierung von Fällen erfährt das Gesamtsystem wenig über die Erfahrungen im Umgang mit gewissen

Typen von Delikten und kann deshalb nicht auf der Ebene sozialer Organisation darauf reagieren. Ausschlaggebend sind hier mehr individuelle Fähigkeiten wie Intuition, persönliche Erfahrung, aber auch das persönliche Interesse am jeweiligen Fall usw. .

Während im Kanton Aargau die Polizei extrem dezentral organisiert ist (12) und in Obwalden weitgehend die informellen Kanäle zur Ausübung der Kontrolle genügen, wurden in Zug und Zürich spezifische Kontrollstrukturen institutionalisiert:

So bestimmt im Kanton Zug der Kommandant anhand einer formellen Checkliste die Punkte, die er jeweils kontrolliert haben möchte (Ausrüstung, Einsatzpläne, Patrouillenberichte usw.). Dem 'Brandtourchef' obliegt es dann, die Kontrollen unvorbereitet durchzuführen. Das Instrument der sporadischen, unvorbereiteten Kontrolle ist vor allem für die Ueberwachung jener Abteilungen wichtig, die - wegen ihrer geographischen Lage oder funktionalen Differenzierung - keiner permanenten Linienkontrolle unterzogen werden können. Generell kann die sporadische Inspektion als ein struktursparendes Mittel der Ueberwachung angesehen werden: an die Stelle einer ständigen Präsenz von Kontrollpersonen tritt die generalisierte Antizipation, das zu jedem beliebigen Zeitpunkt eine Kontrolle erfolgen könnte (was wahrscheinlich in erster Linie eine Prävention hochsichtbarer Regelverstöße bewirkt).

Während in Zug - als Folge der relativen Kleinheit des Korps - die Inspektionsrolle mit der Rolle des Brandtourchefs (13) fusioniert ist und somit der Spitze neben dem üblichen Dienstweg noch eine zweite direkte Kontroll- und Informationsmöglichkeit offen steht, basiert bei der weit aus grösseren Zürcher Polizei das Inspektionssystem auf dem Prinzip der 'doppelten Kontrolle':

Die Chefs der Bezirksstationen sind direkt dem Kommandanten unterstellt. Daneben besteht jedoch noch eine zweite, zusätzliche Kontrolllinie: jeder Bezirksposten wird noch durch einen weiteren Offizier kontrolliert. Dabei werden eher subalterne (d.h. nicht Abteilungschefs) als Kontrolloffiziere eingesetzt. Dank dieser Verteilung von Kontrollfunktionen an zahlreiche Offiziere ist es dem Kommandanten möglich, die sonst allen organisationstheoretischen Prinzipien widersprechende hohe Zahl von 23 direkt unterstellten Personen zu betreuen. Zusätzliche Konsequenzen dieser Verdoppelung von Kontrollinstanzen können darin bestehen, dass

- sich die beiden Kontrollinstanzen wechselseitig ergänzen und damit auch eine gewisse 'balance of power' erreicht wird.

- ein solches System ein Uebungsfeld für den Erwerb von Führungsqualifikationen abgibt.

Allerdings ist das System doppelter Kontrolle nur dann funktional, wenn zwischen beiden Kontrollorganen eine hinreichende soziale und/oder funktionale Distanz (oder gar eine gewisse Komplementarität in den Orientierungen) besteht, weil sie sich andernfalls nur unnötig duplizieren.

6. SEGMENTÄRE VERSUS ARBEITSTEILIGE ORGANISIERUNG

Die Aufgaben der Polizei bringen es mit sich, dass zwei gegensätzliche Organisationsprinzipien aufeinanderstossen:

Zum einen erfordern die polizeilichen Aufgaben eine räumliche Dezentralisierung der Polizeikräfte bzw. eine dezentralisiert-segmentäre Organisierung des Polizeikorps, um bei irgendwelchen örtlichen Ereignissen rasch und ortsbzogen handeln zu können.

Zum anderen jedoch erfordert die Komplexität vieler Aufgaben eine Zentralisierung der Kräfte an einem Ort, da allein dadurch eine entsprechende Arbeitsteilung bzw. Spezialisierung möglich wird.

Die Polizei steht deshalb vor der Entscheidung, dezentralisierte Organisationsformen mit zentralisiert-arbeitsteiligen Organisationsstrukturen soweit als möglich zu kombinieren. Die Möglichkeiten einer Kombination der beiden Organisationsprinzipien sind allerdings in hohem Masse grössenabhängig: nur grosse Korps besitzen genügend personelle Ressourcen, um auch differenzierte Strukturen doppelt oder mehrfach zu führen. Kleine Polizeikorps stehen dagegen stärker vor dem Dilemma, eine Funktion entweder voll zu zentralisieren (und damit regionale Ungleichheiten in der Aufgabenerfüllung in Kauf zu nehmen) oder dann auf jedwelche funktionale Spezialisierung zu verzichten (14).

Dieses strukturelle Dilemma kleiner Kantone und der höhere Variationsspielraum grosser Kantone wird im Vergleich der vier Polizeikorps in idealtypischer Weise sichtbar.

In Obwalden wurden im Rahmen einer Reorganisation die bisherigen Ortsposten - mit Ausnahme der Ortspolizei Engelberg - aufgehoben und durch eine einzige Einsatzzentrale im Kantonshauptort ersetzt. Die wichtigsten Folgen dieser organisatorischen Zentralisierung waren:

- es wurde erstmals möglich, einen durchgehenden 24-Stunden-Betrieb zu realisieren, was einem einzelnen Dorfpo-

lizisten nicht zugemutet werden konnte. Zugleich verbesserten sich die Möglichkeiten der Einsatzplanung (verbunden mit dem Nebeneffekt, dass nun Dienstzeit gegenüber der Freizeit besser ausgegrenzt werden konnten).

- eine optimalere Ausnützung des (knappen) Personals: während früher der für eine bestimmte Ortschaft zuständige Polizist nur einen unregelmässigen Arbeitsanfall hatte, konnte durch die Zusammenlegung aller Aufgaben ein regelmässiger Arbeitsfluss und eine gleichmässigere Belastung der Polizisten erreicht werden (was insgesamt die Kapazität des Korps erhöht hat).
- bessere Möglichkeiten einer straffen Führung und Kontrolle. Damit assoziiert sind auch bessere Möglichkeiten zur Diffusion technischer oder organisatorischer Innovationen.
- breitere Möglichkeiten, innerhalb des Polizeikorps funktionale Differenzierungen durchzuführen, statt dass eine diffuse, personell bestimmte Polyvalenz des einzelnen Dorfpolizisten aufrechterhalten werden muss. Andererseits entsteht aber durch Zentralisierung auch die Möglichkeit, die Polyvalenz der verschiedenen Personen gezielter und rationeller auszunützen: indem ein Polizist neben seiner sonstigen Arbeit auch Spezialaufgaben übernimmt, die seinen Bedürfnissen und Interessen besonders entgegenkommen und mit denen er als Gemeindepolizist sonst nicht in Berührung käme.
- Verminderung der partikularistischen Orientierungen, wie sie durch die hohe soziale Integration des Dorfpolizisten in die umliegende Gemeinschaft entstanden. Das Mass an Unparteilichkeit polizeilicher Kontrolle wird dadurch erhöht, dass die Polizisten z.B. nicht in dem Dorf eingesetzt werden, wo sie wohnhaft sind. Generell nimmt durch eine organisatorische Zentralisierung der Polizeikräfte der Grad kontextueller Ausdifferenzierung (ja z.T. sogar Isolierung) der Polizei zu, womit die Wahrscheinlichkeit eines - von Gesetzes wegen verlangten - universalistischen Handelns zunimmt (15).

Andererseits hat die Zentralisierung der Polizei auch zu Widerständen von Seiten der Gemeinden geführt, da die Dorfpolizisten für zahlreiche innergemeindliche Aufgaben eingesetzt werden konnten. Um trotz Zentralisierung die soziale Distanz zur Gemeinde minimal zu halten, wird Wert darauf gelegt, dass die Polizisten dennoch in verschiedenen Gemeinden wohnhaft sind (was nur dank der geringen geografischen Ausdehnung des Kantons Obwalden möglich ist). Ferner werden regelmässige Patrouillengänge in den Gemeinden durchgeführt, um dafür zu sorgen, dass die Polizei sichtbar bleibt und ihre präventive Funktion nicht verliert (16).

Auch im Kanton Zug erlaubt es die Kleinheit des Kantons, dass die Kantonspolizisten in den einzelnen Gemeinden ein Ausmass an Vertrautheit gewinnen, wie sie in grösseren Kantonen nur Gemeindepolizisten möglich ist. Im Gegensatz zu Obwalden ist es jedoch in Zug aufgrund des höheren Bestandes eher möglich, zentralisierte und dezentralisierte Elemente miteinander zu kombinieren.

Ein im Vergleich zu Obwalden entgegengesetztes Modell findet sich im Kanton Aargau, wo die Polizei eine ausgeprägt dezentralisierte Organisationsstruktur aufweist:

So wird hier die gesamte Aufgabenlast überwiegend von den einzelnen Aussenstationen getragen, während die zentralen Dienste im Kommando selbst nur minimal ausdifferenziert sind. So fehlt im Rahmen der KRIPO ein eigentlicher wissenschaftlicher Dienst, weshalb im Kanton Aargau in dieser Beziehung auf eine Zusammenarbeit mit dem wissenschaftlichen Dienst der Stadtpolizei Zürich angewiesen ist. Auch andere Stabsbereiche sind bis heute eindeutig unterdotiert. Im Gegensatz zum Kanton Zürich ist im Kanton Aargau die Dezentralisierung der Aussenstationen politisch fixiert: die Behörden und nicht wie in Zürich der Kommandant befinden über die Einteilung in Polizeikreise und die Anzahl von Aussenstationen. So waren die im Aussendienst tätigen Polizisten 1976 auf 44 Aussenposten (davon 19 Einzelposten, 5 Doppelposten, 9 Mehrfachposten und 11 Bezirksposten) verteilt.

Die einzelnen Bezirksposten funktionieren weitgehend autonom, was darin zum Ausdruck kommt, dass

- nur 1-2 Mal pro Jahr eine Konferenz aller Bezirkschefs stattfindet, während die übrigen Kontakte mehr ad-hoc und bilateral verlaufen. Ebenso bestehen keine institutionalisierten Mechanismen der Inspektion, sondern Interventionen von oben geschehen nur subsidiär ('wenn nicht alles rund läuft'). Interventionen der Zentrale gelten damit eher als Zeichen von Versagen der unteren Ebene und nicht als legitime Pflicht der Zentrale.
- die einzelnen Bezirke in ihrer Arbeit je verschiedene Funkfrequenzen verwenden, was eine gegenseitige Koordination erschwert.

Nach Ansicht der Führung wäre - bei der aktuellen personellen Unterdotierung - eine Zentralisierung (verbunden mit struktureller Differenzierung) der KRIPO-Funktionen mit dem Nachteil verbunden, dass die 'ergiebigste Fahndungsquelle' verloren gehen würde: nämlich die Vertrautheit mit den lokalen Verhältnissen sowie die Verfügung über partikuläre Kontakte, die unerlässlich sind, um von der Bevölkerung Informationen zu erhalten. Die Bedeutung der 'Ver-

'trautheit' und der informellen sozialen Integration dürfte vor allem in den kleinstädtischen (mehr gemeinschaftlichen) Siedlungsverhältnissen gross sein, während sie in den neuen, durch starke geographische Mobilität gekennzeichneten Agglomerationen wie Baden geringer ist.

Eine Konsequenz der Dezentralisierung besteht darin, dass die anfallenden Ereignisse faktisch nur je innerhalb der einzelnen Subsysteme (Bezirke) perzipiert werden, ohne dass Mechanismen vorhanden sind, die eine systematische Information der Zentrale gewährleisten. Aus diesem Grund besitzt das Kommando relativ wenig Informationen über die aktuelle Situation und die Entwicklungstendenzen. Dementsprechend gering sind auch die Möglichkeiten, darauf mit einer Gesamtplanung zu reagieren.

Aufgrund der eher unbefriedigenden Situation wurde vom Aargauer Polizeikommando ein Konzept für den Ausbau und die Reorganisation des Polizeikorps ausgearbeitet. Neben einer starken personellen Expansion der Polizei sieht das Konzept insbesondere vor (17):

- die Zahl der Aussenstationen soll in zwei Phasen von 44 auf 22 reduziert werden. Als Ziele der Zentralisierung werden dieselben Punkte erwähnt, die auch bei der Zentralisierung der Kantonspolizei Obwalden von Bedeutung waren: "Ziele dieser Konzentration sind die Verbesserung der dauernden polizeilichen Präsenz, die Verstärkung der Schwerpunktbildung, die Straffung der Kontrolle und der Führung, der optimalere Einsatz und der Ausgleich der Arbeitsbelastung." (18)
- die zentralen Spezialdienste insbesonders im Bereich der KRIPO sollen ausgebaut werden: "Unter der Leitung eines Stabschefs, dem vor allem die Koordination und Planung zufallen, müssen Dienstzweige gebildet werden, die sich mit den personellen, administrativen und organisatorischen Belangen des Polizeikorps, der Ausbildung, der Information, dem Nachrichtendienst und der Wartung des Materials befassen." (19)
- eine Kadergruppe Sicherheitspolizei zu schaffen, der u.a. auch die geplante Einsatzzentrale unterstellt werden soll. Die Einrichtung einer Einsatzzentrale soll insbesonders die Verbesserung der Präsenz während der Nacht gewährleisten. Dem Chef der SIPO soll dabei auch die Aufsicht über den Aussendienst übertragen werden: "Er steht durch die Zusammenarbeit zwischen Einsatzzentrale und Bezirkspatrullen und die sicherheitspolizeiliche Ausbildung in engster Verbindung mit dem Aussen- dienst. Die Beanspruchung durch seine eigenen spezifischen Ausgaben verhindert aber, dass er sich in unerwünschtem Masse mit Einzelbelangen befasst." (20) Durch

dieses Modell soll eine Art halbzentralisierte Steuerung angestrebt werden, bei der die Eigenverantwortlichkeit der Bezirkschefs mit einer gewissen zentralen Kontrolle kombiniert wird. Interessant ist dabei, dass das Moment der Dezentralisierung auf der expliziten Ueberlastung der Rolle des SIPO-Chefs beruht. Damit ist zum einen die strukturelle Basis für Intra-Rollenkonflikte (zwischen spezifischen Sachaufgaben und Aufsichtsfunktion) gelegt, andererseits liegt ein Element der Transformationspolymorphie vor: dies in dem Sinne, als das Ausmass an Zentralisierung bzw. Dezentralisierung jederzeit - z.B. je nach Vorkommnissen, Qualifikation der Untergebenen usw. - ohne formelle Änderungen der Organisationsstruktur variiert werden kann. Ähnliche Muster prinzipiell unfixierter Zentralisierung finden sich - allerdings meist aufgrund ungeplanter, informeller Arrangements - in vielen Verwaltungsbereichen, wo die Ueberlastung etwa des Regierungsrates zur informellen Delegation von Entscheidungen nach unten führt.

Als Zeitraum für die personelle Expansion und damit auch für die endgültige Stabilisierung der Reorganisation werden gemäss Konzept mindestens 10 bis 15 Jahre eingesetzt.

Während die Obwaldner Polizei heute durch eine ausgeprägte Zentralisierung und die Aargauer Polizei - bisher noch - durch eine ausgeprägte Dezentralisierung gekennzeichnet sind, bietet Zürich das Beispiel einer Polizeiorganisation, bei der zentralisierte, funktional-arbeitsteilige und dezentralisierte, segmentär aufgebaute Strukturen in relativ gleichmässiger Weise miteinander kombiniert sind. Im Unterschied zu vielen kleineren Kantonen ist die personelle Kapazität des Zürcher Polizeikorps absolut gross genug, um die Organisation auf zwei Dimensionen gleichzeitig auszudifferenzieren und damit sowohl hoch spezialisierte Leistungen (etwa im Fahndungsbereich) wie auch zahlreiche lokale Dienstleistungen gleichzeitig anzubieten. Besonders weit geht dieses Prinzip im Falle des Offiziersposten Winterthur, der die wesentlichen Spezialfunktionen - allerdings mit entsprechend geringerer personeller Besetzung - reproduziert und in diesem Sinne eine lokale 'Kleinausgabe' der ganzen Kantonspolizei darstellt (Element der funktionalen Duplikation) (21).

Im Unterschied zum Kanton Aargau bestehen neben den über 120 Aussenstationen nicht nur auf der Ebene der Gesamtorganisation, sondern auch auf der Ebene der Abteilungen ausgebaut zentrale Stabs- und Spezialdienste, deren funktionale Kapazitäten so gross sind, dass sie teilweise auch von anderen, kleineren Polizeikorps mitbenutzt werden können.

Im Gegensatz zum Kanton Aargau wird in Zürich die Verteilung der Polizisten auf die Posten und Regionen autonom (d.h. ohne gesetzliche Bindungen) entschieden. Man versucht sich dabei auf objektivierte Bedarfskriterien zu stützen, wobei soziologische Faktoren wie Urbanität, Mobilitätsgrad der Bevölkerung, soziale Struktur usw. mitberücksichtigt werden. Im Vergleich zu diesen mehr zweckrationalen Kriterien sind traditionelle, zugeschriebene Elemente von geringerer Bedeutung.

Da die Gemeindeposten nicht genügend personelle Kapazität besitzen, um rund um die Uhr einen Einsatzdienst aufrechtzuerhalten, wird ein solcher Nachtdienst auf der mittleren Ebene jedes Bezirkes organisiert. Zusätzlich sind ständig bewegliche Patrouillen im Einsatz, die sich auf festgelegten Achsen bewegen und von einer zentralen Einsatzzentrale gesteuert, rasch zum Einsatzort gelangen können. Dabei wird von der Zentrale aus Kontakt mit der Ortspolizei aufgenommen, um von der Ortskenntnis der stationierten Polizisten zu profitieren. Diese Kombination beweglicher, zentral gesteuerter und dezentralisierter, stationärer Instanzen ermöglicht der Zentrale ein rasches und flexibles Handeln, ohne dass man auf örtliche Erfahrungen verzichten muss.

Die Verkehrspolizei ihrerseits war früher als zentrale Verkehrsabteilung voll in Zürich stationiert und die Ausenbereiche wurden mittels Patrouillen abgedeckt. Mit zunehmendem Verkehrsvolumen drängte sich auch bei der Verkehrspolizei eine verstärkte Dezentralisierung auf (die vor allem durch den Bau der Nationalstrassen beeinflusst wurde). So entstanden nach und nach verschiedene regionale Autobahnstützpunkte. Im Gegensatz zur KRIPO erweist sich eine räumliche Aufgliederung der VEPO als wenig problematisch, was mit dem Charakter der Verkehrsüberwachung zusammenhängt, die sich relativ leicht segmentär quanteln lässt.

7. REKRUTIERUNG, AUSBILDUNG UND KARRIERE

Die Polizei gehört zu den - wenigen - Verwaltungszweigen mit relativ klar strukturierter Rekrutierungs- und Ausbildungspolitik. Während in vielen anderen Bereichen der Verwaltung, Rekrutierung und Sozialisierung mehr informell - teilweise sogar eher zufällig oder stark personalisiert - ablaufen, bestehen bei der Polizei formell festgelegte Selektions- und Sozialisierungsverfahren, die teilweise analog zum Militär organisiert sind (22):

Nach erfolgter Rekrutierung haben die Polizeiaspiranten eine festgelegte und einheitliche Grundausbildung zu ab-

solvieren, die durch weitere Sozialisierungsphasen (Praktikum, Bereitschaftsdienst unter Anleitung u.a.) ergänzt wird, bevor sie effektiv zur Ausübung ihrer Arbeitsrolle befugt sind. Ausnahmen von dieser Ausbildung gelten nur für administratives Zivilpersonal oder für Spezialisten, die z.B. eine akademische Ausbildung ausweisen.

Dieses Muster formeller Sozialisierung bei der Polizei hängt damit zusammen, dass

- die Polizei im Bereich der Kontroll- und Ordnungsfunktionen ein staatliches Monopol aufweist und daher nicht - wie andere Verwaltungszweige - von anderen, privaten Organisationen profitieren kann, die Qualifizierung und Vorsozialisierung übernehmen könnten. Eine Ausnahme bildet das Militär, das eine der Polizeiorganisation entsprechende Vorsozialisierung garantiert. Die Militärdienstpflicht gehört denn auch zu den Voraussetzungen für die Rekrutierung als Polizeiaspirant. Allerdings beschränkt sich die Vorsozialisierung durch das Militär mehr auf generelle Anforderungen wie Disziplin, Gehorsam u.a. und weniger auf die polizeispezifischen Fachkenntnisse.
- die Art der Polizeitätigkeit (Gewichtigkeit der Eingriffe, Raschheit der Interventionen u.a.) eine starke Vorsozialisierung bedingt, vor allem im Sinne der Erlernung der Fähigkeit auch in 'kritischen Situationen' adäquat zu reagieren.

Generell ist zu erwarten, dass eine so stark von den individuellen Qualifikationen ihrer Mitglieder abhängige Organisation dazu tendiert, in ihrer Rekrutierung stark selektiv zu sein und diejenigen Personen von vornherein auszusondern, die als nicht geeignet definiert werden. Damit werden auch spätere Sozialisierungs- und Kontrollkosten vermindert. Allerdings lassen sich bei der Polizei nicht alle Eignungskriterien (wie etwa die Belastbarkeit, das Verhalten in aussergewöhnlichen Situationen usw.) schon bei der Rekrutierung feststellen, so dass die effektive Eignung teilweise erst ex post sichtbar wird.

Die Polizei - im Gegensatz zur Milizarmee der Schweiz eine Organisation ohne Zwangsmitgliedschaft - stellt relativ strenge formelle Rekrutierungsbedingungen (23) wie Militärdienstpflicht, körperliche Fitness, guter Leumund, abgeschlossene Berufslehre und ein Alter zwischen 22 und 28 Jahren. Die Erfüllung dieser Kriterien ist Vorbedingung für die Zulassung zu den Aufnahmegesprächen bzw. -tests, die etwa im Kanton Zürich zur Ermittlung der Schulbildung, der Auffassungsgabe, Beweglichkeit, Beharrlichkeit u.a.m. dienen.

Die polizeiliche Grundausbildung findet je nach Grösse des Polizeikorps intern oder extern statt: In Obwalden und Zug besuchen die Polizeiaspiranten für rund ein halbes Jahr die Polizeischule in Luzern, wo sie vor allem eine theoretische Ausbildung erhalten. In den grösseren Polizeikorps wird die theoretische Grundausbildung intern organisiert. Da im Aargauer Polizeikorps keine vollamtlichen Instruktoren bestehen, werden für die Grundausbildung faktisch alle Offiziere als Ausbildner eingesetzt. In Zürich dauerte die Grundausbildung früher ein Jahr und umfasste das gesamte Grundwissen der KRIPO-, VEPO- und SIPO-Tätigkeit. Dabei entstand das Problem, dass die generelle Grundausbildung mit den Erfordernissen der funktionalen Spezialisierung in Widerspruch geriet. Seit 1975 ist die Grundausbildung auf 6 Monate reduziert (Schwerpunkt der SIPO-Aufgaben und Grundlagenwissen über die VEPO-Tätigkeit).

Auf die Grundausbildung folgt meist ein weiteres halbes Jahr praktisch-orientierter Ausbildung im Korps selbst, sei es als Praktikant im Bereitschaftsdienst der Zentrale (z.B. in Zürich), sei es als Praktikant in einem Aussenposten (z.B. in Aargau), wo unter Aufsicht erste Erfahrungen mit der konkreten Polizeiarbeit gesammelt werden. Erst nach dieser praktischen Ausbildungsphase erfolgt die Vereidigung als Polizeibeamter. Allerdings ist damit der Sozialisierungsprozess insofern noch nicht völlig abgeschlossen, als - um ein mögliches Fehlverhalten in der Öffentlichkeit zu verhindern - die ersten ein bis zwei Jahre unter Anleitung durch andere Polizisten ausgeübt werden. So arbeitet der 'Jungpolizist' im Kanton Zug während eines Jahres im Sinne des 'Bärenführersystems' immer nur zusammen mit einem anderen Beamten, bevor er selbstständig Dienst tun kann. Ähnliche Formen einer allmählichen und dabei eher informellen Sozialisierung finden sich auch in anderen Kantonen.

Während damit in den kleineren Polizeikorps die eigentliche Ausbildungsphase beendet ist, erfolgen in Zürich weitere, differenzierte Ausbildungsschritte, die vor allem der Spezialisierung dienen. Dabei bestehen drei verschiedene, spezifische Ausbildungsmöglichkeiten:

Eine erste, grössere Gruppe kommt zur VEPO (eventuell auch zur Seepolizei) und erhält dort während 3 bis 4 Jahren unter Anleitung eine weitere praktische Ausbildung.

Eine zweite, kleinere (und als speziell dafür geeignet angesehene) Gruppe übernimmt zur Vertiefung der Strafrechtskenntnisse, des Sachwissens über Straftaten und des Praxiswissens über die Ausfertigung von Protokollen usw. während zwei Jahren die Position eines Sekretärs bei einem Untersuchungsrichter oder Bezirksanwalt. Durch dieses zweijähri-

ge Praktikum gewinnt der spätere Polizist vor allem Einblick in die Nachphasen der polizeilichen Tätigkeit: er erfährt, was mit einem Polizeirapport geschieht und gewinnt zugleich Empathie für die Bedürfnisse der Gerichte usw., so dass es ihm später leichter möglich ist, sein Verhalten und Vorgehen den spezifischen gerichtlichen Anforderungen anzupassen. Diese Art der Sozialisierung in den funktional nachgelagerten Bereich des Gerichtswesens ist vor allem deshalb funktional, weil

- zwischen Polizei und Gerichten wegen der Grösse des Kontextes - im Unterschied zu kleinen Kantonen - keine informellen Kontakte mehr möglich sind.
- wegen der systematischen Ueberlastung der Gerichte sowohl in zeitlicher wie sachlicher Hinsicht die Anforderungen an die vorgelagerte Stelle (Polizei) zunehmend komplexer werden. So besteht heute eher die Tendenz, dass die Gerichte - auch infolge ihrer tendenziell zu geringen Eigendifferenzierung - einen immer grösseren Anteil der Ermittlungsarbeit an die Polizei überweisen. Vor allem dort, wo technische Expertise wichtig ist, muss die KRIPO oft sogenannt 'pfannenfertige' Beweisvorlagen erstellen.
- Gericht und Polizei tendenziell verschiedene Orientierungen besitzen, die nur allzu leicht miteinander in Konflikt geraten können: Während die Polizei Delikte mehr aufgrund ihres Charakters der Ordnungsstörung bewertet, berücksichtigt das Gericht stärker subjektivistische Momente wie Zurechnungsfähigkeit, Ausmass an Schuld usw. (24).

Eine dritte, hochqualifizierte Gruppe tritt direkt in die zentralen Dienste (Erkennungsdienst, Photodienst, Mikrokopieren usw.) ein, um dort eine fachlich-spezialisierte Ausbildung zu erhalten. Wegen der Milieu-Kontakte (Jugendsubkultur) ist es vor allem im Betäubungsmitteldienst erforderlich, relativ jungen Personen hochqualifizierte Aufgaben zu übertragen (wobei die dabei auftretende Diskrepanz zwischen funktionaler Anforderung und formellen Status wahrscheinlich nur durch eine starke Autonomie der betreffenden Abteilung absorbiert werden kann) (25).

Die absolute Grösse des Zürcher Polizeikorps führt dazu, dass

- es erstens eher als in kleineren Polizeikorps möglich ist, systematisch Zonen der Praktikumsarbeit - d.h. halb der Ausbildung dienende, nicht allzu exponierte Tätigkeitsfelder - abzugrenzen. So ist etwa der Bereich des 'Bereitschaftsdienstes' oder des Gerichtswesens in einem grossen Kanton umfangreich genug, um jedes Jahr eine reguläre Zahl von Praktikumsplätzen verfügbar zu

haben, die für Ausbildungszwecke instrumentalisiert werden können.

- es zweitens eher möglich ist, bestimmte anspruchsvolle Konstellationen von Rollenbesetzungen zu verwirklichen. Generell kann man in grossen Systemen eher gleichzeitig sachliche und soziale Kriterien der Umweltdifferenzierung berücksichtigen und mit höherer Wahrscheinlichkeit auch relativ seltene Kombinationen zugeschriebener und erworbenner Fähigkeiten erwarten als in kleinen Systemen.
- es drittens eher möglich ist, ein differenziertes Angebot von Karriere- und Spezialisierungswegen anzubieten und damit eine gewisse Uebereinstimmung zwischen individuellen Bedürfnissen und Systembedürfnissen erzielen, ohne dass es zu systematischen Diskrepanzen zwischen beiden Ebenen kommt.

Dieser dritte Punkt wird besonders deutlich, wenn man die Aargauer Polizei zum Vergleich heranzieht:

Bis 1970 gab es faktisch nur 'all-round'-Polizisten, von denen im Verlaufe ihrer Karriere die Besetzung aller möglichen Rollen verlangt wurde (Bezirksposten, Verkehrspolizei und Aussendienst). Seit 1971 gilt eine Regelung, die - unter Mitbestimmung der Betroffenen - die Wahl zwischen Verkehrspolizei oder Aussendienst offenlässt. Damit wurde eine ebenso hohe strukturelle Trennung von KRIPO und VEPO wie in Zürich angestrebt. Allerdings entstehen im viel kleineren und personell unterdotierten Aargauer Polizeikorps dadurch Probleme, dass

- die individuellen Motivationen der Betroffenen nicht mit dem objektiven Bedarf übereinstimmen und bei geringer Grösse schon an und für sich geringe Diskrepanzen sich disfunktional auswirken können.
- die damit entstehende Trennung von VEPO- und KRIPO-Bereich mit der Forderung nach Flexibilität - wie sie aufgrund der personellen Knappheit fast unumgänglich wird - kollidiert.

Deshalb wird wieder dazu tendiert, den bisherigen Karriereablauf (Bezirksposten, VEPO, KRIPO-Aussendienst) als Regelfall zu institutionalisieren.

Aehnliche Grenzen struktureller Differenzierung ergeben sich in kleineren Korps auch in Bezug auf die Trennung in externe und interne Rollen: Im Vergleich zu anderen Verwaltungsstellen ergeben sich beim Polizeiberuf besonders hohe psychische Belastungen, die mit unregelmässigem Arbeitsanfall, permanentem Disziplinierungsdruck und vorkommenden traumatischen Erlebnissen (Unfällen, Morden, Stresssituationen usw.) zusammenhängen. Dies führt dazu, dass relativ

viele Polizisten Jahre vor ihrer Pensionierung 'ausgebrannt' sind und in ruhigere Positionen der inneren Administration versetzt werden müssen (26). Grössere Korps haben dabei den Vorteil, dass der Anteil rein interner Stellen grösser ist und von daher die Möglichkeiten für interne Versetzungen besser sind als in kleineren Korps. Insbesondere nehmen jedoch mit zunehmender Grösse die Möglichkeiten der Differenzierung externer und interner Rollen zu, so dass sich die Besetzung interner Rollen etwa durch ältere Polizisten ('Veteranendienst') wenig auf den Aussendienst auswirkt.

Während grössere Korps insgesamt gesehen ein differenzierteres Angebot von Karriere- und Spezialisierungsmöglichkeiten bieten, rekurrieren kleinere Korps stärker auf Formen diagonaler Karriere. Dies kann am Beispiel der Zuger Polizei illustriert werden: die meisten Polizisten beginnen ihre Karriere in der - generell als weniger anspruchsvoll geltenden - VEPO und wechseln dann später in den KRIPO-Bereich über. Ein grosser Teil der korpsinternen Mobilität entsteht somit dadurch, dass Polizisten mit zunehmender Berufserfahrung den Funktionsbereich wechseln, wobei im Laufe der Karriere Rollen übernommen werden, in denen Aufgaben

- von immer höherer Komplexität und Unberechenbarkeit
- mit geringerer hierarchischer Ueberwachung

zu lösen sind. Die funktionelle Heterogenität der Polizei hat somit die Konsequenz, dass Aufstiegsmöglichkeiten im Korps nicht auf die Linien- und Statushierarchie beschränkt sind, sondern dass sie durch diagonale Aufstiegswege erweitert werden, die vor allem bei kleineren Korps (mit eingeschränkter Linienhierarchie) von Bedeutung sind.

Hans Geser
 François Höpflinger
 Soziologisches Institut
 der Universität Zürich
 Wiesenstrasse 9
 8008 Zürich

ANMERKUNGEN

1. H.Geser/F.Höpflinger: Grösse, Verwaltungsstruktur und Entwicklung schweizerischer Kantone. Schlussbericht an den Schweizerischen Nationalfonds, Nov. 1977.
2. Die vier Kantone wurden gemäss Gesichtspunkten unterschiedlicher Grösse wie auch unterschiedlicher wirtschaftlicher Struktur ausgewählt. Dazu auch: H.Geser, F.Höpflinger: Staatsverwaltung und Sozialstruktur: Ein Vergleich zwischen vier Kantonen. In: Schweiz. Jahrbuch für Politische Wissenschaft, 1977.

3. Die Ergebnisse von Untersuchungen über das Verhältnis von Kriminalitätsziffern und Ausgaben für Polizeikräfte sind teilweise widersprüchlich: So zeigte eine Untersuchung in 119 US-Städten mit über 100'000 Einwohnern, dass eine Zunahme der Polizeiausgaben mit einer Abnahme der Kriminalitätsraten assoziiert ist und dass höhere Kriminalitätsraten mit höheren Pro-Kopf-Ausgaben für Polizei verknüpft sind; G. Swimmer: The Relationship of Police and Crime: Some Methodological and Empirical Results. In: Criminology, Nov. 1974. In 155 US-Städten mit über 100'000 Einwohner hingegen zeigte sich zwischen Änderungen der Kriminalitätsraten und Änderungen in den Polizeiausgaben nur eine schwache Beziehung, die bestenfalls 3% der Variationen der Polizeiausgaben zu erklären vermochte; T.E. Jones: The Impact of Crime Rate Changes on Police Protection Expenditures in American Cities. In: Criminology, Febr. 1974.
4. So erlassen z.B. die Abteilungschefs der VEPO Zug jeweils ein Monatsschwerpunktprogramm (z.B. Beleuchtungskontrollen, Schulwegüberwachung, Alkoholkontrollen usw.), das vom Dienstchef jeweils zu einem Wochenprogramm konkretisiert wird.
5. Die VEPO umfasst in Zug rund 28%, in Aargau rund 21% und in Zürich rund 16% des gesamten Korpsbestandes. Inwiefern eine negative Beziehung zwischen Anteil der VEPO und Korpsgrösse besteht, müsste noch genau untersucht werden.
6. Kanton Appenzell-I.Rh. Geschäftsbericht über die Staatsverwaltung und Rechtspflege im Jahre 1974.
7. Zum theoretischen Rahmen, siehe: H. Geser, F. Höpflinger: Probleme der strukturellen Differenzierung in kleinen Gesellschaften. In: Schweiz. Zeitschrift für Soziologie, Juni 1976.
8. Der bis heute feststellbare personelle Unterbestand der Aargauer Polizei hängt teilweise mit historischen Faktoren zusammen: so war von 1861 bis 1955 ein Gesetz in Kraft, das den Gesamtbestand des kantonalen Polizeikorps rigid auf 100 Mann fixierte. Auch nach Aufhebung dieser gesetzlichen Restriktion war ein der demographischen Entwicklung des Kantons entsprechender Ausbau der Polizei dadurch Grenzen gesetzt, als während der wirtschaftlichen Hochkonjunktur relativ wenig Rekrutierungen, dagegen eher viele Abgänge zu verzeichnen waren.
9. Verordnung zum Zürcher Gesetz betreffend das Kantonspolizeikorps vom 8. Mai 1974, par. 3.
10. Dieses Bedürfnis nach zusätzlichen Differenzierungskategorien kommt z.B. darin zum Ausdruck, dass im Kanton Zürich die Kategorie 'Wachtmeister' in drei Subkategorien aufgegliedert worden ist: Wachtmeister, Wachtmeister mit besonderen Aufgaben, Wachtmeister mit besonderen Aufgaben unter erhöhter Verantwortung.
11. Einen Hinweis auf diese Problematik ergibt sich auch aus den Ergebnissen einer Befragung von Polizisten in der BRD: P. Waldmann: Organisations- und Rollenkonflikte in der Polizei. Ergebnisse einer Meinungsbefragung. In: Monatsschrift für Kriminologie und Strafrechtsreform, April 1977, Seite 73.

12. "Der Unterbestand des Korps und die räumliche Enge des Polizeikommandos haben bewirkt, dass alle verfügbaren Kräfte konsequent der 'Front' zugeteilt wurden, womit vor allem die Stabsfunktionen zu kurz kamen". In: Konzept für den Ausbau des Polizeikorps, Aarau, Aug. 1976.
13. Der 'Brandtourchef' - Kommandant, Chef der VEPO, Chef der KRIPO oder Chef der Kommandodienste - ist eine Woche lang Tag und Nacht erreichbar, wenn besondere Fälle oberste Entscheidungen verlangen.
14. Ähnliche Strukturdilemmas kleiner Kantone sind auch im Bereich des Gesundheitswesens, Fürsorgewesens u.a.m. zu beobachten.
15. Bei der Zürcher Polizei wird die Gefahr einer allzu starken 'Fraternisierung' dadurch vermindert, dass pauschal alle stationierten Polizisten nach höchstens 8 Jahren an einen anderen Posten versetzt werden, was - aufgrund des Wohnsitzzwanges - auch einen Wohnungswechsel mit sich bringt.
16. Auf das strukturelle Dilemma zwischen der Dezentralisierung und Zentralisierung von Polizeikräften macht auch M. Banton aufmerksam: "If the policeman is too much involved in community affairs and loyalties, he lacks the impartiality required of an authority figure. If, on the other hand, he is detached too much from the community, he no longer has the understanding of people's feeling which he needs if he is to exercise his discretion effectively." M. Banton: *The Policeman in the Community*. London, 1964, p.188.
17. Konzept für den Ausbau des Polizeikorps, Aarau, Aug. 1976 (mimeo.)
18. Konzept, op.cit., S.7-8. Eine ähnliche Zentralisierung ist auch bei der KAPO Solothurn beobachtbar.
19. Konzept, op.cit., S.1
20. Konzept, op.cit., S.8
21. Ein Element der Duplikation beinhaltet auch das Vorhandensein eines ausgebauten städtischen Polizeikorps in der Stadt Zürich. Dabei ergeben sich teilweise systematische Doppelspurigkeiten und Abgrenzungsprobleme, dazu: Der organisatorische Neubau des Kantons Zürich, Schlussbericht der Kommission für die Überprüfung der strukturellen Gliederung des Kantons Zürich, 1977, S.114-115.
22. Zum Prozess und Verlauf der Sozialisation in Bezug auf Arbeits- und Berufsmotivation, siehe: J. Van Maanen: *Police Socialization: A Longitudinal Examination of Job Attitudes in an Urban Police Department*. In: *Administrative Science Quarterly*, June 1975.
23. Streng, wenn man das generell eher tiefe Berufsprestige, die hohen arbeitsspezifischen Belastungen usw. betrachtet.
24. Zum oft gespannten Verhältnis zwischen Polizei und Justiz siehe die schon erwähnte Meinungsumfrage bei Polizisten in der BRD: P. Waldmann: *Organisations- und Rollenkonflikte in der Polizei. Ergebnisse einer Meinungsumfrage*. In: *Monatsschrift für Kriminologie und Strafrechtsreform*, April 1977, S.76-77.

25. Allgemein ergibt sich bei den hochspezialisierten Diensten das Problem, dass die (vertikalen) Karrieremöglichkeiten rasch beendet sind, was dazu führt, dass professionelle Orientierungen gegenüber statusbezogenen Orientierungen an Gewicht gewinnen.
26. Der Zwang, solche Stellen für ältere Korpsangehörige offen zu halten, führt dazu, dass man sich bei der Rekrutierung von Zivilangestellten eher zurückhält.

BIBLIOGRAPHIE

- Banton M. (1964): *The Policeman in the Community*. London.
- Geser H., Höpflinger F. (1976): Probleme der strukturellen Differenzierung in kleinen Gesellschaften. In: *Schweiz. Zeitschrift für Soziologie*, 2/76.
- Geser H., Höpflinger F. (1977): Staatsverwaltung und Sozialstruktur: Ein Vergleich zwischen vier Kantonen. In: *Schweiz. Jahrbuch für Politische Wissenschaft*.
- Geser H., Höpflinger F. (1977): Grösse, Verwaltungsstruktur und Entwicklung schweizerischer Kantone. Schlussbericht an den Schweiz. Nationalfonds. Nov.
- Jones T.E. (1974): The Impact of Crime Rate Changes on Police Protection Expenditures in American Cities. In: *Criminology*, Febr.
- Swimmer G. (1974): The Relationship of Police and Crime: Some Methodological and Empirical Results. In: *Criminology*, Nov.
- Van Maanen J. (1975): Police Sozialization: A Longitudinal Examination of Job Attitudes in an Urban Police Department. In: *Administrative Science Quarterly*, June.
- Waldmann P. (1977): Organisations- und Rollenkonflikte in der Polizei. Ergebnisse einer Meinungsumfrage. In: *Monatsschrift für Kriminologie und Strafrechtsreform*, April.

LES EXPERTS ET LA POLITIQUE

Raimund E. Germann
en coll. avec
Andréas Frutiger

RESUME

Jusqu'à présent, la politique a été étudiée le plus souvent sous l'aspect du "pouvoir". Cet article se propose de mettre davantage l'accent sur l'aspect du "savoir", et sur le rôle que jouent les experts en politique. Dans une première partie, sont présentés quelques éléments d'information sur les experts fédéraux groupés dans les "commissions extra-parlementaires". Sur la base des données peu nombreuses actuellement disponibles sont examinés : a) la représentativité de 82 de ces commissions et b) les "multi-experts" qui travaillent simultanément dans plusieurs commissions, et dont le rôle semble crucial. - Une deuxième partie, plus théorique, étudie les interactions entre scientifiques et politiciens à l'aide de plusieurs typologies, dont celle de Jürgen Habermas avec ses modèles "décisionniste", "technocratique" et "pragmatique". Ces typologies permettent de classifier, selon de nouveaux critères, plusieurs études de cas effectuées en Suisse analysant le travail d'experts.

ZUSAMMENFASSUNG

Während bisher politische Prozesse vorwiegend unter dem Machtaspekt untersucht wurden, möchte dieser Aufsatz den Einfluss wissenschaftlicher Erkenntnisse in der Politik vermehrt in den Vordergrund rücken. In einem ersten Teil sind die spärlichen Informationen zusammengefasst, die wir über die Experten der "ausserparlamentarischen Kommissionen" des Bundes besitzen. Dabei werden 82 dieser Kommissionen etwas näher untersucht : hinsichtlich ihrer Repräsentativität und hinsichtlich der "Multi-Experten", die Kommissionsmandate kumulieren. - Der zweite, mehr theoretische Teil analysiert Interaktionen zwischen Wissenschaftlern und Politikern anhand verschiedener Typologien. Ausgangspunkt sind dabei das "dezisionistische", das "technokratische" und das "pragmatische" Modell von Jürgen Habermas. Die vorgestellten Typologien gestatten es, bisher durchgeföhrte Fallstudien über Experten nach neuen Kriterien zu klassifizieren.

La "scientification" de la politique est une tendance qui marque de plus en plus les sociétés modernes. La complexité toujours plus grande des problèmes que le système politique est appelé à résoudre, et la nécessité de planifier des secteurs de plus en plus nombreux, exigent l'intervention d'experts disposant de connaissances scientifiques hautement spécialisées. D'une part, les administrations publiques sont obligées de recruter des scientifiques en nombre croissant, d'autre part, les autorités s'adressent de plus en plus fréquemment aux universités et à des instituts de recherche pour mobiliser des connaissances scientifiques susceptibles d'orienter les décideurs politiques. Suivant l'exemple des Etats-Unis et ses programmes de "Research Applied to National Needs" (RANN), le Conseil fédéral a lancé des programmes nationaux de recherche qui devraient produire des résultats utilisables par les hommes politiques. En Allemagne fédérale, la recherche mandatée par les autorités publiques (Auftragsforschung) a pris une dimension qui a suscité un débat sur l'autonomie de la recherche et le risque que le pouvoir politique impose ses finalités à la science (Aussensteuerung der Wissenschaft) (1). Le corollaire de la politique devenant plus scientifique serait donc une politicisation de la science. En ce qui concerne les Etats-Unis, Samuel H. Beer juxtapose au célèbre "complexe militaro-industriel" le "complexe bureaucratico-professionnel" qui, dans une vaste symbiose, englobe d'abord des chercheurs dans les universités et instituts, ensuite les spécialistes de la bureaucratie fédérale qui sont en contact permanent avec leurs homologues au niveau des Etats, et enfin les experts qui travaillent soit pour des groupes de pression soit pour des parlementaires fédéraux. Selon Beer, ce "complexe bureaucratico-professionnel" à tendance centralisatrice est devenu la source principale d'innovation aux Etats-Unis (Beer, 1973, pp.77-80).

Inutile de dire que la scientification progressive de la politique donne lieu à des appréciations fort divergentes. Les pessimistes s'adonnent à la vision cauchemardesque d'un avenir où une technocratie incontrôlable impose ses finalités aux citoyens désarmés et manipulés. Les optimistes, par contre, rêvent d'un "Consultative Commonwealth" où les sciences, notamment les sciences sociales, toujours plus riches en connaissances utiles, contribueraient à éclairer les décisions publiques et privées tout en sauvegardant les valeurs démocratiques (Eulau, 1973, pp.169-191).

Cet article, loin de vouloir explorer l'ensemble de la problématique, se propose de fournir des éléments d'information sur les experts au service de l'administration fédérale suisse, qui sont groupés dans les "commissions extra-parlementaires". Seront présentées ensuite quelques réflexions sur le rôle de ces experts et l'articulation des rapports entre experts scientifiques et politiciens, réflexions qui essayeront de combiner des constatations empiriques avec une perspective normative.

1. LES COMMISSIONS EXTRA-PARLEMENTAIRES

Pour se faire une idée de l'importance qu'a prise la scientification de la politique au niveau fédéral suisse, on devrait disposer de trois ensembles de données portant sur : a) les capacités analytiques et scientifiques disponibles à l'intérieur même de l'administration fédérale, b) le nombre et le coût des recherches confiées par l'administration fédérale à des instituts universitaires ou privés, et c) les "commissions extra-parlementaires" qui sont souvent appelées à fournir des connaissances scientifiques à l'administration fédérale et à préparer des décisions politiques.

En ce qui concerne les capacités analytiques et scientifiques de l'administration fédérale, nous possédons peu de connaissances systématiques (2). Toutefois, il importe de mettre en relief une caractéristique fondamentale de cette administration : c'est sa taille réduite par rapport aux administrations centrales d'autres pays. Mis à part les PTT, les CFF et les régies, les sept départements fédéraux (que nous appellerons "administration ministérielle") n'emploient que 32'000 fonctionnaires en 1976, dont presque la moitié dans le département militaire. Plusieurs techniques ont permis à l'administration ministérielle de garder sa dimension réduite, notamment la délégation de tâches administratives aux cantons et à des organisations professionnelles. Or, ces techniques étant insuffisantes, l'administration a eu recours de plus en plus fréquemment soit aux recherches mandatées, soit aux commissions extra-parlementaires, ce vaste ensemble d'experts dont le mandat est limité dans le temps et qui travaillent à temps partiel. Vu le mode d'emploi de ce personnel, nous proposons d'appeler ces commissions "l'administration de milice". Son importance est considérable car c'est en son sein que se déroule l'essentiel du "processus législatif pré-parlementaire", c'est-à-dire la recherche des compromis et solutions politiques dans le système de concordance suisse (3). Notons encore que le recours à des experts et des instituts de recherches à

l'extérieur de l'administration centrale n'est pas propre à la Suisse. À des degrés variables, on rencontre ce phénomène dans d'autres pays, notamment aux Etats-Unis (Guttman, Willner, 1976).

La mobilisation du savoir scientifique extérieur par l'administration ministérielle est peu connue en Suisse. À notre connaissance, aucune étude n'existe sur l'importance des recherches mandatées (4). Quant aux commissions extra-parlementaires, la situation n'est pas meilleure : on ne connaît même pas approximativement leur nombre, ni celui des experts qu'elles englobent. Au début des années 70, des documents officiels ont chiffré le nombre de ces commissions à "plus de 200" (5), cette estimation étant manifestement trop basse par rapport à la déclaration de Rudolf Bieri, directeur de la division des finances, qui a évoqué "plus de 400" commissions en 1972. Et en juin 1973, le conseiller national Karl Ketterer a parlé de "367 commissions avec plusieurs milliers d'experts et pseudo-experts" (6). Notons que jusqu'à présent une seule étude, de caractère juridique, a été consacrée aux commissions extra-parlementaires dans leur ensemble (Arnold, 1969).

Le fonctionnement de cette administration de milice n'a pas manqué de susciter des critiques, qui ont relevé la coordination insuffisante entre commissions et unités administratives, l'imprécision fréquente des cahiers de charges et surtout l'absence d'un contrôle efficace du gouvernement sur ces commissions. Répondant à ces critiques, le Conseil fédéral a édicté le 6 mai 1970 des "Directives concernant la procédure préliminaire en matière de législation" (7). Elles exigent que toute institution d'une commission d'experts chargée d'élaborer un projet de loi soit portée à la connaissance du Conseil fédéral, et réservent à ce dernier le droit d'en déterminer la composition. Complétant les normes de mai 1970, le Conseil fédéral a mis en vigueur le 3 juillet 1974 les "Directives touchant l'institution et le mode de travail des commissions extra-parlementaires ainsi que la surveillance à exercer sur elles", dont les buts sont les suivants :

- créer une base légale unique pour l'institution de commissions extra-parlementaires;
- garantir que les travaux des commissions extra-parlementaires seront accomplis de manière rationnelle;
- favoriser la collaboration entre les commissions et les services qui les ont mandatées;
- permettre d'acquérir une vue d'ensemble sur toutes les activités des commissions extra-parlementaires (8).

Les Directives du 3 juillet 1974 divisent les commissions extra-parlementaires selon leur compétence formelle et selon leur caractère scientifique. La première distinction qui en résulte oppose les commissions de l'administration (Verwaltungskommissionen) "chargées exclusivement de travaux de préparation", aux commissions des autorités (Behördenkommissionen) qui elles, sont "habilitées à prendre des décisions". La deuxième distinction sépare les commissions qui sont instituées "lorsque le gouvernement ou l'administration veulent connaître l'opinion des divers milieux et groupements d'intérêts du pays", de celles qui sont "chargées d'exécuter les travaux de caractère scientifique". Voici donc une dichotomie nette entre "experts politiques" et "experts scientifiques". Notons que selon les Directives, les seules commissions de l'administration se subdivisent en commissions politiques et scientifiques. On n'a pas prévu de "commissions scientifiques des autorités" qui pourraient directement transformer des connaissances scientifiques en décisions.

Les deux distinctions juridiques que nous venons de mentionner risquent de ne pas être très réalistes. Il est connu que les commissions de l'administration, "politiques" ou "scientifiques", en arrivent assez souvent à des conclusions que ni le gouvernement, ni le parlement ne peuvent renverser par la suite, car c'est en leur sein que se forgent les compromis entre les groupes d'intérêts concernés. En cas de remise en cause d'un tel compromis par les instances politiques suprêmes, le groupe lésé pourrait déclencher une campagne référendaire adverse et créer des complications que le gouvernement veut éviter. Il s'ensuit que la différence entre une commission de l'administration et une commission des autorités est, en règle générale, plutôt graduelle que catégorique. De même, la différence entre commissions "politiques" et "scientifiques" est loin d'être claire et nette. "La science" joue, de toute vraisemblance, un rôle aussi important dans les commissions appelées à sonder "l'opinion des divers milieux et groupements d'intérêts" que dans les commissions dites scientifiques. "La politique", par contre, se manifeste aussi dans les commissions scientifiques. Toute organisation professionnelle qui se respecte est bien sûr capable de mobiliser des scientifiques, des professeurs d'université par exemple, pour défendre ses intérêts. Et les représentants de ces organisations ont normalement une formation scientifique très poussée et savent s'exprimer dans le langage de la science. B.A. Jenny a révélé que la CIBA, un des antagonistes dans l'affaire de la sucrerie d'Ems, avait réussi à imposer un des siens comme expert-chimiste de la Confédération

(Jenny, 1966, pp.19 et 37-40). Par là, nous ne voulons pas affirmer que tous les experts scientifiques défendent des intérêts particuliers, mais il nous semble que la ligne de démarcation entre la science et la politique est suffisamment floue pour permettre une interpénétration des deux : la science, tantôt enjeu de la politique et tantôt son inspiratrice, finit souvent par s'avérer instrument de la lutte politique.

2. LES COMMISSIONS CRÉÉES DE 1974 A 1976 (9)

Comme nous l'avons vu, les Directives du 3 juillet 1974 se proposent d'acquérir "une vue d'ensemble" du commissarialisme fédéral. Pour ce faire, elles chargent les secrétariats généraux des départements de tenir la liste de toutes les commissions mises sur pied par leur département, et de faire parvenir chaque année à la Chancellerie fédérale l'état des commissions nouvellement instituées. Notons que la Chancellerie a été érigée en organe de coordination et d'état-major du gouvernement par une réforme de 1968.

Cependant, cette "vue d'ensemble" n'a pas encore pu être réalisée jusqu'à présent. Il est vrai que la Chancellerie a établi des listes sur les commissions créées depuis 1970, mais les listes des années 1970 à 1973 incluent quelques commissions composées exclusivement de fonctionnaires et donc non soumises aux Directives du 3 juillet 1974. En outre, des listes, plus ou moins complètes, sur les commissions dissoutes n'existent qu'à partir de 1974, et elles n'énumèrent pas les membres de ces commissions. Aucune liste n'existe sur les commissions instituées avant 1970. Résumant les listes de la Chancellerie, le tableau I indique le nombre des commissions créées depuis 1970 et celui de leurs sièges. L'augmentation nette du nombre des commissions est montrée dans le tableau II. Celui-ci porte sur les années 1974-76 et tient compte des dissolutions (10).

Tableau I

Les commissions créées de 1970 à 1976

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	Total 70/76
Commissions avec 15 sièges ou moins	7	15	22	23	16	24	19	126
Commissions avec plus de 15 sièges	4	17	16	15	10	6	7	75
Total des commissions créées	11	32	38	38	26	30	26	201
Nombre de sièges dans ces commissions	149	540	565	601	400	331	319	2 905

Une des intentions des Directives de 1974 est de freiner la croissance du commissionnalisme en réduisant les nouvelles créations au strict minimum, en confiant des mandats qui se situent dans le même domaine à une seule commission, et en dissolvant sans délai les commissions ayant accompli leur travail. En effet, le tableau I fait ressortir une certaine modération dans la création de nouvelles commissions à partir de 1974. En revanche, la croissance nette de 45 unités dans les seules années 1974 à 1976 (tableau II) reste impressionnante. Un contrôle efficace des commissions extra-parlementaires ne semble guère réalisable si elles continuent à se multiplier à ce rythme.

Tableau II
Institutions et dissolutions de commissions 1974/76

	Nombre de commissions créées	Nombre de commissions dissoutes	Augmentation nette
1974	26	14	12
1975	30	14	16
1976	26	9	17
Total 74/76	82	37	45

Dans les paragraphes qui suivent, nous n'analyserons que les 82 commissions créées de 1974 à 1976. Elles comprennent au total 1050 sièges qui sont répartis entre 859 experts. Peut-être ces 82 unités ne sont-elles pas entièrement représentatives de l'ensemble des commissions, mais elles permettent toutefois de se faire une idée plus précise du commissionnalisme fédéral.

Il est significatif que 66 de ces commissions (ou 81%) soient rattachées à trois départements seulement (Intérieur, Economie publique, Justice et Police), en l'occurrence ceux qui déploient la plus grande activité législative. Quant à la taille des commissions, les Directives prévoient une limite supérieure de 25 membres pour les commissions "politiques", et de 15 membres pour les commissions "scientifiques". Or, la moyenne se situe à 12,9 membres et le mode à 7-9 membres; 50% des sièges reviennent à des commissions qui comptent 15 membres ou moins, 59 commissions (ou 72%) ayant 15 membres ou moins. Suyvant la logique des Directives, peut-on postuler que plus petite est la taille d'une commission, plus son caractère scientifique est affirmé ? Sans vouloir souscrire à une interprétation aussi audacieuse des chiffres, force est de constater que l'élément scientifique est bien représenté dans les 82 commissions : 43% des membres et 54% des présidents sont porteurs d'un titre de docteur; 10% des membres et 6% des présidents sont professeurs d'université. Ajoutons encore qu'il ne nous est pas possible d'indiquer le domaine de spécialisation de ce personnel

scientifique, vu les données incomplètes à notre disposition. Toutefois, il est probable que la formation juridique est prépondérante.

Sur 82 commissions, six comptent plus de 25 membres, dont la commission chargée de préparer une révision totale de la Constitution fédérale, avec 48 membres. Elle est la seule à être présidée par un conseiller fédéral. Au total, 55 commissions (ou 67%) ont à leur tête un fonctionnaire fédéral. Soucieuses de munir les commissions d'un secrétariat suffisant, les Directives prescrivent à l'administration ministérielle de mettre à leur disposition les ressources nécessaires. La responsabilité de secrétariat pour 72 commissions est en effet assumée par l'administration. On a l'impression que l'encadrement des commissions par l'administration a été renforcé sous le régime des Directives de 1974.

L'administration de milice est confrontée à un dilemme fondamental qui se reflète dans les Directives. D'un côté, il faut non seulement assurer une qualification professionnelle adéquate de cette armée d'experts, mais encore exiger une disponibilité suffisante des experts, afin qu'ils puissent effectuer leur travail. De l'autre côté, une coordination entre les multiples commissions est nécessaire si l'on veut réaliser une certaine cohérence des résultats. Traditionnellement, on a essayé de satisfaire cette exigence de coordination en attribuant plusieurs mandats aux mêmes experts qui travaillent simultanément dans différentes commissions. Ce système de cumul de rôles a produit une catégorie de multi-experts qui sont d'autant plus indispensables qu'ils répondent à des besoins politiques. Les processus de bargaining et de log-rolling exigent que les concessions faites dans une commission puissent être compensées par des avantages obtenus dans une autre, ce qui n'est possible qu'à la condition qu'il existe un nombre relativement restreint d'acteurs principaux. Notons encore qu'en Suisse, on justifie souvent les cumuls de rôle en arguant que dans un petit pays les hommes de talent sont peu nombreux.

L'impératif de la disponibilité de l'expert et les nécessités de la coordination et du bargaining risquent d'entrer en conflit. Plus un expert cumule de mandats, plus sa disponibilité pour le travail exigé diminue. Sa surcharge est d'autant plus accusée qu'il exerce sa fonction d'expert à temps partiel et doit se vouer encore à sa profession principale.

Le tableau III essaie de quantifier les cumuls dans les 82 commissions. Il en ressort que 16% du personnel de ces commissions (au total 137 experts) cumulent deux mandats ou plus.

Tableau III

Les cumuls de mandats dans les commissions créées de 1974 à 1976

	Ont détenu :						
	1 siè.	2 siè.	3 siè.	4 siè.	5 siè.	6 siè.	Total
Nombre de personnes	722	101	24	7	4	1	859
				7	4	1	137
en %	84	11.8	2.8	0.8	0.5	0.1	100
				0.8	0.5	0.1	16%

Nombre total des sièges : 1050

Si on analysait l'ensemble des commissions, on arriverait probablement à un pourcentage beaucoup plus élevé de cumuls. Cette spéculation se fonde sur deux hypothèses : a) Si les besoins de coordination et de bargaining impliquent un nombre limité d'acteurs principaux (11), il s'ensuit que, plus nombreuses sont les commissions, plus élevé est le pourcentage des cumuls. Or, si on prend en considération l'ensemble des commissions, leur pourcentage de cumuls dépasse celui d'une fraction des commissions. b) Les 82 commissions ont été créées sous le régime des Directives de 1974 qui insistent sur la disponibilité du personnel des commissions : "Il importe en outre que les membres d'une commission puissent se libérer de leurs obligations habituelles pour exécuter les travaux de la commission". Cette clause a eu éventuellement un effet "anticumul".

Ceux qui cumulent des mandats de commission sont probablement des acteurs importants et mériteraient une analyse approfondie que nous ne pouvons pas faire ici, faute d'informations suffisantes. Notons toutefois que sur 137 membres cumulant des mandats, 42 sont des fonctionnaires fédéraux.

Il nous reste à examiner un dernier problème, celui de la représentativité des commissions. Les Directives exigent en effet "que les différentes régions du pays, les groupes linguistiques, les sexes, les diverses classes d'âge et les groupements d'intérêts y soient équitablement représentés". Il convient de souligner que cette exigence ne concerne que les commissions "politiques", à l'exclusion de celles "chargées de travaux purement scientifiques". Ceci explique d'ailleurs la règle selon laquelle les commissions "politiques" comprennent généralement plus de membres que les commissions "scientifiques".

Notre analyse sur la composition des commissions, qui ne distingue pas entre commissions "politiques" et "scientifiques", confirme grosso modo les tendances générales révélées par U. Klöti pour les hauts fonctionnaires de l'administration fédérale (Klöti, 1972). La proportionnalité linguistique est rigoureusement respectée (75% d'alémaniques dans les commissions et 77% dans la population suisse). Les régions urbaines (12), surreprésentées, n'englobent que 47% de la population, mais fournissent 90% des présidents et 80% des membres de ces commissions. L'agglomération de Berne à elle seule pourvoit 65% des présidences et 29% des sièges de membre, ce qui reflète que dans la plupart des cas (55 sur 82), la présidence de la commission est assurée par un fonctionnaire fédéral. Quant aux femmes, leur présence dans l'administration de milice est purement symbolique : elles détiennent 7% des sièges de membre et une seule présidence.

Le tableau IV présente la répartition des sièges entre différentes catégories d'acteurs dont certaines ont été discutées plus haut. La répartition des membres selon leur orientation partisane ne ressort pas des listes fournies par la Chancellerie fédérale, mais les chiffres du tableau IV permettent tout de même une inférence indirecte sur ce point. De toute façon, la "formule magique" telle qu'elle est appliquée pour la composition du Conseil fédéral, n'est pas reproduite sur le plan de l'administration de milice. Cette formule accorde à chacun des partis radical, chrétien-démocrate et social-démocrate, deux sièges, et à l'UDC un siège dans le gouvernement. Selon le tableau IV, la présence de la gauche social-démocrate est beaucoup plus faible dans les commissions extra-parlementaires que dans le Conseil fédéral. Les syndicats n'occupent que 4% des sièges de membre et ne détiennent aucune présidence. Il est fort probable que le personnel à orientation socialiste n'occupe qu'une place négligeable dans les autres catégories évoquées par le tableau IV. Ceci est particulièrement vrai en ce qui concerne la catégorie des "représentants de la Confédération". Comme Klöti l'a démontré, la "formule magique" ne s'applique pas à la haute administration fédérale non plus, et les grands commis à orientation socialiste y sont très rares.

Tableau IV

Composition des commissions créées de 1974 à 1976

	Nombre de sièges/ membre	en %	Nombre de sièges/ président	en %
Représentants de la Confédération	248	25	55	67
Représentants des cantons	180	20	12	15
Représentants du patronat	161	17	4	5
Représentants des syndicats	44	4	0	0
Professeurs d'université	91	10	5	6
Représentants des agriculteurs	10	1	0	0
Divers groupes de pression	146	15	2	2
Non identifiables	88	8	4	5
Total	968	100	82	100

Nombre total des sièges : 1050

3. LES TROIS MODELES DE JÜRGEN HABERMAS

Nous avons décrit sommairement quelques aspects de cette administration de milice qui est appelée simultanément à refléter l'opinion des différents intérêts organisés et milieux politiques du pays, à élaborer les formules de compromis pour les innovations envisagées, et à introduire dans les processus décisionnels le savoir technique et scientifique exigé par la complexité des problèmes. C'est précisément cette interaction entre scientifiques et politiciens qui nous préoccupera dans les paragraphes qui suivent. Inutile de souligner que nos réflexions ont un caractère provisoire et exploratoire, vu la pénurie d'informations systématiques sur le sujet.

Jürgen Habermas a élaboré trois modèles présentant chacun un type particulier de relations entre scientifiques et politiciens (Habermas, 1973, pp.97-132). Il s'agit des modèles décisionniste, technocratique et pragmatique qui sont résumés dans le tableau V lequel a été repris de H.P. Widmaier (Widmaier, 1976, p.120). Ces modèles reflètent différentes positions philosophiques ou épistémologiques et ont donc une nature nettement normative. Ils nous permettent, outre une clarification de la discussion, de classifier quelques cas concrets. Par la suite, ce schéma tripartite sera complété par d'autres typologies et présentations de cas.

3.1 Le modèle décisionniste

Ce modèle peut se réclamer d'ancêtres célèbres dont le juriste allemand Carl Schmitt et surtout le sociologue Max Weber, qui a établi la distinction bien connue entre le Savant et le Politique. Le modèle postule la subordination de l'expert au chef politique ainsi qu'une division du travail claire et nette entre les deux. L'expert fournit des informations objectives et se prononce sur des "lois" ou régularités qui régissent certains phénomènes; il connaît les rapports de cause à effet et les explique au "décideur" politique. Celui-ci fait des jugements de valeur et choisit les buts à poursuivre, ce qui n'a rien à voir avec la science.

Tableau V
Les modèles de Habermas (selon Widmaier)

	Le modèle décisionniste	Le modèle technocratique	Le modèle pragmatique
Rapport fonctionnel entre expert et politicien	séparation	séparation	échanges mutuels et dialectiques. Le public intervient comme troisième interlocuteur.
Hiérarchie	politicien ↓ expert	expert ↓ politicien	expert ↔ politicien dialogue, relations mutuelles
Nature du pouvoir	autocratie	les "contraintes objectives" dominant tout (Sachzwang)	un contrôle démocratique est possible
Rôle du public	acclamations des élites	aucun rôle à jouer. Eventuellement: élection des experts	discussion publique des buts et des moyens
Relation "but/moyen"	- détermination irrationnelle des buts - détermination rationnelle des moyens	maximisation ou optimisation des buts	les buts et moyens sont discutés. Possibilité d'un apprentissage

Dans le modèle décisionniste, la rationalité dans le choix des moyens, assurée par l'expert, va de pair avec l'irrationalité déclarée des positions qu'adopte le politicien par rapport aux valeurs, buts et besoins. "En dernière instance, l'action politique n'a pas un fondement rationnel; elle fait au contraire un choix entre certains ordres de valeurs et certaines croyances religieuses qui sont en concurrence, qui se dispensent des contraintes d'une argumentation et restent inaccessibles aux exigences d'une discussion" (Habermas, 1973. p.99).

Certes, la scientification de la politique a fait des progrès ces dernières décennies. Les nouvelles techniques visant la rationalisation de la décision, les multiples "aides à la décision" (Entscheidungshilfen) ont rétréci de façon appréciable les marges de la décision qui revient au politicien. Mais le "modèle décisionniste élargi" qui tient compte de cette évolution, postule l'existence d'un résidu d'incertitude et de risque qui échappera toujours à une forme quelconque d'analyse contraignante. Cela revient donc à un décisionnisme "purifié" qui émerge de l'application des nouvelles stratégies et techniques de décision.

On ne peut guère affirmer que le modèle décisionniste est lié par nécessité à la position épistémologique du positivisme. Par contre, il semble évident que le scientifique qui souscrit aux canons positivistes, aboutisse fatallement à ce modèle. En effet, cette épistémologie austère lui impose de s'abstenir de tout jugement de valeur (postulat de la Wertfreiheit) et de se limiter à la production de connaissances nomologiques : il est censé élaborer des hypothèses et les soumettre, par des tests systématiques, au risque de la réfutation. Seules les hypothèses ayant survécu à ces tests peuvent être mises à la disposition du politicien pour orienter son action. Cette optique réduit considérablement le rôle de l'expert, surtout celui des sciences sociales. Les hypothèses "vérifiées" qui concernent des relations de cause à effet, en sciences sociales, sont peu nombreuses, de portée habituellement limitée, et ne touchent que rarement des problèmes intéressant le politicien. A la limite, elles peuvent orienter des politiques du type "incrémentaliste", mais les problèmes de grande complexité, toujours plus fréquents, leur échappent. En réalité, on constate que les experts en sciences sociales ne s'imposent que rarement la rigueur positiviste face à la politique. Ils vendent le plus souvent autre chose que des connaissances nomologiques à leurs clients-politiciens : descriptions, hypothèses, estimations, évaluations, intuitions, idéologies, systèmes conceptuels, même parfois des mystifications. Peter Noll a en effet remarqué qu'une expertise sans jugement de valeur risque de n'avoir aucun impact sur la politique (13).

Le modèle décisionniste, si séduisant qu'il soit, comporte des faiblesses, à la fois sur le plan normatif et sur celui de la description des faits. Le "volontarisme de l'irrationnel" (14) qu'il implique nous paraît peu satisfaisant. Ce modèle suppose que les chefs politiques connaissent d'une manière précise leurs propres ordres de préférences, leurs hiérarchies de valeurs et les buts qu'ils veulent poursuivre. Il suppose encore qu'ils disposent du temps nécessaire et des connaissances suffisantes pour assimiler les conclusions des scientifiques et en évaluer la portée. Il suppose enfin que les scientifiques se contentent en règle générale d'un rôle subordonné et auxiliaire. Ces trois suppositions risquent souvent d'être peu réalistes.

3.2 Le modèle technocratique

Le modèle technocratique qui prétend corriger les insuffisances du modèle précédent, maintient la stricte séparation entre l'expert et le politicien, mais en inverse la relation : c'est l'expert-technocrate qui domine le politicien réduit au rang d'un simple figurant. D'après ce modèle, les contraintes objectives (Sachzwang) sont devenues si nombreuses qu'il n'y a plus de place pour des décisions politiques. Seul l'expert réussit, grâce à des techniques sophistiquées, à analyser et à comprendre ces contraintes et à en déduire les mesures à prendre. Pour tout problème il existe une solution optimale ("one best way"). C'est l'expert qui la découvre et la porte à la connaissance du politicien. Celui-ci donne sa bénédiction à ce qui est de toute façon inévitable.

Le modèle technocratique s'insère dans un courant de pensée qui remonte à Bacon et Saint-Simon et a trouvé une formulation récente chez le Français Jacques Ellul (Ellul, 1954, pp.231-242) et l'Allemand Helmut Schelsky (Schelsky, 1961). Son attrait était particulièrement grand dans les années 50 et 60, époque qui a donné naissance au débat sur "la fin des idéologies". Habermas n'est pas le seul à critiquer ce modèle et sa présupposition : une "contrainte immanente au progrès technique". Nulle technique de décision, aussi sophistiquée qu'elle soit, ne peut complètement éliminer les résidus d'incertitude; aucune ne peut résoudre le problème des valeurs opposées et des besoins et intérêts en conflit. Jean Meynaud a lui aussi critiqué sévèrement ce qu'il appelle "l'idéologie technocratique" (Meynaud, 1960, pp.49 et ss; Meynaud, 1964, pp. 186 et ss.).

3.3 Le modèle pragmatique

Ni le modèle décisionniste dans sa version originale ou "purifiée", ni le modèle technocratique ne peuvent nous satisfaire, car leurs implications normatives sont problématiques et la description des faits qu'ils contiennent n'est pas toujours très réaliste. Les deux sont irrespectueux des valeurs démocratiques. Dans le modèle technocratique, la réduction de la politique à l'administration rationnelle implique le sacrifice de toute forme de démocratie. Et dans le modèle décisionniste, le processus démocratique "revient en dernière instance à un procédé acclamatoire bien réglé en faveur de certaines élites appelées alternativement au pouvoir" (Habermas, 1973, p.108).

Refusant à la fois le décisionnisme et la technocratie, Jürgen Habermas nous propose le modèle pragmatique qui essaie de réconcilier technique et démocratie. Dans ce modèle, le rapport entre l'expert et le politicien n'est pas celui de la domination ou de la subordination, mais celui d'une inter-relation critique et dialectique. La stricte séparation fait place à un dialogue qui porte non seulement sur les techniques, stratégies et moyens, mais aussi sur les besoins, valeurs et buts.

"C'est ainsi que, d'un côté, le développement de techniques et de stratégies nouvelles se trouve orienté à partir de l'horizon explicite des besoins et des interprétations historiquement déterminées de ces besoins, c'est-à-dire en fonction de certains systèmes de valeurs; et ces intérêts sociaux dont les systèmes de valeurs sont le reflet font, de leur côté, l'objet d'un contrôle qui les confronte avec les possibilités techniques et les moyens stratégiques qu'il faut mettre en oeuvre pour les satisfaire. Ils se trouvent donc pour une part confirmés, pour une part récusés, ou articulés et reformulés en termes nouveaux, voire dépouillés de leur caractère d'obligation idéalisé par l'idéologie" (Habermas, 1973, p.107).

Dans le modèle pragmatique, le dialogue entre l'expert et le politicien ne se déroule pas en vase clos, mais en public. C'est l'opinion publique (die politisch fungierende Öffentlichkeit) qui intervient comme troisième interlocuteur. Les citoyens, suffisamment instruits, participent donc à la discussion qui stimule des processus d'apprentissage réciproques au sein des trois groupes d'acteurs.

La réalisation du modèle pragmatique n'est pas chose facile. Nous n'en signalerons que deux obstacles : d'une part, les politiciens et citoyens doivent être suffisamment instruits et disponibles pour participer au débat ; d'autre part, si les experts veulent communiquer avec des laïcs, ils doivent d'abord traduire et vulgariser leurs messages. C'est Jean Meynaud, qui nous met en garde contre un optimisme trop grand en ce qui concerne les chances d'une réconciliation entre technique et démocratie (Meynaud, 1964, p.283).

3.4. Les trois modèles comme typologie

Aucun des trois modèles de Habermas ne comporte de description des faits valable pour l'ensemble des interactions entre experts et politiciens. Mais chacun a une valeur descriptive qui permet de saisir au moins une partie de la réalité. On peut donc les concevoir comme une typologie qui sert à classifier des cas d'interactions. Il est vrai que les cas "purs" sont rares, et la plupart des processus d'interactions combinent des éléments qui caractérisent à la fois deux ou même trois des modèles de Habermas. Cependant, une classification reste concevable si elle s'opère selon la caractéristique dominante des cas. En Suisse, les cas étudiés relatifs à notre sujet sont peu nombreux et beaucoup de travail reste à faire. Afin d'illustrer une démarche que l'on pourrait encore poursuivre d'une manière plus approfondie, nous allons essayer, dans les lignes qui viennent, d'évoquer quelques cas et de les ranger dans la typologie tripartite.

On a l'impression que la situation en Suisse oscille en général entre les pôles décisionniste et technocratique. Les instances politiques suprêmes, le gouvernement et le parlement, étant plutôt faibles, peu de contrôle est exercé sur les bureaucrates et experts, et leurs avis sont souvent transformés directement en décisions. Un parlement de milice, donc non-professionnel, ainsi que la surcharge notoire des ministres, dont le nombre est fixé à sept par la Constitution, renforcent certainement cette tendance. Par ailleurs, la brutalité avec laquelle des pressions particulières peuvent s'exprimer grâce aux institutions référendaires, introduit souvent le mode décisionniste dans la politique suisse. Une menace de référendum, proférée par un groupe non satisfait d'un compromis élaboré dans un long processus de délibération, peut effacer d'un seul coup l'argumentation subtile des experts, aussi "rationnelle" ou "scientifique" qu'elle soit. Un vote négatif du peuple lors d'un référendum en-

fin, oblige à recommencer tout le processus décisionnel, et ceci sur la base d'une grande incertitude quant à la "volonté souveraine du peuple" : les verdicts populaires sont difficiles à interpréter et ressemblent souvent, dans leur ambiguïté, à l'oracle de Delphé.

Dans la catégorie des "cas décisionnistes", on peut d'abord situer les processus où l'apport des techniciens et scientifiques est lui-même défectueux et, de ce fait, produit une impasse dont la sortie doit nécessairement revêtir un caractère arbitraire. L'"affaire des Mirages" de 1964 en fournit une illustration. Lors de l'acquisition de l'avion de combat Mirage III S, d'énormes frais supplémentaires par rapport aux prévisions ont amené le parlement à réduire la commande d'avions de 100 à 57 unités, décision qui ne peut se prévaloir d'une quelconque rationalité militaire (Urio, 1972, p.220). - D'autres "cas décisionnistes" s'expliquent par de fortes pressions exercées sur les décideurs. En 1964, les chiropraticiens ont été reconnus comme égaux aux médecins officiels face aux assurances-maladie, bien que la plupart des politiciens et experts aient été initialement contre cette solution. En effet, une menace référendaire massive sous forme d'une pétition réunissant 400'000 signatures est intervenue tout à la fin d'un très long processus décisionnel et l'a emporté (Kocher, 1972, pp. 71-76, 186-195). - De 1966 à 1972, des experts ont évalué différents avions de combat, notamment les types Corsair et Mirage-Milan, opération qui a coûté entre 20 et 30 millions de francs. Sous prétexte de difficultés budgétaires, le gouvernement a finalement décidé de n'acheter aucun des types évalués. Des pressions diplomatiques françaises ont probablement joué un rôle dans cette affaire, car les experts préféraient le Corsair américain.

Dans une étude récente sur les réformes de l'assurance vieillesse et survivants (AVS) depuis 1948, Silvio Borner et Jürg Sommer nous fournissent un exemple dont beaucoup d'aspects peuvent être classés sans hésitation dans la catégorie "technocratique" de notre typologie (Borner, Sommer, 1977, pp.235-275). Au centre du processus se trouve la commission de l'AVS avec ses 50 membres. Pratiquant un "pluralisme restreint", elle regroupe en son sein tous les intérêts organisés du pays, tout en excluant les représentants des rentiers les plus nécessiteux. La commission travaille en étroite symbiose avec l'Office fédéral des assurances sociales et, la plupart du temps, à l'abri du public. Un expert-mathématicien jouissant de la confiance à la fois du gouvernement et du parlement fournit les estimations et les calculs

pour les différentes réformes. Il se prononce non seulement sur des questions relatives à son propre domaine de spécialisation, mais aussi sur des problèmes économiques en général. Quelques prémisses de ses calculs ne sont pas très explicites : lorsqu'elles sont contestées par un député lui-même expert en matière d'assurance, le parlement, dépassé par la complexité de la matière, ne cherche pas à trancher le fond de la controverse technique, mais "fait confiance" à l'expert officiel. Soupçonné de vouloir démanteler la sécurité sociale en Suisse, le député non-conformiste perdra même son siège aux élections de 1975. Comme le démontrent les deux auteurs, l'évolution ultérieure de l'AVS semble confirmer que l'argumentation du député non-conformiste n'était pas dépourvue de fondement. - La "Commission Hongler" représente un autre exemple "technocratique". En 1967, elle a proposé une importante réforme du gouvernement fédéral, c'est-à-dire la transformation de la Chancellerie fédérale en organe général d'état-major du Conseil fédéral, muni de compétences considérables. La proposition a été réalisée l'année suivante sans qu'un débat parlementaire ait eu lieu. La réforme ne recevra sa base légale que dix ans plus tard (Germann, 1975, pp.172-177).

Les tentatives de réaliser des approximations du modèle pragmatique ne manquent pas en Suisse. Citons en premier lieu la commission pour une conception globale des transports, qui a essayé d'institutionnaliser des échanges fructueux entre experts et politiciens. Elle est composée de deux éléments. D'un côté, un "parlement" avec environ 60 membres, réunit des représentants de différents groupes d'intérêts, des fonctionnaires appartenant à des services concernés, et enfin des personnalités politiques. De l'autre côté, un état-major avec une vingtaine de spécialistes provenant de différentes disciplines, est chargé de réunir les informations nécessaires et d'élaborer des plans. Le tout est coiffé par un comité coordinateur. Dans des réunions régulières, les informations, théories et conceptions des techniciens sont confrontées avec les aspirations et besoins socio-politiques articulés par le "parlement". Crée au début de 1972, cette commission a pratiquement terminé ses travaux et remettra bientôt son rapport final au gouvernement. - Un autre exemple du mode "pragmatique" est constitué par la deuxième commission chargée de préparer une révision totale de la Constitution fédérale (1974-1977), commission que nous avons déjà évoquée (Germann, 1977, pp.419-430). Elle aussi a essayé d'établir le dialogue entre des experts de différentes spécialisations et des hommes politiques. Présidée par un ministre, elle a échappé au risque de travailler

dans un vacuum politique, qui était précisément le problème majeur de la première commission constitutionnelle (1967-1973). Notons que les propositions des deux commissions "pragmatiques" ne sont pas encore entrées dans la phase de la réalisation. Tout jugement final reste donc suspendu.

4. AUTRES TYPOLOGIES

La typologie fondée sur les modèles de Habermas, malgré sa valeur descriptive considérable, ne suffit pas à couvrir l'ensemble des relations entre experts et politiciens. L'économiste Silvio Horner, qui a étudié en détail le comportement des experts du "Council of Economic Advisors" chargé de conseiller le Président des Etats-Unis en matière économique, nous fournit des typologies complémentaires (Horner, 1977). Mentionnons d'abord quatre catégories d'économistes qui définissent les rapports entre la science et la politique, d'une manière que Horner trouve inadéquate (Horner, 1974, pp.2-4).

- "L'économiste dans sa tour d'ivoire". Il considère sa science comme un "art pour l'art" sans rapport avec des besoins socio-politiques. Cherchant la "science pure", il s'intéresse avant tout à l'aspect esthétique et à la cohérence interne de ses modèles et théories. Si la réalité ne correspond pas à ses théories, tant pis pour elle!
- "L'économiste-astronome". Il se considère comme un observateur objectif et neutre, à l'extérieur de la réalité à étudier. Selon lui, ou bien cette réalité est régie par des déterminismes que l'on ne peut influencer, ou bien elle forme une "harmonie naturelle" qu'il ne faut pas perturber. Comme l'astronome qui n'est pas responsable du mouvement des étoiles, "l'économiste-astronome" n'assume pas de responsabilité quant aux conséquences de ses observations, prévisions et explications.
- "L'économiste-technocrate". Il possède des modèles globaux d'action qu'il offre à un fictif "despote bienveillant". Celui-ci est supposé les adopter sans modification et les réaliser sans frais.
- "Le nouvel économiste politique". Il exporte les présuppositions douteuses de son modèle économique (par exemple le "Homo oeconomicus") dans le domaine politique, comme l'a fait Antony Downs dans son Economic Theory of Democracy. En postulant une même rationalité dans l'économie et dans la politique, il croit les réconcilier.

Certes, l'image de ces quatre types d'experts est un peu caricaturale. Ceci n'exclut pas le fait que certaines attitudes observées dans les milieux scientifiques se rapprochent souvent de l'un ou de l'autre.

Borner a choisi deux dimensions pour classifier les experts du "Council of Economic Advisers" : a) leur dépendance par rapport à des orthodoxies scientifiques et idéologiques, b) leur orientation vers des valeurs et objectifs socio-politiques. Les deux dimensions, représentées par des vecteurs orthogonaux, constituent un schéma à quatre cellules dont chacune est réservée à un type particulier d'experts (tableau VI) (15).

La deuxième typologie de Borner recoupe partiellement celle de Habermas. Le "scientifique pur" du type I se sentirait bien à l'aise dans la constellation du "modèle décisionniste". Et les types III et IV de Borner constituent les pôles d'un continuum qui s'insère au moins en partie dans le "modèle pragmatique". Par contre, Borner n'a pas trouvé de situation "technocratique" dans son étude sur le "Council", et Habermas n'évoque pas le "propagandiste scientifique". En effet, le type II de Borner constitue une catégorie d'experts particulièrement importante, à laquelle Irving Louis Horowitz a consacré une analyse approfondie (16).

Tableau VI

Les quatre types d'experts du "Council of Economic Advisers" selon Borner

Dépendance croissante d'orthodoxies scientifiques et idéologiques	Type I Le scientifique pur dans la tour d'ivoire	Type II Le propagandiste scientifique de la politique gouvernementale
	Type III L'ingénieur social pragmatique	Type IV Le scientifique non-orthodoxe politisé et activiste
Orientation croissante vers des valeurs et objectifs socio-politiques		

Dans la terminologie de Horowitz, le "propagandiste scientifique" de Borner est nommé "Social Science Mandarin". Pour mettre en relief la fonction de cet expert, nous proposons de l'appeler "expert-légitimateur". Il n'exerce pas d'influence sur le processus décisionnel, ni selon le mode "décisionniste" en fournissant des informations ou des connaissances nomologiques, ni selon le mode "technocratique" en déterminant lui-même le contenu de la décision. Bien au contraire, l'expert-légitimateur intervient tout à la fin du processus, pour procurer une justification scientifique à une décision prise antérieurement. Ou bien il anticipe une décision qui sera prise de toute façon et élabore une argumentation à son appui. Il convient de mentionner à cet endroit aussi les nombreuses expertises qui disparaissent sans impact quelconque dans les tiroirs de l'administration. Faire travailler des experts sert souvent de prétexte à justifier l'inaction du gouvernement dans un domaine. Un gouvernement qui ne peut ou ne veut agir, essaie souvent d'apaiser les critiques en disant que "la question est étudiée par des experts".

Dans toutes ces situations, "la science" devient un symbole de légitimation qui confère une dignité supérieure à la décision ou à la non-décision. En effet, le symbole "science" peut rendre une décision plus acceptable pour les hésitants, ou camoufler son caractère politique en créant l'apparence d'une nécessité impérieuse. L'expert-légitimateur s'insère donc dans une longue tradition et prend la succession des savants d'autan : mages, prêtres, augures, astrologues.

Il faut reconnaître que les limites de la catégorie de l'expert-légitimateur sont quelque peu floues, car de nos jours "la science" est toujours revêtue d'un caractère prestigieux, et l'aspect symbolique n'en est jamais complètement absent. Aucun expert ne peut entièrement renoncer à propager ses idées (advocacy function) et il est lié par une certaine loyauté à l'égard de son mandataire politique. Toute insertion de cas concrets dans cette catégorie d'experts doit donc se faire avec prudence et compte tenu de la caractéristique dominante du cas.

Concernant les Etats-Unis, Horowitz cite plusieurs cas, dont le fameux "Camelot Project" et le célèbre "Moynihan Report". Le premier a justifié la mission "contre-insurrectionnelle" de l'armée américaine au Vietnam. Le deuxième, portant sur la "Famille noire", a renforcé des stéréotypes appliqués aux noirs américains et justifié la politique sociale de l'administration Johnson.

Dans le système politique suisse, l'expert-légitimateur occupe une place importante, voire indispensable. La recherche du compromis, dans le régime de concordance, exige l'évacuation d'un maximum de controverses politiques. C'est grâce à l'expert-légitimateur que de nombreuses affaires peuvent être "scientifisées" et, de ce fait, "dé-politisées". Quelques exemples nous en fournissent l'illustration. La question de savoir si les Jésuites sont dangereux pour l'Etat (staatsgefährlich) a été l'objet d'une expertise volumineuse, réalisée en dix ans par un éminent spécialiste du droit constitutionnel (Kägi, 1973). Notons que l'attitude tolérante de cet expert vis-à-vis des Jésuites était connue dès le début et même exprimée dans des publications antérieures. Et à l'époque, la "classe politique" suisse considérait, pratiquement à l'unanimité, les Jésuites comme non dangereux. Dans sa préface, l'expert a souligné l'aspect "pédagogique" de son ouvrage face à la votation populaire de 1973 (abolition des articles constitutionnels concernant les Jésuites et les couvents). - Le "Rapport Huber" de 1971 a justifié le maintien d'un Conseil fédéral composé de sept membres seulement, solution que le gouvernement a toujours défendue avec acharnement (17). - La première commission constitutionnelle (1967-73) a conféré, dans un rapport de 780 pages, une nouvelle dignité scientifique au statu quo constitutionnel (Germann, 1975, pp.19-119). Comme nous l'avons vu, cette attitude sera abandonnée par la deuxième commission constitutionnelle (1974-77). - Borner et Sommer, enfin, signalent trois experts-mathématiciens qui, pour un débat parlementaire, ont confirmé certains calculs d'un projet gouvernemental portant sur l'AVS, calculs qui s'avérèrent faux par la suite (Borner, Sommer, 1977, pp.258-260). Les deux auteurs mentionnent encore une commission d'experts qui a servi de prétexte pour éviter un examen approfondi de l'impact qu'exerce l'AVS sur l'économie nationale (pp.249-256).

5. DERNIERES REMARQUES

Les interactions devenues très nombreuses entre scientifiques et politiciens bénéficient actuellement d'un intérêt accru, car elles provoquent fréquemment un malaise chez les uns et les autres. Les politiciens reprochent aux scientifiques de ne pas offrir de solutions aux problèmes concrets qui se posent en politique. Ou bien ils les soupçonnent de vouloir usurper les leviers de commande, grâce à des connaissances inaccessibles aux laïcs. Les scientifiques de leur côté craignent d'être abusés par des "combines" politiques, ou ils déplorent que leurs conseils ne soient pas suivis.

Ce nouvel intérêt porté à la relation entre la science et la politique se manifeste de façon variable dans plusieurs disciplines. En sociologie, l'école de Weisser en Allemagne a essayé de développer une théorie générale des interactions entre scientifiques et politiciens (wissenschaftliche Politikberatung) (18). En économie, Silvio Horner a effectué des analyses empiriques sur le comportement des économistes appelés à conseiller le gouvernement américain, analyses que nous avons déjà évoquées. Elles aboutissent à des recommandations sur la manière dont l'expert-économiste devrait concevoir son rôle de conseiller gouvernemental. En droit, Peter Noll nous offre une "science de législation" (Gesetzgebungslehre) qui se propose de rationaliser le travail législatif en utilisant des méthodes et techniques nouvelles (Noll, 1973). Notons que la préparation du deuxième projet de loi sur l'aménagement du territoire en Suisse a été inspirée par la doctrine de Noll (19). Dans les pays anglo-saxons, enfin, une nouvelle discipline, la Policy science, s'est créée, qui veut réorienter l'activité scientifique à travers une "révolution scientifique" au sens de Thomas Kuhn. L'ambition de cette école qui se considère comme une "supra-discipline", est d'améliorer les processus du policymaking, en pratiquant une science plus proche des besoins réels de la société (20).

Si louable que soit l'effort d'améliorer le policymaking en transformant la contribution de la science, le problème posé par le "modèle pragmatique" de Habermas reste entier: comment réconcilier la scientification de la politique et les valeurs de la démocratie ? Il ne manque pas de suggestions visant précisément la réalisation de ce modèle. Elles se situent soit au niveau de réformes institutionnelles, soit au niveau d'une déontologie pour experts.

Les réformes institutionnelles proposées concernent notamment l'amélioration de la communication entre experts et politiciens ainsi que la formation, le recrutement et le mode d'emploi des experts. Horner insiste sur un mandat d'expert limité dans le temps et une alternance entre le travail à l'université et au service gouvernemental. En cas de désaccord avec ses mandataires politiques, l'expert devrait toujours avoir la possibilité de reprendre son activité universitaire. Cette solution garantirait une plus grande autonomie de l'expert. On a proposé aussi une mise en concurrence de différentes équipes d'experts, afin d'éviter que certains d'entre eux ne s'arrogent un monopole, et pour institutionaliser la critique de leur travail.

En ce qui concerne l'élaboration d'une déontologie pour experts, on devrait exiger, non une "objectivité", quelconque, mais l'explication des suppositions et jugements de valeurs sur lesquels l'expert fonde son argumentation. Un autre postulat particulièrement important qui devrait figurer dans cette déontologie, est évoqué dans les Directives du 3 juillet 1974. Celles-ci invitent (timidement) les experts à ne pas élaborer une seule solution à l'exclusion de toute alternative : "Lorsque c'est possible ou opportun, une commission de l'administration propose plusieurs solutions ou mentionne dans son rapport les avis exprimés par des minorités".

Raimund E. Germann
Dépt. de Science politique
Université de Genève
1211 Genève 4

Andreas Frutiger
21, Av. des Arpillières
1224 Chêne-Bougeries

NOTES

1. Voir à ce sujet: Hellmut Wollmann, Gerd-Michael Hellstern: Sozialwissenschaftliche Untersuchungsregeln und Wirkungsforschung. Zur Chance kritischer Sozialwissenschaft im Rahmen staatlicher Forschungsaufträge. In: Peter Haungs (éd.): *Res publica, Festschrift für Dolf Sternberger*. Fink Verlag, München, 1977, pp. 96-106.
2. Des informations sur la formation des hauts fonctionnaires fédéraux des années 1938, 1955 et 1969 se trouvent dans: Ulrich Klöti: *Die Chefbeamten der schweizerischen Bundesverwaltung*. Berne, 1972. A propos du savoir technique et scientifique au sein du Département militaire lors de l'acquisition d'un avion de combat, voir: Paolo Urio: *Processus de décision et contrôle démocratique en Suisse*. Genève, 1972, pp. 88ss. et 196ss.
3. Voir à ce sujet: Dusan Sidjanski: Groupes d'intérêt en Suisse. In: *Etudes et recherches*, No 5, Département de Science politique, Genève, 1974, pp. 5-19.
4. Ne citons que deux exemples: la Commission pour une conception globale des transports a dépensé environ 8 millions de francs en six ans (1972-1977) pour des recherches faites à l'extérieur. Dans la même période, le Délégué à l'aménagement du territoire a mandaté des recherches pour environ 5,5 millions.
5. Voir: Bericht und Gesetzesentwurf der Expertenkommission für die Totalrevision des Bundesgesetzes über die Organisation der Bundesverwaltung. Septembre 1971, p. 39; Bericht des Bundesrates an die Bundesversammlung über seine Geschäftsführung im Jahre 1972 (28.2.1973), p. 1.
6. Neue Zürcher Zeitung, 20.6.1973, p. 23.
7. Feuille Fédérale, 1970, I 1002.

8. Directives du 3.7.74, chiffre 11
9. Les indications statistiques pour ce chapitre ont été préparées par M. Andréas Frutiger dans le cadre d'un séminaire de diplôme du Département de Science politique à l'Université de Genève. Nous remercions la Chancellerie fédérale d'avoir mis à notre disposition les listes des commissions extra-parlementaires.
10. Des 37 commissions dissoutes de 1974 à 1976, 7 ont été instituées pendant cette même période, les autres avant.
11. Voir à ce sujet: Fritz W. Scharpf, Bernd Reissert, Fritz Schnabel: *Politikverflechtung: Theorie und Empirie des kooperativen Föderalismus in der Bundesrepublik*. Kronberg/Ts, 1976, notamment pp.55ss. et 218ss.
12. Villes avec 30'000 habitants ou plus.
13. Peter Noll: *Gesetzgebungslehre*. Rororo-studium, no 37, Reinbek, 1973, p.60. A ce sujet, voir aussi: Ulrich Beck: *Objektivität und Normativität. - Die Theorie-Praxis-Debatte in der modernen deutschen und amerikanischen Soziologie*. Rororo-studium, no 62, Reinbek, 1974.
14. Ladmiral: Préface. In: Habermas, op.cit., p.XXiii.
15. cf. Borner: *Stabilitätspolitik* (op.cit.), pp.29-33. Les termes allemands utilisés par Borner sont les suivants:
 - type I: "der weltfremde Professor" im Sinne des entrückten und unbeeinflussbaren Schreibtischgelehrten
 - type II: "der wissenschaftliche Advokat des politischen Establishments" im Sinne des wissenschaftlich getarnten Propagandisten
 - type III: "der pragmatische moderne Fachmann" im Sinne des Sozialingenieurs für die Wirtschaftspolitik
 - type IV: "der unorthodoxe wissenschaftliche Aktivist" im Sinne des engagierten Forschrittspromotors.
16. Irving Louis Horowitz: "Social Science Mandarins: Policymaking as a Political Formula. In: Policy Sciences, vol. 1, no. 3, pp.339-360.
17. Bericht ... über die Organisation der Bundesverwaltung (op.cit.), p.85-108; Germann: *Innovation* (op.cit.), pp.175-176.
18. Voir l'ouvrage principal: Klaus Lompe: *Wissenschaftliche Beratung der Politik. Ein Beitrag zur Theorie anwendender Sozialwissenschaften*. 2ème édition, Göttingen, 1972.
19. Voir: Neue Wege zu besserem Recht. Methodische Grundsätze der Gesetzgebung im Prüfstand. In: Neue Zürcher Zeitung, 26./27.11. 1977, p.33.
20. Ne citons que le seul livre paru en français à ce sujet: Anne Jaumin-Ponsar: *La policy science: une nouvelle école de la décision publique*. Bruylants/Vander, Bruxelles, 1975.

BIBLIOGRAPHIE

- Arnold K. (1969): Verwaltungs- und Regierungstätigkeit durch eidgenössische Kommissionen. Winterthur.
- Beck U. (1974): Objektivität und Normativität.- Die Theorie-Praxis-Debatte in der modernen deutschen und amerikanischen Soziologie. Rororo-studium, no. 62, Reinbek.
- Beer S.H. (1973): The Modernization of American Federalism. In: Publius - The Journal of Federalism, vol. 3, no. 2, pp.49-95.
- Borner S. (1974): Advisory Strategies of the US Council of Economic Advisers, Ronéotypé, St-Gall.
- Borner S. (1975): Wissenschaftliche Oekonomik und politische Aktion. Eine politische Oekonomie der professionellen Beratung der Wirtschaftspolitik. Haupt. Berne.
- Borner S. (1977): Die amerikanische Stabilitätspolitik seit 1946. Strategien und Erfahrungen des Council of Economic Advisers. Haupt. Berne.
- Borner S., Sommer J. (1977): Die AHV als Spielball von Experten und Interessen: Fallstudien zu den AHV-Revisionen 1948-1976. In: Annuaire suisse de science politique, pp.235-275.
- Ellul J. (1954): La technique ou l'enjeu du siècle. Colin, Paris.
- Eulau H. (1973): Skill Revolution and Consultative Commonwealth. ASPA Presidential Address 1972. In: American Political Science Review, vol. 67, no. 1, pp.169-191.
- Germann R.E. (1975): Politische Innovation und Verfassungsreform. Ein Beitrag zur schweizerischen Diskussion über die Totalrevision der Bundesverfassung. Haupt, Berne.
- Germann R.E. (1977): Die Totalrevision der schweizerischen Bundesverfassung: Stand und Chancen. In: Österreichische Zeitschrift für Politikwissenschaft, vol. 6, no. 4, pp.419-430.
- Guttman D., Willner B. (1976): The Shadow Government. The government's multi-billion-dollar giveaway of its decision-making powers to private management consultants, "experts", and Think tanks. Pantheon, New York.
- Habermas J. (1973): La technique et la science comme "idéologie". Traduit de l'allemand et préfacé par Jean-René Ladmiral, Gallimard, Paris.
- Horowitz I.L. (1970): Social Science Mandarins: Policymaking as a Political Formula. In: Policy Sciences, vol. 1, no. 3, pp.339-360.
- Jaumin-Ponsar A. (1975): La policy science: une nouvelle école de la décision publique. Bruylants/Vander, Bruxelles.
- Jenny B.A. (1966): Interessenpolitik und Demokratie in der Schweiz. Dargestellt am Beispiel der Emser Vorlage. Zürich.

- Kägi W. (1973): Gutachten zum Jesuiten- und Klosterartikel der Bundesverfassung. Berne.
- Klöti U. (1972): Die Chefbeamten der schweizerischen Bundesverwaltung. Francke, Berne.
- Kocher G. (1972): Verbandseinfluss auf die Gesetzgebung. 2e édition, Francke, Berne.
- Lompe K. (1972): Wissenschaftliche Beratung der Politik. Ein Beitrag zur Theorie anwendender Sozialwissenschaften. 2e édition, Göttingen.
- Meynaud J. (1960): Technocratie et politique. Lausanne.
- Meynaud J. (1964): La technocratie. Mythe ou réalité? Payot, Paris.
- Noll P. (1973): Gesetzgebungslehre. Rororo-studium, no 37, Reinbek.
- Scharpf F.W., Reissert B., Schnabel F. (1976): Politikverflechtung: Theorie und Empirie des kooperativen Föderalismus in der Bundesrepublik. Scriptor, Kronberg/Ts.
- Schelsky H. (1961): Der Mensch in der wissenschaftlichen Zivilisation. Köln-Opladen.
- Sidjanski D. (1974): Groupes d'intérêt en Suisse. Etudes et recherches No 5, Département de Science politique, Genève.
- Urio P. (1972): Processus de décision et contrôle démocratique en Suisse. Médecine et Hygiène, Genève.
- Weber M. (1959): Le savant et le politique. Introduction par Raymond Aron. Plon, Paris.
- Widmaier H.P. (1976): Sozialpolitik im Wohlfahrtsstaat. Zur Theorie politischer Güter. Rororo-studium no 100, Reinbek.
- Wollmann H., Hellstern G.-M. (1977): Sozialwissenschaftliche Untersuchungsregeln und Wirkungsforschung. Zur Chance kritischer Sozialwissenschaft im Rahmen staatlicher Forschungsaufträge. In: Haungs P. (éd.): Res publica - Festschrift für Dolf Sternberger. Fink, München, pp.96-106.

SOZIALSTRUKTUR, PERSOENLICHKEIT UND BEREICHERUNGSDELINQUENZ

Martin Killias und Heinrich Zwicky

ZUSAMMENFASSUNG

Es gilt - in der Theorie, nicht in der Forschungspraxis - weitgehend als selbstverständlich, dass Delinquenz als komplexe Erscheinung nicht monokausal erklärt werden kann und dass darum verschiedene sozistrukturelle und Persönlichkeitsvariablen in ihrem Zusammenwirken untersucht werden müssen. Im folgenden wird über ein studentisches Forschungsprojekt berichtet, bei welchem soziologische Variablen und Persönlichkeitsmerkmale (die wiederum als soziologisch bedingt verstanden werden) auf ihren Zusammenhang mit Bereicherungsdelinquenz hin untersucht werden, wobei - im Gegensatz zu den sog. Mehr-Faktoren-Ansätzen (z.B. Glueck & Glueck) - eine theoretische Integration der Einzelaspekte versucht wurde. Es zeigte sich dabei, dass bei den verschiedenen Persönlichkeitstypen das Gewicht der untersuchten sozistrukturellen Variablen bei der Delinquenzgenese erheblich variiert. Da die empirische Basis der vorliegenden Untersuchung sehr schmal ist, wurden die Ergebnisse mit den Resultaten anderer Forschungsprojekte verglichen. Es zeigte sich eine sehr weitgehende Uebereinstimmung, wobei der hier vorgestellte Ansatz erlaubt, zahlreiche - zunächst zusammenhangslose oder gar widersprüchliche - Ergebnisse anderer Untersuchungen theoretisch zu integrieren.

RESUME

La théorie (au contraire de la pratique) ne conteste pas que les crimes, phénomènes complexes, ne sont pas expé-
cables par des facteurs isolés et par conséquence qu'il faut examiner comment les structures sociales et les facteurs de la personnalité interagissent. Nous décrivons ici un projet de recherche dont le but est d'examiner comment les différents facteurs sociaux et les caractéristiques de la personnalité sont en relation avec les délits contre les biens. Au contraire des projets de recherche à multiples facteurs (p.ex. Glueck & Glueck), on a essayé ici une intégration théorique de résultats différents. On met en évidence le fait que les dimensions de la structure sociale exercent une influence variable sur la genèse de la

délinquance, dépendant de la structure de personnalité. La base empirique de cette recherche est limitée; par conséquence, il est tenu compte des résultats de recherches comparables, qui offrent une large concordance avec celle-ci. Enfin, la théorie présentée nous permet d'interpréter divers résultats (différents et en partie même contradictoires) en vue d'une théorie sociologique intégrée de la délinquance.

* * *

1. EINLEITUNG*

Die folgenden Ausführungen geben einen Ueberblick über ein Forschungsprojekt, das die Verfasser während der Jahre 1975-77 durchgeführt haben (Zwicky & Killias, 1977). Gegenstand der Untersuchung bildeten die Zusammenhänge zwischen der soziostruktturellen Position und gewissen Persönlichkeitsmerkmalen eines Individuums einerseits und der Bevorzugung delinquenter oder konformer Verhaltensmuster andererseits. Sie beruht auf der Befragung von 37 Insassen der Strafanstalten Regensdorf und Saxerriet sowie auf 17 Interviews mit konformen Unterschichtangehörigen, die W. Obrecht und B. Heintz im Rahmen eines Pretests über den Code der schweizerischen Bevölkerung durchgeführt hatten. Wie bei der Code-Untersuchung, so standen auch bei den Gefangenen-Interviews Variablen im Vordergrund, die Rückschlüsse auf das Realitätsmodell ("Weltbild") und die Werthaltungen (Einstellungen zu Werten und Normen) der Befragten zuliessen.

Eine derartige Untersuchungsanlage impliziert gewisse Vorentscheidungen über die Legitimität und Relevanz bestimmter Fragestellungen innerhalb der Kriminalsoziologie. Wir haben uns für ein integriertes Modell entschieden, das die Ebenen des individuellen Verhaltens und der sozialen Reaktion auf individuelles Verhalten als gegenseitig bedingt auffasst und insofern einen Monopolanspruch von Theorien

* Wir danken der Justizdirektion des Kantons Zürich sowie den Direktionen der Strafanstalten Regensdorf und Saxerriet bestens für die Erlaubnis zur Durchführung der Befragung, sowie Frau L. Pfirter und den Herren K. Hillmann und P. Brenzikofler für die Unterstützung, die sie uns bei der Untersuchung gewährt haben. Herrn W. Obrecht und Frau B. Heintz danken wir für die wissenschaftliche Beratung und für die Erlaubnis, die von ihnen durchgeführten Interviews verwerten zu dürfen.

zurückweist, die die eine oder andere dieser Komponenten thematisieren. Mit Opp (1974, S.254ff.) und Rüther (1975, S.62ff.), die sich um eine solche integrierte Perspektive besonders bemüht haben, betrachten wir den Versuch als gescheitert, die Unterschiede in der Delinquenzbelastung verschiedener sozialer Aggregate *allein* auf die unterschiedliche Intensität der sozialen Kontrolle zurückzuführen zu wollen. So dürften etwa die massive Uebervertretung der Männer gegenüber den Frauen bei der registrierten Kriminalität, die relativ seltene Verurteilung von Fremdarbeitern (Killias, 1977) sowie das Kriminalitätsgefälle zwischen Städten und Dörfern (und auch zwischen verschiedenen Städten im internationalen Vergleich, Clinard, 1978) mit der Variablen "Sozialkontrolle" keineswegs vollständig zu erklären sein. Die Suche nach Theorien, die unterschiedliches Verhalten an sich (und nicht nur die Reaktion hierauf) erklären, erscheint damit nach wie vor sinnvoll, so lange dabei die Relevanz von Definitions- und Reaktionsprozessen nicht übersehen wird.

Obwohl die wesentlichen Aspekte der Delinquenz - die soziostrukturale Ebene, die Sozialisation, die Persönlichkeit und die Reaktion der sozialen Kontrolle - sich gegenseitig bedingen und daher grundsätzlich nicht losgelöst voneinander betrachtet werden können, ist es aus forschungspraktischen Gründen notwendig, im Rahmen einer Untersuchung den einen oder anderen Aspekt in den Vordergrund zu stellen, wobei allerdings die Beschränkungen, die sich hieraus ergeben, bei der Würdigung der Ergebnisse nicht ignoriert werden dürfen. Im Rahmen des vorliegenden Projektes gilt das Hauptinteresse der Frage, in welcher Weise verschiedene Persönlichkeitstypen auf die soziostrukturrellen Bedingungen, mit denen sie konfrontiert sind, reagieren und wie diese somit ihr Verhalten beeinflussen, während die die Persönlichkeit bestimmenden Sozialisationsprozesse und der Einfluss der sozialen Kontrolle nur am Rande gestreift werden können. Mit der relativen Vernachlässigung dieser Aspekte soll jedoch nichts über ihre grundsätzliche Relevanz ausgesagt werden.

Wir gehen im Gegenteil davon aus, dass einerseits die "Etikettierung" eine wichtige Determinante der Delinquenz ist und dass andererseits die Persönlichkeit sozialisiert wird. Insbesondere sind wir der Ansicht, dass die für die Delinquenz relevanten Persönlichkeitsunterschiede nicht genetisch, sondern soziologisch zu erklären sind. Die Berücksichtigung von Persönlichkeitsvariablen soll also dazu dienen, die Wechselwirkung zwischen Persönlichkeitsentwicklung und Sozialstruktur subtiler erfassen zu können. Wir möchten damit gleichzeitig eine Brücke zur Kriminalpsychologie schlagen, die bisher - von wenigen Ausnahmen (wie z.B. Moser, 1970; Stephan, 1976; Danziger/

Jescheck/Egger, 1977) abgesehen - ein von der Kriminalsoziologie weitgehend getrenntes Dasein geführt hat.

Schliesslich ist noch auf eine thematische Einschränkung hinzuweisen. Da im Rahmen unseres Projekts primär die Bedingungen erforscht werden sollten, die delinquentes Verhalten begünstigen, erschien es sinnvoll, sich auf eine empirisch relativ klar abgrenzbare Delinquenzform zu konzentrieren. Wegen ihrer eminenten theoretischen und praktischen Bedeutung fiel die Wahl auf die Bereicherungsdelinquenz. Dieser Begriff deckt sich in etwa mit der strafrechtlichen Definition der Vermögensdelikte, wobei allerdings nicht der für das Opfer resultierende Vermögensschaden - wie beim Begriff der Vermögensdelikte - sondern die Bereicherungstendenz des Täters im Vordergrund steht. Als Bereicherungsdelikt betrachten wir somit - über die Kategorie der Vermögensdelikte hinaus - auch jene Delikte, die um eines Vermögensvorteils willen begangen werden (wie beispielsweise Urkundenfälschung und Steuerdelikte), ohne ein privates Opfer am Vermögen zu schädigen; andererseits vernächlässigen wir Vermögensdelikte, bei denen - wie etwa bei der Sachbeschädigung - die Bereicherungsabsicht nicht im Vordergrund steht. Mit dieser Einschränkung des Gegenstandes der Untersuchung sind zwei Vorteile verbunden: erstens lassen sich damit die theoretisch schwer integrierbaren Delikte gegen Leib und Leben, die Sexualdelikte und die Verkehrsdelikte - um nur die wichtigsten zu nennen - eliminieren und gleichwohl die Hauptmasse der sog. klassischen Kriminalität (1) erfassen; zweitens hatten die meisten Forscher bei ihren theoretischen Erklärungsversuchen vor allem die Bereicherungsdelikte im Auge, so dass sich durch die vorgenommene Einschränkung die Relevanz der bisherigen Erklärungsansätze für unseren Gegenstand eher noch erhöht.

2. SOZIALSTRUKTUR, PERSÖNLICHKEIT UND BEREICHERUNGSDELINQUENZ

Im Rahmen eines Projekts, das u.a. die Zusammenhänge zwischen Sozialstruktur und Delinquenz zum Gegenstand hat, ist es unvermeidlich, kurz aufzuzeigen, wo der eigene Ansatz innerhalb der Generationenfolge von Theorien zu plazieren ist, die mit dem Anomie-Begriff operieren. Dazu soll zunächst eine Abgrenzung von den herkömmlichen anomie-theoretischen Arbeiten in der Kriminalsoziologie versucht werden.

2.1 Zur Verwendung des Anomie-Begriffs in der Kriminalsoziologie

Schon in ihrer ursprünglichen Formulierung (Merton, 1957) weist die Anomietheorie gewisse Schwächen auf (2), die

sich auch bei ihrer empirischen Ueberprüfung ausgewirkt haben. Unbefriedigend ist insbesondere, dass

- aus der Theorie nicht hervorgeht, unter welchen Bedingungen welche Anpassungsform zu erwarten ist;
- zwischen Zielen und Mitteln oft nicht so genau unterschieden werden kann, wie dies in der Anomietheorie vorausgesetzt wird;
- die Annahme eines allen Gesellschaftsmitgliedern gemeinsamen kulturellen Wertes auch in modernen westlichen Gesellschaften nicht uneingeschränkt aufrechterhalten werden kann, sondern - wie spätere Untersuchungen gezeigt haben (vor allem jene von Rodmann (1963 und 1966) und Han (1969)) - differenziert werden muss;
- die Entstehung abweichenden Verhaltens allzu statisch, d.h. zuwenig als (Sozialisations- und/oder Stigmatisierungs-) Prozess begriffen wird.

Die Unvollständigkeit und ungenügende Differenziertheit der Anomietheorie haben bei ihrer empirischen Ueberprüfung zu verschiedenen Schwierigkeiten geführt. Ins Gewicht fällt dabei weniger die Tatsache, dass bei den bisherigen Untersuchungen insgesamt recht widersprüchliche Ergebnisse resultierten (Springer, 1973, S.51; Bohle, 1975, S.204), als die häufig fehlende Konsistenz der überprüften Hypothesen mit der Anomietheorie. So beschränkten sich die meisten der von der Anomietheorie ausgehenden Untersuchungen auf die Prüfung der Hypothese (Springer, 1973, S.51ff.; Bohle, 1975, S.201), dass Delinquenz in der Unterschicht häufiger vorkomme als in der Mittel- und Oberschicht. Diese Hypothese ist aus der Anomietheorie jedoch so lange logisch nicht ableitbar, als nicht geklärt ist,

- unter welche der Merton'schen Kategorien individueller Anpassung Delinquenz tatsächlich fällt (3) und
- unter welchen (in der Anomietheorie nicht genannten) Bedingungen gerade mit dieser (statt mit einer anderen anomischen) Anpassungsform gerechnet werden muss.

Solange eine präzise Explikation der verwendeten Theorie unterbleibt, geht aus empirischen Untersuchungen nicht hervor, welche theoretischen Sätze durch die erhobenen Daten falsifiziert werden. Unter solchen Umständen konnten falsche Hypothesen kaum aus der Diskussion eliminiert werden, und entsprechend dürftig sind denn auch die Ergebnisse der Anomie-Diskussion bisher ausgefallen (Opp, 1974, S.262f. und 143f.).

Trotz dieser Schwächen halten wir die Anomietheorie für einen guten Ausgangspunkt für eine Analyse des Zusammenhangs zwischen Sozialstruktur und individuellem Verhalten,

sofern zusätzliche Randbedingungen, die ihren Präzisionsgrad erhöhen, in die Anomietheorie integriert werden (4). Den Nachteil ihrer ungenügenden Differenziertheit versuchen wir zu überwinden, indem wir sie - einer Anregung Bohle's folgend (Bohle, 1975, S.34) - zunächst anhand der Theorie struktureller und anomischer Spannungen exemplifizieren (5).

2.2 Erweiterung der Anomietheorie anhand der Theorie der strukturellen und anomischen Spannung

Obwohl bei Merton Konformität noch mitproblematisiert war, hat sich bei seinen Nachfolgern das Augenmerk immer mehr auf die Anpassungsform der Innovation bzw. Delinquenz reduziert. So wurde zwar ausgiebig die Frage diskutiert, ob und allenfalls warum Unterschichtangehörige häufiger delinquieren als Angehörige der Mittelschicht; nur selten wurde dagegen diskutiert, welche Mechanismen es der Unterschicht - trotz Anomie-Spannung - erlauben, ein relativ norm-konformes Leben zu führen. Diese Beschränkung der Perspektive und ein entsprechender "wissenschaftlicher Provinzialismus" (Opp, 1974, S.263) bzw. die damit verbundene Reduktion der Anomietheorie auf die Aussage, gesellschaftliche Unterprivilegiertheit erzeuge Delinquenz, die - angesichts der verbreiteten äußerlichen Konformität in der Unterschicht - in dieser simplen Form offensichtlich nicht zutrifft, haben vermutlich nicht wenig zum relativ geringen Ansehen der Kriminalsoziologie bei Praktikern und in der Öffentlichkeit beigetragen und ausserdem die entsprechenden Forschungen selbst um manchen Erkenntnisgewinn gebracht, der bei einer weniger einseitigen Konzentration auf den Forschungsgegenstand "Delinquenz" zu erzielen gewesen wäre.

Wir wollen daher im folgenden der Frage nachgehen, welche Möglichkeiten der sozialen Anpassung unterprivilegierten Gesellschaftsmitgliedern offenstehen, und in welchem Zusammenhang diese zur Delinquenz als sozialer Anpassungsform stehen. Konkret gilt es zu prüfen, welche Hypothesen sich diesbezüglich aus der Theorie der strukturellen und anomischen Spannungen (als Erweiterung der Anomietheorie) ableiten lassen.

2.2.1 Zum Begriff der anomischen Spannung

Merton's Begriff der Anomie geht von einer Spannung zwischen gesamtgesellschaftlich definierten kulturellen Werten und den zu deren Verwirklichung auf der individuellen Ebene zur Verfügung stehenden Mitteln aus. Damit stellt sich die Frage, welcher Wert in der europäisch-amerikanischen

schen Kultur eine zentrale Position einnimmt - oder, noch allgemeiner, ob in westlichen Gesellschaften überhaupt ein gesamtgesellschaftlich verbindlicher kultureller Wert existiert - und in welcher Weise dieser Wert operationalisiert werden kann. Geht man mit Merton davon aus, dass im Westen das Streben nach Erfolg der zentrale Wert sei, so lässt sich dieses Ziel umschreiben als

- Streben nach einem möglichst hohen und ausgeglichenen Status auf den in westlichen Gesellschaften zentralen Statuslinien Beruf, Einkommen und Bildung, wobei
- eine Person in den Augen der Gesellschaft dann als erfolgreich gilt, wenn sie im Laufe ihres Lebens einen höheren Status erreicht als denjenigen, den sie zu Beginn ihres aktiven Lebens innehatte, d.h. wenn es ihr gelungen ist, eine ursprünglich bestehende Rang- oder Ungleichgewichtsspannung abzubauen.

Objektiv wäre eine Person somit dann in einer anomischen Lage, wenn sie

- auf allen drei Statuslinien eine tiefe Position einnimmt (hohe Rangspannung) oder auf einer (oder zwei) derselben ungünstig abschneidet (Ungleichgewichtsspannung), ohne über die notwendigen Mittel zu verfügen, um die Rang- oder Ungleichgewichtsspannung abzubauen, oder wenn sie
- im Laufe ihres Lebens auf allen oder einzelnen Statuslinien einen Statusverlust erleidet, ohne über Mittel zu verfügen, um diesen wettzumachen (6).

Damit nun ein Individuum auf eine Anomie erzeugende Situation auch anomisch reagiert, ist es notwendig, dass es sich der strukturellen Spannung (Rang-, Ungleichgewichts-, im Extremfall auch Unvollständigkeitsspannung) nicht zu entziehen vermag. Dies ist jedoch keineswegs ausgeschlossen. Wie empirische Untersuchungen gezeigt habe, verfügen die Angehörigen unterprivilegierter Schichten über verschiedene, in der jeweiligen Schicht-Subkultur mehr oder weniger vorgegebene Möglichkeiten, um die erfahrene strukturelle Spannung zu verdrängen. So vermochte Han (Wan Sang Han, 1969, S.681ff.) nachzuweisen, dass in westlichen Gesellschaften das beschriebene Aufstiegs- bzw. Erfolgsmuster nicht uneingeschränkt gilt. Zwar fand er auch bei den Angehörigen der Unterschicht ein Streben nach der Spitze der sozialen Pyramide, doch wirkt sich dieses Streben bloss noch als unverbindlicher Wunsch - eine Art Märchenraum - aus. Das, was an Statuserfolg vom einzelnen Unterschichtangehörigen und dessen Umwelt erwartet wird - Han spricht hier von Erwartungen im Gegensatz zu den unverbindlichen Wünschen -, muss demgegenüber als relativ realitätsgerecht bezeichnet werden. Aehnlich fand Rodman

(Rodman, 1963 und 1966, S.678) bei Unterschichtangehörigen eine Tendenz, die gesamtgesellschaftlichen Wertvorstellungen ihren realen Verwirklichungsmöglichkeiten anzupassen, d.h. die Werte soweit zu strecken - Rodman verwendet den Ausdruck "value-stretch" -, dass z.B. bereits ein bescheidenes Mass an sozialem Aufstieg als Lebensorfolg im Sinne des gesamtkulturellen Wertmusters gedeutet werden kann.

2.2.2 Strategien zur Spannungsreduktion

Diese Strategien zur Reduktion des Aspirationsniveaus bezüglich der Statuslinien Beruf, Einkommen und Bildung - kurz: bezüglich des sozialen Status überhaupt - sind zweifellos geeignet, die erfahrene strukturelle Spannung in ihrem subjektiven Bedeutungsgehalt abzuschwächen und damit den Angehörigen unterprivilegierter Schichten ein normkonformes Verhalten zu erleichtern. Es stellt sich damit die Frage, wie diese Reduktion des Aspirationsniveaus zustandekommt.

Wie Hoffmann-Nowotny (1973, S.234ff.) im Rahmen der Zürcher Untersuchung des Fremdarbeiterproblems feststellen konnte, kommt die Reduktion des Aspirationsniveaus bezüglich der zentralen Statuslinien (Beruf, Einkommen, Bildung) vor allem dadurch zustande, dass diese relativiert und mehr oder weniger durch andere Statuslinien substituiert werden (7). Als solche Ersatz-Statuslinien kommen in der Gesamtkultur positiv bewertete Werte in Frage, bei denen die betreffenden Individuen günstigere Aussichten haben, einen hohen Rang einzunehmen. Im vorliegenden Zusammenhang bedeutsam sind vor allem die im folgenden beschriebenen Ersatzwerte.

2.2.1 Normorientierung anstelle von Wertorientierung

Nach Merton (1957, S.286ff.) entsteht Anomie in Gesellschaften, die die kulturellen Werte (z.B. das Erfolgsstreben) stärker betonen als die Einhaltung der Normen und in welchen somit der Zweck die Mittel heiligt, solange nur der erstrebte Erfolg nicht ausbleibt. Daraus folgt, dass in Gesellschaften, die auf die Einhaltung der Normen stärkeres Gewicht legen als auf den schliesslichen Erfolg, wenig Anomie zu erwarten ist.

Während Merton diese Aussage im Hinblick auf die Gesamtgesellschaft formuliert hat, versuchen wir nun, sie auf einzelne Teile der Gesellschaft anzuwenden. Wir vermuten also, dass die Entstehung von Anomie in unterprivilegierten Schichten eingedämmt werden kann, wenn die für diese

Schichten relevante Subkultur das Erfolgsmuster der Gesamtkultur abschwächt und dafür auf die Einhaltung der Normen grösseres Gewicht legt. In der Tat bestehen Indizien dafür, dass sich die Unterschichtkultur durch eine starke Normorientierung und eine relativ schwache Wertorientierung auszeichnet und dass die in ihr lebenden Individuen dementsprechend sozialisiert werden. Wir denken dabei an den in verschiedenen Untersuchungen festgestellten moralischen Rigorismus der Unterschicht, der sich u.a. in einem "sinnlosen", da vom gesellschaftlichen Kontext abstrahierten Beharren auf den gesellschaftlichen Normen auszeichnet und häufig als Autoritarismus gedeutet wurde (8).

Der hier beschriebene Weg zur Spannungsreduktion führt also dazu, dass die Einhaltung der Normen anstelle des Erfolgsmusters zum Lebensziel wird, d.h. der für die meisten Unterschichtangehörigen unerreichbare Wert "Aufstieg" bzw. "Erfolg" wird durch leichter erreichbare und gesamtgesellschaftlich positiv bewertete Werte wie "Ehrlichkeit", "Fleiss", "Sauberkeit", "Ordentlichkeit", "Sittlichkeit" usw. ersetzt. Symptomatisch für eine solche Orientierung sind Spruchweisheiten wie beispielsweise "ehrlich währt am längsten".

2.2.2.2 Konsum als Ersatzwert

Eine weitverbreitete Strategie, die angesichts des unerreichbaren sozialen Aufstiegs entstehende Anomie-Spannung aus dem Bewusstsein zu verbannen, stellt die Substitution des Erfolgsziels durch prestigeverleihende Konsumziele - Autos, Mode, Fernsehen, Wohnungseinrichtung, Freizeitindustrie, Ferienziele u.a. - dar. Wie sich bei der erwähnten Untersuchung des Fremdarbeiterproblems zeigte, ist diese Form der sozialen Anpassung unter unterprivilegierten Schweizern und Ausländern weitverbreitet (Hoffmann-Nowotny, 1973, S.234ff.). Es scheint auch, dass über die Werbung die Angehörigen unterer Schichten stark beeinflusst werden, ihr Interesse von Aufstiegs- auf Konsumziele (als Inbegriff des "Lebensglücks") zu verlagern.

2.2.2.3 Ablenkwerte

Eine wichtige Rolle spielen auch Ablenkwerte wie Hobbies und Freizeitbeschäftigungen aller Art sowie der Rückzug ins Familienleben. Durch die Betonung solcher Werte gelingt es dem Individuum, der im Berufsleben erfahrenen Statusfrustration Relevanz zu entziehen und damit die Anomie-Spannung auf ein erträgliches Mass zu reduzieren. Auch diese Werte dürften in westlichen Gesellschaften

systematisch gefördert und - soweit sie sich mit Konsumzielen in Verbindung bringen lassen - durch Werbung den Angehörigen unterprivilegierter Schichten als Ersatzziele suggeriert werden.

2.2.2.4 Männlichkeit

Als weiterer Ersatzwert kommt für männliche Jugendliche der sog. Männlichkeitskult in Frage, der sich durch die Betonung der körperlichen Tüchtigkeit, des Zärtlichkeitstabus (der "Härte"), der Tapferkeit bzw. der Abenteuerlust und weiterer viriler Werte auszeichnet (Heintz, 1968, S.273f.). Wem diese Form der Anpassung gelingt, kann wenigstens in der entsprechenden Umgebung mit einem hohen Sozialprestige rechnen, auch wenn die beruflichen Aussichten nicht besonders günstig erscheinen. - Der Männlichkeitskult existiert in einer normativ geregelten ("fair-play"), oft auf Teamgeist beruhenden Form (Sport) und in einer mehr ungeregelten, das Recht des Stärkeren betonen- den Spielart.

2.2.2.5 Zur Wahl des bevorzugten Ersatzwertes

Ausser den genannten sind grundsätzlich beliebig viele weitere Ersatzwerte denkbar (9). Eine Rolle spielt bei vielen schweizerischen Unterschichtangehörigen namentlich die Tendenz, erwerbbare Statuskriterien (wie Bildung u.a.) durch zugeschriebene (wie Herkunft, Bürgerrecht u.a.) zu ersetzen (Hoffmann-Nowotny, 1973, S.97). Allgemein ist anzunehmen, dass in jeder Kultur bzw. Subkultur je spezifische Ersatzwerte auftauchen werden, da nicht jeder Ersatzwert den ihm zugeschriebenen Zweck einer Verringerung der Anomie-Spannung für alle sozialen Gruppen und Individuen in gleichem Masse erfüllen kann. Besonders einleuchtend ist dies beim Ersatzwert "Männlichkeit", der a priori nur für jüngere Männer mit entsprechender physischer Leistungsfähigkeit attraktiv sein dürfte, doch gilt dies tendenziell für alle Ersatzwerte. So kommen prestigeverleihende Konsumziele als Ersatzwert nur für soziale Gruppen in Betracht, die über eine entsprechende Kaufkraft verfügen. Ebenso haben nur Personen die Möglichkeit, sich in relevantem Masse Ablenkwerten zuzuwenden, die über die erforderliche Freizeit und das zusätzlich eventuell notwendige Einkommen verfügen. Beides ist in städtischen Verhältnissen in der Schweiz mehr oder weniger vorhanden, und seit den Fünfzigerjahren dürften diese beiden Ersatzwerte namentlich für jüngere Leute grosse Bedeutung erlangt haben. In ländlichen Gegenden und namentlich in den Berggebieten fehlen dagegen oft das nötige Geld, die Freizeit und nicht zuletzt das entsprechende Konsumangebot.

Es ist darum anzunehmen, dass in diesen Regionen eher eine Normorientierung als Ersatzwert gewählt wird, zumal eine solche Wahl durch die in diesen Regionen ausgeprägtere soziale Kontrolle wirkungsvoll unterstützt wird. Aber auch bei älteren Personen in den Städten ist eher eine Norm- als eine Konsumorientierung zu erwarten, da sich das Konsumangebot vorwiegend an jüngere Altersklassen richtet - die auch über die grössere Kaufkraft verfügen - und ausserdem die Wahl des Ersatzwertes in einem relativ langfristigen Sozialisationsprozess vermittelt werden dürfte. Die zweite Vermutung stützt sich auf die Alltagserfahrung, dass der bevorzugte Ersatzwert die Identität einer Person weitgehend mitprägt und damit kurzfristig ohne Identitätskrise nicht ausgetauscht werden kann. Da die heute älteren Personen ihre prägenden Lebensjahre in einer Zeit schwerster wirtschaftlicher Depression erlebten, als die Gesellschaft zum Konsumverzicht zu den wesentlichen Sozialisationsinhalten gehörte, erscheinen ihre Zurückhaltung gegenüber prestigeverleihenden Konsumzielen und ihre relativ starke Normorientierung verständlich.

Es ist also damit zu rechnen, dass die Angehörigen unterprivilegierter Schichten nicht alle dasselbe, sondern je ein ihren konkreten Lebensverhältnissen entsprechendes Ersatzziel wählen, wobei beliebige Kombinationen zwischen verschiedenen Ersatzz Zielen vorkommen können (beispielsweise dürfte eine gewisse Normorientierung ohne weiteres mit Konsum- oder Ablenkungen vereinbar sein). Ausserdem ist zu vermuten, dass sich mit der Wandlung der gesellschaftlichen Rahmenbedingungen auch die Ersatzwerte verändern. So ist etwa in rezessiven Perioden eher eine stärkere Normorientierung und während der Hochkonjunktur eher eine Zunahme der Konsumorientierung zu erwarten.

2.2.3 Soziale Anpassung und Bereicherungsdelinquenz

Die gewonnenen Erkenntnisse ermöglichen uns, differenzierter an die Ausgangsfrage heranzugehen, wie die Entstehung von Bereicherungsdelinquenz zu erklären sei. Vorerst stellt sich die Frage, wie die beschriebenen Anpassungsformen die Entstehung von Bereicherungsdelinquenz fördern oder verhindern.

Die Anpassungsform der Normorientierung bzw. der anomischen Konformität dürfte ein strafrechtlich unproblematisches Verhalten der betreffenden Personen zweifellos begünstigen, erscheint ihnen doch die Einhaltung der Normen wichtiger als die Bereicherung. Andererseits ist zu vermuten, dass die weite Verbreitung dieser Anpassungsform in der Unterschicht bei jenen Unterschichtangehörigen,

die als "Normbrecher" abgestempelt sind, den Aufbau einer devianten Identität begünstigt, da die Betonung irgend-eines kulturellen Wertes - hier der Normtreue - stets impliziert, dass sich Individuen, die auf der betreffenden Statuslinie günstig abschneiden, von jenen absetzen, die diesbezüglich einen tiefen Rang einnehmen (10). So pflegen sich Adlige von Bürgerlichen, Reiche von Armen, Offiziere von Soldaten, aber auch die "Tapferen" von den "Feigen", die "Ehrlichen" von den "Unehrliehen" usw. zu distanzieren. Dies liegt daran, dass derartige Werte nicht objektiv definiert sind, sondern ihren konkreten Inhalt immer nur in Bezug auf die diesbezüglich weniger günstig abschneidenden Individuen bzw. in der Interaktion mit diesen erhalten. Insofern mag eine die Normen stark betonende Unterschichtkultur der Entstehung von Delinquenz bei den gut integrierten (und daher gleichfalls normorientierten) Individuen zwar wirkungsvoll entgegenwirken, gleichzeitig verstärkt sie damit aber die Tendenz zur Abweichung bei den schlecht integrierten Personen - besonders wenn diese bereits als "Normbrecher" stigmatisiert sind. Wegen dieses ambivalenten Charakters einer stark normorientierten Kultur muss dieser Anpassungsform ein generell delinquenz-prophylaktischer Wert somit abgesprochen werden.

Als problematisch erweist sich in dieser Hinsicht unter gewissen Umständen auch die starke Betonung prestigeverleihender Konsumziele. So setzt die Erfüllung der in der Werbung immer wieder suggerierten Konsumziele - schnelle Autos, schöne Frauen, Ferien an fernen Stränden, teures Nachtleben - erhebliche Geldmittel voraus, über die weite Kreise und namentlich die Jugendlichen nicht verfügen. Erst recht keine Aussicht, sich das verheissungsvolle Playboy-Leben leisten zu können, haben Jugendliche, deren Start ins Berufsleben durch ungünstige Bedingungen zusätzlich erschwert ist. Soweit diese Personen derartige Konsumziele verinnerlicht haben, ohne deren Erfüllung innerhalb nützlicher Frist erwarten zu können, befinden sie sich in einer Art doppelter Anomie, indem sie nun auch bezüglich des Ersatzwertes anomisch werden, also - wenn auch nicht ganz im Sinne von Cloward & Ohlin - eine Art "double failure" (11) erleben. Gelingt es ihnen nicht, die Konsumziele zu relativieren, indem sie sich vermehrt anderen Ersatzwerten zuwenden, so ist als wahrscheinliche Reaktion Innovation zu erwarten, d.h. sie dürften versuchen, durch Bereicherungsdelikte die begehrten Konsumziele - direkt oder indirekt über die Beschaffung von Geld - zu erreichen.

2.2.4 Innovation und Bereicherungsdelinquenz

Im folgenden soll gezeigt werden, inwiefern sich - im Vergleich zur "traditionellen" Form der Anomietheorie - die

Analyse abweichenden Verhaltens im Bereich der Bereicherungsdelinquenz durch den vorgestellten erweiterten Anomie-Ansatz verfeinern lässt.

In der bisherigen Diskussion der Anomie-Theorie stand Merton's Konzept der Innovation - als illegitimer Weg zur Erreichung der herrschenden kulturellen Ziele - im Mittelpunkt. Wir glauben jedoch, dass die Relevanz dieses Konzepts - wenigstens in dieser Formulierung - im Zusammenhang mit der Erklärung von Delinquenz überschätzt wurde. Dies und die Bedeutung der Innovation im Rahmen unseres Ansatzes bedürfen einer kurzen Erläuterung.

Wie Merton und seine Nachfolger annahmen, neigen die Angehörigen unterer Schichten dazu, innovativ, d.h. vor allem durch illegitime Mittel, sich einen Statusgewinn zu verschaffen. Wie wir unter Hinweis auf verschiedene Untersuchungen darzulegen versucht haben, dürften die Angehörigen unterer Schichten jedoch eher nach Ersatzz Zielen streben als nach einem Aufstieg auf den zentralen Statusdimensionen Beruf, Einkommen und Bildung. Innovation im Sinne Merton's dürfte als Weg zur Statuserhöhung somit weniger für Unter- als für Mittel- und Oberschichtangehörige in Frage kommen, da in diesen Schichten das Erfolgs- bzw. Aufstiegsziel wohl weniger durch subkulturelle Ersatzziele relativiert werden kann, soweit eine entsprechende Subkultur überhaupt existiert. Innovation ist daher vor allem bei aufwärtsstrebenden oder abstiegsbedrohten Ober- und Mittelschichtangehörigen - die im Bereich der Bereicherungsdelinquenz meistens als sog. Wirtschaftskriminelle in Erscheinung treten - zu erwarten.

Unterschichtangehörige dürften demgegenüber nur dann zu Innovation neigen, wenn sie nach einer Statuserhöhung streben und sich Chancen ausrechnen, dieses Ziel über illegitime Mittel zu erreichen, was beispielsweise bei Hochstaplern zutreffen mag. Im übrigen dürfte Delinquenz bei Unterschichtangehörigen jedoch einen anderen Charakter haben, indem sie weniger der Verwirklichung des herrschenden kulturellen Wertes "Aufstieg" als vielmehr der Realisierung prestigeverleihender Konsumziele - und damit der Verringerung der oben beschriebenen "doppelten" Anomie-Spannung - dienen dürfte. Mit dieser Annahme liesse sich erklären, warum die Bereicherungsdelikte von Unterschichtangehörigen oft sehr kleinkarierte Züge tragen und in keiner Weise geeignet erscheinen, den Tätern einen Statusgewinn zu verschaffen oder gar zu einer gleichmässigeren Verteilung des Volksvermögens beizutragen (Kaiser, 1976, S.194). Derartige Inkonsistenzen zwischen der Anomie-Theorie und dem empirischen Erscheinungsbild der Unterschichtdelinquenz - auf die u.a. bereits Albert K. Cohen (1955,

S.287) hingewiesen hat - lassen sich teilweise durch die Einführung der Möglichkeit der Wertverlagerung (vom Aufstiegs- zum Konsumwert) innerhalb der Theorie der strukturellen und anomischen Spannungen eliminieren; zum andern Teil aber ist dazu neben der Unterscheidung verschiedener Wertdimensionen eine zusätzliche Persönlichkeitsdimension notwendig, die in 2.3 eingeführt werden soll.

2.3 Zur Erweiterung der Theorie der strukturellen und anomischen Spannungen anhand der Persönlichkeitsdimension der Innen- versus Aussenlenkung

2.3.1 Die Persönlichkeitsdimension der Innen- vs. Aussenlenkung

Zur Erklärung delinquenter Verhaltens erschien es uns aufgrund von Voruntersuchungen notwendig zu sein, die Theorie der strukturellen und anomischen Spannung durch eine Dimension zu erweitern, die die Persönlichkeit des individuellen Akteurs charakterisiert. Wir bezeichnen diese Dimension als "Innen- versus Aussenlenkung". Sie misst den Grad, in dem sich ein Individuum an seinen Werten und Normen orientiert. Gleichzeitig zeigt sie an, wie gross bei der Erklärung des individuellen Verhaltens die Bedeutung der durch Werte und Normen bestimmten Ich-Identität gegenüber situativen Einflüssen ist.

Sowohl in der psychologischen als auch in der soziologischen Literatur führte diese Persönlichkeitsdimension ein Schattendasein, sie taucht aber an verschiedensten Orten und unter verschiedensten Bezeichnungen auf: als "Extraversion" bei Jung (1921), als "field dependency" bei Witkin (1959), als "Selbstinstrumentalisierung" bei Klages (1975) oder als "Aussenlenkung" bei Riesman (1958). Die Vernachlässigung dieses Persönlichkeitskonzeptes mag daher röhren, dass es nie systematisch in einen gesamtgesellschaftlichen Erklärungsansatz integriert wurde, obwohl uns diese Integration bedeutend leichter schiene als z.B. eine Integration des psycho-analytischen Persönlichkeitsmodells (12).

Die Innen- vs. Aussenlenkung wird in diesem Ansatz als grundlegende Persönlichkeitsdimension aufgefasst, als Indikator für den "Persönlichkeitstyp" im Sinne von Dreitzel (1972, S.279): "Der Persönlichkeitstyp gibt einen Index für die Stärke der dem einzelnen in einer Gesellschaft individuell durchschnittlich zur Verfügung stehenden Ich-Leistungen an."

Schema 1: Die drei grundlegenden Dimensionen einer Delinquenzanalyse und ihre Variabilität in verschiedenen "Spielarten" der Anomietheorie.

	Anomietheorie im engeren Sinn (*)	Theorie der strukturellen und anomischen Spannungen	Erweiterter Anomiesatz (**)
<u>1. Dimension: strukturelle Lage</u>	<u>variabel:</u> Unterschichtzugehörigkeit als Determinante anomischer Spannungen	<u>variabel</u>	<u>variabel</u>
<u>2. Dimension: Wertstruktur</u>	<u>konstant:</u> Annahme eines gesamtgesellschaftlichen Wertkonsenses	<u>variabel:</u> Möglichkeit der Verlagerung der Werte auf weniger umkämpfte (d.h. weniger hierarchisierte) Status- oder Wertdimensionen	<u>variabel</u>
<u>3. Dimension: Persönlichkeitstyp</u> (definiert durch die Innen- vs. Außenorientierung)	<u>konstant</u>	<u>konstant:</u> Die Bedeutung von Werten für die Persönlichkeit kann nicht variieren	<u>variabel:</u> Eine anomische Spannung, wie sie sich aufgrund der zentralen Werte in der Untersichtsituation ergibt, kann in unterschiedlichem Mass erfahren werden.

→ zunehmende Variabilität

* Als "Anomietheorie im engeren Sinn" wird ein Ansatz bezeichnet, der den Anomiebegriff direkt und unreflektiert von der sozialen auf die individuelle Ebene überträgt und damit die Diskrepanz zwischen Zielen und Mitteln zum einzigen Grund für delinquentes Verhalten macht.

** "Erweiterter Anomiesatz" soll die in dieser Arbeit vertretene Position heissen, die die Variabilität aller drei im obigen Schema eingeführten Dimensionen der Delinquenzanalyse in Betracht zieht.

2.3.2 Zur Logik einer Delinquenzanalyse

Aufgrund der bisherigen Überlegungen unterscheiden sich individuelle Akteure sowohl hinsichtlich ihrer gesellschaftlichen Lage und ihrer Wertstruktur (vgl. 2.2) als auch hinsichtlich der Persönlichkeitsdimension der "Innen- vs. Außenorientierung". Unser Ansatz, der im folgenden "erweiterter Anomiesatz" genannt werden soll, geht demnach davon aus, dass "kriminelles Handeln" als eine besondere Art des sozialen Handelns nur über die drei - im Schema 1 dargestellten - Dimensionen erklärt werden kann: "strukturelle Lage", "Wertstruktur" und "Innen- vs. Außenlenkung".

Ausgehend vom Explanandum einer strukturellen Delinquenztheorie - der individuellen Handlung bzw. der dahinterliegenden Persönlichkeit - werden wir im folgenden versuchen, Hypothesen über Persönlichkeitsunterschiede zwischen Delinquenten und Nicht-Delinquenten aufzustellen. Dabei muss die grundlegende Persönlichkeitsdimension der Innen- vs. Außenlenkung differenziert werden, denn Delinquenz kann auf der Ebene der Persönlichkeit nicht einfach durch den "Grad der Außenlenkung" erklärt werden (13). Vielmehr ist diese grundlegende Persönlichkeitsdimension eine intervenierende Variable, die die Art der Erklärung - die dafür relevanten (sekundären) Persönlichkeitsvariablen - bestimmt.

In unserer empirischen Analyse werden die soziologischen Dimensionen einer Delinquenzanalyse notwendigerweise vernachlässigt, während in der theoretischen Interpretation der Persönlichkeitsunterschiede dann aber der in Schema 1 dargestellte Bezugsrahmen dazu benutzt wird, die individuellen Persönlichkeitsmerkmale gesellschaftlich zu erklären (14).

2.3.3 Die Wertstruktur als soziologische Dimension

Es scheint uns an dieser Stelle sinnvoll zu sein, einige Bemerkungen zur zweiten Dimension der Delinquenzanalyse, "der Wertstruktur", zu machen. Die Wertstruktur kann zunächst einmal auf den zentralen Wert eines Individuums reduziert werden. Ausgehend von der Theorie der strukturellen und anomischen Spannungen können dann diese Werte - wie wir das in 2.2.2 getan haben - hinsichtlich ihrer gesellschaftlichen Bedeutung miteinander verglichen und zum Teil als Ersatzwerte bezeichnet werden. Die Erklärungsdimension der "Wertstruktur" kann also insofern als soziologisch bezeichnet werden, als sie verschiedene Werte hinsichtlich ihrer gesellschaftlichen Bedeutung vergleicht.

Daneben sind die Werte - nicht ihre gesellschaftliche Bedeutung, sondern ihre persönlichkeitsprägenden Aspekte - auch für die Dimension der "Innen- vs. Aussenlenkung" von Bedeutung. So tritt ein normativer Wert bei einer anderen Persönlichkeitsstruktur auf als ein Konsumwert. Trotzdem können sie beide - von einem soziologischen Gesichtspunkt aus - als "Ersatzwerte" bezeichnet werden.

Damit soll auf die doppelte Bedeutung "der Werte" für eine Delinquenzanalyse hingewiesen werden. In deren Rahmen stellt aber nur der soziologische Aspekt der Werte eine eigenständige Erklärungsdimension dar (15).

3. HYPOTHESEN UEBER DIE DELINQUENZANFAELLIGKEIT VERSCHIEDENER PERSOENLICHKEITSTYPEN IN DER UNTERSCHICHT

3.1 Allgemeine Erklärung der Delinquenz

Ausgehend von der Persönlichkeitsdimension "Innen- versus Aussenlenkung" sollen im folgenden Hypothesen über Unterschiede zwischen "Delinquenten" und "Nicht-Delinquenten" aufgestellt werden. Dazu ist ein Ausbau unserer Persönlichkeitstheorie nötig.

3.1.1 Anspruchsniveau und Zeit- und Bezugshorizont

Das Anspruchs- oder Aspirationsniveau (vgl. z.B. Klages, 1975, S.52) kann definiert werden als die Höhe der Ansprüche, die jemand in bezug auf irgendeinen Wert an sich und/oder die Umwelt stellt. Wichtig scheint uns dabei die Feststellung zu sein, dass sich das Anspruchsniveau auf die zentralen Werte des Individuums und nicht auf die zentralen Werte der Gesellschaft bezieht. Dies erlaubt auch bei Personen von einem hohen Anspruchsniveau zu reden, die keinerlei gesellschaftliche Aufstiegsaspirationen haben (16). Durch diese subjektive Definition des Anspruchsniveaus ergibt sich ein starker Zusammenhang dieser Variable mit der grundlegenden Persönlichkeitsdimension, der Innenlenkung (dieser Zusammenhang bestätigte sich auch empirisch; vgl. Zwicky & Killias, 1977, Teil 1, S.49).

Eine zweite Variable, die in einem positiven Zusammenhang zum Grad an Innenlenkung steht, ist der Zeit- und Bezugs horizont. Entsprechend Gabenesch's (1972) Konzept der "Breite der Perspektive" (breadth of perspective) misst diese Variable die Grösse des Horizontes, der für die Entscheidungen und damit die Handlungen einer Persönlichkeit relevant ist.

Im Rahmen unseres Projektes bestätigte sich die Vermutung, dass diese beiden Variablen in einem positiven Zusammenhang zum Grad an Innenlenkung stehen. Im Hinblick auf eine Delinquenzerklärung (speziell in der Unterschicht) ist nun aber zu vermuten, dass zwar ein hoher Zeit- und Bezugshorizont die Delinquenzanfälligkeit vermindert (Ueberdenken der möglichen Folgen), ein hohes Anspruchsniveau jedoch die Delinquenzanfälligkeit vergrössert (sofern sich der Anspruch auf anomieerzeugende Werte bezieht). Der Grad an "Innen- vs. Aussenlenkung" ist daher in bezug auf die Delinquenzerklärung insofern ein zweischneidiges Schwert, als er sowohl mit delinquenzfördernden als auch mit delinquenzverhindernden Persönlichkeitsmerkmalen in einem positiven Zusammenhang steht.

Für unsere empirische Untersuchung können wir damit folgende Hypothesen aufstellen:

- Je höher der Zeit- und Bezugshorizont, desto geringer die Delinquenzanfälligkeit, oder:
Delinquente haben im Durchschnitt einen tieferen Zeit- und Bezugshorizont (als Nicht-Delinquente).
- Je höher das Anspruchsniveau, desto höher die Delinquenzanfälligkeit, oder:
Delinquente haben im Durchschnitt ein höheres Anspruchsniveau (als Nicht-Delinquente).

3.1.2 Wertstruktur und Wert- versus Normorientierung

Wir nehmen an, dass die Werte in zweierlei Hinsicht einen Einfluss auf die Delinquenzanfälligkeit eines Individuums haben:

- Soziologisch gesehen bestimmt die gesellschaftliche Bedeutung der Werte bzw. - vom Individuum aus gesehen - ihre Zugänglichkeit den potentiellen Anomiegehalt. Von daher lässt sich zwischen anomieerzeugenden und nicht-anomieerzeugenden oder Ersatzwerten unterscheiden. Daraus und aus den vorne mitgeteilten Ueberlegungen (vgl. 2.2.2) lässt sich die Hypothese ableiten, dass bei Delinquenten insbesondere Ablenkwerte seltener eine zentrale Rolle spielen als bei konformen Unterschichtangehörigen.
- Andererseits unterscheiden sich die Werte hinsichtlich ihrer Normativität. Sowohl stark normative Werte als auch gewisse hedonistische Werte können Ersatzwerte im obigen Sinne sein, sie sind aber sowohl mit unterschiedlichen Persönlichkeitsstrukturen als auch mit unterschiedlicher Delinquenzanfälligkeit verbunden.

Normative Werte oder - um eine andere Formulierung zu benutzen - eine starke Normorientierung (17) führen, da sie sich über die Konformität definieren, zu einer wesentlich geringeren Delinquenzanfälligkeit (18).

3.2 Typenspezifische Delinquenzerklärung

In einer zweiten Annäherung an die Delinquenzerklärung gehen wir davon aus, dass die Unterschiede zwischen verschiedenen Persönlichkeitstypen (definiert durch den Grad der Innenlenkung) grösser sind als die Unterschiede zwischen Delinquenten und Nicht-Delinquenten. Das bedeutet, dass eine "typenspezifische Delinquenztheorie" notwendig ist. Dieser Ansatz widerspricht sowohl den meisten empirischen Untersuchungen über Persönlichkeitsunterschiede zwischen Delinquenten und Nicht-Delinquenten (als bekannteste Studie: Glueck & Glueck, 1934), als auch dem Vorgehen von Riesman (1958) selber, der "pathologische" Merkmale direkt mit dem Grad der Innenlenkung (bzw. der Ich-Stärke) in Zusammenhang bringt: "... die Angepassten besitzen eine ausreichend kräftige Ich-Identität, die Autonomen eine starke Ich-Identität, und die Anomalen eine schwache Ich-Identität; mehr wird bei Riesman nicht gesagt." (Dreitzel, 1972, S.280).

Die Differenzierung nach Persönlichkeitstypen scheint uns ein zentrales Anliegen für weitere Forschungen zu sein; denn - wie wir im folgenden noch ausführen werden - der "pauschale" Vergleich zwischen Delinquenten und Nicht-Delinquenten führt teilweise zu Konstellationen von delinquenzverhindernden Persönlichkeitsmerkmalen, die sich persönlichkeitsdynamisch widersprechen (d.h. die nicht gleichzeitig in derselben Persönlichkeit auftreten können).

Hinsichtlich der typenspezifischen Delinquenz können wir nur sehr einfache Hypothesen aufstellen. Die Grundüberlegung ist dabei, dass bei Innengelenkten eher die "Anomietheorie" zur Delinquenzerklärung angewendet werden muss, bei Aussengelenkten eher sog. "Beeinflussungstheorien" (vgl. etwa Sutherland & Cressey, 1970). Mit anderen Worten: Innengelenkte werden eher aus einer anomischen Spannung heraus delinquent, Aussengelenkte aufgrund von Beeinflussung durch die situative Umgebung. Im ersten Fall stellt sich das Problem der Delinquenzverhinderung als "Abbau der anomischen Spannung", im zweiten Fall als "Erhöhung des Widerstandes gegen Beeinflussung".

Ein Abbau der anomischen Spannung kann primär durch eine Wertverlagerung auf weniger "umkämpfte" Werte (im Sinne der Theorie der strukturellen und anomischen Spannungen) und durch eine Reduktion des Anspruchsniveaus erreicht

werden, während sich für eine "Erhöhung des Widerstands gegen Beeinflussung" eine stärkere Normorientierung aufdrängt.

In bezug auf die Grösse des Zeit- und Bezugshorizontes, der in 3.1 als allgemein delinquenzverhindernd beschrieben wurde, ist eine Zuordnung zu einem bestimmten Persönlichkeitstyp aufgrund unserer bisherigen Ueberlegungen nicht möglich (19).

4. EMPIRISCHE ZUSAMMENHAENGE

Die empirische Basis unserer theoretischen Ueberlegungen muss als äusserst schmal bezeichnet werden. Einerseits ist dafür zweifellos die Beschränktheit der Ressourcen (die Untersuchung wurde als studentisches Forschungsprojekt durchgeführt) verantwortlich, andererseits setzte die Differenziertheit der Theorie und die damit verbundene Aufsplitterung in Subsamples die statistische Signifikanz der Ergebnisse zusätzlich herab. Aus diesem Grunde erscheint es uns unbedingt notwendig zu sein, auch die Resultate anderer Studien über Persönlichkeitsunterschiede zwischen Delinquenten und Nicht-Delinquenten zu berücksichtigen.

4.1 Persönlichkeitsunterschiede zwischen delinquenten und nicht-delinquenten Unterschichtangehörigen

Das Grundsampling unserer Untersuchung umfasst 54 Interviews, davon 37 mit Insassen der beiden Strafanstalten Saxerriet und Regensdorf (20) und 17 mit nicht-delinquenten Unterschichtangehörigen. Sowohl die Interviews mit den Strafgefangenen als auch die - von W. Obrecht et al. durchgeführten - Interviews mit den nicht-delinquenten Unterschichtangehörigen wurden relativ offen durchgeführt. Dies erschwerte zwar die Auswertung der Interviews; wir glauben aber, dass Persönlichkeitsvariablen im Gegensatz zu konkreten Einstellungen nur durch relativ offene Interviews und ein flexibles Auswertungsschema adäquat erhoben werden können. Die Komplexität der damit verbundenen Methode macht es aber unmöglich, auf die Probleme der Auswertung und der Operationalisierung an dieser Stelle stärker einzugehen (vgl. Zwicky & Killias, 1977, Teil 1, S. 20ff.).

Im Hinblick auf die Erklärung der delinquenten Handlung sind die Daten insofern problematisch, als man annehmen kann, dass durch Gerichtsverhandlung, Untersuchungshaft und Strafvollzug bereits bestimmte Persönlichkeitsveränderungen eingetreten sind, die nichts mit der Delinquenzklärung zu tun haben (21).

Unser theoretisches Interesse gilt der Bereicherungsdelinquenz in der Unterschicht. Dies drängt sich aufgrund der Uebervertretung der Unterschicht in den Strafanstalten auf (vgl. auch labeling-Ansatz). Im Gesämtsample sind aber auch einige Delinquenten zu finden, die nicht der Unterschicht angehören (Wirtschaftskriminelle). Dies war ein Grund dafür, dass ein Subsample mit 17 Unterschichtdelinquenten gebildet wurde, das zudem hinsichtlich der Altersstruktur dem Subsample von 17 nicht-delinquenten Unterschichtangehörigen angepasst wurde. Die im folgenden präsentierten Korrelationen beziehen sich dabei auf das Gesämtsample von N=54, während tabellarische Vergleiche die beiden Subsamples von N=17 umfassen.

4.1.1 Allgemeine Unterschiede

Tabelle 2: Der Zusammenhang zwischen ausgewählten Persönlichkeitsvariablen und der Delinquenzanfälligkeit

N = 54

	Rangkorrelationskoeffizient mit der "Delinquenzanfälligkeit" *
Anspruchsniveau	.36**
Zeit- und Bezugshorizont	-.21**
Innenlenkung	.11
Normorientierung	-.26**

* Allen Nicht-Delinquenten wurde eine Eins, allen Delinquenten eine Zwei zugeordnet.

** Diese Korrelationen sind mit mindestens 95%-iger Wahrscheinlichkeit signifikant.

Die Resultate in Tabelle 2 entsprechen vollkommen der in 3.1.1 aufgestellten Hypothesen. Insbesondere zeigt sich, dass die beiden grundlegenden Aspekte der Persönlichkeitsdimension "Innenlenkung" in einer entgegengesetzten Beziehung zur Delinquenzanfälligkeit stehen. Daraus folgt, dass das Ausmass an Innenlenkung in keinem signifikanten Zusammenhang zur Delinquenzanfälligkeit steht.

Die deutlich negative Korrelation zwischen dem Grad an Normorientierung (oder der Normativität der Werte) deutet darauf hin, dass den Normen in der Unterschicht eine zentrale Bedeutung für die Verhinderung von Delinquenz kommt.

Neben der Normativität der Werte sollte nach unserer Hypothese aber auch die gesellschaftliche Bedeutung der Werte mit der Delinquenzanfälligkeit in Zusammenhang stehen. Die folgende Tabelle bestätigt diese - in 3.1.2 ausgesprochene - Vermutung:

Tabelle 3: Zentrale Werte und Delinquenzanfälligkeit

N = 34; Mehrfachzählungen möglich

	Aufstieg (sowie Geld/ Konsum)*	normative Werte	Ablenk- werte**	intrinsisch- abstrakte Werte***	
Delinquente	15	2	5	15	N=17
Nicht-Delin- quente	10	6	11	4	N=17

* Diese Werte können als anomieerzeugend sowohl im "einfachen" als auch im "doppelten" Sinn bezeichnet werden (vgl. auch vorne 2.2.2 und 2.2.4).

** Ablenkwerte, die nicht normativen Charakter haben, sind bei Personen zu finden, für die die Freizeit oder ein bestimmtes Hobby von zentraler Bedeutung ist, indem es sie die "Frustration der Arbeitswelt" ertragen lässt.

***Gemeint sind Werte wie Glück, Freiheit u.a. Sie widersprechen zwar den gesellschaftlich institutionalisierten "zentralen Werten", sie lassen sich aber nicht auf einen bestimmten Lebensbereich wie die Freizeit einschränken und erzeugen deshalb ebenfalls Anomie.

Es zeigt sich deutlich, dass die Delinquenzanfälligkeit bei den normativen und den Ablenkwerten kleiner ist. Daraus und aus der Tatsache, dass intrinsische und Aufstiegswerte die Delinquenzanfälligkeit offenbar erhöhen, lässt sich schliessen, dass Werte Anomie und damit Delinquenz erzeugen können,

- wenn der Zugang zum betreffenden (Aufstiegs-) Wert beschränkt ist (Delinquenz als Aufstieg mit illegitimen Mitteln)
- wenn ein Ersatzwert (wie z.B. Konsumziele) selbst wieder an Grenzen stösst (doppelte Anomie, Delinquenz als Beeinflussung)
- wenn ein Wert, der sich vollständig von den gesellschaftlich institutionalisierten Werten losgelöst hat, in Konflikt mit der Realität gerät (Delinquenz als Rebellion).

4.1.2 Typenspezifische Unterschiede

Ausgehend von den pauschalen Persönlichkeitsunterschieden zwischen Delinquenten und Nicht-Delinquenten vermuten wir nun, dass die 4 zentralen Persönlichkeitsunterschiede zwischen Delinquenten und Nicht-Delinquenten (Anspruchsniveau, Zeit- und Bezugshorizont, Normorientierung, Ablenkwerte) in unterschiedlicher Weise verschiedenen Persönlichkeitstypen (definiert durch den Grad der Innenlenkung) zugeordnet werden können. Während wir bei der Formulierung von Hypothesen über die typenspezifische Delinquenzerkklärung (vgl. 3.2) zwischen zwei Persönlichkeitstypen unterscheiden, gehen wir bei der empirischen Auswertung von drei Stufen der Innen- vs. Außenlenkung aus:

Tabelle 4:

		Norm- oriен- tierung	Werte			Anspruchs- niveau	Zeit- und Bezugs- horizont									
			h	m	t											
Wert-/Normorientie- rung (=Innenlenkung)	hoch	Delinquenten	-	2	4	3	1	1	2	4	2	-	3	2	1	N=8
		Nicht-Delinquenten	-	-	2	-	-	1	1	-	-	2	-	1	1	
	mittel	Delinquenten	1	-	3	1	-	2	2	-	-	2	2	-	N=12	
		Nicht-Delinquenten	3	2	3	2	2	6	2	1	4	3	1	7	-	
	tief	Delinquenten	1	1	5	4	2	2	1	1	6	-	-	2	5	N=14
		Nicht-Delinquenten	6	1	-	4	2	3	-	-	4	3	1	3	3	
			N=34	Doppel- zählungen möglich			N=34	N=34								

G = Geld/Konsum

N = normative Werte

A = Ablenkwerte

I = intrinsisch/
abstrakte Werte

h = hoch

m = mittel

t = tief

Die in Tabelle 4 dargestellten Ergebnisse lassen sich wie folgt zusammenfassen:

- Die Unterschiede zwischen Delinquenten und Nicht-Delinquenten bezüglich des Anspruchsniveaus sind bei Probanden mit starker Innenlenkung am grössten. Innengelenkte Unterschichtangehörige verringern ihre Delinquenzanfälligkeit also vor allem durch eine Reduktion des Anspruchsniveaus.

- Die Unterschiede zwischen Delinquenten und Nicht-Delinquenten bezüglich der Wahl des zentralen Wertes (Dimension "Werte") ist bei Probanden mit mittlerer Innenlenkung am grössten. Unterschichtangehörige mit mittlerer Innenlenkung verkleinern also ihre Delinquenzanfälligkeit primär dadurch, dass sie sich sog. Ablenkwerten zuwenden.
- Die Unterschiede zwischen Delinquenten und Nicht-Delinquenten bezüglich der Normorientierung sind bei Probanden mit tiefer Innenlenkung am grössten. Aussengelenkte Unterschichtangehörige verkleinern also ihre Delinquenzanfälligkeit primär durch eine starke Normorientierung.
- Ein grosser Zeit- und Bezugshorizont scheint sich vor allem bei Probanden mit mittlerer und tiefer Innenlenkung negativ auf die Delinquenzanfälligkeit auszuwirken.

4.2 Ein Vergleich zu den Resultaten anderer Untersuchungen

Ein Vergleich mit anderen Untersuchungen kann unsere Resultate nicht bestätigen, er kann nur ihre Plausibilität erhöhen. Dies liegt einerseits daran, dass es sich bei den uns bekannten Studien nur um Pauschalvergleiche zwischen Delinquenten und Nicht-Delinquenten handelt, und andererseits an der eingeschränkten Vergleichbarkeit dieser Ergebnisse angesichts der kulturellen und strukturellen Unterschiede zwischen den untersuchten Kontexten (das gilt speziell für amerikanische Studien). Wir gehen so vor, dass wir für jeden der erwähnten allgemeinen Persönlichkeitsunterschiede Parallelen in der Literatur suchen:

a) Zur Normorientierung:

"Die Kriminellen sind nur wenig selbstsicherer als die Nichtkriminellen, aber sie sind weit aufsässiger, weit weniger unterwürfig, und sie haben eine viel stärker ambivalente Haltung gegenüber der Autorität" (Glueck & Glueck, 1963, S.135)

Die hier angesprochene Dimension der Unterwürfigkeit vs. Aufsässigkeit gegenüber "der Autorität" entspricht weitgehend unserem Konzept der Normorientierung: Die Resultate der Gluecks scheinen also die stärkere Normorientierung der Nicht-Delinquenten zu bestätigen.

b) Zu den Ablenkwerten:

Eine grössere Untersuchung in Deutschland unter Göppinger (Vergleich von 200 Kriminellen und 200 Nicht-Kriminellen) ergab mittels einer Clusteranalyse einen kriminovalenten Faktor, der mit "unstrukturiertem Freizeitverhalten" betitelt wird. "Kriminelle Persönlichkeiten"

zeichnen sich also durch "unstrukturiertes Freizeitverhalten" aus. Das entspricht unserer Beobachtung, dass Nicht-Delinquente sehr viel häufiger sog. Ablenkwerthe (z.B. eben im Bereich der Freizeit) haben (vgl. Göppinger, 1976, S.243; Kaiser, 1976, S.66).

c) Zum Anspruchsniveau:

Healy & Bronner (1936) fanden in einer amerikanischen Studie, dass Delinquente in stärkerem Masse mit ihren Lebensumständen unzufrieden und sehr unglücklich sind. Dies kann sicher als Ausdruck eines hohen Anspruchsniveaus gedeutet werden. Ähnlich schreiben Glueck & Glueck (1963, S.128): "Sie (die Kriminellen) haben auch mit Konflikten zu kämpfen, die ... durch die Unfähigkeit entstehen, einen befriedigenden Kompromiss zwischen Zielsetzung und Realität zu finden."

d) Zum Zeit- und Bezugshorizont:

Sowohl die Resultate von Göppinger (1976) als auch diejenigen von Glueck & Glueck (1934) weisen auf einen kleineren Zeit- und Bezugshorizont der Delinquenter hin. Demnach lässt sich bei Delinquenteren "fehlende Lebensplanung" feststellen (Göppinger, 1976, S.243) und sie sind "less fearful of failure and defeat" (Glueck & Glueck, 1934).

Zusammenfassend können wir also sagen, dass die Ergebnisse ähnlicher Studien unsere Resultate hinsichtlich pauschaler Persönlichkeitsunterschiede recht deutlich unterstützen. Diese Untersuchungen sind aber Mehrfaktorenanalysen, d.h. die verschiedenen empirisch festgestellten Unterschiede sind nicht mittels einer Persönlichkeitstheorie integriert worden. Unsere Arbeit soll, indem sie zwischen verschiedenen Persönlichkeitstypen unterscheidet, ein erster Versuch in dieser Richtung sein. Parallel dazu scheint es uns notwendig zu sein, das Problem der Delinquenzverhinderung auf verschiedene sozioökonomische Schichten zu spezifizieren, primär natürlich auf die Unterschicht. Indem man Deprivationen und Widersprüche in den Verhaltensanforderungen in der Unterschicht mit thematisiert, lässt sich die ideologische Vereinfachung überwinden, derzu folge die Gesellschaft ideal und jede Abweichung von ihren Normen pathologisch ist, wie sie beispielsweise im folgenden Zitat anklingt: "... es kann nicht der leiseste Zweifel darüber bestehen, dass die Kriminellen im Uebermass jene Wesenszüge und Neigungen besitzen, die einer gesunden und angemessenen Anpassung an die Forderungen der menschlichen Gemeinschaft immer wieder hinderlich sind." (Glueck & Glueck, 1963, S.151).

In diesem Sinne soll im nächsten Abschnitt versucht werden, eine kulturfunktionalistische Betrachtung dieser Persönlichkeitsunterschiede zu skizzieren, in der nicht die - genetisch bestimmte - Persönlichkeit einer abstrakten Gesellschaftsordnung gegenübersteht, sondern die - sozialisierte - Persönlichkeit der konkreten Lebenssituation, wie sie sich für Unterschichtangehörige darstellt.

5. EINE KULTURFUNKTIONALISTISCHE INTERPRETATION DER PERSÖNLICHKEITSUNTERSCHIEDE ZWISCHEN DELINQUENTEN UND NICHT-DELINQUENTEN UNTERSCHICHTANGEHÖRIGEN

Die Erklärung der Persönlichkeitsunterschiede zwischen Delinquennten und Nicht-Delinquennten innerhalb dieses Interpretationsrahmens soll in zwei grundlegenden Schritten vollzogen werden: zuerst sollen aus den strukturellen Bedingungen der Unterschicht die Merkmale hergeleitet werden, die eine Unterschichtkultur aufweisen muss, um eine optimale Integration der Unterschichtangehörigen zu gewährleisten; in einem zweiten Schritt sollen dann Hypothesen darüber aufgestellt werden, wie es trotzdem zu Nicht-Integration, d.h. Delinquenz kommen kann.

5.1 Die Unterschichtkultur als Integrationsmechanismus

Schema 5: Gesellschaftliche Determinanten der Unterschichtkultur

- I. Gesamtgesellschaft: Ziel oder Notwendigkeit einer unterprivilegierten Schicht.
- II. Lebenssituation dieser Schicht:
 - Unterprivilegierung
 - Geringe Aufstiegschancen
 - Unterordnung und Anpassung an rigide und z.T. widersprüchliche Normen
- III. Funktionale Unterschichtkultur (im Hinblick auf die Integration):
 - starke Normorientierung
 - reduziertes Anspruchsniveau
 - Ablenkwerte

In Schema 5 werden also bestimmte Merkmale der Unterschichtkultur aus der Lebenssituation dieser Schicht hergeleitet. In der Literatur findet sich vor allem die starke Normorientierung (vgl. etwa Kohn, 1959 oder Gottschalch, 1971) und das reduzierte Anspruchsniveau (vgl. Han, 1969) bestätigt, während uns keine empirischen Untersuchungen über die Bedeutung von Ablenkwerten in den verschiedenen Schichten bekannt sind (22).

5.2 Delinquenz als Absenz der unterschichtkulturellen Integrationsmechanismen

Delinquenz lässt sich in einer ersten Annäherung zurückführen auf die Absenz der beschriebenen Integrationsmechanismen der Unterschichtkultur. Auf dem Hintergrund der zentralen Ideologie in den westlichen Gesellschaften, der Ideologie der Gleichheit der Individuen, lässt sich die spezifische Unterschichtkultur nicht gezielt vermitteln. Dadurch gibt es immer wieder Unterschichtangehörige, die die kulturellen Muster der Mittelschicht, die sich durch ein höheres Anspruchsniveau, eine schwächere Normorientierung und eine geringere Bedeutung von Ablenkwerten auszeichnet, internalisieren. In solchen Fällen von Inkonsistenz zwischen struktureller Lage und den kulturellen Mustern erhöht sich die Delinquenzanfälligkeit.

Aufgrund dieses Ansatzes lässt sich auch vermuten, dass die Vermittlung der in der Unterschichtkultur eingebauten Delinquenzverhinderungsmechanismen umso besser gelingt, je konsistenter die Statuskonfiguration eines Individuums ist. Dies bestätigt sich in unserem Gesamtsample ($N=54$) durch eine signifikante positive Korrelation zwischen der Delinquenz und einem - ziemlich rudimentären - Mass für die Statusinkonsistenz des betreffenden Probanden.

Neben diesem - auf den Anomieansatz hinweisenden - ersten Erklärungsversuch der Unterschichtdelinquenz scheint uns aber ein zweiter Gesichtspunkt von ebenso grosser Bedeutung. Wir glauben, dass - im Hinblick auf eine Delinquenzverhinderung - der Unterschichtkultur ein grundlegender Widerspruch innewohnt. Das heisst, dass auch - und gerade - eine erfolgreiche Sozialisation der Unterschichtkultur zu Delinquenz führen kann.

Die Unterschichtkultur muss nämlich das widersprüchliche Ziel zu erreichen versuchen, die Individuen durch Normen leichter lenkbar zu machen und gleichzeitig ihren Widerstand gegen sog. "Konsumreize" zu erhöhen. Unter diesen Umständen besteht die Gefahr, dass die Individuen entweder zuviel Widerstand (gegen die rigiden Unterschichtnormen) oder zu wenig Widerstand (gegen Konsumreize) entwickeln. Nur ein schmaler Bereich auf der Dimension der Innen- vs. Außenlenkung ist mit einer - in bezug auf die Integration - erfolgreichen Unterschichtsozialisation vereinbar.

Bei einem Ausbau des hier dargestellten Erklärungsansatzes müssten die Bedingungen spezifiziert werden, unter denen eine solche "erfolgreiche Unterschichtsozialisation" gelingen kann. Denn nach wie vor wird nur der kleinste Teil der Unterschichtangehörigen delinquent.

6. FOLGERUNGEN

6.1 In theoretischer Hinsicht

Wir sind der Meinung, dass mit der vorgestellten Erweiterung der Anomie-Theorie die hinsichtlich der Delinquenzbelastung oft nachgewiesenen Unterschiede zwischen verschiedenen sozialen Aggregaten (städtische versus ländliche Kontexte, Männer versus Frauen, Einheimische versus Einwanderer usw.) auf einem höheren Abstraktionsniveau erklärt werden können, indem sie sich auf unterschiedliche Wertstrukturen innerhalb dieser Aggregate zurückführen lassen. Gleichzeitig erlaubt die Berücksichtigung von Persönlichkeitsvariablen wie z.B. der Aussenlenkung, Aussagen zu machen über die Relevanz verschiedener soziologischer Theorien bei verschiedenen Persönlichkeitstypen. Wie vorne ausgeführt wurde, ist zu erwarten, dass Innengelenkte eher auf den unmittelbaren Druck einer anomischen Situation reagieren, weshalb die "reine" Anomietheorie bei diesem Persönlichkeitstyp über eine relativ hohe Erklärungskraft verfügen dürfte; demgegenüber passen sich Aussenlenkte eher dem sozialen Druck an, der von ihrer Umgebung auf sie ausgeübt wird, so dass eine objektiv anomische Situation nur dann zu Delinquenz führt, wenn die Wahl delinquerter Mittel durch die Bezugsgruppe und/oder die soziale Reaktion gestützt wird. Bei diesem Persönlichkeitstyp dürfte denjenigen Theorien die grösste Erklärungskraft zu kommen, die sich mit der "Beeinflussung" des Individuums befassen. Bei dieser Gelegenheit ist nochmals daran zu erinnern, dass es ausschliesslich aussen- oder innengelenkte Persönlichkeiten nicht gibt (bzw. geben kann), so dass stets beide Aspekte - die strukturelle Lage und die "Beeinflussung" - berücksichtigt werden müssen.

Wir sind uns bewusst, dass die Verbindung zwischen soziologischen Delinquenz und Persönlichkeitstheorien zahlreiche Fragen aufwirft, die in diesem Projekt nicht angegangen werden konnten. Insofern ist es erfreulich, dass in jüngster Zeit vermehrt ähnliche Versuche unternommen worden sind (23).

6.2 In praktischer Hinsicht

Mit Hilfe der gewählten Theorie lassen sich verschiedene praktische Schwierigkeiten analysieren, mit welchen sich die Kriminalpolitik und die Kriminalpädagogik konfrontiert sehen. So lässt sich etwa das Scheitern mancher Versuche, eine Solidarität zwischen Arbeitern und Gefangenen zu standezubringen, erklären aus der Gegensätzlichkeit der Anpassungsmuster der konformen und der devianten Unterschichtangehörigen. Wie Mayer (1972, S.166/168) zeigen

konnte, teilen die Angehörigen der unteren Unterschicht die Gesellschaft weniger nach klassenspezifischen ("unten" versus "oben") als nach moralischen ("arbeitsam" versus "faul" u.a.) Kriterien ein, so dass sie die objektiv gegebene Rangspannung weniger perzipieren als den Gegensatz zu den Devianten. Eine Solidarisierung mit den letzteren würde aber gerade voraussetzen, dass die beiden gemeinsame Rangspannung auch subjektiv im Vordergrund stünde und dementsprechend gemeinsam kollektiviert werden könnte.

Dass nicht einmal die Delinquenten aus der Unterschicht die ihnen gemeinsame strukturelle Spannung in stärkerem Masse kollektivieren und - etwa über eine "Gefangenengewerkschaft" - in interinstitutionelle Anomie umsetzen, dürfte mit dem stark individualistisch geprägten Anpassungsstil gerade der schweizerischen (24) Verurteilten zusammenhängen. Im übrigen stellt die Begehung eines Bereicherungsdeliktes ohnehin eine typisch individuelle Lösung zur Reduktion einer strukturellen Spannung dar, so dass sich dieses Kriterium kaum als Anknüpfungspunkt für kollektive Strategien zur Spannungsreduktion eignen dürfte. Dies gilt wenigstens dann, wenn die Verurteilten den ihnen gemeinsamen Kontext "Strafanstalt" verlassen haben.

Problematisch erscheint uns auch das im Strafvollzug praktizierte Erziehungsziel. Bekanntlich zielt der Strafvollzug in seiner heutigen Form vor allem darauf ab, durch die Gewöhnung an einen bis in Einzelheiten geregelten Tagesablauf sowie an regelmässige Arbeit die Gefangenen auf eine stärkere Normorientierung hin zu erziehen. Das Ergebnis ist, wie man weiss, nicht dazu angetan, den Glauben an den Erfolg solcher Bemühungen zu stärken. Die relative Erfolglosigkeit einer Normerziehung bei Gefangenen lässt sich im Rahmen unseres Ansatzes so erklären, dass Personen mit einer devianten, also gerade nicht normorientierten Identität eine Orientierung an Normen statt an (Ersatz-)Werten als Kehrtwendung um hundertachtzig Grad empfinden müssen. Da eine solche Umkehr ohne Identitätskrise kaum bewerkstelligt werden kann, lassen sich die vielfach festgestellten Widerstände vieler Gefangenen gegen "Besserungsversuche" somit als Strategie zur Identitätsverteidigung interpretieren (Zwicky, 1977).

Wie vorne festgestellt wurde, korreliert der Zeit- und Bezugshorizont stark negativ mit Delinquenz, so dass die Erhöhung desselben ein praktisch erfolgsversprechender und auch unter ethischen Gesichtspunkten vertretbarer Weg sein dürfte, um die Delinquenzneigung vieler Gefangener zu vermindern (25). Freilich lässt sich diese Erkenntnis in der Praxis nur dann anwenden, wenn es gelingt,

Strategien zur Erhöhung des Zeit- und Bezugshorizontes zu entwickeln. Eine blosse Erhöhung des formalen Bildungsstandes dürfte, wie sich im Rahmen unseres Projektes zeigte (Zwicky & Killias, Teil I), dafür nicht ausreichen. Vielmehr müsste das Schwergewicht auf eine persönlichkeitsbezogene und problemorientierte Bildung gelegt werden.

Martin Killias
c/o Rechtswissenschaftliches
Seminat der Universität Zürich
Freiestrasse 36
8032 Zürich

Heinrich Zwicky
Belsitostrasse 9
8640 Rapperswil

ANMERKUNGEN

1. 67% der Verurteilungen zu unbedingten Freiheitsstrafen erfolgen wegen Vermögensdelikten (Strafurteile in der Schweiz 1974 Tab. 14f.).
2. Eine Zusammenfassung der wichtigsten Einwände gegen die Anomie-Theorie findet sich bei Clinard, 1968, S.158-161.
3. Wohl erfasst Merton's Begriff der Innovation einen grossen Teil der Vermögensdelikte, doch erfassen die Begriffe der Rebellion und des Rückzugs (Drogendelikte!) ebenfalls gewisse verbotene Verhaltensweisen.
4. Ueber derartige Versuche in der bisherigen Diskussion der Anomie-Theorie berichten Bühler & Niederberger, 1976, S.133.
5. Vgl. Heintz, 1968, S.280ff., wo diese Theorie am umfassendsten formuliert ist.
6. Der Fall des sozialen Abstiegs ist in diesem Zusammenhang insoffern bedeutsam, als auffallend viele Delinquente soziale Absteiger sind. Vgl. Göppinger, 1976, S.215.
7. Mit "Reduktion des Aspirationsniveaus" kann also zweierlei gemeint sein: einerseits die Verlagerung der zentralen Werte auf weniger umkämpfte Statuslinien, andererseits die allgemeine Reduktion der Ansprüche im Sinne einer Persönlichkeitsveränderung (mehr darüber unter 2.3). Bei Han (1969) wird zwischen diesen beiden Formen der Reduktion des Aspirationsniveaus nicht unterschieden.
8. Vgl. Adorno et al. (1950); v. Oppeln-Bronikowski (1970); Engler (1973).

9. Zum "Repertoire" an Ersatzwerten sowie zur Relevanz derselben für die Identitätsverteidigung vgl. Cohen & Taylor, 1976, S.94ff.
10. Eine gute Bestätigung findet diese Annahme bei Mayer, 1972, S.168.
11. Cloward & Ohlin (1961, S.150ff.) bezeichnen damit die Situation, in der sich jemand befindet, der weder über einen Zugang zu legitimen noch zu illegitimen Mitteln verfügt, um das Erfolgsziel zu erreichen.
12. Dies liegt daran, dass unser Persönlichkeitsmodell eindimensional ist.
13. Es geht also nicht darum, Delinquenz durch einen bestimmten Grad an Aussenlenkung zu erklären, sondern allenfalls durch den Grad und die Art der Aussenlenkung zusammen.
14. Der dazu benutzte Erklärungstyp kann als funktional oder kontragenetisch bezeichnet werden, indem die Persönlichkeitsmerkmale im Hinblick auf eine optimale Integration in das Gesellschaftssystem gedeutet werden. Es wird also nicht die Entstehung der Persönlichkeit (genetischer Erklärungstyp) erklärt.
15. Der persönlichkeitsprägende Aspekt der Werte ist deshalb keine eigenständige Erklärungsdimension, weil der Einfluss der Werte auf die Persönlichkeitsstruktur durch die Persönlichkeitsvariable "Innen- versus Aussenlenkung" eingefangen wird.
16. Hier zeigt sich der subjektive Gesichtspunkt der Persönlichkeitsdimensionen, etwa im Gegensatz zur soziologischen Dimension der "Wertstruktur".
17. Wir gehen also von einer Identität zwischen einer "Normativität der Werte" und einer grossen Bedeutung der Normen aus, da es sich empirisch (mit unserer Methode) als unmöglich erwies, zwischen den beiden Phänomenen - sofern es sich überhaupt um verschiedene Phänomene handelt - zu unterscheiden.
18. Wir nehmen an, dass im Kontext der Schweiz ziemlich grosse Einigkeit über die relevanten Normen herrscht, d.h. dass kaum subkulturelle Normen existieren, die gesetzmässiges Verhalten als abweichend definieren.
19. Die theoretischen Ueberlegungen, die zur Zuordnung bestimmter Persönlichkeitsvariablen zu bestimmten Persönlichkeitstypen in bezug auf das Problem der Delinquenzverhinderung führen, können hier nicht in extenso dargestellt werden. Die beiden Grundaspekte der Ueberlegung liegen aber a) in der Bedeutung der Persönlichkeitsvariablen für das einem bestimmten Persönlichkeitstyp zugeordnete Delinquenzproblem und b) in der persönlichkeitsdynamischen Vereinbarkeit einer Persönlichkeitsvariable mit einem bestimmten Persönlichkeitstyp.
Bsp. zu a): Eine Verminderung des Anspruchsniveaus wäre bei Aussen-gelenkten dysfunktional, da dadurch die Beeinflussbarkeit erhöht würde, während es bei Innengelenkten in bezug auf die Delinquenzverhinderung funktional ist.

Bsp. zu b): Ein hoher Grad an Normorientierung ist eher mit einer "aussengelenkten" als mit einer "innengelenkten" Persönlichkeit vereinbar.

20. Die Auswahl der Probanden in den Strafanstalten erfolgte - innerhalb der Grundgesamtheit der Bereicherungsdelinquenten - durch ein Zufallsverfahren.
21. Die Frage nach den Einflüssen des Strafvollzugs auf Persönlichkeits- und Einstellungsvariablen wird anhand derselben Daten von M. Müller und R. Baumann zurzeit noch bearbeitet.
22. Zur Funktion der sog. Ablenkwerte im allgemeinen vgl. Cohen & Taylor, 1976, S.94ff.
23. Zu erwähnen ist z.B. die Untersuchung von Danzinger, Jescheck & Egger, 1977.
24. Im Gegensatz zu anderen Ländern fehlt in der Schweiz eine kriminelle Subkultur fast völlig (vgl. Clinard, 1978, Kap.7/8), was individualistische Tendenzen unter den Verurteilten zusätzlich fördert.
25. Die Erhöhung des Zeit- und Bezugshorizontes halten wir insofern für eine ethisch vertretbare Delinquenzverhinderungsstrategie, als sie mit den Zielen der "Persönlichkeitsentfaltung", der "Selbstverwirklichung" und der "Emanzipation", wie sie sich auch im humanistischen Bildungsideal niederschlagen, nicht im Widerspruch steht.

BIBLIOGRAPHIE

- Adorno T.W. (1950): The Authoritarian Personality. New York.
- Bohle Hans Hartwig (1975): Soziale Abweichung und Erfolgsschancen. Die Anomietheorie in der Diskussion. Neuwied & Darmstadt.
- Bühler Doris & Niederberger Josef Martin (1976): Ansätze zu einem integralen Konzept der Jugenddevianz. In: Schweiz.Z.Soziol., Nr. 1/76, S.125-137.
- Clinard Marshall B. (1978): Cities with Little Crime: A Comparative Study of Switzerland with Sweden and the United States. Cambridge University Press (The Arnold and Caroline Rose Monograph Series, American Sociological Association) (im Druck).
- Clinard Marshall B. (1968): Sociology of Deviant Behavior. 3. Aufl., New York/Chicago/San Francisco u.a., Holt, Rinehart & Winston Inc.
- Cloward Richard A. & Ohlin Lloyd E. (1961): Delinquency and opportunity. A theory of delinquent gangs. 2. Aufl., New York, Glencoe.
- Cohen Albert K. (1955): The Delinquent Subculture. In: Marvin E. Wolfgang, Leonard Savitz & Norman Johnston: The Sociology of Crime and Delinquency. New York/London/Sidney/Toronto (John Wiley & Sons, inc.), 1970 (2.Aufl.), S.286-291.

- Cohen Stanley & Taylor Laurie (1976): Ausbruchsversuche: Identität und Widerstand in der modernen Lebenswelt. Frankfurt a.M., 1977.
- Danzinger Rainer & Jescheck Peter & Egger Josef (1977): Der Weg ins Gefängnis. Der Einfluss von familiärer Sozialisation und behördlicher Selektion auf die Entstehung von Straffälligkeit. Weinheim und Basel.
- Dreitzel H.P. (1968): Das gesellschaftliche Leiden und das Leiden in der Gesellschaft. Stuttgart.
- Engler Günther (1973): Zum Bild des Strafrechts in der öffentlichen Meinung. Die weiblichen Befragten. Göttingen (Kriminologische Studien, Bd.13).
- Gabenesch H. (1972): Authoritarismus World View. In: AJS, Vol.77,S.5.
- Glueck Eleanor & Glueck Sheldon (1963): Jugendliche Rechtsbrecher. Wege zur Vorbeugung. Stuttgart.
- Glueck Eleanor & Glueck Sheldon (1934): One thousand juvenile delinquents. Cambridge.
- Göppinger Hans (1976): Kriminologie. 3.Aufl., München.
- Gottschalch & al. (1976): Sozialisationsforschung. Frankfurt a.M.
- Han Wan Sang (1969): Two Conflicting Themes: Common Values versus Class Differential Values. In: ASR, 34/1969, S.679-690.
- Healy William & Bronner A. (1936): New light in delinquency and its treatment. New Haven.
- Heintz Peter (1968): Einführung in die soziologische Theorie. 2.Aufl., Stuttgart.
- Hoffmann-Nowotny Hans-Joachim (1973): Soziologie des Fremdarbeiterproblems. Eine theoretische und empirische Analyse am Beispiel der Schweiz. Stuttgart.
- Jung C.G. (1921): Psychologische Typen. Zürich.
- Kaiser Günther (1976): Kriminologie. Eine Einführung in die Grundlagen. 3.Aufl., Heidelberg/Karlsruhe.
- Killias Martin (1977): Kriminelle Fremdarbeiterkinder? Strukturelle Determinanten der Delinquenz bei Fremdarbeitern unter besonderer Berücksichtigung der zweiten Generation. In: Schweiz.Z.Soziol., Nr.2/77, S.3-33.
- Klages H. (1975): Die unruhige Gesellschaft. München.
- Kohn M. (1959): Social Class and Parental Values. In: AJS, 64/1959.
- Mayer Karl Ulrich (1972): Soziale Mobilität und die Wahrnehmung gesellschaftlicher Ungleichheit. In: Zeitschrift für Soziologie, 1/1972 (Heft 2), S.156-176.
- Merton Robert K. (1957): Sozialstruktur und Anomie. In: F. Sack & R. König (Hrsg.): Kriminalsoziologie, 2.Aufl., Frankfurt a.M., 1974, S.283-313.

- Moser Tilmann (1970): Jugendkriminalität und Gesellschaftsstruktur. Zum Verhältnis von soziologischen, psychologischen und psychoanalytischen Theorien des Verbrechens. Frankfurt a.M. (Fischer Taschenbuch 1972, Lizenzausgabe der Suhrkamp-Ausgabe 1970).
- Opp Karl-Dieter (1974): Abweichendes Verhalten und Gesellschaftsstruktur. Darmstadt/Neuwied.
- v.Oppeln-Bronikowsky Hans Christoph (1970): Zum Bild des Strafrechts in der öffentlichen Meinung. Göttingen (Kriminologische Studien, Bd. 4).
- Riesmann D. (1961): The Lonely Crowd. New Haven.
- Rodman Hyman (1966): Illegitimacy in the Caribbean Social Structure: A Reconsideration. In: ASR, 31, S.673-683.
- Rodman Hyman (1963): The Lower-Class Value Stretch. In: Social Forces, 42 (december), S.205-215.
- Rüther Werner (1975): Abweichendes Verhalten und labeling approach. Köln/Berlin/Bonn/München.
- Springer Werner (1973): Kriminalitätstheorien und ihr Realitätsgehalt. Eine Sekundäranalyse amerikanischer Forschungsergebnisse zum abweichenden Verhalten. Stuttgart.
- Stephan Egon (1976): Die Stuttgarter Opferbefragung. Eine kriminologisch-victimologische Analyse zur Erforschung des Dunkelfeldes unter besonderer Berücksichtigung der Einstellung der Bevölkerung zur Kriminalität. Wiesbaden.
- Sutherland Edwin H. & Cressey Donald R. (1970): Criminology. 8.Aufl., Philadelphia/New York/Toronto.
- Witkin H.A. (1959): The Perception of the Upright. In: Scientific American, 200/1959, S.50-60.
- Zwicky Heinrich (1977): Probleme der Resozialisierung (unveröff.).
- Zwicky Heinrich & Killias Martin (1977): Sozialstruktur, Persönlichkeit und Bereicherungsdelinquenz (unveröff. Manuskript, Soz. Institut der Universität Zürich).

GEMEINDEGROESSE UND STIMMBETEILIGUNG: EIN EINFACHES REGRESSIONSMODELL

Gebhard Kirchgässner
und
Werner W. Pommerehne*

ZUSAMMENFASSUNG

In diesem Beitrag werden - ausgehend vom Konzept des rational handelnden Stimmbürgers - Hypothesen über die politische Partizipation formuliert und am Beispiel der Stimmbeteiligung in den Baselbieter Gemeinden empirisch überprüft. Die mit Hilfe des entwickelten Regressionsmodells gewonnenen Ergebnisse zeigen, dass die zwischen den einzelnen Gemeinden sehr unterschiedliche Teilnahme an den Gemeindeversammlungen, den dort geführten Diskussionen und Abstimmungen mit Hilfe dieses Ansatzes der ökonomischen Theorie der Politik recht gut erklärt werden kann. Als hauptsächliche Erkenntnis folgt hieraus, dass zwecks Anhebung der Stimmbeteiligung zu untersuchen ist, wie die Kosten der Abstimmungsteilnahme gesenkt werden können.

RESUME

Cet article formule des hypothèses sur la participation politique fondées sur une conception du "calcul rationnel" du votant. Ces hypothèses sur la participation sont examinées empiriquement à l'aide de données provenant du canton de Bâle-Campagne. Les résultats montrent que les différences considérables de participation entre les communes peuvent être bien expliquées par la théorie "économique" de la politique. La conclusion principale est que les "coûts" de participation des électeurs doivent être diminués pour que la participation augmente.

*Institut für Wirtschaftsforschung der ETH Zürich, Institut für empirische Wirtschaftsforschung der Universität Zürich. Die Autoren danken Herrn Dr. Willi Nagl, Universität Konstanz und einem anonymen Gutachter für kritische Anmerkungen und Hinweise.

I. PROBLEMSTELLUNG

Die Bestimmungsgründe der politischen Partizipation in der Schweiz sind in jüngerer Zeit mehrfach untersucht worden (1). Dabei stand die Idee im Vordergrund, aus neuen Erkenntnissen über die Determinanten der politischen Partizipation, die sich nicht zuletzt in der Höhe der Stimmabstimmung ausdrückt, Ansatzpunkte zu gewinnen, um die Teilnahme an politischen Entscheidungen und damit auch die Stimmabstimmung anzuheben (2). Dieses Anliegen wird verständlich, wenn man weiss, dass beispielsweise in den grösseren Gemeinden des Kantons Basel-Landschaft die Beteiligung an den Gemeindeversammlungen und den direkten Abstimmungen über Gemeindeangelegenheiten nicht selten unter 10% liegt.

Bisher wurde dieses Problem ausschliesslich im Rahmen der politischen Soziologie analysiert. Wie verschiedene neuere Beiträge zeigen, lässt es sich jedoch auch anhand eines Modells der ökonomischen Theorie der Politik erörtern. So verdeutlichen die Arbeiten von Downs (1957), Buchanan und Tullock (1962) und vieler anderer (3), dass - ausgehend vom Konzept des rational handelnden Stimmbürgers - testbare Hypothesen über die politische Partizipation formuliert werden können. Dies soll im folgenden für die Stimmabstimmung in Gemeinden mit Gemeindeversammlung verdeutlicht werden.

In dieser Arbeit wird ein einfaches Regressionsmodell entwickelt, mit dessen Hilfe eine bislang nur selten überprüfte These zum Stimmbürgerverhalten in direkten Abstimmungen empirisch getestet werden kann. Dieses Modell wird auf die Baselbieter Gemeinden angewandt. Wir zeigen, dass die zwischen den einzelnen Gemeinden sehr unterschiedliche Teilnahme an den Gemeindeversammlungen, den dort geführten Diskussionen und Abstimmungen weitgehend mit der Grösse der politischen Gemeinschaft erklärt werden kann.

II. MODELL UND THESE

Wir gehen davon aus, dass das Ausmass, in dem die stimmberechtigten Bürger an einer Gemeindeversammlung teilnehmen, von dem individuellen Entscheidungskalkül abhängt. In dieses gehen im wesentlichen zwei Ueberlegungen ein:

- (i) Welcher zusätzliche Projektnettonutzen (B) - zu verstehen als Nutzenzuwachs aus der Bereitstellung eines bestimmten Umfangs einer öffentlichen Leistung, abzüglich der damit verbundenen zusätzlichen Steuerbelastung - ergibt sich für das Individuum im Falle der eigenen Teilnahme gegenüber Nichtteilnahme an einer Gemeindeversammlung?
- (ii) Welche Kosten der Teilnahme an der Diskussion und an den Abstimmungen (C) fallen für den einzelnen an?

Die Wahrscheinlichkeit, dass sich Stimmbürger i an der Gemeindeversammlung beteiligt (S_i), hängt von der Differenz zwischen erwartetem Projektnettonutzen und erwarteten Teilnahmekosten ab (beides in marginalen Einheiten):

$$S_i = f_i (B_i - C_i). \quad (1)$$

Wir nehmen im weiteren an, der einzelne Stimmbürger wird umso eher an einer Abstimmung teilnehmen, je grösser sein erwarteter Projektnettonutzen und je niedriger seine Teilnahmekosten sind, d.h. es gelte

$$f'_i > 0. \quad (2)$$

B_i und C_i hängen von der Zahl derjenigen ab, die sich an der Gemeindeversammlung und den dortigen Abstimmungen beteiligen.

Für den Umfang, in dem eine öffentliche Leistung bereitgestellt wird, ist bei Mehrheitsabstimmung der Stimmbürger mit der Medianposition entscheidend (4). Dessen Position kann durch die Teilnahme/Nicht-Teilnahme in immer grösseren Gemeinden in immer geringerem Mass verschoben werden: Während die Differenz zwischen der Position des Medianstimmbürgers (bei vollständiger Stimmteilnahme) und derjenigen des nächstgeordneten Stimmbürgers bei einer kleinen Zahl von Stimmbürgern (kleinen Gemeinden) gross sein kann (Figur 1a), nimmt sie mit zunehmender Anzahl Stimmbürger (immer grösseren Gemeinden) ab (Figur 1b) (5).

Figur 1a: Positionenverteilung bei 5 Stimmbürgern



Figur 1b: Positionenverteilung bei 11 Stimmbürgern



Durch die mit der Grösse der Gemeinde zunehmende räumliche Inhomogenität ist er ausserdem von den Auswirkungen vieler Entscheidungen in grösseren Gemeinden oft nicht betroffen, während in einer kleinen Gemeinde jede Entscheidung alle Gemeindemitglieder direkt betrifft.

Damit ist der marginale Projektnettonutzen für Stimmbürger i eine monoton abnehmende Funktion der Anzahl Stimmbürger (N):

$$\delta B_i / \delta N < 0. \quad (3)$$

Gleichzeitig mit der zunehmenden Teilnehmerzahl steigen die individuellen Kosten der Teilnahme an der Gemeindeversammlung, indem die Diskussionen länger werden, die Möglichkeiten der individuellen Meinungsäusserung abnehmen u.ä.m., d.h. es gilt

$$\delta C_i / \delta N > 0. \quad (4)$$

Für das individuelle Entscheidungskalkül bedeutet dies, dass die Wahrscheinlichkeit, dass sich ein zufällig ausgewählter Stimmbürger an der Gemeindeversammlung beteiligt, mit der zunehmenden Anzahl Abstimmungsteilnehmer abnimmt:

$$\delta S_i / \delta N < 0. \quad (5)$$

Für jeden einzelnen Stimmbürger gilt daher, dass er in einer kleinen Gemeinde eher zur Abstimmung geht als in einer grossen Gemeinde, wie hoch auch immer seine (auch von vielen anderen Faktoren abhängige) durchschnittliche Wahlbeteiligung sei.

Die gesamte Abstimmungsbeteiligung (S_T) ergibt sich aus dem Erwartungswert

$$S_T = \frac{1}{N} \cdot \sum_{i=1}^N S_i, \quad (6)$$

also aus der gewichteten Summe aller Einzelwahrscheinlichkeiten. Diese Einzelwahrscheinlichkeiten hängen wiederum davon ab, wie hoch die erwartete Stimmabteiligung ist. Die erwartete Stimmabteiligung wird ihrerseits von der tatsächlichen bisherigen Abstimmungsteilnahme beeinflusst, denn im Lauf der Zeit haben sich hierüber feste Erwartungen gebildet, aufgrund derer die Stimmbürger ihre heutigen Entscheidungen treffen. Die hauptsächliche unabhängige Variable bildet somit die Zahl der potentiellen Stimmbürger, also die Grösse der politischen Gemeinde. Damit erweist sich die gesamte Stimmabteiligung als von der Anzahl Stimmbürger abhängig, d.h. es gilt

$$S_T = F(N), \quad (7)$$

mit

$$\delta S_T / \delta N < 0. \quad (8)$$

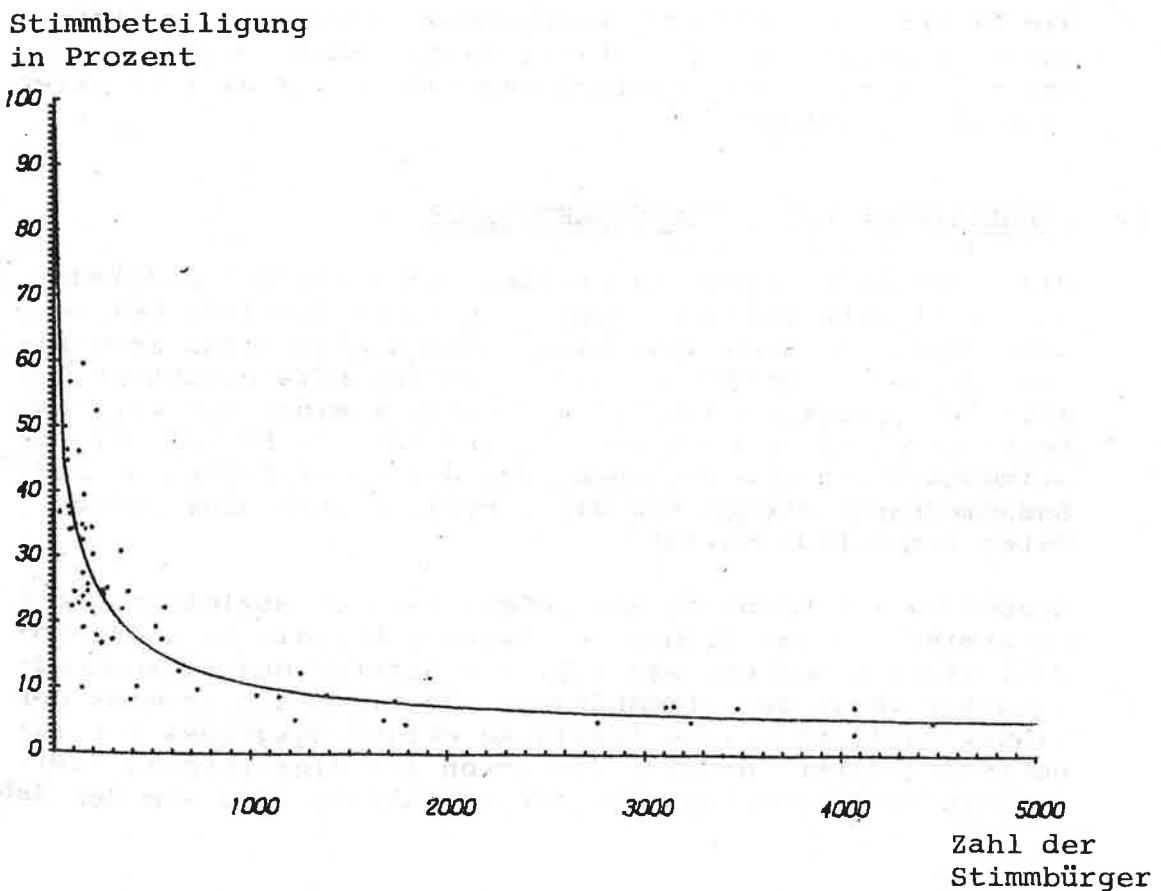
In grossen Gemeinden wird die Wahrscheinlichkeit, dass ein zufällig ausgewählter Stimmbürger zur Abstimmung geht, sehr gering. Dies bedeutet jedoch nicht, dass letztlich überhaupt niemand mehr stimmen geht. Vielmehr geht nur noch ein sehr kleiner Teil der Wählerschaft regelmässig stimmen und/oder ein grösserer Teil der Wählerschaft geht nur noch sehr selten stimmen. Die Abstimmungsbeteiligung

kann jedoch nicht auf Null sinken. In diesem Falle ergäbe sich für einen einzelnen Stimmbürger, der als einziger stimmen geht, die Möglichkeit, allein die Abstimmung zu entscheiden. (Er wäre mit Wahrscheinlichkeit 1 Median-Stimmbürger.) Dies brächte ihm, je nach Abstimmungsgegenstand, einen erheblichen erwarteten Nutzengewinn gegenüber einer zufälligen Entscheidung. Im Falle sehr geringer Wahlbeteiligung wird diese Ueberlegung von einer Reihe von Stimmbürgern angestellt. Für sie ergibt sich daraus ein zusätzlicher Anreiz, zur Abstimmung zu gehen. Die Stimmabteiligung nähert sich daher in grossen Gemeinden mit zunehmender Zahl der Stimmbürger einem bestimmten (absoluten oder prozentualen) Wert.

I. EMPIRISCHE UEBERPRUEFUNG DER THESE

Zur Ueberprüfung dieser These wurde in den Baselbieter Gemeinden die durchschnittliche Stimmabteiligung bei lokalen Abstimmungen über finanzwirtschaftliche Fragen (y) erhoben (6). Als unabhängige Variable dient die Zahl der Stimmberechtigten (x).

Figur 2: Abhängigkeit der Stimmabteiligung von der Zahl der Stimmberechtigten in den Gemeinden des Kantons Basel-Landschaft.



Die erhobenen Werte sind in Figur 2 eingetragen. Wie ein Blick darauf zeigt, ist diese Abhängigkeit nicht-linear, weshalb sich für die Schätzgleichung die Form

$$y = a + b \frac{1}{x} \quad (9)$$

anbietet, mit a und b als Parametern. Diese Gleichung ist allerdings nicht invariant gegenüber linearen Transformationen von x, so dass wir zu x eine Konstante c hinzufügen. Die zu schätzende Gleichung hat damit folgende Form

$$y = a + b \frac{1}{x + c} + u \quad (10)$$

und ergab folgende Schätzung (7)

$$y = 3,51 + 7931,71 \frac{1}{x + c} + u,$$

(7,55) (13,88)

mit $c = 144,17$

$$\bar{R}^2 = 0,66, \quad n = 66, \quad FG = 64$$

Das Ergebnis besagt, dass 66% der Varianz im Ausmass der Stimmbeteiligung zwischen den einzelnen Gemeinden mit Hilfe der Gemeindegrösse erklärt werden kann. Hierbei nimmt die Stimmbeteiligung mit zunehmender Grösse der politischen Gemeinde zunächst stark, später immer weniger ab und nähert sich asymptotisch dem Wert von etwa 3,5% aller Stimmberechtigten (8).

IV. ERLÄUTERUNG DES SCHÄTZERGEBNISSES

Die geschätzte Gleichung erklärt nicht die Unterschiede in der Stimmbeteiligung innerhalb einer Gemeinde bei verschiedenen Abstimmungen. Diese können allerdings in gleicher Weise mit Hilfe des individuellen Entscheidungskalküls analysiert werden, in welches zum einen der marginale Nettonutzen einer Vorlage, zum anderen die Kosten der Abstimmungsteilnahme eingehen. Für die Ueberprüfung dieses Zusammenhangs stehen für die Schweiz bisher aber keine Daten zur Verfügung (9).

Ausserdem ist nicht zu übersehen, dass es soziologische Determinanten der Stimmbeteiligung gibt, die in unser Modell nicht eingehen, wie z.B. die Alters- und Einkommensstruktur unter den Stimmbürgern. So nimmt das Ausmass der (individuellen) Stimmbeteiligung erfahrungsgemäss mit zunehmendem Alter und/oder Einkommen des einzelnen zu (10). Solange diese Einflüsse jedoch unabhängig sind von der Zahl

der Stimmberechtigten - eine Annahme, die in der soziologischen Literatur durchgängig ist - solange verzerrt ein Auslassen dieser Einflussgrößen in unserer Schätzgleichung weder den Koeffizienten für die Gemeindegröße, noch den Erklärungsgehalt (R^2) dieser Gleichung.

V. FOLGERUNGEN

Wird die Ansicht vertreten, eine höhere (als die gegenwärtige) Beteiligung am politischen Geschehen sei wünschenswert, so ergibt sich als erstes die Forderung nach einer stärkeren Dezentralisierung in den Entscheidungen mit lokal und regional begrenzten Auswirkungen. Erscheint die Dezentralisierung aus anderen Gründen jedoch nicht vorteilhaft (11), so sollte zwecks Förderung der Abstimmungsbeteiligung in erster Linie untersucht werden, wie die Kosten der Stimmabgabe gesenkt werden können. Dies gilt insbesondere, da sich die individuellen Kosten der Abstimmungsteilnehmer wesentlich eher beeinflussen lassen als z.B. die Altersstruktur der Bevölkerung oder die Bildungs- oder Einkommensunterschiede.

ANHANG: ANMERKUNGEN ZUM SCHÄTZVERFAHREN

1. Die Struktur der Varianz-Kovarianzmatrix der Residuen

Die Höhe der Stimmabgabe bei einer zufällig ausgewählten Abstimmung (y_k , $k = 1, 2, \dots, K$) ergibt sich als Summe Null-Eins-verteilter Zufallsvariabler ($z_{i,k}$, $i = 1, 2, \dots, x$) der Entscheidungen der einzelnen Stimmbürger (an der Abstimmung teilzunehmen oder nicht), geteilt durch die Zahl der Abstimmungsberechtigten (M):

$$y_k = \frac{\sum_{i=1}^M z_{i,k}}{x}$$

mit $z_{i,k} = \begin{cases} 1 & \text{Der } i\text{-te Stimmbürger nimmt teil} \\ 0 & \text{Der } i\text{-te Stimmbürger nimmt nicht teil.} \end{cases}$

Es erscheint sinnvoll anzunehmen, dass die Größe y_k annähernd normalverteilt ist, mit

$$y_k \sim N \left(E(y_k), \frac{E(y_k)(1 - E(y_k))}{x} \right).$$

Der Mittelwert über alle K Abstimmungen ist dann gleichfalls normalverteilt, mit

$$\bar{Y} = \frac{1}{K} \sum_{k=1}^K Y_k \sim N \left(E(Y), \frac{E(Y)(1-E(Y))}{X \cdot k} \right).$$

Wenn wir davon ausgehen, dass in allen N Orten die Zahl der Abstimmungen etwa gleichgross ist und dass die stochastischen Restglieder der einzelnen Orte unkorreliert sind, ergibt sich als Regressionsansatz

$$y = X\beta + u,$$

$$\text{mit } E(u) = 0$$

$$\Sigma_{uu} = \begin{pmatrix} \sigma_{11} & \dots & 0 \\ \vdots & \ddots & \vdots \\ 0 & \dots & \sigma_{NN} \end{pmatrix}$$

$$\text{und } \sigma_{ii} \propto \frac{E(Y_i)(1 - E(Y_i))}{X}.$$

Da die Erwartungswerte von Y_i jedoch unbekannt sind, setzen wir zunächst

$$E(Y_i)(1 - E(Y_i)) = 1$$

für $i = 1, 2, \dots, N$ und schätzen damit $\tilde{\beta}_1$ und $\tilde{y}_1 = \tilde{x}\tilde{\beta}_1$ (12). Diese konsistenten Schätzwerte für $E(Y)$ setzen wir in Σ_{uu} ein und schätzen damit $\tilde{\beta}_2$ und \tilde{y}_2 . Mit \tilde{y}_2 wird wiederum $\tilde{\beta}_3$ geschätzt usw. Das Verfahren wird abgebrochen, wenn der Abstand zwischen zwei aufeinanderfolgenden Schätzungen $\tilde{\beta}_s$ und $\tilde{\beta}_{s+1}$ kleiner als $\alpha = 0,0001$ ist. Dieses Verfahren, für das Konvergenz allgemein nicht nachgewiesen werden konnte, hat bei allen unseren Schätzungen konvergiert (13).

2. Zur Nichtlinearität der Abhängigkeit von der Ortsgrösse

Wie Figur 2 zeigt, hängt die Stimmabteiligung (y) offensichtlich in nichtlinearer Weise von der Zahl der Stimmberechtigten (x) ab. Folgende Form erscheint daher sinnvoll:

$$y = \beta_0 + \beta_1(x_1 + c)^{-1} + u.$$

Das GLS-Verfahren bestimmt die Schätzwerte $\hat{\beta}$ für eine vorgegebene Varianz-Kovarianzmatrix Σ_{uu} so, dass bei ebenfalls vorgegebenem Parameter c das

$$R'^2 = 1 - \frac{\tilde{u}' \Sigma_{uu}^{-1} \tilde{u}}{y' \Sigma_{uu}^{-1} y}$$

maximiert wird. Deshalb wird auch c iterativ so bestimmt, dass dieses R'^2 maximiert wird.

Gebhard Kirchgässner
Institut für Wirtschaftsforschung der ETH Zürich
Weinbergstr. 35
8006 Zürich

Werner W. Pommerehne
Institut für empirische
Wirtschaftsforschung
der Universität Zürich
Forchstr. 145
8032 Zürich

ANMERKUNGEN

1. Vgl. z.B. die 'Baselbieter Stimmbürgeruntersuchung 1972', als Schlussbericht der Expertenkommission zur Hebung der Stimmbeteiligung (eingesetzt vom Regierungsrat des Kantons Basel-Landschaft), ferner für die Gesamtschweiz die Untersuchung von Sidjanski, Kerr und Nicola (1974) sowie Neidhart und Hoby (1977).
2. So die explizite Zielsetzung z.B. der Baselbieter Untersuchung.
3. In unserem Zusammenhang insbesondere Riker und Ordeshook (1968), Tollison und Willett (1973) und Sproule-Jones und Hart (1973).
4. Diese Erkenntnis ist ein wichtiges Ergebnis der modernen positiven politischen Theorie; siehe z.B. Rae und Taylor (1971) und - als Anwendung auf schweizerische Verhältnisse - Pommerehne (1974).
5. Bei der Verteilung der Position der einzelnen Stimmbürger spielt der Mittelwert keine Rolle. Die Varianz jedoch wird als annähernd konstant angenommen.
6. Zugrunde liegen die Angaben von 66 Baselbieter Gemeinden. Keine Angaben liegen vor aus den Gemeinden Arboldswil, Bretzwil, Eptingen, Hersberg, Lauwil, Pfeffingen, Ramlingsburg und Rothenfluh.
7. Die Klammerwerte geben die t -Werte der geschätzten Parameter wieder.
8. Ob der Wert von 3,5 Prozent auch für grosse Städte (ab ca. 20 000 Stimmbürger) gilt, ist fraglich, da entsprechende Extrapolationen mit einem grossen statistischen Unsicherheitsbereich verbunden sind. Dies mindert jedoch nicht die Bedeutung dieses Ergebnisses,

da die grossen Schweizer Städte überwiegend ein parlamentarisches System haben, dieser Ansatz sich jedoch nur auf Städte mit Gemeindeversammlung bezieht.

9. Vgl. jedoch die Untersuchung von Sproule-Jones (1974) für eine kanadische Stadt; deren Ergebnisse bestätigen unsere Überlegungen.
10. Aus der umfangreichen Literatur vgl. insbesondere Milbrath (1965, S.114ff.) und - speziell für die Schweiz - die Fallstudie von Steiner (1963). Unser Versuch, sozio-strukturelle Variablen in die Schätzung einzubeziehen, führte zu keinen besseren Schätzergebnissen. Dies kann allerdings auf Spezifikationsfehler zurückführbar sein, bedingt durch die Verwendung weniger und nicht sehr differenzierender Angaben. Eine genauere Untersuchung des Einflusses sozio-struktureller Variablen auf die Stimmabstimmung würde für jede einzelne Gemeinde Daten erfordern, die nach den verschiedenen sozio-ökonomischen Charakteristika aufgespalten sind. Derlei Angaben stehen (bislang) aber nicht zur Verfügung.
11. Auf welche Weise diese Frage zu klären ist, kann hier nicht näher ausgeführt werden; vgl. jedoch z.B. Oates (1972).
12. Der Index 1, 2, ..., bezieht sich hier auf den 1., 2., ... Schritt im Iterationsverfahren.
13. Vgl. zu diesem Verfahren Schoenfeld (1969, S.207ff.) und Kmenta (1971, S.261ff.).

BIBLIOGRAPHIE

- Buchanan James M. und Tullock Gordon (1962): *The Calculus of Consent. Logical Foundations of Democracy*. Ann Arbor, University of Michigan Press.
- Downs Anthony (1957): *An Economic Theory of Democracy*. New York, Harper and Row.
- Kmenta Jan (1971): *Elements of Econometrics*. New York, Macmillan.
- Milbrath Lester W. (1965): *Political Participation. How and Why do People get Involved in Politics?* Chicago, Rand McNally.
- Neidhart Leonhard und Hoby Jean-Pierre (1977): Ursachen der gegenwärtigen Stimmabstinentenz in der Schweiz. Zürich (Forschungsbericht im Auftrag der Justizabteilung des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartementes).
- Oates Wallace E. (1972): *Fiscal Federalism*. New York, Harcourt, Brace and Jovanovich.
- Pommerehne Werner W. (1974): Determinanten öffentlicher Ausgaben - ein einfaches politisch-ökonomisches Modell. In: *Schweizerische Zeitschrift für Volkswirtschaft und Statistik*, Bd. 110, S.455ff.
- Rae Douglas und Taylor Michael (1971): Decision Rules and Policy Outcomes. In: *British Journal of Political Science*, Bd. 1, S.71ff.
- Riker William H. und Ordeshook Peter C. (1968): A Theory of the Calculus of Voting. In: *American Political Science Review*, Bd. 62, S.25ff.

- Schoenfeld Peter (1969): Methoden der Oekonometrie I. Berlin, Vahlen.
- Sidjansky Dusan, Kerr Henry und Nicola Jacques (1974): Enquête sur le comportement politique en Suisse 1972. Genève, Département de Science Politique.
- Sproule-Jones Mark (1974): A Description and Explanation of Citizen Participation in a Canadian Municipality. In: Public Choice, Bd. 17, S.73ff.
- Sproule-Jones Mark und Hart Kenneth D. (1973): A Public Choice Model of Political Participation. In: Canadian Journal of Political Science, Bd. 6, S.175ff.
- Steiner Jürg (1963): Die Anteilnahme der Stimmbürger am politischen Leben ihrer Gemeinde. Bern, Haupt.
- Tollison R.D. und Willett Thomas D. (1973): Some simple Economics of Voting and Not Voting. In: Public Choice, Bd. 16, S.59ff.

LE JOUET, OUTIL DU METIER D'ENFANT

Jacques Vonèche

RESUME

La conception actuelle du jouet est tributaire d'une bipolarité entretenue par les agents de socialisation entre la privatisation extrême des pratiques familiales et l'universalisation abstraite du discours spécialisé sur l'enfance. Cette bipolarité engendre une situation réelle de l'enfance paradoxale conduisant à une annulation idéologiques de l'enfance correspondant à la baisse de natalité sur le plan démographique.

ZUSAMMENFASSUNG

Die heutige Vorstellung des Spielzeuges ist auf die Zweipoligkeit zurückzuführen, die von den Sozialisierungsagenten zwischen der betonten Privatisierung des Familiengeschehen und der abstrakten Universalisierung der spezialisierten Kindeswissenschaften aufrechterhalten wird. Jene Zweipoligkeit erzeugt einen paradoxalen Tatbestand der Kindheit, der zur ideologischen Ausscheidung der Kindheit führt und auf demographischer Ebene zum Rückgang der Geburtenziffern.

* * *

Le but de cet article est de montrer comment la conception du jeu et des jouets est tributaire d'une image globale de l'enfance dans notre société. On verra d'abord comment les écoles psychologiques définissent le jeu par opposition au travail, renvoyant ainsi à une opposition, historiquement construite, entre métier d'enfant et métier d'adulte. L'analyse du "bon" jouet montrera ensuite comment, sous la pression des classes dominantes dans l'innovation culturelle, cette opposition se transforme par un double mouvement - dont nous n'étudierons que le premier - d'"adultisation" du métier d'enfant accomplie par le truchement de la pénétration toujours plus profonde de l'art et de la science de pointe dans les nurseries et d'"infantilisation" de l'adulte par le véhicule d'une idéologie de la spontanéité, de la liberté, de la créativité et de la décontraction qui tendent à obscurcir certaines distinctions entre enfant et adulte.

1. DECOUVERTE DE LA PRIME ENFANCE COMME OBJET PEDAGOGIQUE

Comme on le sait depuis les travaux de Philippe Ariès (1973) notamment "l'Enfance sous l'ancien régime", le sentiment de l'enfance est un sentiment récent dans notre société occidentale, puisqu'on peut approximativement le dater au moment des Temps Modernes. Au Moyen-Age et pendant une partie au moins de la Renaissance, la distinction entre l'enfance et le monde des adultes paraît ne pas avoir été fortement marquée. Adultes et enfants jouent aux mêmes jeux de hasard dans les mêmes lieux, portent les mêmes habits, parlent la même langue et travaillent aussi durement (l'interdiction du travail des enfants en Europe date de la fin du XIXe siècle). La famille n'est pas encore devenue le lieu obligé de l'affection, de l'intimité et du secret.

Lorsque le sentiment de l'enfance et de la famille s'est installé, l'idée de besoins spécifiques de l'enfance est apparue: innocence à protéger, ignorance à combler, caractère à former. On a donc enfermé les enfants dans les familles et les écoles pour mieux les conduire de l'innocence morale au jugement moral, de l'analphabétisme à la plus haute culture et de l'absence de moi propre à la forte personnalité. L'éducation cesse de se faire au hasard et sur le tas. Elle devient la préoccupation majeure des parents et la raison de leur vie commune bien souvent. Mais ce faisant, elle va provoquer trois retournements qui sont essentiels pour comprendre la place du jouet dans la découverte de l'enfant comme objet de réflexion.

1.1 Premier retournement: la séparation des compétences et la spécialisation des rôles

Elle est implicite chez Rabelais (1532) qui se situe précisément au moment de la découverte de l'enfance dont il est, par son "Gargantua", l'un des artisans avec Erasme. Il peut dire, tout crûment, que l'enfance se passe dans le jeu et l'étude (qui n'est pas un travail encore pour des gens de son époque) et que le travail est le propre de l'adulte. Cela suffit pour quelques siècles à définir une certaine spécialisation des rôles. Mais lorsque l'idée du travail des enfants devient insupportable à la conscience morale, c'est-à-dire que la pratique du travail enfantin tend à disparaître des moeurs, il devient nécessaire d'enraciner le jeu dans la nature même de l'enfant. On va donc biologiser le jeu d'une manière simpliste et empiriste avec Spencer (1858), d'une manière beaucoup plus subtile avec Groos (1896-99). Tout d'abord, comme toujours lorsqu'on naturalise un phénomène social, on va le faire partager par les animaux. Mais, comme les animaux inférieurs ne jouent pas aussi clairement qu'ils manifestent l'"instinct" maternel, par exemple, il faut bien faire du jeu un privilège des espèces les plus évoluées; ce qui permet d'introduire la dimension d'imitation ou de "modelling" comme on dit aujourd'hui, qui met en évidence la fonction socialisatrice du jeu, fonction attendue par une société convaincue non seulement de l'innocence des enfants, comme le dit Ariès, mais aussi et surtout de leur absence de moi propre.

Si Spencer pense donc pouvoir employer directement le jeu pour l'éducation, Groos intériorise plus complètement le processus de spécialisation du métier d'enfant en faisant du jeu un pré-exercice fonctionnel reprenant ainsi d'une manière moins brutale la théorie de Hall selon laquelle l'ontogenèse psychologique récapitule la phylogénèse. Cette dernière théorie ouvre la voie à toute la psychologie génétique moderne qui identifie l'enfant et le primitif selon des modalités plus ou moins sophistiquées. Elle affirmera, par exemple, que la notion d'imperatus développée par la physique médiévale serait au centre des explications physiques des enfants du niveau pré-logique. Nous avons montré ailleurs (Vonèche, 1977) qu'il pourrait bien s'agir d'une illusion du psychologue, illusion utile et même nécessaire dans l'économie d'un savoir voulant conquérir sa place dans le cercle des sciences. En effet, une telle prétention détache l'intérêt pour l'enfant de ses origines puéricultrices modestes pour l'élever à la dignité d'une préoccupation épistémologique. Mais en même temps, elle renforce la coupure entre métier d'enfant, nécessairement pré-logique

et métier d'adulte, nécessairement logico-formel. On observe la même coupure, mais dans le domaine affectif et non pas cognitif cette fois, dans les théories compensatoires du jeu. Si le jeu se caractérise par le primat de la pensée onirique et autistique sur la pensée réaliste soumise au contrôle intersubjectif, il devient évident qu'être adulte c'est le contraire. Par conséquent, Buýtendijk (1934) a raison de penser que le jeu s'explique par la dynamique infantile. Sa seule erreur est de croire cette psychodynamique naturelle et inévitable, alors qu'elle tire son origine d'un certain sentiment de l'enfance. Avec cet auteur, le retournement commencé avec Rabelais est donc complet. Le cycle est achevé, l'enfant est si entièrement séparé de l'adulte qu'on en vient à croire sérieusement que ses modes d'être, de penser, de sentir et d'exister sont si radicalement autres que son seul équivalent possible c'est l'homme de Neanderthal ou l'aborigène d'Australie.

Nous voici ainsi préparés pour le deuxième retournement:

1.2 La diffusion des nouvelles conquêtes de la psychologie de l'enfant

Les porteurs de cette bonne nouvelle seront par définition les mères. Mais il ne peut s'agir de mères rabelaiennes aux larges flancs et aux poitrines généreuses, ignares et uniquement soucieuses de restaurer les estomacs pantagruéliques de leur marmaille. Pour répandre la nouvelle Vulgate, il faut des femmes cultivées, détachées de leur fonction ménagère pour se consacrer à leurs fonctions pédagogiques nouvelles suivant les conseils de rationalité des magazines féminins.

Cette tâche est facilité par l'investissement considérable consenti par les marchands dans le marché de la prime enfance: aliments précuits ou prêts à l'emploi, couches à jeter ou service de langes à domicile, tissus "stretch", crèmes et onguents de toutes sortes. Tout cela pousse à substituer aux aspects matériels du rôle maternel traditionnel des fonctions nouvelles plus strictement symboliques. En effet, si les marchands se chargent des biens matériels, la spécificité maternelle va glisser subrepticement de l'art culinaire vers la pédagogie, bien symbolique par excellence. Ce glissement trouve son occasion et sa justification a posteriori dans l'extension progressive de la scolarisation des femmes ainsi que dans le sous-emploi relatif où celles-ci se retrouvent après avoir acquis des qualifications culturelles suffisantes pour pouvoir mépriser la cuisine et le tricot et aspirer à des tâches plus exaltantes au

sein du foyer comme de voir grandir ses enfants, de les aider à s'épanouir en les comprenant de l'intérieur.

Le retour de ces femmes à la "nouvelle" cuisine ou au tricot est le plus souvent encore dicté par la valeur symbolique des objets ainsi échangés: proximité affective, exemple pédagogique, etc...

La fonction pédagogique sera d'autant plus importante que la famille se rapprochera des couches dominées de la bourgeoisie dont la spécificité est une survalorisation de l'héritage culturel tel qu'il est transmis par la mère dans les couches plus distinguées. D'où une "psychose" de l'école propre aux classes moyennes qui y voient leur chance de promotion sociale. D'où la nécessité de "suivre" l'enfant, de le préparer à se maintenir dans les meilleures filières.

Une telle attitude est favorisée par le fait que, lorsqu'elles travaillent, les femmes les mieux éduquées exercent des métiers d'encadrement et de formation aux horaires souples et aux tâches flexibles qui les préparent à percevoir une continuité entre travail et famille. D'où une réceptivité accrue aux découvertes des sciences humaines.

Parmi celles-ci, la psychologie, telle qu'elle est vulgarisée, occupe une place spéciale à cause de ses pré-tentions normatives. Elle permet de reconnaître certains comportements familiaux comme adéquats, normaux et licites, tandis qu'elle en rejette d'autres. Cette fonction normative a permis aux psychologues et aux psychothérapeutes de conquérir un espace pédagogique nouveau, auparavant détenu par les pédiatres et les médecins de famille. Il en est sorti toute une vulgate dont deux aspects sont importants ici: la nécessité d'un rapport affectif étroit entre la mère et l'enfant comme condition sine qua non de tout développement harmonieux futur de l'enfant et le grand malheur des enfants passés sous leurs éducateurs. Le premier de ces deux aspects a évidemment rencontré un écho considérable chez les jeunes mères professionnellement inoccupées. Il en a retenu beaucoup au foyer dans un certain état de culpabilité et d'angoisse. Le second a conduit directement à une libération des rapports hiérarchiques et familiaux. Mais ce qui nous paraît surtout révélateur dans ces deux aspects, c'est leur conjugaison au sein d'un même discours. N'y a-t-il pas contradiction entre l'insistance sur le rôle irremplaçable de la mère dans la croissance physique et mentale de son enfant et la révélation de la vanité de toute éducation passée qui n'aurait été que discipline et contrainte? S'agit-il de la fonction uto-

pique du futur présenté comme rupture radicale avec les pratiques passées? Ou, plus subtilement, dénoncer l'asservissement passé des enfants n'est-ce pas leur faire symboliquement violence aujourd'hui en leur refusant une place quelconque dans la famille logiquement incapable d'assurer des exigences contradictoires?

Dans "Le Sens de l'avortement", J. Kellerhals apporte un élément de réponse lorsqu'il trace le portrait social de l'enfant moderne. Ce portrait correspond parfaitement à celui que révèle l'histoire de la psychologie du jeu. N'oppose-t-il pas comme le font les idéologues de la psychologie de l'enfant, à l'adulte/capital l'enfance/gratuité (Kellerhals, 1977)? Face à l'adulte marchand ou plus précisément négociant (non-oisif) se dresse l'enfant libre et sans souci dont les jeux crient l'oisiveté. Une fois de plus, la civilisation des moeurs conduit à construire l'enfant comme différence spécifique, c'est-à-dire comme manque. L'enfant est un adulte en creux pour la psychologie qui le définit donc toujours par ce qui lui fait défaut pour être adulte. Ce qui justifie sa socialisation tout en cachant qu'elle résulte de la définition même de l'enfance comme manque.

Ce double mouvement de renforcement et d'occultation concomitants a pour fonction principale la reproduction sociale par la privatisation des enfants dans la famille et leur universalisation dans la science en une entité abstraite et quasi durkheimienne, l'enfance dont parlent les spécialistes. En effet, derrière les relations, rendues intimes et secrètes par la privatisation, de la famille nucléaire moderne, se cache la contrainte universelle de la socialisation de l'enfant dans et par cette même famille en dehors de laquelle il n'a pas d'existence propre, pas d'interlocuteur autorisé, ni de solidarité permise, bref en dehors de laquelle il n'est rien par lui-même, pour lui-même et pour les autres. Ceci est particulièrement clair dans la privation d'identité que constitue le concept de désavantage culturel. Sous ce terme des gens apparemment aussi différents que Oscar Lewis (1973), Basil Bernstein (1975) ou le groupe de Pierre Bourdieu reprennent à leur compte la violence symbolique du conservatisme social sous les apparences d'une dénonciation. En effet, s'ils mettent bien en évidence les pratiques culturelles et cognitives propres aux différentes classes sociales, ces auteurs n'en demeurent pas moins attachés à une conception utopique du système social qu'ils décrivent toujours comme société "parfaite". Une telle lecture des phénomènes sociaux comme tout organique déterminé en tous lieux et en toutes parts par des finalités exactes et concordantes constitue, en définitive, un appel à l'inaction sociale.

En effet, lorsque Lewis parle de la culture de la pauvreté, ne remplace-t-il pas par un concept vaguement moralisateur la véritable explication sociologique d'un phénomène social connu qui s'appelle l'inégalité sociale et non la pauvreté? Ne fait-il pas autre chose que se reprendre à son compte l'opération sociale de privatisation familiale en renvoyant à la famille elle-même ses propres "déficits"?

De même, quand Bernstein nous montre le désavantage culturel des couches populaires qui parlent en utilisant un code restreint par opposition au code élargi des classes aisées dont les pratiques d'échange se diffèrent de celles des classes moyennes, qu'il s'agisse d'idées, de sentiments ou d'objets, n'accentue-t-il pas la polarisation de l'expérience enfantine entre un aspect familial privé-concret et un aspect scolaire-abstrait dont le premier est à rejeter grâce à une augmentation du second par l'éducation compensatrice. N'est-ce pas toute une classe d'enfants qui apprennent ainsi à détester leur milieu d'origine considéré comme responsable de leurs maux? Imputer les causes de la pauvreté aux pauvres a non seulement pour effet d'imputer à la seule unité familiale son inadéquation à sa fonction institutionnelle, mais surtout d'éviter de se poser des questions sur la structure du marché de l'emploi, l'inégalité des salaires, la distribution des ressources et la formulation des besoins.

Ceci est particulièrement clair dans les articles que Jean-Claude Chamboredon (1973, 1975, 1977) consacre à l'enfance. S'il décrit bien mieux que nous ne le faisons nous-mêmes ici, les différences de classe dans l'investissement pédagogique, il néglige toutefois de replacer cette analyse dans son cadre théorique global. Or ce cadre global théorique est précisément la polarisation de l'enfant entre le privé/familial, d'une part, et l'abstrait/spécialiste de l'autre. Or c'est la prise en considération de ce cadre théorique d'ensemble qui fait, en contradistinction, le mérite du travail de Kellerhals sur l'avortement. En effet, en montrant comment les mères qui idéologisent l'enfant comme gratuité le réduisent, dans la situation extrême que reste l'avortement, à une marchandise parmi d'autres, il fait proprement sauter, par cet exemple remarquable, la contradiction des discours sur l'enfant qui superposent habilement l'universel-abstrait-gratuit du spécialiste et le privé-concret-marchand de la famille qui considère l'élevage des enfants sur le modèle d'une entreprise à rentabiliser.

A l'opposé du cas extrême de l'avortement se situe l'offre et la demande de jouets dans le cadre anodin de la vie familiale quotidienne. Pourtant, comme le montrera l'analyse qui suit, et qui recoupe en de nombreux points celles de Bernstein et surtout de Chamboredon, le même phénomène de passage subreptice de la gratuité à la capitalisation se produit dans les familles privilégiées qui, comme le remarquait déjà Jean-Jacques Rousseau (1754) dans un célèbre discours, aiment à faire correspondre aux inégalités naturelles entre les hommes des inégalités institutionnelles.

C'est dans ce contexte normatif nouveau que s'opère le troisième retournement:

1.3 L'idée d'une science et d'un art naïfs

Il ne s'agit plus d'introduire les enfants à la lecture et l'écriture dans une stricte discipline autoritaire. Il s'agit de les initier le plus tôt possible aux disciplines de pointe: logique, mathématique et linguistique. C'est ainsi que l'on assiste à un retour en force de l'épistémologie conçue comme fondement génétique du savoir plutôt que comme sa validation, de la logique pensée comme origine et non comme assiette de principes et de la psychologie génétique non plus comme simple observation de la croissance mentale mais comme fondement expérimental de l'accroissement des connaissances selon les règles développées dans l'épistémologie génétique et l'histoire des sciences conçue elle-même comme développement logique, comme nous l'avons vu plus haut.

Le matériel scolaire lui-même s'en trouve modifié. Ce n'est plus le tableau noir et le boulier compteur de jadis, les ardoises et les touches pour les exercices d'écriture et de calcul. Ce sont les petites tables en rond autour desquelles on fait des jeux éducatifs destinés à développer les sens: la vue, l'ouïe, l'odorat et le toucher parfois le goût. Ce sont les blocs logiques, les baguettes Cuisenaire, les tiges de sériation, etc.

Tout ce matériel rencontré dans les écoles enfantines et que les parents aisés achètent dans les magasins de "bons" jouets, renvoie, de manière plus ou moins directe, à l'épistémologie génétique de Piaget, à la pédagogie "moderne", à Bourbaki et la mathématique nouvelle, à Chomski et la linguistique générative.

Plus significatif encore: de grands savants et de grands artistes qui se donnent comme l'avant-garde de leur domaine se lancent dans l'animation de jeunesse. C'est ainsi que le mathématicien Seymour Papert après être passé

par le Centre international d'épistémologie génétique de Genève et le projet MAC (intelligence artificielle sur ordinateurs) du M.I.T. s'occupe aujourd'hui de faire jouer les enfants de la région de Boston avec des petits ordinateurs.

Mais il n'y a pas que la science de pointe qui pénètre à l'école enfantine et dans les bonnes familles à titre de jouet éducatif. L'art moderne investit lui aussi ces mêmes lieux. En effet, sans le surréalisme et sa rupture avec les académismes, sans la découverte de l'art brut et des collages, sans la revalorisation des matières simples et quotidiennes dans l'architecture actuelle d'intérieur, sans la mort de l'art, est-ce que nous ne lirions pas très différemment les dessins de nos enfants? N'est-ce pas parce qu'ils peuvent s'autoriser de Miró que les quelques traits de couleur sur un carton dessinés par un petit de deux ans ou trois ans prennent soudain de l'intérêt? L'art moderne nous donne à la fois des modèles pour apprécier les gribouillis enfantins et une grille de lecture (1) permettant la découverte de l'artiste en l'enfant tout comme l'épistémologie génétique permet, de son côté, la découverte du savant dans le bébé qui se déplace dans l'appartement familial selon le groupe des déplacements de Poincaré.

De même, on ne compte pas le nombre de jeunes animateurs de théâtre d'avant-garde qui se lancent dans des exécutions pour enfants puis dans les enfants eux-mêmes. De grands peintres s'intéressent aux dessins d'enfants au point de participer ou d'animer des laboratoires de dessin et de peinture pour tous-petits "avant qu'ils ne soient déformés par les académismes". En musique, Suzuki prône aujourd'hui une initiation musicale périnatale.

Ce sont enfin les enfants de Mai 68 qui retournent en classe pour lancer la révolution scolaire; l'enfant est l'ultime prolétaire.

De partout donc, on investit l'enfance, terre vierge sur laquelle imprimer toutes les utopies libertaires.

Lorsqu'on examine l'histoire de l'école maternelle qui paraît le lieu privilégié des transformations que nous venons de voir, on est tenté de ne pas voir dans ce mouvement une reconversion des savants, des artistes et des politiques en pédagogues mais bien - ce qui peut paraître paradoxal - un effacement des frontières entre le pédagogique et les champs respectifs de spécialisation des savants. En effet, l'école maternelle est née des besoins de main-d'œuvre plus qualifiée de la société manufacturière dans un monde qui, ne pouvant encore faire

appel à la main-d'œuvre étrangère, dut faire appel à la main-d'œuvre féminine. Ce qui a conduit à la nécessité de faire garder les enfants des classes populaires. Dans le sentiment de l'enfance propre au XVIII^e siècle, cette fonction gardienne de l'école maternelle ne pouvait se concevoir que comme un dressage des classes inférieures par la moralisation. Ce dressage avait lieu dans un environnement matériel nécessairement pauvre. Les enfants n'avaient à disposition que des objets assez frustes et quotidiens : des cailloux, des graines, des bâtons et de la terre glaise, un bassin d'eau servant à de multiples usages. Or c'est ce matériel simple qui est devenu le matériel pédagogique par excellence de la nouvelle pédagogie. La raison de cette métamorphose est purement "fortuite". En effet, lors des premiers développements de la psychologie de l'enfant qui se situaient dans le cadre aujourd'hui contesté de l'idéologie des dons pour laquelle il naît des talents comme il pleut, les recherches sur les aptitudes intellectuelles des enfants se faisaient, "cela va de soi", principalement sinon exclusivement, sur les enfants les plus pauvres ainsi parqués dans leurs écoles maternelles où la venue du psychologue était une diversion : "ce monsieur nous fait rigoler au moins" comme le rapporte Piaget (2) de son expérience comme jeune chercheur à l'école de la Grange-aux-Belles chez Binet. Il est donc bien naturel que le psychologue ait employé le matériel à disposition sur place, un matériel avec lequel on ne peut guère faire autre chose que sérier, dénombrer, verser d'un bocal à l'autre et aplatisir, déformer en galette et boulettes. Ce matériel ayant fait la gloire desdits psychologues revient aujourd'hui sous la forme noble du bon jouet triplement investi par la science, l'art et le bon goût modernes.

2. DECOUVERTE DU "BON" JOUET

Comme on le voit, trois conditions doivent être réunies pour le bon usage des jouets sur le plan psychologique. Il y a d'abord la condition sociale déterminante. On choisit un jouet de manière différente suivant la classe sociale à laquelle on appartient, suivant son âge et son sexe. Plus on sera proche des cercles où s'élabore la vulgate psychologique à l'usage des parents, que ce soit par la lecture d'un magazine comme "Parents" ou par une formation universitaire en sciences humaines, plus on sera disposé à accepter la détermination "scientifique" du choix des jouets. On verra ainsi apparaître des listes de jouets possibles pour les différents âges de l'enfant, comme on a vu, sur le plan diététique, l'apparition de l'allaitement sur demande et non plus sur horaire, le

remplacement de l'allaitement au biberon par l'allaitement au sein considéré comme "scientifiquement" supérieur aux produits artificiels et, surtout, la psychanalyse et la psychologie de la perception (le toucher) aidant, présenté comme un moment crucial du rapport mère-enfant.

De même, le bon jouet sera le jouet éducatif, ce qui veut dire le jouet qui renvoie directement à toutes les idées modernes sur les enfants que nous venons d'examiner plus haut. Là encore, le clivage social sera déterminant. Matériellement d'abord, le bon jouet est construit dans les matériaux simples de l'école maternelle à laquelle il doit préparer l'enfant et ensuite servir de complément domestique. Ces "matériaux simples aux lignes pures et naturelles" correspondent au bon goût actuel de la fraction dominée de la bourgeoisie. Ils ne renvoient pas cette classe à l'histoire pénible de ces garderies pour enfants d'ouvrières. Ils ne marquent pas davantage l'absence d'accès au luxe pour cette classe pour laquelle le luxe est précisément de dépasser les signes extérieurs visibles du luxe. Dans A l'ombre des jeunes filles en fleurs, Marcel Proust fait remarquer au narrateur que la femme d'Elstir était habillée avec un tel raffinement que ses toilettes ne frappaient que "l'oeil le plus exercé". Tout est là : un tel exercice suppose le loisir d'un temps d'apprentissage, la présence d'une grille de décodage de l'élégance et l'existence dans l'entourage de modèles de cette élégance.

Il en va de même pour les jouets. Les beaux jouets ne peuvent correspondre au goût populaire (3) qui ne suit pas la vulgate psychologique et ne cherche pas à éduquer mais à divertir, qui rejette les lignes "fonctionnelles" au profit des fioritures les plus compliquées, la surcharge étant toujours préférée à la "pureté", qui choisit le clinquant des couleurs vives et multiples plutôt que la matière brute. Le jouet de l'esthétique populaire correspond donc en gros au jouet bourgeois de la dernière moitié du XIXe siècle tel qu'il trônait sur les étals de la foire de Nuremberg. Il y a donc bien une appropriation de la créativité, même dans un domaine mineur en apparence comme le jouet, par les couches favorisées.

Une telle appropriation n'est rendue possible que par l'existence dans les couches aisées d'une certaine expérience cultivée qui permet de relier le jouet à cette science et à cet art naïfs étudiés plus haut. En effet, sans cette expérience cultivée comment trouver un caractère esthétique au "bon jouet". Celui-ci, par la pauvreté même des moyens mis en œuvre pour s'exprimer, par le caractère commun du matériel utilisé, ne se distingue en rien du quotidien. Il se situe donc à l'opposé du goût

populaire pour qui le beau est lié au non-quotidien, parce qu'il fait référence à des expériences impossibles, irréelles ou festives. Par conséquent, ce qui apparaît au psychopédagogue, à cause de son appartenance de classe, comme un beau jouet est précisément le type même du jouet qui laisse indifférent celui qui n'appartient pas à cette classe. Pour aimer ces jouets et les offrir il faut avoir eu d'une manière ou d'une autre l'expérience des théories modernes sur les enfants.

En outre, à supposer même que les parents de classes populaires passent sur le caractère esthétique des "bons" jouets, ceux-ci présentent une autre difficulté pour eux et qui est de taille : ils remplissent une fonction éducative. Or, comme l'a montré Bernstein, la stratégie d'utilisation des jouets propres au milieu populaire diffère considérablement de la stratégie typique de la bourgeoisie. Si les classes bourgeois attendent du jouet qu'il ne soit pas "bête" mais au contraire "enrichissant", les classes populaires considèrent le jouet avant tout comme une récompense. On donne et on reçoit des jouets parce qu'on a été sage. Cette sagesse a coûté des efforts. On ne va donc pas la récompenser en offrant quelque chose qui rappelle l'effort et qui renvoie de manière plus ou moins directe à l'expérience scolaire ou au travail quotidien. Ce serait au pire une insulte, au mieux une mystification. En effet, la pédagogie nouvelle obscurcit des distinctions importantes pour la classe dominée : la distinction travail-loisir, la séparation jeu-école qui recoupe la première, l'opposition discipline-détente et enfin les rapports entre spontanéité et contrainte.

Un ouvrier ou une ouvrière peut distinguer sans équivoque son temps de travail de son temps de loisir, son lieu de travail de son lieu de loisir. Un intellectuel ne peut faire aussi clairement ces distinctions, comme l'avaient bien senti les théologiens du Moyen-Age qui ne considéraient pas les tâches intellectuelles comme un travail. Offrir à son enfant un jeu éducatif exige la transgression de toute une série d'habitudes mentales tendant à préserver la distinction travail-loisir. De même, pour les parents de classes populaires, la séparation entre le jeu considéré comme l'utilisation festive d'un trop-plein d'énergie et l'école comme le lieu de l'apprentissage d'habitudes mentales et sociales visant à la maîtrise des aspects les plus pragmatiques de la langue maternelle et du calcul se trouve gommée par le jouet éducatif qui n'est pas tout à fait festif ni tout à fait ennuyeux, qui n'est ni un exercice scolaire, ni un pur divertissement et surtout qui entretient un rapport ambigu avec la réussite scolaire.

D'autre part, les couches les plus dominées, à cause de leur distance même par rapport aux lieux où s'élabore la nouvelle pédagogie, ne peuvent assimiler ce code élaboré de discipline qui est le propre des classes dominantes. Or le jeu et le jouet éducatifs n'ont de sens qu'à l'intérieur du code bourgeois de la discipline caractérisée par sa souplesse feutrée. La discipline bourgeoise tend à suggérer plus qu'à imposer, à proposer plus qu'à disposer, à sous-entendre plus qu'à dire et à s'opposer sans pour autant disconvenir. L'autorité y repose sur des considérations si "naturelles" qu'elles ne requièrent presque pas la démonstration de la force ou de la violence pour s'imposer. Toute transgression est en effet pénalisée par la perte de statut.

Au contraire, la discipline populaire repose sur la force, force physique, de travail ou économique. Elle s'exprime sans nuance, ni ambiguïté disposant de toutes les ressources de la contrainte chaque fois que cela est nécessaire.

Mais ce sont sans doute les rapports entre spontanéité et respect contraignant qui marquent le plus fortement les clivages de classe. Le jouet éducatif exige une spontanéité dans son utilisation, puisque c'est un jouet. Mais, puisqu'il s'agit d'un jouet éducatif, il requiert une spontanéité éduquée. Or cette éducation est, une fois de plus, fonction d'une expérience cultivée des développements récents concernant la psychologie de l'enfant et la pédagogie nouvelle. Il faut savoir que les psychologues dominants de l'enfant, les "grands psychologues", considèrent la spontanéité comme essentielle au développement harmonieux de l'enfant. Pour eux, il ne faut rien apprendre aux enfants, car on les empêche ainsi de découvrir le monde par eux-mêmes. Ce qu'une telle attitude presuppose c'est bien évidemment un milieu social dans lequel le temps de loisir lui-même est occupé par des distractions intéressantes de type culturel. Or, dans les classes sociales astreintes à un travail pénible et contraignant, le contraste entre la spontanéité et la contrainte est extrême.

Proposer, dans ces conditions, des activités spontanées et éducatives à la fois apparaît comme mystificateur. Cette attitude de défense contre l'école spontanéiste, si souvent incomprise des pédagogues, s'explique objectivement. Dans un appartement trop petit et surpeuplé, il est pratiquement impossible de donner les conditions minimales d'une pédagogie spontanéiste qui a pour principe de laisser ouvertes de nombreuses activités : peindre, dessiner, construire, jouer, qui répliquent les "ateliers" de

l'école enfantine et des jardins Robinson. Laisser toucher, manipuler, essayer, cela suppose des espaces personnels suffisants. Toutes ces activités, qui ne sont pas tellement spontanées, puisqu'elles sont toutes au moins inspirées sinon dirigées par l'adulte, exigent des chambres personnelles pour les enfants, de l'espace. Dans cet espace, on suppose, en outre, des déplacements, à la fois, libres et réglés qui excluent et la timidité de l'enfant des classes populaires obligé de se tenir dans son coin dans les espaces intérieurs, et l'activité "brouillonne" qui caractérise les jeux de rue ou de campagne. D'autre part, la spontanéité bourgeoise du jeu exige une planification minimum des activités qui contraste avec l'absence générale de planification propre à la vie quotidienne (4) des défavorisés.

Le jouet éducatif suppose donc une maîtrise subtile de l'environnement par l'enfant et par la personne qui se charge de lui (ce qui suppose en outre une disponibilité et des loisirs) maîtrise qui se manifeste par une attitude générale d'observation réfléchie, de curiosité, d'exploration "ludique". Or cette attitude générale de curiosité sans finalité spécifique que le jouet éducatif exige de l'enfant ne peut apparaître que dans un contexte social et culturel prêt à l'accueillir, parce qu'il possède l'expérience cultivée nécessaire.

Comme on le voit donc, derrière son apparente naïveté, le jouet éducatif est un jouet savant qui ne s'adresse qu'à ceux qui possèdent cette naïveté savante qui n'est pas une science naïve, mais son contraire. Les idées de libre épanouissement, d'expressivité et de créativité par le jeu et les jouets ne sont pas socialement neutres. Elles renvoient à une certaine forme de traitement et de perception de l'enfance que nous allons rapidement examiner maintenant.

3. PLACE DE L'ENFANCE AUJOURD'HUI

Le débat est au fond simple. Il y a, d'une part, des psychologues qui font comme si le jeu et les jouets étaient l'occasion pour l'enfant de la pure spontanéité et, d'autre part, il existe des pressions sociales telles que cette spontanéité apparaisse à l'analyse comme le résultat d'une éducation subtile et insidieuse pour ne pas dire un conditionnement de classe.

On observe donc ce curieux phénomène que nous tentons de décrire ici et qui consiste en ce que le jouet et le jeu même, considérés par les spécialistes les plus autorisés (5) de l'enfance comme essentiellement festifs, gratuits et même autistiques, soient devenus pour les parents qui appartiennent aux classes s'arrogeant le privilège de la créativité culturelle, l'occasion d'un investissement éducatif considérable, alors qu'ils sont restés le lieu de la détente, de la fête et de la féerie pour les classes dominées. Que, dans le même temps, ces mêmes classes privilégiées présentent cette éducation et ce conditionnement de classe comme quelque chose de créateur, de libérateur et surtout de spontané n'a plus rien pour nous surprendre, puisqu'une telle attitude vérifie une fois de plus le double discours tenu sur l'enfance.

Il est peut-être plus intéressant de noter à ce propos qu'un tel investissement a pour conséquence une professionnalisation accrue des tâches de l'enfance qui, comme toutes les activités faisant l'objet d'un rapport marchand, sont soumises à des lois de compétitivité et de spécificité qui ne peuvent être respectées que dans l'exercice préalable le plus assidu. Que cette professionnalisation de l'enfance apparaisse en même temps que la professionnalisation généralisée du sport (qui voulait dire délice en anglais) n'est pas non plus pure coïncidence. L'éthique promotionnelle du calvinisme ayant tout investi, les délices ne sont plus ce qu'elles étaient à Capoue au temps de la jeunesse d'Hannibal; on nous présente aujourd'hui le résultat d'un long apprentissage comme une structure spontanée trop longtemps brimée par une éducation répressive.

Tout se passe donc comme si l'enfance, qui a peut-être été dans le passé un simple âge de la vie, était devenue un métier avec tout ce que cela comporte dans notre société post-industrielle de normes de rendement. L'enfant est devenu un travailleur comme un autre astreint à des rythmes de production sévères : il doit marcher à un certain âge, parler à un autre, etc. sous peine de consultation psychopédia|trique
| |
trique. On sait ce qu'il advient des enfants qui ne respectent pas les cadences que la science psychologique leur impose et on se prend à rêver d'une époque où les enfants, étant plus nombreux et moins consciemment désirés, n'étaient pas investis par leurs parents de tous leurs désirs inassouvis.

Or le désir des désirs inassouvis des parents de l'âge post-industriel c'est le désir du naturel par opposition à l'artificiel dont ils sont saturés. C'est ainsi que s'instaure un rapport nouveau à la nature dont on vénère

les lieux extrêmes : la montagne nue et la plage déserte. Rapport nouveau au corps libéré des corsets et des empêsements de jadis et naguère, nourri d'une cuisine simple et naturelle, assoupli par l'exercice du sport. Rapport plus "naturel" aux autres : franchise des propos et absence de conventions, politesse abrégée et ton de camaraderie immédiate.

Toutefois, ce désir de simplicité de bon aloi (cela va sans dire) s'exprime inégalement selon les classes sociales. Il est intense au niveau des couches dominantes et pratiquement nul au niveau des classes dominées qui tiennent au protocole, aux têtes couronnées et à l'artificiel, de l'indéfrisable à la fleur en plastic. Ce qui explique la variété du marché des biens symboliques et parmi eux des jouets offerts par les marchands qui jouent habilement sur les différents registres du goût actuel.

Devant cette anarchie du marché des jouets, certains ont réagi avec courage en créant des ludothèques (6) véritables bibliothèques de jouets, qui permettraient une éducation des parents et des enfants. Ces ludothèques représentent une tentative ambiguë, puisque, d'une part elles peuvent favoriser une utilisation expérimentale et critique du jouet par l'enfant et les parents dans le meilleur des cas, mais d'autre part, elles peuvent se contenter de renforcer les inégalités sociales existantes en face du jouet en dégoûtant la partie du public qu'elles désirent le plus attirer et éduquer, reproduisant ainsi la fonction d'exclusion des musées, des conservatoires et des galeries. On sait, en effet, que les pratiques de consommation des jouets qui représentent, en Suisse, de 200 à 300 millions de francs, selon les marchands eux-mêmes, sont clivées selon les classes sociales : les "bons" jouets au sens que nous avons défini ici sont achetés par les parents bourgeois, les "mauvais" jouets par les autres (7).

L'idéologie compensatoire qui préside à la création de ces ludothèques risque donc bien de renforcer la normalisation des jeux de l'enfance. Si bien que l'on en arrive à cette situation paradoxale que, sous le couvert de la libération de l'enfant par l'école active, la spontanéité, la décontraction et le naturel, des cuirasses psychiques beaucoup plus contraignantes que par le passé, puisqu'intériorisées, sont imposées à l'enfant. Ces cuirasses étant mieux manufacturées dans certaines classes sociales que dans d'autres, il en résultera nécessairement que les unes domineraient parfaitement le système, tandis que les autres seraient rejetées par lui et, par conséquent devraient être l'objet d'un contrôle accru.

Or c'est bien ce qui se produit dans la réalité des faits : le naturel libre et spontané n'est si souvent évoqué et provoqué que parce qu'il a disparu. La preuve en est que les adultes sont obligés de l'apprendre dans ces lieux privilégiés que sont les groupes de rencontre à travers des techniques de dynamique de groupe ou de mise en rapport du corps avec le monde par la relaxation ou la décontraction. Souple à l'aise dans les baskets, l'adulte idéal n'en finit pas de se détendre dans la société libérale avancée complètement décrispée des spécialistes.

Tout se passe donc comme si l'on vivait dans une société sans âges autres que l'éternelle adolescence des manières, des vêtements et du langage, sinon du jouet. Car l'écart entre le jeu éducatif et le gadget se réduit sans cesse par l'infantilisation de l'adulte comme choc en retour de la colonisation de l'enfant.

Mais il faut bien souligner les limites de ce double mouvement d'adultisation et d'infantilisation réciproques. En effet, il ne s'agit nullement d'un retour à l'indifférenciation médiévale. Dans le présent, les adultes et les enfants ne se rencontrent pas souvent ailleurs que dans le cadre de la famille ou de la spécialisation professionnelle des lieux de travail de l'enfance : écoles, prisons, cabinets psycho-médico-sociaux, centres de jeunes. Il ne s'agit donc pas d'un renversement de perspective, mais bien plutôt d'une centration sur cette espèce d'adolescence utopique qui tiendrait le milieu entre l'enfant et l'adulte d'hier. Seule une telle centration permettrait d'expliquer l'ambiguïté du statut de l'enfant déchiré entre le marchand et le gratuit, l'universel/abstrait et le privé/concret, le discours du spécialiste et la pratique familiale, milieu entre tout et rien dont la fonction reste la rentabilisation d'un âge trop longtemps abandonné aux fées de l'âge d'or, mais qui une fois perdu fait l'objet d'une recherche qui occupe le reste de la vie, alors qu'il serait si simple de ménager des lieux de rencontre entre enfants et adultes indépendants des besoins éducatifs et des liens familiaux. Mais auparavant, il faudrait analyser en profondeur les idées modernes sur l'impuissance de l'enfance. Ce qui renvoie à cette chaîne de paradoxes que nous avons tous entendus : tous les enfants sont doués, pourvu qu'ils soient correctement stimulés, bien que, remarquez-le, l'éducation compensatrice ne donne aucun résultat positif à cause de la mauvaise volonté des sujets; on a des enfants pour le plaisir qu'ils nous donnent, mais dès qu'ils ne donnent plus satisfaction, on les traite comme des marchandises avariées à mettre au rebut; les enfants doivent s'exercer à l'esprit

critique, mais constructivement seulement; ils doivent de même s'amuser, mais utilement. Si bien que le discours sur l'enfance prend un singulier double sens où le redoulement n'a sans doute pour fonction que l'annulation.

Jacques Vonèche
 Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation
 Université de Genève
 1211 Genève 4

NOTES

1. Pour s'en convaincre, il suffira de comparer ce que dit en 1927 Luquet (que certains psychologues considèrent encore toujours comme l'autorité dans le domaine) du dessin enfantin avec ce que dit Anna Oliverio Ferraris en 1973. Pour Luquet, le but du dessin c'est le réalisme au sens du terme en histoire de l'art. L'écart séparant un gribouillis enfantin de l'art réaliste serait dû à une insuffisance de moyens. Il distingue ainsi une série de phases dont la première est celle du réalisme fortuit: "pour l'enfant au début, le dessin n'est pas un tracé exécuté pour faire une image, mais un tracé exécuté simplement pour tracer ces lignes" (*Le dessin enfantin*, Paris, Alaen, 1927). Pour Ferraris, le stade du gribouillis se décrit ainsi: "... le bambin est fasciné par son gribouillis désordonné et le pratique sans exigences de socialisation, au sens entendu par Paul Klee (1959) quand il parle de 'prendre une ligne pour se promener'..." (*Il significato del disegno infantile*, Torino, Boringhieri, 1973). C'est la même observation du même comportement dans l'un et l'autre cas. Seule la grille esthétique de lecture a changé. Luquet s'inscrivait dans le mouvement génétique récapitulatif (d'où son livre sur *L'art Primitif*, Paris, Doin, 1939) qui recherchait des analogies constantes entre l'enfant et le primitif et qui groupait des personnalités telles que le pédagogue munichois Kerchensteiner, l'historien des civilisations leipzigois Lamprecht et le psychologue de l'enfant américain Arnold Gesell. Au Centre pédagogique du jouet à Lyon, l'équipe dirigeante compte une conseillère en esthétique mais pas de psychologue, par exemple.
2. Piaget J.: Autobiographie. In: Piaget et les Sciences humaines. Genève, Droz, 1977.
3. Ni au goût des enfants le plus souvent. Ces goûts se confondent: l'art populaire et l'art enfantin sont inéduqués.
4. Voir les travaux de J. Kellerhals sur la pratique contraceptive selon les classes sociales, spécialement les migrants.

5. Une telle cécité par rapport aux enjeux réels explique en partie la position dominée dans le champ scientifique des sciences de l'éducation et de la psychologie malgré les efforts désespérés des psychopédagogues pour se donner une légitimité.
6. On lira utilement à cet égard le livre d'Anne Libbrecht-Gourdet: *Créer une ludothèque*. Vevey, Editions Delta, 1978, 160p. qui fait le point de ce qui se fait en Europe à cet égard.
7. Séminaire sur les ludothèques: intervention d'un marchand de jouets. Commission nationale suisse pour l'Unesco, Berne, 1977.

BIBLIOGRAPHIE

- Aries P. (1973): *L'enfance et la vie familiale sous l'ancien régime*. Seuil, Paris.
- Bernstein B. (1975): *Langage et classes sociales*. Minuit, Paris.
- Buytendyk F.J.J. (1934): *Wesen und Sinn des Spiels*. Berlin, K. Wolff.
- Chamboredon J.C. et Prevot J. (1973): *Le Métier d'enfant*. In: *Revue franç. Sociol.*, XIV, 295-332.
- Chamboredon J.C. (1975): *Le Métier d'enfant*. Documents O.C.D.E., Paris.
- Chamboredon J.C. et Fabiani J.L. (1977): *Les Albums pour enfants*. In: *Actes de la recherche en sciences sociales*, 13, 70-79 et 14, 55-74.
- Groos K. (1896): *Die Spiele der Thiere*. Jena.
- Groos K. (1899): *Die Spiele der Menschen*. Jena.
- Kellerhals J. et Pasini W. (1977): *Perchè l'aborto?* Mondadori, Milan.
- Lewis O. (1973): *La Cultura della povertà ed altri saggi*. Mulino, Bologna.
- Rabelais F. (1532): *Les Grandes et inestimables Cronicques du grant et énorme géant Gargantua, contenant sa généalogie, la grandeur et la force de son corps, aussi les merveilleux faictz d'armes qu'il fit pour le Roy Artus*. Lyon, François Juste.
- Rousseau J.J. (1754): *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*. Académie de Dijon.
- Spencer H. (1858): *Principles of Psychology*. II.
- Vonèche J. (1977): *Some Implications of Genetic Rationalism as a Model of Cognitive Development*. Roma, Accademia nazionale dei Lincei.

A T E L I E R

**SCHWEIZER SOZIOLOGEN UND
IHRE AKTUELLE TAETIGKEIT**

François Höpflinger

SCHWEIZER SOZIOLOGEN UND IHRE AKTUELLE TÄTIGKEIT["]

François Höpflinger

Parallel mit dem Fragebogen über laufende Forschungsprojekte 1976/1977 wurde von der SGS auch ein Personal-Fragebogen verschickt, der in erster Linie der Förderung des wissenschaftlichen Kontaktes unter Schweizer Soziologen dienen soll. Von den insgesamt verschickten Personal-Fragebögen wurden allerdings nur 193 Fragebogen ausgefüllt zurückgeschickt, was einer Rücklaufquote von 48% entspricht (ein für Soziologen - als professionelle Produzenten von Fragebögen - eher tiefer Wert). Erwartungsgemäss haben die im akademischen Bereich tätigen Soziologen - gerade auch weil das Ziel des Personal-Fragebogens die Förderung des wissenschaftlichen Kontaktes ist - häufiger geantwortet: bei den an den schweizerischen Hochschulen beschäftigten Soziologen betrug die Rücklaufquote rund 60% (1), ein deutlicher Bias, der bei der Interpretation der untenstehenden Daten zu berücksichtigen ist.

Von den 193 ausgefüllten Personal-Fragebögen wurden allerdings nur 174 in die vorliegende statistische Auswertung einbezogen: 5 Fragebogen mussten wegen fehlenden Angaben ausgeschieden werden und die Zahl der von jüngeren Soziologen - d.h. vor allem Soziologiestudenten - ausgefüllten Fragebogen war so gering, dass - um allzu grosse Verzerrungen zu vermeiden - nur Personen mit einem Alter von 26 und mehr Jahren in die Auswertung einbezogen wurden.

Es ist denn auch klar, dass die folgenden statistischen Angaben weder einer repräsentativen Stichprobe noch einer Vollerhebung entsprechen. Bei allen Einschränkungen weisen die Daten trotzdem auf einige Tendenzen in Bezug auf die Stellung, gegenwärtige Tätigkeit und Kenntnisse schweizerischer Soziologen auf.

Wie nicht anders zu erwarten, ist auch die Soziologie bisher vorwiegend eine von Männern dominierte Fachrichtung geblieben, dies insbesondere auch in der Deutschschweiz (Tabelle 1). Deutlich wird auch der abnehmende Frauenanteil bei der Gruppe der älteren Soziologen (ein Trend, der mehr historische Verschiebungen widerspiegeln dürfte).

Tabelle 2 zeigt die von den Befragten angegebene, aktuelle berufliche Stellung nach Geschlecht, Sprachgebiet und Altersgruppe: Die schlechtere Repräsentation der Frauen bei den höheren Positionen (Professoren, Leitende Stellung) kann teilweise auf ihre schlechtere Vertretung unter den älteren Soziologen zurückgeführt werden. Ebenso lassen sich Unterschiede in der beruflichen Stellung zwischen der Deutsch- und Westschweiz zum Teil auf Unterschiede in der Altersverteilung zurückführen: die antwortenden Soziologen in der Westschweiz sind im Durchschnitt etwas älter als ihre deutschschweizerischen Kollegen. Die Altersvariable scheint denn auch für die aktuelle Stellung die wichtigste Determinante zu sein: auch Soziologen durchlaufen die für viele akademischen Professionen typischen Karrierewege, sei es innerakademisch, sei es ausserakademisch durch die Besetzung statushoher, teilweise sogar leitender Funktionen. Inwiefern Soziologen-Karrieren langsamer, ungeplanter (und mit vielleicht mehr 'schlechtem Gewissen') vollzogen werden als Karrieren anderer Akademiker, muss hier offen bleiben. Heute erscheinen allerdings innerakademische Aufstiegsmöglichkeiten auf längere Zeit stark eingegrenzt, so dass Soziologen vermehrt dazu gezwungen sein werden, ausserakademische Karrieren zu verfolgen (oder dann - wie dies einige Schweizer Soziologen in den letzten Jahren mit Erfolg durchgeführt haben - im Ausland eine akademische Position zu erobern). Jedenfalls finden sich schon heute - wenn auch noch in geringer Zahl - durchaus Schweizer Soziologen, die bei Radio und Fernsehen, bei Zeitungen, bei Wirtschaftsverbänden, in der Verwaltung usw. ihr Auskommen finden (2), wobei der öffentliche Sektor - wie etwa auch in der BRD (3) - selbst bei ausserakademischen Berufsrollen eindeutig an erster Stelle steht.

Momentan steht, wenn nach dem inhaltlichen Schwerpunkt der Tätigkeit gefragt wird, immer noch die Forschung eindeutig an vorderster Stelle (Tabelle 3). Obwohl gerade bei akademischen Rollen formell die Lehre gleichgewichtet sein sollte, wird sie erst an zweiter Stelle genannt. Andere Tätigkeiten ausser Forschung und Lehre sind - vorläufig noch - eher minoritär, wobei Tätigkeiten im Bereich 'Entwicklung/Planung' vollständig auf die Deutschschweiz beschränkt erscheinen. Auffällig ist auch die eher geringe Nennung von Beratungs- bzw. Counselling-Aktivitäten, obwohl solche Tätigkeiten in vielen Fällen zusätzlich etwa zur Forschungsarbeit denkbar sind. Möglicherweise fehlen für eine - auch der gesellschaftlichen Diffundierung und Verankerung der Soziologie dienenden - Beratertätigkeit von Soziologen die professionellen Strukturen (Pool von sichtbaren Anbietern für Expertisen u.a.).

Im letzten Abschnitt des Personal-Fragebogens wurde nach den fachspezifischen Qualifikationen gefragt: "Auf welchen Gebieten der Soziologie haben Sie besondere Kenntnisse?". Tabelle 4 zeigt das Resultat auf diesen an und für sich eher diffusen Stimuli. Nicht unerwartet stehen die Bildungssoziologie - wie auch in der BRD (4) - und die Stadt- bzw. Siedlungssoziologie an erster Stelle. Besonders häufig wird die Bildungssoziologie bei der Altersgruppe über 36 Jahre genannt, während sie bei der jüngeren Generation gegenüber anderen, zum Teil weniger hoch institutionalisierten Themenbereichen zurücktritt. Die häufige Nennung des Bereiches 'Politik/Staat' wird dadurch etwas relativiert, als dieser Themenbereich oft an zweiter und dritter Priorität genannt wird.

An weiterer Stelle folgen die Kenntnisse in empirischen Methoden, in Entwicklungsssoziologie, Minoritätenfragen, Soziologie der Devianz. Im Vergleich etwa zur BRD (und höchst wahrscheinlich auch zu Frankreich) scheint in der Schweiz bisher die Arbeits- und Berufssoziologie noch auf relativ wenig Interesse zu stossen. Selten genannt wird in der vorliegenden Umfrage auch die Angewandte Soziologie, obwohl dieser Bereich auch von den Soziologen als von zunehmender Bedeutung betrachtet wird (5).

Zwischen den Geschlechtern zeigen sich recht deutliche Unterschiede, die darauf hinweisen können, dass die traditionelle Rollentrennung zwischen Mann und Frau auch beim Forschungsinteresse der Soziologen mitspielt: Die Kenntnis der politischen Soziologie, empirischer Methoden, der Wirtschafts- und Berufssoziologie scheint weitgehend Domäne männlicher Soziologen zu sein. Die weibliche Soziologen konzentrieren sich dagegen stärker auf Bereiche wie Familiensoziologie, Minoritätenfragen.

Im Vergleich der beiden Sprachgruppen fallen vor allem zwei Unterschiede auf: die häufigere explizite Betonung der Kenntnisse empirischer Methoden wie auch die häufigere Nennung der politischen Soziologie in der Deutschschweiz auf der einen Seite, die stärkere Nennung des Themenbereichs Devianz, Sozialarbeit in der Westschweiz auf der anderen Seite.

François Höpflinger
Soziologisches Institut
der Universität Zürich
Wiesenstrasse 9
8008 Zürich

ANMERKUNGEN

1. Grunddaten in: ESTA, Ergebnisse der Umfrage über den personellen und finanziellen Aufwand der schweizerischen Hochschulen für Forschung und Entwicklung 1975, in: Wissenschaftspolitik, Beiheft 12/1977, S.34.
2. Zur Situation von Soziologen in der Verwaltung: H. Bücker-Gärtner, D. Grunow u.a., Sozialwissenschaftler in der öffentlichen Verwaltung, Frankfurt/New York, 1977.
3. Dazu: C. Woesler, Opposition between professionalization and political practice in West Germany sociology, in: Social science information, No. 4/5, 1976, S.668.
4. Dazu: T.A. Herz, H. Stegeman, Empirical social science research in the Federal Republic of Germany, in: Social science information, No. 1, 1976, Tabl. 4.
5. Dazu: R.A. Jones, S. Kronus, A note on the future importance of subfields in sociology: A survey of recent opinions, in: Social science information, No. 3/4, 1975.

Tabelle 1: Verteilung nach Geschlecht, aufgegliedert nach Alter und Wohnort

	Personalfragebogen			Laufende Forschung		
	Männer	Frauen	N	Männer	Frauen	N
Total	76%	24%	174	79%	21%	143
- Deutschschweiz	81%	19%	95	84%	16%	79
- Westschweiz/Tessin	64%	36%	61	69%	31%	51
- 26-35 Jahre alt	72%	28%	102	77%	23%	82
- 36-45 Jahre alt	78%	22%	59	78%	22%	51
- über 45 Jahre alt	100%	0	14	100%	0	10

Tabelle 2: Aktuelle berufliche Stellung nach Geschlecht, Wohnort und Altersgruppe

	Total	Männer	Frauen	Deutsch- schweiz	West- schweiz	26-35 Jahre	36-45 Jahre	mehr als 45 J.
Studium/Weiterbildung	14%	14%	17%	17%	7%	20%	9%	
Universitätsassistent	23%	23%	24%	30%	20%	35%	7%	
Wiss.Mitarbeiter/ Forscher allg.	25%	21%	39%	19%	38%	22%	36%	
Professor/Hoch- schullehrer	16%	20%	2%	7%	16%	4%	27%	50%
Leitungsfunktion*	9%	11%	0	12%	5%	4%	12%	29%
Sonstiges**	12%	11%	15%	15%	12%	14%	8%	21%
Keine Angaben	1%	1%	2%	1%	2%	1%	2%	
N =	174	133	41	95	61	102	59	14

* Chefbeamte, Leiter eines Sekretariats, Direktor usw.

** Vor allem: Journalist, selbständiger Soziologe, Lehrer

Tabelle 3: Schwerpunkte der gegenwärtigen Tätigkeit nach Geschlecht, Wohnort und Altersgruppe

	Total	Männer	Frauen	Deutsch- schweiz	West- schweiz	26-35 Jahre	36-45 Jahre
An erster Stelle genannt:							
- Forschung	55%	53%	61%	48%	62%	54%	58%
- Forschungsmanagement	3%	4%	0	1%	7%	2%	5%
- Entwicklung/Planung	6%	6%	5%	11%	0	5%	8%
- Lehre ausseruniversitär	5%	5%	2%	6%	5%	5%	5%
- Lehre universitär	10%	12%	2%	4%	15%	10%	8%
- Verwaltung/Management	5%	5%	2%	6%	3%	4%	3%
- Beratung/Counselling	3%	2%	2%	4%	0	3%	2%
- Anderes	10%	11%	10%	14%	5%	11%	8%
- Keine Angaben	3%	2%	12%	3%	3%	5%	2%
N =	174	133	41	95	61	102	59
An zweiter und dritter Stelle genannt:							
- Forschung	19%	23%	5%	18%	20%	16%	24%
- Forschungsmanagement	12%	14%	5%	9%	11%	6%	19%
- Entwicklung/Planung	6%	5%	10%	6%	8%	7%	7%
- Lehre ausseruniversitär	13%	11%	20%	19%	8%	14%	14%
- Lehre universitär	25%	25%	24%	23%	20%	19%	29%
- Verwaltung/Management	5%	7%	0	5%	2%	4%	7%
- Beratung/Counelling	15%	15%	15%	20%	8%	12%	20%
- Anderes	3%	3%	2%	4%	0	3%	4%
N =	174	133	41	95	61	102	59

Tabelle 4: Besondere Kenntnisse nach Themenbereichen, aufgegliedert nach Geschlecht, Wohnort und Altersgruppe

	Total	Männer	Frauen	Deutsch-schweiz	West-schweiz	26-35 Jahre	über 36 Jahre
Insgesamt genannt:							
- Bildungssoziologie	24%	23%	27%	21%	25%	17%	33%
- Politik, Staat	20%	23%	10%	22%	15%	22%	18%
- Stadt, Siedlung, Sozialökologie	19%	19%	20%	17%	18%	18%	21%
- Empirie, Methodologie	18%	22%	5%	21%	13%	24%	10%
- Entwicklung, Internat. System	16%	18%	10%	17%	15%	16%	16%
- Minoritäten	16%	14%	20%	19%	13%	15%	16%
- Devianz, Sozialarbeit	16%	16%	15%	11%	25%	13%	19%
- Wirtschaft, Beruf, Arbeit	15%	19%	2%	18%	11%	15%	15%
- Freizeit, Kultur, Sport	13%	12%	17%	9%	18%	8%	21%
- Familie, Sozialisation	13%	11%	20%	15%	7%	12%	14%
- Medizinsoziologie u. ä.	10%	9%	12%	7%	13%	9%	11%
- Allg. Theorie, Wandel, Schichtung	9%	10%	5%	8%	11%	8%	10%
- Massenmedien, Kommunikation	7%	8%	7%	7%	7%	8%	7%
- Wissenschaftstheorie, -soziologie	7%	8%	5%	9%	5%	8%	5%
- Organisationssoziol.	7%	9%	0	8%	2%	7%	7%
- Angewandte Soziologie	5%	7%	0	8%	0	6%	4%
- Anderes	14%	16%	7%	11%	13%	9%	21%
- Keine Angaben	9%	8%	12%	8%	11%	12%	5%
An erster Stelle genannt:							
- Stadt, Siedlung, Sozialökologie	14%	14%	15%	13%	15%	14%	14%
- Bildungssoziologie	12%	12%	12%	9%	16%	8%	18%
- Entwicklung, Internat. System	11%	12%	7%	13%	7%	13%	8%
- Empirie, Methodologie	6%	7%	2%	5%	8%	7%	4%
- Wirtschaft, Beruf, Arbeit	6%	8%	0	7%	3%	6%	5%
- Politik, Staat	5%	5%	5%	6%	5%	7%	3%

BUCHBESPRECHUNGEN
BIBLIOGRAPHIE CRITIQUE

Rechtssoziologie

Manfred Rehbinder
(R. Hettlage)

Manfred Rehbinder

Rechtsssoziologie

Berlin/New York, Sammlung Göschen, Bd. 2853, 1977, 1.Aufl.,
189 S.

Rehbinder's Versuch, auf kleinem Raum eine Rechtsssoziologie für den Juristen zu bieten, hat alle Vorteile aber auch Nachteile, die ein solcher Versuch eben notgedrungen mit sich bringt.

Der unzweifelhafte Vorteil ist, dass hier im "Taschenformat" eine wichtige Bindestrich-Soziologie abgehandelt wird, die in der soziologischen Lehre und Forschung nicht eben einen der ersten Ränge einnimmt. Sein Ziel ist es, dem Studenten der Rechtswissenschaft und dem juristischen Praktiker einen Ueberblick über ein in der akademischen Lehre kaum noch verankertes "Spezialgebiet der Rechtswissenschaft" (oder Soziologie) zu geben, ohne allzu eingehend sich mit Sonderproblemen auseinanderzusetzen (S.3). Rehbinder geht dabei überaus systematisch und - was bei einem so anerkannten Kenner der Materie kaum einer Bedeutung bedarf - mit grosser Sachkenntnis vor.

Als erstes grenzt Rehbinder den Gegenstandsbereich (1. Kap.) ab, den er als die Untersuchung der wechselseitigen Abhängigkeit von Recht und Sozialleben beschreibt (S.10) bzw. als "Wirklichkeitswissenschaft vom Recht" (S.9) mit dem theoretischen Ziel, soziale Gesetzmässigkeiten abzuleiten (theoretische Rechtsssoziologie) oder durch systematisch-methodisch kontrolliert erhobene Fakten Hypothesen zumindest zu falsifizieren (empirische Rechtssoziologie, Rechtstatsachenforschung). Bei seinen Bemühungen, sich nach den verschiedenen Seiten abzugrenzen, sieht sich Rehbinder allerdings veranlasst, zwei weitere Arten von Rechtsssoziologie zu unterscheiden, je nachdem ob sie vom Standpunkt des Soziologen oder des Juristen betrieben wird. Als Soziologe, so nimmt er an, muss vorwiegend das gesellschaftstheoretische, evolutionäre Leitbild einer Theorie sozialer Systeme im Vordergrund stehen (reine Rechtstheorie als Erklärungswissenschaft), während der Vertreter der juristischen Perspektive hauptsächlich daran interessiert ist, den Zusammenhang von Recht und Sozialleben für die Rechtspraxis nutzbar zu machen (angewandte Rechtsssoziologie als Handlungswissenschaft). Letzteres ist anscheinend auch Rehbinder's Standpunkt einer "soziologischen Jurisprudenz", nämlich einer Lehre von der soziologisch orientierten Aufstellung, Anwendung und Durchsetzung von Rechtsnormen durch den Rechtsstab (S.15). Dies ist der Inhalt, wenn er davon spricht, die "sociology of law" in eine "sociology in law" zu verwandeln.

Diese Trennung in zwei angeblich unterschiedliche Arten von Rechtssoziologie, eine Grundlagen- und eine Handlungswissenschaft (S.36), scheint mir allerdings in verschiedener Hinsicht fragwürdig zu sein:

- 1) Es ist kaum zu sehen, wie eine angewandte Rechtssoziologie ohne theoretisches Bezugssystem auskommen soll. Der Autor dürfte mit seiner Unterscheidung wohl eher die Absicht gehabt haben, auf unterschiedliche Betrachtungsschwerpunkte, Aspekte, Interessenlagen etc. zu verweisen. Das ist aber nicht das gleiche, wie wenn man zwei Arten von Rechtssoziologie mit unterschiedlichem Formalobjekt konstruiert.
- 2) Es dürfte sich im übrigen um ein sehr eingeschränktes Verständnis von Soziologie handeln, wollte man sie einzig auf die Theorie sozialer Systeme festlegen und folglich (?) nur dem soziologisch orientierten Juristen ein praktisches Gestaltungsinteresse zuerkennen.
- 3) Eine solche "soziologische Jurisprudenz" muss sich dann notwendigerweise allein an ihren praktischen Lösungsbeiträgen zu Problemen der Rechtsprechung (Sachverhaltsermittlung, Normfindung) und Rechtspolitik (Effektivitätsprognosen, Legitimationsargumente) rechtfertigen (S.33ff.). Eine solche praktische Relevanz der Rechtssoziologie als Handlungswissenschaft scheint aber heute - wie der Autor selbst anmerkt - überaus beschränkt zu sein (S.30ff.).
- 4) Eine angewandte Rechtssoziologie, der ein unverzichtbarer Teil - die genuin gesellschaftliche Entstehungs- und Entwicklungsperspektive - weitgehend vorenthalten ist, muss für die Studierenden der Rechtswissenschaft viel an Interesse verlieren und wird es dementsprechend schwer haben, sich fester im wissenschaftlichen Lehrbetrieb zu verankern.

Um zu zeigen, wie sich die Gesamtthematik der Rechtssoziologie gliedert und welche Schwerpunkte üblicherweise gesetzt werden, gibt Rehbinder im II. Kapitel einen instruktiven und ausführlichen Ueberblick (S.46-81) über drei Klassiker der Rechtssoziologie: Eugen Ehrlich, Max Weber und Karl N. Llewellyn. Die Funktionenlehre des letzteren legt er auch dem V. Teil zugrunde. Diese Ausführlichkeit begründet der Autor damit, dass auf die Aspekte des Faktischen bei der Behandlung des Normativen in der Rechtsdogmatik zunehmend stärker eingegangen werde. Eine solche Gewichtung ist das gute Recht des Autors. Ich jedoch hätte es, in Anbetracht des verfügbaren Raums, für besser gehalten, wenn die "Aspekte des Faktischen" zu Lasten der Historie eingehender dargelegt worden wären.

Der Nachteil einer kurzgefassten Einführung wird dann im III. Kapitel überdeutlich. Hier geht es Rehbinder darum, die Grundbegriffe und Methoden der Soziologie bzw. Rechtsstatsachenforschung näher zu umreissen. Zur Erläuterung der Grundbegriffe (S.82-95) stützt er sich weitgehend auf J. Fichter's Einführungswerk, muss jedoch zwangsläufig noch kürzer werden. Zudem stehen diese Begriffe gewissermassen verbindungslos im Raum, so dass man sich fragen muss, wem damit gedient sein könnte. Der Anfänger und interessierte Laie ist mit einer solchen lexikalischen Kurzfassung eindeutig überfordert, zumal er nicht sehen kann, wie diese Kategorienlehre für die soziologische Rechtstatsachenforschung fruchtbar gemacht wird. Für den Fortgeschrittenen dagegen werden die Begriffe umgekehrt zu wenig problemorientiert dargeboten.

Ebenso bringt es die Kürze des Textes mit sich, dass die Abhandlung über die Methoden der empirischen Sozialforschung nur 20 Seiten beanspruchen kann (S.100-120). Wiederum ist da zu fragen, was der Wert eines solchen Abrisses für den Kundigen oder Unkundigen sein kann. Beide erfahren eindeutig zu wenig, ja eine gewisse Trivialität von Aussagen ist gar nicht zu vermeiden, wenn z.B. für die Stichprobentheorie ganze 2 Seiten, die Beobachtung 2 Seiten und die Befragung 3 Seiten reserviert sind.

Gut gelungen scheint mir dagegen das IV. Kapitel über die Entwicklungstendenzen des Rechts in der modernen Gesellschaft, die Rehbinder unter den fünf Kriterien der Vereinheitlichung, Sozialisierung, Bürokratisierung, Verwissenschaftlichung und des Anwachsens des Rechts zusammenfasst. Aehnliches gilt für das V. Kapitel, das den Funktionen des Rechts (Reaktions-, Ordnungs-, Verfassungs-, Planungs- und Ueberwachungsfunktion) gewidmet ist (S.122-158). Allerdings macht es sich hier nachteilig bemerkbar, dass Rehbinder die Rechtssoziologie hauptsächlich auf die Untersuchung des Handelns des Rechtsstabes begrenzen will (S.95) und weniger auf die Untersuchung von Rechtsbewusstsein und rechtsrelevantem Gruppenleben abstellt. Das muss dann notwendigerweise dazu führen, dass - wie im Text ersichtlich - auf die überragende Rolle der vorrechtlichen Normierungen kaum Bezug genommen wird, bzw. die rechtliche Normierung nur am Rande in ihrer Einbettung in das gesamte Gefüge der sozialen Normen studiert wird.

Das VI. Kapitel befasst sich mit der Effektivität des Rechts, ihrer Grundlagen und ihrer Gewährleistung. Der Autor weist darauf hin, dass die Rechtskenntnis erschreckend gering und auch kaum wesentlich zu verbessern ist. Ein Rechtsbewusstsein dagegen scheint ihm als "theoretisch ohne Erklärungswert" (Geiger), sofern darunter nicht eine Meinungsbildung über "richtiges Recht" (S.167) verstanden wird.

Hier habe die Rechtspolitik anzusetzen, um die Rechtsunterworfenen zur inneren Bejahung der Norm als "richtiges Recht" zu bringen (S.167f.). Da es aber unmöglich sei, hinsichtlich aller Rechtsregeln ein entsprechendes Rechtsbewusstsein (Rechtsstoff, Verständnis!) zu erzeugen, sei eine weitgehende Ersetzung des Rechtsbewusstseins durch ein Rechtsethos anzustreben (S.168). Dabei plädiert er mit Ryffel für pauschale Zustimmung zu rechtlichen Verhaltensanweisungen, die "dem black-box-Denken im Verhalten des Menschen gegenüber der Technik vergleichbar" sei (S.168).

Leider wird nicht problematisiert, wie gefährlich eine solche pauschalierte Zustimmung im Grenzfall sein kann. Offenbar sieht Rehbinder in einer technokratischen Version des Rechtssetzungsprozesses keine weiteren Probleme.

Die Frage bleibt undiskutiert, wie denn die Bevölkerung für einen reinen Gehorsam gegenüber Spielregeln (S.173) immer auch genügend Ethos freisetzen kann, zumal ausgebündet wird, ob die Spielregeln Letztwertigkeit oder instrumentalen Stellenwert besitzen. Was ist etwa dann zu machen, wenn eine Bevölkerung die Legitimität des Rechtsapparates und der Rechtsetzung gerade unter Wertgesichtspunkten bestreitet? Rehbinder's Plädoyer für ein "dogmenloses Ethos" (Geiger) unter Verzicht auf das, was "richtiges" Recht ist, stösst dann ins Leere. Da er eine weitere, etwa naturrechtliche Begründung des Rechts als "Nebel metaphysischer Spekulation" (S.166f.) ablehnt, bleibt der Leser dann in seiner Ratlosigkeit allein, woher denn das gewünschte und notwendig erachtete Rechtsethos dann hergenommen werden soll und wie es sich legitimiert.

Ich habe den Eindruck, dass hier - weil Wertungen eben von Anfang an als irrational abgetan werden (S.138) - unter der Hand eine Reihe entscheidender Wertungen eingeflossen sind, die aber nicht mehr offengelegt werden. Diese Bedenken sind aber nicht mehr nur strikt rechtssoziologischer, sondern auch wissenschaftstheoretischer und rechtsphilosophischer Natur.

Robert Hettlage
Unterer Batterieweg 140
4059 Basel